

# LES DROITS DE L'ÉTAT EN MATIÈRE SUCCESSORALE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit  
le Vendredi 5 mars 1937, à 17 heures*

PAR

**Lucien DE MONTIGNY**

---

*Président : M. LEMONNIER, professeur*  
*Suffragants { M. LEPARGNEUR, professeur*  
*{ M. BESNIER, professeur*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

---

1937







THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

# UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1936-1937

## Doyen :

M. HENRY NÉZARD, (\*, I. ☉)

## Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (\*, I. ☉)

## Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (\*, I. ☉)

## Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. \*, I. ☉)

DEGOIS (I. ☉).

## Professeurs :

MM. NÉZARD, (\*, I. ☉), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation minière ;

GOMBEAUX (\*, I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (\*, I. ☉), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit public ;

LEPARGNEUR (\*, I. ☉), professeur de Droit commercial ;

LEMONNIER (I. ☉), professeur de Droit civil ;

PERREAU (☉), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;

LAMPUÉ (☉), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (\*, ☿, ☉), professeur de Procédure civile et de Voies d'exécution ;

FRÉJAVILLE, professeur de Droit civil ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique ;

BESNIER, professeur de Droit romain ;

LEDUC, professeur d'Economie politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines économiques et du Cours de Législation financière ;

PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit maritime et du Cours de Législation industrielle.

## Secrétaire :

M. Roux (I. ☉, ☿, ☿), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

# LES DROITS DE L'ÉTAT EN MATIÈRE SUCCESSORALE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit  
le Vendredi 5 mars 1937, à 17 heures*

PAR

**Lucien DE MONTIGNY**

---

*Président : M. LEMONNIER, professeur*  
*Suffragants { M. LEPARGNEUR, professeur*  
*{ M. BESNIER, professeur*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

---

1937

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les Thèses;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*



A MON PERE VÉNÉRÉ

A MA MÈRE BIEN-AIMÉE

*In memoriam.*



## INTRODUCTION

---

L'Etat exerce aujourd'hui, en matière successorale, deux sortes de droits nettement définis et prévus par des textes spéciaux :

d'une part, aux termes des articles 767 et 768 du Code civil, en l'absence d'héritiers légitimes ou naturels et à défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat,

d'autre part, par application de la loi du 25 février 1901, modifiant les dispositions d'ordre fiscal insérées dans la loi sur l'enregistrement du 22 Frimaire An VII, quand une succession se trouve normalement dévolue à des héritiers du sang ou testamentaires, ceux-ci, à raison de la mutation qui se produit dans les biens héréditaires, sont tenus du paiement de certaines taxes.

Dans le premier cas, l'Etat acquiert la succession en vertu du droit de deshérence, terme que nous aurons l'occasion de préciser et de définir au cours de cet exposé, car il importe de ne pas le confondre avec une autre expression souvent usitée aux mêmes fins :

la vacance de la succession. — Dans le second cas, il s'agit des droits que l'Etat est autorisé à percevoir à l'occasion de l'ouverture d'une succession.

Les tarifs de ces droits, de prime abord proportionnels aux valeurs recueillies, par la suite progressifs, c'est-à-dire croissant rapidement soit avec le chiffre des valeurs héréditaires, soit avec l'éloignement de la parenté, sont à l'heure actuelle, par le fait d'aggravations successives, tellement élevés, que, sur le *plan fiscal*, l'Etat est toujours héritier, en ce sens du moins que dans toute dévolution successorale, quelle que soit la qualité des héritiers en présence, il prélève, au titre de l'impôt des successions, une part de plus en plus importante des biens en dépendant. Toute autre, par contre, est sa situation sur le *terrain civil*. Ici l'Etat n'hérite qu'exceptionnellement puisque le législateur prudent et avisé du 1804 l'a relégué au dernier rang de la hiérarchie héréditaire, non seulement après les parents légitimes ou naturels habiles à succéder, mais encore après l'époux survivant, cependant si défavorisé sous le régime instauré par le Code.

Suivant donc que l'on envisage les règles du droit civil ou les dispositions de la législation fiscale, les prérogatives successorales de l'Etat sur la fortune des individus présentent un contraste frappant.

Ce contraste, qui chaque année, — ainsi qu'il sera facile de le constater par le tableau ci-après, — se

traduit pour le Trésor par un écart très sensible entre les ressources que lui procurent les successions en déshérence et celles que lui fournissent les droits de succession, mérite d'être mis en relief. C'est à cette fin que nous consacrerons nos efforts.

TABLEAU DES RECETTES EFFECTUÉES PAR L'ÉTAT,  
au cours des dix dernières années,  
au titre des déshérences et au titre des impôts successoraux.

| Années     | Successions<br>en déshérence | Impôts successoraux  |
|------------|------------------------------|----------------------|
| 1926 ..... | 1.853.647,91                 | 1.666.327.886,59     |
| 1927 ..... | 5.190.189,92                 | 1.941.465.138,82     |
| 1928 ..... | 4.838.887,22                 | 2.179.291.976,25     |
| 1929 ..... | 5.409.400,27                 | 2.727.059.210,12     |
| 1930 ..... | 5.045.022,48                 | 2.389.795.966,39     |
| 1931 ..... | 5.074.435,44                 | 2.220.850.777,28     |
| 1932 ..... | 4.399.510,87                 | 1.980.491.708,29     |
| 1933 ..... | 2.593.926,39                 | 1.816.381.571,70     |
| 1934 ..... | 2.985.425,34                 | 1.689.867.996,30     |
| 1935 ..... | 3.339.424,62                 | 1.877.039.671,73 (1) |

Notre étude comprendra deux parties :

La première partie sera intitulée : *Les Droits de l'Etat en matière successorale, d'après le Code civil.* — Au cours

(1) Ces chiffres nous ont été transmis par le Ministère des Finances. Ils ont paru au *Journal officiel* du 3 décembre 1936, édition des Débats Parlementaires, p. 3257, sous la rubrique : *Réponses des Ministres aux questions écrites.*

de cette partie, nous chercherons d'abord à établir quels furent les droits de l'Etat sur les successions en déshérence dans le Droit Romain, l'Ancien Droit, et pendant la période intermédiaire. Nous plaçant ensuite dans le cadre de la législation actuelle, nous nous efforcerons de déterminer pourquoi, dans quel cas et comment l'Etat succède. Nous fixerons enfin quels sont les droits successoraux actuellement reconnus à l'Etat par la loi et par la jurisprudence.

La *seconde partie* aura pour titre : *Les Droits de l'Etat en matière successorale, d'après la législation fiscale*. — Dans cette partie, abandonnant le terrain exclusivement civil pour aborder le plan purement fiscal, nous étudierons le système fiscal actuel en matière successorale, son origine dans le Droit Romain et plus particulièrement dans l'Ancien Droit, ses transformations au cours des temps sous la poussée des idées nouvelles, ses principes directeurs, ses tendances et ses modalités, les critiques nombreuses qu'il appelle et les réformes souvent urgentes qu'il nécessite.

L'ampleur du sujet et les développements qu'il nécessitera nous contraindront à écarter les législations étrangères pour limiter notre tâche à l'examen du droit français.

Si, nonobstant ces limites, le travail que nous entreprenons pouvait constituer une contribution utile à l'étude de questions toujours actuelles et à la solution de problèmes juridiques fort complexes

et intimement liés aux circonstances politiques, économiques et sociales d'une époque et d'un pays, nous ne saurions oublier Ceux auxquels nous en serions redevable — MM. les professeurs LEMONNIER et BERNIER — qui, en nous assistant de leurs savants conseils, nous ont donné un précieux témoignage de leur extrême bienveillance.

---



PREMIÈRE PARTIE

**Les Droits de l'État en matière successorale,  
d'après le Code civil.**



Le Code civil attribue à l'Etat, en l'absence d'héritiers, certains droits qu'il est possible de réunir sous un seul vocable : le droit de déshérence. A proprement parler, le mot « déshérence » n'est pas usité dans le Code civil. Mais ce terme est universellement employé par les auteurs et la jurisprudence.

Le droit de déshérence est celui qui appartient à l'Etat en vertu de l'article 768 du Code civil, aux termes duquel : « à défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat ». Nous ne pouvons pour l'instant qualifier autrement ce droit, sous peine de préjuger la question — que nous avons l'intention d'étudier — de la nature et du fondement du droit de l'Etat. Qu'il nous suffise de dire que le droit de l'Etat ne s'ouvre qu'à défaut d'héritiers. Pour que l'Etat puisse recueillir, il faut qu'il n'y ait aucun héritier, ni héritier légitime, ni successeur irrégulier.

Telle est, brièvement esquissée, la législation actuelle. Avant de l'approfondir davantage, un regard sur le passé, une étude rétrospective des droits successoraux de l'Etat aux différentes périodes de l'histoire, nous semble indispensable.

---

## CHAPITRE PREMIER

### HISTORIQUE DU DROIT DE DÉSHÉRENCE

---

Si aujourd'hui le droit de déshérence est exercé uniquement par l'Etat, il n'en a pas été toujours ainsi. C'est ce que nous montrera la description de la déshérence depuis le Droit Romain jusqu'à nos jours. Nous étudierons successivement :

- 1° le Droit Romain ;
- 2° l'Ancien Droit ;
- 3° la période du Droit intermédiaire.

#### SECTION I. — **Le Droit Romain.**

La propriété individuelle, telle que nous la concevons et telle qu'elle se présente aujourd'hui, est le résultat d'une longue évolution (1). Rome ne connut que fort tard ce régime de propriété. En effet, en dépit de nombreuses transformations, l'idée que la propriété appartenait non à l'individu, mais au groupe

(1) MONIER, *Manuel élémentaire de Droit romain*, p. 423 et s.

social, à l'Etat, que toute propriété particulière n'était qu'une concession de l'Etat, subsista pendant longtemps.

Partant de cette conception, il eût semblé normal d'en déduire comme conséquence toute naturelle le retour à l'Etat des biens en déshérence. En effet, le concessionnaire étant mort sans héritiers, le concédant, l'Etat, ne devait-il pas recouvrer la libre disposition de sa chose ?

Telle n'est pas cependant l'idée qui prévalut à Rome, où le droit de déshérence ne fut admis qu'assez tard au profit de l'Etat.

A l'origine, et jusqu'à la fin de la République, une succession à laquelle personne n'était appelé, ou qui avait été répudiée par tous les appelés, était une *res nullius*. Elle n'était attribuée à personne et appartenait au premier occupant qui, au bout d'une année, sans juste titre ni bonne foi, en devenait définitivement propriétaire par l'*usucapio pro herede*. Cette usucapion présentait de nombreux intérêts : Intérêt religieux, elle fournissait au défunt un héritier pour continuer son culte, ses *sacra* ; Intérêt matériel, elle plaçait en face des créanciers du défunt un individu contre qui ils pouvaient agir ; ceux-ci avaient en outre le droit de se faire mettre en possession et de faire vendre les biens.

Sous l'Empire, le droit primitif fut modifié par la loi *Julia Caducaria* qui déféra à l'*aerarium* les *bona vacantia*. C'est l'origine véritable et la plus lointaine du droit de déshérence actuel.

Dès lors l'*usucapio* perdit très rapidement son utilité. L'usurpateur put être dépouillé par le véritable

héritier qui intentait contre lui la *petitio hereditatis fictitia* créée par Hadrien. Plus tard, Marc-Aurèle restreignit encore le champ d'application de cette usucapion en instaurant contre celui qui s'était emparé sciemment d'une hérédité jacente le *crimen expilatae hereditatis* (1). L'usucapion était ainsi devenue très dangereuse. Elle disparut avec Justinien.

Les *bona vacantia* attribués à l'*aerarium* comprenaient trois catégories de biens : les *caduca*, les *ereptoria* et enfin les successions en déshérence proprement dites.

Nous analyserons rapidement les dispositions relatives aux *caduca* et aux *ereptoria* pour aborder ensuite l'étude spéciale des successions en déshérence.

### § I. — Caduca.

Les *caduca* étaient l'œuvre de l'empereur Auguste. Celui-ci, voulant remédier à la dépopulation de l'Empire Romain, prit à cet effet des mesures énergiques. Jusqu'à son règne l'accroissement (2) était obligatoire entre co-héritiers et même entre co-légataires. Il avait lieu *sine onere* entre co-héritiers et entre co-légataires au cas de legs *per vindicationem* ou *per praeceptionem* ; il n'avait pas lieu en cas de legs *per damnationem* ou *sinendi modo*.

(1) GIRARD, *Manuel élémentaire de Droit romain*. Paris, 1896, p. 852 et s.

(2) Deux ou plusieurs personnes étaient appelées concurremment au même rang, à la même succession, pour la même part. L'une faisait défaut. La part de l'autre ou des autres se trouvait accrue d'autant. C'était là l'accroissement (*jus adcrescendi*).

Toutes ces dispositions furent modifiées par les lois *Julia* (757 de Rome) et *Poppaea* (762) qui, en établissant les *caduca*, édictèrent des peines sévères contre les célibataires (*caelibes*), les veufs mariés sans enfants (*orbi*) et les veufs avec enfants (*solitarii*). Par application de ces dispositions, les célibataires ne pouvaient plus rien recueillir, les *orbi* ne recueillaient que la moitié des dispositions faites à leur profit ; quant aux *solitarii*, ils étaient privés d'une part de l'héritage leur revenant. Les biens, qui échappaient ainsi aux individus frappés de déchéance, étaient dévolus en premier lieu aux *heredes patres*, c'est-à-dire aux hommes mariés ayant des *liberi*, puis, à défaut d'*heredes patres*, aux *legatarii patres*, et, à défaut d'héritiers ou de légataires *patres*, au trésor public, à l'*aerarium* plus tard remplacé par le trésor privé du prince (*fiscus principis*) sauf déduction d'une prime au profit du *delator* (1).

Ces mesures, ne s'appliquant à l'origine qu'aux hérédités testamentaires, furent étendues par le sénatus-consulte Pégasien aux donations à cause de mort. Par la suite, les lois caducaires, ne donnant pas les résultats qu'on en attendait, tombèrent vite en désuétude et furent abrogées en partie par Constantin, définitivement par Justinien.

## § II. — Ereptoria.

Sur la même ligne que les *caduca* il faut placer les *ereptoria* ; c'était la portion de l'hérédité dont le suc-

(1) Le montant de cette prime fut fixé par Néron au quart. Il était de moitié, d'après une constitution de Trajan, pour l'incapable qui se dénonçait lui-même. Tacite, *Annales*, 3. 25-28.

cesseur était privé à cause de son indignité. Les *ereptoria* différaient des *caduca*. L'héritier en était saisi dès son acceptation et n'en était dépossédé que lorsque son indignité était reconnue, au lieu que les *caduca* ne pouvaient être saisis par l'héritier.

Les cas d'indignité étaient nombreux à Rome. On peut citer notamment : le gouverneur qui avait épousé une femme de sa province, il ne pouvait rien recevoir d'elle par testament ; l'individu qui s'était chargé de restituer un fidéicommiss à un incapable, il perdait le droit de succéder aux biens qui faisaient partie du fidéicommiss si l'incapable renonçait. Etaient encore indignes les héritiers qui laissaient mourir le *de cuius* faute de soins.

Dans toutes ces hypothèses, il y avait lieu à déchéance, et les *ereptoria* étaient en totalité dévolues au fisc.

### § III. — Successions en déshérence proprement dites.

A Rome, la vocation de l'Etat naissait lorsqu'aucun héritier ou *bonorum possessor* ne réclamait la succession et qu'il était probable qu'il n'en existait pas. C'était l'application stricte des règles édictées au Code X, t. 10 : *De bonis vacantibus*, Lois 1 et 4, Loi 4 : *Vacantia mortuorum bona tunc ad fiscum jubemus transferri, si multum ex qualibet sanguinis linea vel juris titulo legitimum reliquerit intestatus heredem*. Le conjoint lui-même primait l'Etat (Code, livre VI, titre 18) : *Unde vir et uxor, lex unica : Maritus et uxor ab intestato invicem sibi in solidum pro antiquo jure succedant, quotiens deficit omnis parentium liberorum*

*seu propinquorum legitima vel naturalis successio fisco excluso*. Le droit de succéder s'étendait jusqu'au septième degré de parenté (*Digeste, L. IV: De gradibus et affinibus*). Justinien l'étendit jusqu'au dixième degré inclusivement (*Institutes: De successione cognatorum*).

Dans certains cas l'Etat recueillait les successions même en présence d'héritiers en rang utile. C'est ainsi que les biens acquis sur les prisonniers de guerre, ceux des barbares, appartenaient, à la mort de ces personnes, à l'Etat. En outre, le fisc de l'empereur avait droit à une portion de l'hérédité des affranchis impériaux.

A partir de la dénonciation de la déshérence par des officiers spéciaux, courait un délai de quatre ans, exclusivement réservé à l'Etat pour exercer son droit d'option. En principe, nul ne pouvait, pendant ce délai, s'emparer des biens délaissés. Si, à l'expiration des quatre années, l'Etat n'avait pas opté, il était déchu de son droit, et la succession appartenait au premier occupant (1). Passé ce délai, le fisc n'était pas cependant absolument forclos dans ses droits. Il pouvait encore accepter la succession à la seule condition de ne violer aucun droit acquis. L'Etat était d'ailleurs très rapidement fixé sur le parti que voulaient prendre les héritiers, ceux-ci ayant en effet un délai assez court pour se décider : un an en ligne directe, cent jours en ligne collatérale. Ce délai expiré, les biens passaient au fisc : *Ne bona hereditaria vacua sine domino diutius jacerent, bona vacantia fisco sunt delata* (*Dig.: De successione*).

Comme tout héritier, l'Etat était qualifié pour intenter

(1) *Dig.*, L. 44, t. 3, loi 10.

la *petitio hereditatis*; il exerçait les droits du défunt contre les débiteurs successoraux, et il pouvait à l'inverse être poursuivi en paiement par les créanciers du *de cujus*. Toutefois, simple successeur aux biens, il n'était tenu du passif que jusqu'à concurrence de l'actif (*intra vires hereditatis*). De même, ne continuant pas la personne du défunt, l'Etat n'avait pas davantage à assumer le poids des *sacra*. Cependant il restait tenu d'acquitter les legs et les fidéicommiss. Ces différentes charges une fois acquittées, le surplus lui appartenait.

Ce simple aperçu des droits appartenant à l'Etat et des obligations lui incombant nous autorise à supposer qu'à Rome l'Etat recueillait les biens vacants comme un véritable héritier. Cependant il est impossible d'être affirmatif sur ce point (1).

D'ailleurs le droit de l'Etat ne s'exerça pas toujours, car le principe de l'attribution au fisc des successions en déshérence demeura soumis à diverses exceptions. D'une part, certaines corporations primaient les droits du fisc, notamment les curies pour les biens des décurions (2), les légions pour les soldats dès l'époque classique (3), les collèges des *navicularii* et des *fabri-censes*, c'est-à-dire des bateliers employés aux transports des subsistances et des ouvriers des fabriques d'armes impériales, pour leurs membres (4), les églises et les couvents pour les évêques, prêtres, moines et religieuses (5). D'autre part, l'*addictio bonorum liber-*

(1) MONIER, *op. cit.*, p. 574, prétend que l'Etat n'était pas un héritier, mais un *justus successor*.

(2) Code Théodosien, 5, 2, *De bon.*, dec., 1.

(3) D., 28, 3, *De injust.*, 6, 7 *in fine*.

(4) C., 6, 62, *De her.*, dec., 1, 5.

(5) C., 1, 3, *De episcopis*, 20.

*tatum servandarum causa* (1) permettait, dans certains cas, de porter préjudice aux droits du fisc. Cette institution, qui constituait un des modes variés d'acquisition *per universitatem*, fut créée par un rescrit de Marc-Aurèle dans les circonstances suivantes : un nommé Virginius Valens était mort laissant un testament par lequel il affranchissait plusieurs esclaves. L'héritier institué répudia la succession, ce qui eut pour effet de faire tomber les affranchissements. De leur côté, les héritiers *ab intestat* la répudièrent également. Marc-Aurèle autorisa alors un nommé Papilius Rufus à demander au magistrat l'attribution de la succession à condition de maintenir tous les affranchissements et de fournir des garanties pour le paiement intégral de toutes les dettes héréditaires. Justinien devait conserver cette institution en la complétant (2).

En résumé, les successions en déshérence, tout d'abord *res nullius*, furent par la suite organisées et, sauf les exceptions précitées, attribuées à l'Etat, comme d'ailleurs tous les biens vacants (3).

(1) *Inst. Justinien*, 3, 11, *De eo cui libertatis causa bona addicuntur*.

(2) Sur cette institution très spéciale, voir ACCARIAS, *Précis de Droit romain*, 4<sup>e</sup> édit., t. I, nos 474 et s.

(3) Les biens en déshérence attribués à l'Etat étaient par la suite incorporés au Trésor suivant le processus ci-après. — Lorsque les officiers, chargés de rechercher dans chaque province les biens vacants (*cujus vacans cadens qui fuerit patrimonium*), avaient découvert une succession en déshérence, ils en informaient immédiatement le *comes rei privatae*, organisme ayant sous ses ordres, à Rome, quatre bureaux (des bénéfices, des canons, des sécurités, des largesses privées), et dans les provinces, des magistrats. Celui-ci désignait des commissaires (*palatini*), qui se rendaient au lieu de la situation des biens pour en effectuer l'incorporation. En leur pré-

## SECTION II. — L'Ancien Droit.

L'étude de la déshérence dans l'Ancien Droit nécessite un exposé préalable des idées essentielles qui domineront cette section.

Rappelons tout d'abord une des règles fondamentales du droit familial coutumier, à savoir la distinction, parmi les immeubles, des biens venus de la famille et des biens acquis.

Le propre était le bien qui était venu à l'individu de sa famille, soit par succession, soit par libéralité en avancement d'hoirie. Il s'opposait, d'une part, aux meubles et, d'autre part, aux acquêts, immeubles acquis par l'industrie, l'habileté ou l'économie de l'individu. Il était naturel que l'individu puisse disposer à son gré de ce qu'il avait personnellement acquis. Mais s'il s'agissait d'un propre, l'individu bénéficiait de l'activité, de l'économie de ses ancêtres ; il devait restituer à ses parents ce qu'il avait reçu de sa famille : « Il ne s'agissait pas seulement d'une obligation de piété filiale à l'égard de ses descendants, mais d'un

sence, le gouverneur de la province ouvrait une enquête. Un inventaire précis et complet, indiquant les causes de la vacance et la valeur des biens, était dressé. Puis des sommations étaient faites aux héritiers connus. L'inventaire était ensuite envoyé à l'empereur. Celui-ci prescrivait de prendre possession au nom du Domaine. Le gouverneur rendait une ordonnance envoyant en possession le *rationalis*, c'est-à-dire l'avocat du fisc dans la province où étaient situés les biens. Ce dernier dressait alors un second inventaire. Après quoi, les formalités requises étant remplies, on procédait solennellement à la plantation des bornes et l'incorporation au Trésor des biens composant la succession en déshérence était terminée.

devoir précis à l'égard des membres de son lignage (1). »

Dès lors, lorsqu'un individu se mariait et faisait souche d'héritiers, ses descendants continuaient sa propre famille comme ils continuaient celle de leur mère. Mais s'il n'avait pas de postérité, on devait discerner dans son patrimoine, à côté de ses meubles et acquêts, les héritages qui lui venaient de ses parents paternels et ceux qui provenaient de ses parents maternels. Ces biens avaient leur histoire et, en quelque sorte, leur marque (2). Dans le passé, le seigneur les avait concédés au premier acquéreur. Si celui qui les détenait mourait, ses biens allaient à sa famille et, à défaut, au seigneur. Mais ils ne changeaient pas de ligne.

C'était l'application stricte du principe de la conservation des biens dans les familles, d'où a été déduit l'adage : *paterna paternis, materna maternis*. Donc, à défaut d'héritiers dans la ligne dont il provenait, le propre était dévolu au seigneur par déshérence, ce dernier se considérant comme plus prochain que la famille alliée au dernier possesseur du propre.

Cette règle, — que les pays de droit écrit n'appliquaient qu'en ligne directe et non en ligne collatérale, sauf aux frères et sœurs et à leurs descendants, — subsista pendant tout le Moyen âge. Sans doute — comme d'ailleurs nous le verrons — elle devait, sous l'influence de Dumoulin, se modifier. Il était néanmoins utile de mettre en lumière ces principes sur lesquels repose-

(1) Olivier MARTIN, *La Coutume de Paris, trait d'union entre le Droit romain et les législations modernes*, p. 70.

(2) Olivier MARTIN, *La Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris*, t. II, chap. VII, p. 291.

ront une grande partie des développements qui vont suivre.

Notons, en outre, qu'à la différence de la tendance moderne qui cherche à augmenter la fréquence des cas de déshérence, notre ancien droit s'efforça au contraire de les éviter. En droit moderne, il y a déshérence dans deux cas. La déshérence existe tantôt par la force même des choses par suite de l'inexistence de parents connus qui puissent hériter, tantôt par l'effet de la loi lorsque le *de cujus* laisse des parents, mais que la loi ne leur reconnaît pas la qualité de successeurs.

De ces deux déshérences l'Ancien Droit ne connut, en réalité, que la première, et ceux qui — rois ou seigneurs suivant les époques — la recueillirent, ne cherchèrent jamais à en augmenter la fréquence ; ils se contentèrent de se la disputer entre eux âprement. Le droit de déshérence n'était alors, en quelque sorte, qu'un pis-aller, et le droit familial ne lui fut jamais sacrifié.

### § I. — Qui exerçait le droit de déshérence ?

Après la chute de l'Empire Romain, les rois francs, maîtres de la Gaule, gardèrent pour leur part les grands domaines qui avaient appartenu au fisc impérial (1). Successeurs naturels du pouvoir des empereurs, il est vraisemblable qu'ils s'en attribuèrent les prérogatives. Cette appropriation était conforme aux traditions germaniques qui donnaient au fisc, c'est-à-

(1) GLASSON, *Droits et Institutions de la France*, t. II, p. 112 et s.

dire au roi, la succession des personnes décédées intestat et sans parent au degré successible.

« D'après le droit romain, disait Bacquet, le droit de déshérence appartient au roi. Toutefois le roi ayant fait cet honneur aux ducs, marquis, comtes et autres seigneurs de son royaume, de leur donner, ou plutôt communiquer droit de basse, moyenne et haute justice en leurs terres et seigneuries, sous ombre de haute justice ils ont repris le droit de déshérence sur le roi, encore que de tels droits n'aient rien de commun avec le droit de justice qui consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient (1). »

Le droit de déshérence était donc un droit régalien. Il appartint d'abord aux *rois francs*, puis les *hauts seigneurs* s'en emparèrent au x<sup>e</sup> siècle, enfin la *royauté* le reprit aux seigneurs aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles pour ne plus l'abandonner jusqu'à la Révolution.

A. — *La succession en déshérence appartint d'abord aux rois francs.*

Héritiers du fisc impérial, les rois recueillirent les droits régaliens de déshérence, de vacance, de confiscation et d'amende (2). Contrairement en effet à une opinion soutenue par plusieurs auteurs, et notamment par Montesquieu, après l'invasion de la Gaule par les Francs, l'organisation financière instaurée par les empereurs romains subsista. Dès lors, succédant aux Romains, les Francs continuèrent à percevoir les impôts que les Romains avaient établis. Mais il con-

(1) BACQUET, *Du droit de déshérence*.

(2) *Loi des Ripuaires*, t. 1, § 1 et 2.

vient d'ajouter que, tout en maintenant les ressources que leur fournissait le droit romain, les rois se gardèrent bien d'abandonner celles qu'ils tenaient du droit germanique. C'est ainsi qu'ils recueillaient les biens des étrangers, les biens des affranchis *per denarium* décédés sans héritiers (1). De même, les veuves sans parents étaient placées sous le *mundium* du roi ; c'était à celui-ci qu'appartenait le *reipus* si ces veuves se remariaient.

Ces différents tributs furent perçus par les rois à titre de souverains, et non à titre de propriétaires. Ce fut seulement au *x<sup>e</sup>* siècle, en même temps que se constituait la féodalité, que l'impôt se transforma en redevance privée. Il y eut des luttes nombreuses entre les Francs et leurs rois, ceux-ci voulant soumettre leurs sujets à l'impôt, ceux-là ne voulant pas payer les impôts et se faisant accorder certaines immunités (2). Ce fut le germe de la féodalité.

B. — *Les hauts seigneurs s'en emparèrent  
au X<sup>e</sup> siècle.*

Profitant en effet du désordre inhérent à la nouvelle formation d'un état social et à la faveur des luttes continuelles qui ont régné dans la période du *vi<sup>e</sup>* au

(1) *Loi des Ripuaires*, t. 57, § 1 ; t. 61, § 1.

(2) Les immunités n'étaient pas, à proprement parler, une remise d'impôts, mais la promesse du roi de ne plus exiger sa part d'impôts sur telle ou telle partie du territoire. Elles se différenciaient des délégations d'impôt (*honores*), qui consistaient dans l'attribution de certains impôts à des personnes ayant rendu service au roi (*honorati*). Les unes et les autres eurent le grave inconvénient d'affaiblir et de morceler l'autorité royale.

xi<sup>e</sup> siècle, les seigneurs, en possession de certaines terres confisquées aux familles gallo-romaines et concédées à titre viager, firent main basse sur tout ce qu'ils purent acquérir et s'attribuèrent par la voie du fait certaines prérogatives royales, entre autres le droit d'acquérir, quelle que fût la cause de la vacance, naturelle ou légale, les *bona vacantia*.

Les pouvoirs acquis par les seigneurs au détriment de la royauté comprenaient deux éléments fort distincts : d'une part, le fief, et, d'autre part, la justice. La puissance justicière englobait pour le seigneur non seulement le droit de juger, mais encore celui de percevoir l'impôt : c'était un droit de souveraineté, et c'est à lui que se rattachait le droit de déshérence.

Attribut de la puissance justicière, le droit de déshérence appartenait pendant toute la période féodale au seigneur haut justicier, c'est-à-dire au souverain maître de la seigneurie où s'ouvrait la succession.

Ce fut en effet et en principe par le seigneur haut justicier que le droit de déshérence fut exercé. Quant au moyen, au bas justicier et au seigneur féodal, ils ne succédaient aucunement, la coutume ne leur accordant pas ce droit. Ceci résulte très nettement de l'article 167 de la Coutume de Paris (rédaction de 1510), aux termes duquel : « Quand le propriétaire possesseur d'aucun héritage va de vie à trépas sans hoirs apparens, le hault justicier, en la justice duquel les héritages sont assis, peut et lui est loisible iceux héritages vacans et non occupez saisir et mettre en sa main. » C'était là un texte d'une application fréquente, car la Coutume de Paris faisait la loi des pays dont la coutume particulière ne contenait pas de règle spé-

ciale sur une matière déterminée. Ferrière justifiait la prérogative du seigneur haut justicier par le motif que « le droit de déshérence a été accordé aux seigneurs hauts justiciers comme une dépendance de leur justice pour les récompenser des charges onéreuses qui y sont annexées (1) ».

Cependant, dans les déshérences, les moyens et bas justiciers avaient leur part « en tant qu'ils ont le droit de fisc, étant trouvées en l'enclave de leur justice, à savoir le moyen justicier de 60 sols et le bas de 7 sols et 6 deniers ».

En outre, il importe d'observer que le principe édicté par la Coutume de Paris subissait un certain nombre d'exceptions. C'est ainsi que la Coutume de Normandie, dans son article 146, attribuait le droit de déshérence au seigneur féodal : « Aux seigneurs féodaux, disposait cet article, appartiennent les héritages de leurs vassaux, après leur décès, à droit de déshérence et ligne éteinte, aux charges de droit s'il ne s'y présente hoirs habiles à succéder dans le septième degré inclusivement (2). »

(1) FERRIÈRE, *Commentaire de la Coutume de Paris*, 1737.

(2) Cette coutume présentait plusieurs particularités intéressantes : d'abord le droit des parents y était limité au septième degré, au lieu que dans les autres coutumes les parents, quel que fût leur degré, excluaient les seigneurs (L'avantage n'était d'ailleurs pas si grand qu'on pouvait le supposer. L'annotateur de Lebrun assure en effet qu'on suivait en Normandie la computation canonique, de sorte que le septième degré se trouvait être le quatorzième degré en droit civil, où l'on compte des deux côtés). — Ensuite celui qui n'avait pas d'héritiers ne pouvait disposer par testament ou entre vifs au delà de ce que pouvait donner celui qui avait des héritiers (*Placitus* de 1666. MERLIN *vo déshérence*). — Notons enfin qu'en Normandie, comme dans certains pays de cou-

Citons également, parmi les coutumes se différenciant de la Coutume de Paris, celle du Poitou, dont les articles 299 et 300 attribuaient la succession en déshérence au moyen justicier ;

Celles de Touraine, articles 18-44, du Lodunois, article 14, donnant les immeubles au bas justicier et les meubles au moyen justicier ;

Celle de Bretagne, article 595, léguant les immeubles au seigneur dont ils étaient mouvants, et le mobilier au seigneur féodal du domicile du défunt ;

Celles d'Anjou, article 268, et du Maine, article 286, attribuant les meubles au moyen justicier et les immeubles au seigneur dont ils relevaient.

Néanmoins, en dépit de ces nombreuses exceptions, on peut poser en principe que la succession en déshérence appartient en général au seigneur haut justicier.

Le seigneur haut justicier qualifié pour recueillir la succession en déshérence était incontestablement, pour les immeubles, celui sur le territoire duquel ils étaient fixés ; si les immeubles se trouvaient dans plusieurs seigneuries, chaque seigneur succédait aux biens compris dans sa suzeraineté.

Quant aux meubles, la question de leur attribution par déshérence avait soulevé quelques difficultés. La majorité des auteurs déclarait que les meubles, comme les immeubles dépendant des successions vacantes, devaient revenir au seigneur dans le domaine duquel ils se trouvaient situés. D'autres estimaient que les

tumes analogues, le roi, en cas de déshérence, succédait aux meubles, rentes constituées, héritages, qui ne relevaient d'aucun seigneur.

meubles, n'ayant pas d'assiette fixe, devaient appartenir au seigneur du domicile du défunt. C'était l'avis de Loyseau : « Tous les docteurs anciens et modernes, sans exception que je sache, tiennent unanimement que les biens du confisqué ou décédé sans hoirs appartiennent au haut justicier de son domicile (1). »

Cependant l'opinion contraire gagna du terrain à partir du xiv<sup>e</sup> siècle. Elle s'appuyait sur deux motifs : d'abord, disaient les anciens auteurs, une succession en déshérence ne doit pas être assimilée à une succession ordinaire ; elle ne représente pas la personne du défunt ; les meubles de ceux qui décèdent sans héritiers sont des biens vacants et sans maître ; dès lors, n'étant reliés par aucun lien au *de cuius*, ils doivent appartenir au seigneur dans la justice duquel ils se trouvent.

A ce motif Bacquet en ajoutait un autre : « Le roi et les seigneurs hauts justiciers, lorsqu'ils exercent le droit de déshérence, ne sont pas des héritiers ; ce sont des successeurs aux biens, de sorte que chacun prend tout ce qui se trouve en son territoire sans que l'autre y puisse rien prétendre (2). » Quoi qu'il en soit, pratiquement le seigneur haut justicier exerçait son droit non seulement sur les immeubles, mais encore sur les meubles situés sur son territoire. C'est ce que prévoyait l'article 346 de la Coutume de Reims : « S'il

(1) LOYSEAU, *Traité des seigneuries*, 1605, chap. XII, n<sup>o</sup> 88. — Ne pas confondre Charles Loyseau (1566-1627), auteur d'un *Traité des seigneuries*, qui, malgré sa forme modérée, est la véritable condamnation des justices seigneuriales, avec Antoine Loisel (1536-1617), célèbre par ses *Maximes* ou *Institutes coutumières*.

(2) BACQUET, *op. cit.*, chap. III, n<sup>os</sup> 3 et 4.

y a des biens vacants en divers lieux, chaque seigneur haut justicier doit avoir ceux qui sont en sa seigneurie et haute justice, tant meubles qu'immeubles, et en ce cas les meubles ne suivent pas le domicile. »

Au surplus cette pratique avait été consacrée par un arrêt du 20 mars 1343 au profit de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, et elle représentait en outre l'opinion soutenue par un certain nombre d'auteurs, parmi lesquels il convient de citer plus particulièrement Bacquet, Ferrière, Pothier, Coquille, Brodeau, Lefèvre-Laplanche, etc. Elle avait malheureusement l'inconvénient de morceler le patrimoine héréditaire et de considérer la succession en déshérence non comme une masse unique de biens formant un tout, mais comme une série de biens, sans lien entre eux, que chaque seigneur recueillait comme biens vacants, à titre d'occupant.

C. — *Le droit de déshérence fit retour au roi  
au cours des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.*

Après plusieurs siècles d'anarchie féodale, la royauté commença à renaître. Les comtes de Paris, héritiers du nom de roi, exploitèrent habilement ce titre. Ce fut Louis le Gros qui commença cette œuvre de renaissance du pouvoir royal : le roi fut regardé comme étant généralement le souverain justicier de tout le royaume, le propriétaire de toutes les terres, le juge de ceux qui n'en trouvaient pas, le suzerain de ceux qui avaient perdu le leur. La royauté cessa dès lors d'être un pouvoir féodal et justicier. Par l'invasion des justices le domaine royal s'empara des aubaines et des successions en déshérence et c'est ainsi que peu à

peu la royauté recouvrit ses prérogatives qu'elle devait conserver jusqu'en 1789.

## § II. — Fondement du droit de déshérence.

Comment expliquer ce droit, considéré d'abord comme appartenant au seigneur, puis, lorsque l'autorité royale se fut affermie, comme étant un attribut du souverain ? Les auteurs féodaux et coutumiers étaient divisés sur ce point. Pour quelques-uns, le droit de déshérence reposait sur l'occupation. Pour d'autres, l'attribution de la déshérence aux seigneurs haut justiciers était une compensation légitime des charges dont les seigneurs étaient grevés. D'autres, enfin, estimaient que la déshérence n'était qu'une conséquence directe du droit de souveraineté. Examinons rapidement chacun de ces systèmes.

Selon un PREMIER SYSTÈME, le droit de déshérence avait pour base l'occupation : « Cette dispute, soutenait Lefèvre-Laplanche, entre le seigneur du fief et le seigneur haut justicier, est une dispute sur le principe de la déshérence. Si ce droit est relatif à la règle de droit public, au droit du premier occupant, c'est entre les mains du seigneur haut justicier qu'est ce trésor public. Mais si on rapporte ce droit à la propriété directe sur les habitants, serfs du seigneur et partie de la glèbe, c'est au seigneur du fief qu'appartient le droit de déshérence. Or l'option entre ces deux principes est toute jugée, puisque nos mœurs ont reconnu l'illusion de ce principe qui fait de l'homme un accessoire de la terre qu'il cultive ; il faut chercher dans une

source plus pure l'origine du droit de déshérence. L'idée du Trésor public, subrogé aux droits du premier occupant, forme cette source (1). »

Cette conception d'une subrogation aux droits du premier occupant semble difficilement acceptable, car comment ce premier occupant aurait-il acquis, pour le compte du seigneur haut justicier, un droit qu'il aurait immédiatement cédé à ce dernier? Il y a là une conception *a priori* qui ne repose sur aucune base sérieuse.

DEUXIÈME SYSTÈME. — Le seigneur haut justicier excluait le seigneur féodal par ce motif que le droit de déshérence avait été accordé aux seigneurs hauts justiciers comme un accessoire du droit de haute justice, afin de les dédommager des charges onéreuses qui y étaient annexées.

Ce fut l'opinion soutenue par Loyseau (2). « Les biens vacants, disait-il, sont attribués à la justice pour soutenir les charges d'icelle. »

Cependant d'autres auteurs critiquaient cette explication ; ils prétendaient qu'elle avait été produite pour légitimer les usurpations commises par les seigneurs hauts justiciers, plus puissants que les autres : « Dire que la déshérence soit un des fruits et des émoluments de la justice, écrivait Lebret, c'est une proposition ridicule, parce que proprement les profits de la juridiction ne consistent qu'aux confiscations et aux amendes » (3).

(1) LEFÈVRE-LAPLANCHE, *Traité du Domaine*, t. III, p. 76, édition 1765.

(2) LOYSEAU, *op. cit.*, chap. XII, n° 85.

(3) LEBRET, *Souveraineté*, t. III, n° 12.

TROISIÈME SYSTÈME. — Plus tard, le droit de déshérence fut considéré comme l'exercice du droit de souveraineté appartenant au roi. La couronne était regardée comme ayant un domaine éminent sur toutes les terres du royaume; c'était la règle connue sous le nom de « directe universelle », d'après laquelle toute terre devait être fief ou censive (1). Le roi était considéré comme concédant la jouissance du droit de propriété, dont il conservait l'exercice. « On voit bien, notait Lebret, des rois sans royaume, mais l'on ne peut pas voir des royaumes sans roi, et les terres sans seigneur ; sitôt que l'un abandonne, l'autre s'en saisit ; s'il a un héritier, il lui succède; s'il n'en a pas, le fisc entre à sa place. »

De son côté Poullain du Parc affirmait que « le droit de déshérence est un droit attaché à la seule féodalité, en vertu de la condition tacite de l'inféodation primordiale par laquelle, à défaut d'héritiers directs et collatéraux, le seigneur recueille les biens mouvants de lui (2). »

Cette théorie régnait sans conteste depuis le début du Moyen âge. Notamment, lors de la conquête de l'Angleterre par les Normands, on admit que le roi était devenu le propriétaire de tout le territoire, et depuis lors, toute terre anglaise fut considérée comme concédée par le souverain. Le principe de la directe universelle reçut même en France une consécration législative : l'article 383 du Code Michaud portait en effet : « Tous héritages relevant de nous, en pays cou-

(1) HERVÉ, *Théorie des matières féodales et coutumières*, t. IV, chap. VI.

(2) POUILLAIN DU PARC, *Principes du droit français*, t. II, p. 98.

tumier ou de droit civil, sont tenus ou sujets au droit de lods et de vente, quints et autres droits ordinaires, selon la condition des héritages et la coutume des lieux ; et sont tous héritages ne relevant d'aucun seigneur censés relever de nous, si non pour tout ce que dessus, les possesseurs des héritages faisant apparoir de bons titres qui les en déchargent ».

Dans son édit de 1692, Louis XIV proclamait d'une façon plus expresse encore le même principe : « L'application continuelle que nous avons à rechercher toutes les parties de notre domaine, qui ont été ci-devant aliénées et usurpées, nous ayant fait connaître que nous n'avons point de droit ni mieux établi ni plus inséparablement attaché à notre couronne que celui de la mouvance et de la directe universelle, que nous avons sur toutes les terres de notre royaume, nous avons remarqué qu'il y en a un grand nombre, tant nobles que roturiers, lesquels sont possédés en franc alleu, sans avoir pour ce aucun titre de Nous. »

Ce système fut de bonne heure combattu, et plus particulièrement par les défenseurs des francs allodiaux (1). Néanmoins il semble qu'en dépit des critiques dont elle fut longtemps l'objet, la règle de la « directe universelle » aurait probablement fini par s'imposer, lorsque la Révolution éclata.

### § III. — Ouverture du droit de déshérence.

On distinguait, dans l'Ancien Droit, trois sortes de déshérences :

(1) CHÉNON, *Histoire des Alleux*.

la première se produisait dans le cas de défaillance des héritiers du rang (c'était le cas le plus fréquent) ;

la seconde, lorsque les héritiers renonçaient à la succession ;

la troisième pouvait avoir lieu par suite de l'incapacité de transmettre du *de cuius*, ou de l'incapacité de recevoir des successibles.

#### A. — *Défaut d'héritiers.*

Dans ce premier cas, le droit de déshérence, s'ouvrait lorsqu'il n'existait ni parent du *de cuius* soit dans la ligne paternelle, soit dans la ligne maternelle, ni conjoint survivant, ni légataire universel.

*Inexistence de parent de cuius soit dans la ligne paternelle, soit dans la ligne maternelle.*

Cette règle ne fut pas admise sans difficultés. Le différend sur cette question venait de ce que certaines coutumes, dans le but de conserver les biens dans les familles, pratiquaient la maxime *paterna paternis, materna maternis*, en vertu de laquelle il était permis de regarder l'héritier appelé dans une ligne comme étranger à l'autre ligne et complètement incapable de recueillir les biens y afférents. Par suite de ce partage absolu de la succession en deux parts, l'une revenant à la ligne maternelle, l'autre à la ligne paternelle, sans aucune dévolution possible d'une ligne à l'autre, le fisc était appelé à défaut de parents dans une ligne et à l'exclusion des parents de l'autre ligne (Coutume de Bretagne, art. 595 ; Coutume de Normandie, art. 245 ; Coutume d'Anjou, art. 268).

Mais cette exclusion des héritiers du sang par le fisc devait, par la suite, disparaître. La prépondérance des parents sur le fisc, sous l'influence des auteurs, se généralisa et, au xvi<sup>e</sup> siècle, elle constituait le droit commun. L'article 330 de la Coutume de Paris réformée disait en effet : « S'il n'y a aucun héritier de côté et de ligne dont sont venus les héritages, ils appartiennent aux proches habiles à succéder de l'autre côté et ligne, à quelque degré que ce soit. »

Or, la Coutume de Paris, « véhicule habituel du droit commun coutumier », suivant la judicieuse expression de M. Olivier Martin, s'était imposée comme règle dans tous les pays où il n'y avait pas de coutume locale. Ainsi donc, au xvi<sup>e</sup> siècle, les héritiers, à quelque ligne qu'ils appartenissent, excluaient le fisc. Cependant, mais à titre tout à fait exceptionnel, dans certaines coutumes (Anjou, Maine), le seigneur était encore, à la veille de la Révolution, préféré aux parents de l'autre ligne (1).

Les parents excluaient donc le fisc, mais jusqu'à quel degré pouvaient-ils succéder ?

Dans les pays de droit écrit, il était admis que les parents succédaient jusqu'au dixième degré. Certains auteurs allaient même plus loin, et Dunod (2) enseignait que, d'après le Parlement de Besançon, tout parent, à quelque degré qu'il fût, excluait le fisc, mais qu'en cas de concurrence entre deux lignes, les proches parents d'une ligne ne pouvaient être exclus par les

(1) VIOLLET, *Histoire du droit civil français*, 1905, p. 853.

(2) DUNOD, *Traité des Retraits*, chap. IV. — V. également : MAYNARD, *Notables et singulières questions de droit écrit jugées au Parlement de Toulouse*, livre VI.

parents de l'autre ligne quand ils passaient le dixième degré.

Dans les pays de coutume, la règle était la même et le fisc était exclu par les parents du défunt « à quelque degré que ce soit » (Art. 330 de Coutume de Paris réformée). Voici comment s'exprimait Loyseau à ce sujet : « La succession a lieu *in infinitum* tant que la ligne peut se montrer ; c'est pourquoi, en quelques coutumes, la déshérence est appelée ligne éteinte et ligne faillie, le mot de ligne signifiant parenté ». Dumoulin était du même avis. Cependant, d'après d'Argentré, la Coutume de Normandie ne permettait pas de succéder au delà du neuvième degré. Mais Poullain du Parc, dans sa note sur l'article 342 de la même coutume, indiquait que « la maxime contraire est constante aujourd'hui, depuis l'arrêt du 20 juin 1733 du Parlement de Rennes ».

Le degré étant indifférent, il suffisait, pour exclure l'Etat, de prouver sa parenté avec le défunt. Comment se faisait cette preuve ?

En cette matière, la jurisprudence se montrait très large quant aux modes de preuves admissibles ; il suffisait, pour que la vocation du successible fût établie, qu'il eût été formellement reconnu par la famille aux biens de laquelle il se disait appelé. Elle se contentait même de la commune renommée, c'est-à-dire d'un des éléments de la possession d'état (*nomen, tractatus, fama*). Dumoulin écrivait à ce sujet, sur l'article 32 de la Coutume de Tours, que, pour exclure le fisc, il suffisait d'être *in quasi possessione parentelae*.

La jurisprudence était d'ailleurs plus sévère lorsque plusieurs personnes se disputaient une succession à

titre de parents, que s'il s'agissait seulement d'exclure le fisc. Dans la première hypothèse, il fallait établir légalement sa généalogie ; les actes de naissance et de mariage, les partages, les testaments étaient les preuves les plus certaines en cette matière et, en règle générale, les preuves écrites étaient seules admises. Dans la seconde hypothèse, la parenté pouvait être établie par de simples indices, par exemple la renommée, une reconnaissance écrite ou verbale du *de cujus* (1). La preuve testimoniale était donc dans ce cas suffisante pour prouver la parenté, quitte au juge à discerner en dernier lieu ce qu'il y avait à prendre dans chaque témoignage.

*Absence de conjoint survivant.*

Le droit de déshérence ne s'ouvrait que par le défaut d'héritiers dans les deux lignes et même, en cas de défaillance complète, le fisc pouvait encore être écarté par le conjoint survivant. Peu importait que le survivant fût le mari ou la femme, que la veuve fût ou non remariée. La femme sans doute était étrangère à son mari, et ne pouvait lui succéder *jure sanguinis* ; mais en présence du fisc le mari et la femme étaient réputés être la même personne, et l'équité exigeait que les époux se succédassent l'un à l'autre. C'était déjà la règle à Rome où, par la *bonorum possessio*, la femme était admise à la succession de son mari. Ce fut aussi la règle de la majorité de nos coutumes (Poitou, art. 299 ; Berry, chap. IX, art. 8). Cependant certaines coutumes, telles celles du Bourbonnais, art. 328, de

(1) BRODEAU cite en ce sens un arrêt du 22 mai 1622 (Notes sur les arrêts de Louet, Lettre F, § 22).

Normandie et du Maine, préféraient le haut justicier à l'époux survivant.

*Absence de légataire universel.*

Le légataire universel était préféré au fisc et empêchait l'ouverture de la déshérence, de sorte que, finalement, la déshérence ne s'exerçait qu'à défaut de parents à un degré quelconque, de conjoint survivant, et pourvu que le *de cujus* n'eût désigné personne pour lui succéder.

*B. — Il existait des héritiers, mais ils ne voulaient pas recevoir.*

La déshérence pouvait également résulter de la renonciation des héritiers du sang. Dans ce cas, comme en Droit Romain, l'Etat avait la faculté d'appréhender la succession après l'expiration des délais accordés à l'héritier pour délibérer (1).

Toutefois, dès cette époque, les jurisconsultes s'étaient préoccupés de sauvegarder les intérêts des héritiers en face des prétentions souvent exagérées du fisc. D'une part, des parents plus éloignés que ceux qui avaient renoncé pouvaient ignorer le décès ; d'autre part si l'héritier, même seul, avait renoncé à la succession, cette renonciation était peut-être occasionnée par le poids des dettes qui grevaient l'hérédité. Il y avait là un véritable abandon de la succession aux créanciers, mais non vacance ; aucun droit ne s'ouvrait au profit du fisc. C'est alors qu'apparaissait le curateur à la succession dont les fonctions,

(1) LOYSEAU, *op. cit.*, chap. XII, n° 60.

en vue de faciliter la liquidation du patrimoine, pouvaient être exercées même par un officier royal.

En dehors du cas où une succession était manifestement insolvable, il pouvait arriver que le fisc se mît en possession d'une hérédité qui n'était pas réellement abandonnée, parce que certains successibles ne s'étaient pas encore prononcés. Dans cette hypothèse, l'un d'eux, bien qu'il ne fût pas du degré le plus proche, pouvait-il réclamer la succession? Legrand, commentant l'article 118 de la Coutume de Troyes, déclarait irrecevable la réclamation de l'héritier qui n'était pas premier en rang pour succéder (1). Mais l'opinion contraire était soutenue par Ferrière (*Commentaire de la Coutume de Paris*, art. 167). La Coutume de Paris exigeait en effet formellement que le *de cujus* fût décédé « sans hoirs apparens », pour que la déshérence de sa succession s'ouvrit ; il suffisait alors que le parent justifiât de sa parenté pour exclure le seigneur.

C. — *Il existait des héritiers, mais le de cujus  
était incapable de transmettre,  
ou les successibles incapables de recevoir.*

L'incapacité de transmettre se rencontrait chez les religieux, qui, « étant morts civilement et ayant rompu par leur profession les liens qui les tenaient attachés à leur famille, ont perdu par ce retranchement volontaire de la société la capacité active et passive de succession, qui ne se rétablit même pas par la sécularisation » (Lefèvre-Laplanche).

(1) LEGRAND, *Commentaires de la coutume de Troyes*, 1659.

L'incapacité de recevoir se présentait chez l'héritier indigne. Il convient de noter à cet égard que les causes d'indignité n'étaient pas limitativement déterminées par les coutumes, mais se trouvaient abandonnées à la souveraine appréciation des magistrats (1).

#### § IV. — Droits et obligations du seigneur qui recueillait une succession en déshérence.

Le seigneur qui recueillait une succession en déshérence avait des droits et des obligations.

Comme *droits*, il pouvait invoquer ceux du défunt, avec la même étendue ; en retour il était tenu d'exécuter certaines *obligations*.

Il devait d'abord payer les dettes successorales. Le seigneur n'était tenu des dettes que jusqu'à concurrence de l'émolument héréditaire, *intra vires hereditatis*, car il n'était pas le continuateur de la personne, mais seulement un successeur aux biens. S'il y avait concurrence de plusieurs seigneurs à la même succession, chacun payait les dettes proportionnellement à la part qu'il recueillait. Lorsqu'un créancier chirographaire ignorait combien il y avait de seigneurs participant à la déshérence et dans quelle proportion chacun y participait, l'usage était de faire nommer un curateur aux biens vacants.

Le seigneur assumait en outre l'obligation d'accomplir quelques formalités nécessaires pour informer les héritiers de l'état de déshérence. Ces formalités con-

(1) POTHIER, *Traité des successions*, chap. I, section 2.

sistaient dans une certaine publicité donnée à l'appropriation des biens. Le seigneur faisait saisir, en vertu d'une commission de son juge, et à la requête de son procureur fiscal, les immeubles vacants situés dans sa seigneurie ; puis trois publications avaient lieu pour inviter les intéressés à se révéler ; après ces trois publications, le seigneur entra en possession définitive. Quant aux meubles, leur conservation au profit de successibles éventuels était assurée par une apposition de scellés et un inventaire.

Enfin le seigneur ne s'étant fait adjuger les biens qu'à défaut de parents légitimes, il s'ensuivait que, si quelque parent se présentait, le seigneur devait lui remettre l'héritage, pourvu que la réclamation eût été faite en temps utile, c'est-à-dire dans les trente ans. Suivant en effet la jurisprudence la plus générale, le seigneur pouvait être évincé pendant trente ans par la survenance d'un héritier. Certains auteurs se contentaient d'une prescription de vingt ans ; d'autres exigeaient une possession de quarante ans par le seigneur pour que celui-ci fût irrévocablement à l'abri d'une réclamation des héritiers. Les dispositions les plus diverses se rencontraient à ce point de vue dans les coutumes : la possession de quarante ans était exigée par la Coutume de Paris ; celle de Reims se contentait de la prescription de vingt ans (art. 345). Si donc un héritier se présentait en temps utile et prouvait sa parenté, il pouvait obtenir la restitution des biens en capitaux, et même avec les revenus, si le seigneur avait agi comme un possesseur de mauvaise foi. Toutefois, celui-ci avait le droit de réclamer le remboursement des frais qu'il avait raisonnablement

exposés, s'il n'avait perçu aucun fruit, et il pouvait compenser les revenus produits par les biens avec les dépenses qu'il avait engagées pour l'administration de la succession.

En revanche, le seigneur qui pouvait être évincé pendant trente ans par la survenance d'un héritier, avait aussi, pendant le même laps de temps, la faculté d'évincer celui qui, possédant les biens héréditaires, n'était pas héritier, celui-ci ne pouvant être propriétaire par prescription qu'au bout de trente années. Cependant si ce possesseur avait acquis du défunt certains biens de la succession en déshérence à titre particulier, il pouvait opposer au seigneur la prescription de dix ans entre présents et de vingt ans entre absents.

Tel était le droit commun. Certaines coutumes contenaient cependant des dispositions différentes. Celle de Reims, en particulier, prescrivait que : « Si, dans les six ans de la saisie des biens par le justicier, un héritier se présente, le seigneur doit lui faire délivrance de tous les meubles et immeubles en se faisant rembourser de ses frais. Après dix ans, le seigneur ne doit aucun compte des fruits ni des meubles et se borne à délaisser à l'héritier la possession vague des immeubles. Après vingt ans, l'héritier ne peut plus rien réclamer » (art. 345).

#### § V. — Administration des déshérences dévolues au roi.

La déshérence dévolue au roi était un droit compris dans les baux à ferme et appartenant aux

fermiers généraux. Au contraire des successions en déshérence recueillies par les seigneurs, les biens de la succession attribuée au roi ne payaient pas de droit de centième denier ; ils n'étaient même pas sujets au droit de contrôle pour la prise de possession.

Au début de la féodalité, lorsque le roi n'était qu'un grand seigneur, les agents de son domaine étaient les prévôts. Philippe-Auguste, plus tard, institua les baillis. L'administration supérieure, sous les Valois, fut confiée aux Trésoriers de France, qui formaient la Chambre du Trésor. Charles V créa, pour percevoir les revenus des domaines, des receveurs, appelés vicomtes en Normandie.

A partir du xvii<sup>e</sup> siècle, les officiers royaux furent remplacés par les fermiers généraux. Les revenus domaniaux étaient attribués en totalité à un adjudicataire général, dont les fermiers généraux étaient les cautions. C'était cet adjudicataire qui, sous sa responsabilité, percevait tous les revenus.

Le 9 janvier 1789, Louis XVI rendait un arrêt répartissant le recouvrement de tous les droits et impôts entre trois grandes compagnies, dont l'une, l'administration générale des Domaines et des Droits domaniaux, fut spécialement chargée du recouvrement des revenus des Domaines.

### SECTION III. — **Le droit intermédiaire.**

La Révolution fit table rase de l'état de choses existant. Avec les lois du 4 août 1789 disparurent le régime féodal et les justices seigneuriales, les droits et les privilèges des seigneurs. Cette disparition marquait — du moins le pensait-on — le début d'une ère nouvelle où, par la réforme des abus de l'Ancien Régime, avec plus de liberté régneraient plus d'égalité et plus de justice sociale.

Les lois des 22 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1790 déclarèrent la nation propriétaire du Domaine. Par suite, les successions en déshérence revenaient à l'Etat. L'article 3 était ainsi conçu : « Tous les biens et effets, meubles ou immeubles, demeurés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la Nation. »

En réalité, les expressions seules furent modifiées, car il n'y eut rien de changé dans l'institution. Désormais les successions en déshérence, au lieu de tomber dans les caisses royales ou seigneuriales, allèrent grossir les recettes de l'Etat. Mais les conceptions restèrent les mêmes. La propriété individuelle demeura un démembrement de la souveraineté ; par suite elle devait faire retour à la souveraineté dont elle était issue, dès que disparaissait l'individu au profit duquel elle avait été détachée : « Ce domaine éminent, qui ne diffère de la puissance publique que comme la cause diffère de son effet, assure à la Nation la pro-

priété directe de toutes les portions du territoire qui, par leur nature ou leur destination, ne peuvent appartenir à personne en particulier, et de celles qui demeurent vacantes et sans maître » (Rapport du député Enjubault sur la loi de 1790).

D'ailleurs, même avant le vote de ces lois, le droit de déshérence avait cessé d'exister au profit des seigneurs, par suite de la disparition des justices seigneuriales. L'article 7 de la loi des 13-20 avril 1791 déclarait en effet expressément que les seigneurs avaient perdu la jouissance du droit de déshérence à partir de la publication des lois du 4 août 1789. L'article 8 de la même loi leur avait néanmoins conservé les biens dont ils avaient pris publiquement possession, c'est-à-dire « lorsqu'ils avaient fait les publications et rempli les formalités requises par les coutumes pour la prise de possession de ces sortes de biens (1). »

Le décret du 7 février 1791 supprima la régie des Domaines de la Couronne et confia ses attributions à l'administration de l'Enregistrement.

La loi des 18-27 mai 1791, qui organisa cette dernière sur les bases qui subsistent encore aujourd'hui, décida que l'administration de l'Enregistrement aurait la charge de la gestion et de la perception des revenus des biens de l'Etat, et en particulier des successions en déshérence (actuellement, c'est l'administration des Domaines, aujourd'hui réunie à l'Enregistrement, qui est appelée à exercer les droits de l'Etat : art. 769 et 772 C. civ.).

Ainsi donc, en dépit des proclamations des législa-

(1) MERLIN, *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence*, v<sup>o</sup> déshérence.

teurs révolutionnaires, le droit de déshérence conserva, pendant la période intermédiaire, la même nature que sous l'Ancien Régime. Il resta ce qu'il était autrefois, un démembrement de la souveraineté, avec toutefois cette différence qu'au lieu d'être exercé par les seigneurs ou par le roi, ce droit fut désormais exercé par la nation.

---

## CHAPITRE II

# LE DROIT DE DÉSHÉRENCE DANS LA LÉGISLATION ACTUELLE

---

Les articles du Code civil ayant trait aux successions en déshérence sont les suivants :

ART. 539 : Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public.

ART. 713 : Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat.

ART. 723 : La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'Etat.

ART. 724 : Les héritiers légitimes et les héritiers naturels sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'Etat doivent se faire envoyer en possession.

ART. 767 : Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée.

ART. 768 : A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

ART. 769 : Le conjoint survivant et l'administration des

Domaines qui prétendent droit à la succession sont tenus de faire apposer les scellés et de faire faire inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

ART. 770 (*modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935*) : Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de 1<sup>re</sup> instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées et après avoir entendu le procureur de la République.

**Décret-loi du 30 octobre 1935.**

Art. 1<sup>er</sup>. — L'administration des Domaines est dispensée de recourir au ministère d'un avoué pour demander l'envoi en possession des successions en déshérencé dans les conditions prévues par l'article 770 du Code civil.

Art. 2. — En ce qui concerne les mêmes successions, le tribunal statuera 3 mois et 40 jours après une seule publication et affiche dans les formes usitées.

Il sera justifié de l'affichage par un exemplaire du placard signé du directeur des Domaines et revêtu d'un certificat du maire du lieu de l'ouverture de la succession.

Art. 3. — .....

Art. 4. — .....

ART. 772 : L'époux survivant ou l'administration des Domaines qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites pourront être condamnés aux dommages-intérêts envers les héritiers s'il s'en présente.

La lecture de ces différents textes nous montre que le Code civil n'a envisagé que deux formes du droit général de l'Etat sur la succession des individus : la successibilité, d'une part, le droit aux biens vacants et sans maître, d'autre part.

La successibilité est le droit de déshérence. C'est là une expression que le Droit Romain ne connaissait pas, et qui a été employée pour la première fois dans

l'ancienne France. Bacquet le définissait de la manière suivante : « Pour connaître ce que c'est que le droit de déshérence et en quoi il consiste, il convient de noter qu'outre le droit d'aubaine à l'étranger et le droit de bâtardise qui est de succéder aux bâtards, il y a un autre droit qu'on appelle déshérence, qui est de succéder à ceux qui décèdent sans tester et ne laissent aucuns procréés de leur corps ou de leur lignage, habiles par les lois de France et coutumes des lieux à être leurs héritiers, tellement que ce mot signifie : défaut d'héritiers ou sans héritiers. Mais telles successions sont appelées communément biens vacants (1). »

Puis Bacquet distinguait la succession vacante et la succession en déshérence, et il terminait en donnant de la déshérence la définition que voici : « C'est l'hérédité et succession d'un homme qui n'a institué aucun héritier, ni laissé aucun de son lignage, habile, selon les lois de France et coutumes des lieux, à lui succéder. »

Cette définition, qui paraît assez claire, a cependant le tort de ne pas établir une ligne de démarcation suffisante entre la succession vacante et la succession en déshérence. Avant d'essayer de déterminer le fondement du droit de déshérence dans notre législation actuelle, il nous semble utile de bien les distinguer.

Une succession peut en effet revêtir différents aspects. Pendant les trois mois et quarante jours accordés par la loi (art. 795) aux héritiers pour faire inventaire et délibérer, la succession est simplement *ouverte*. Passé ce délai, s'il ne se présente aucun héri-

(1) BACQUET, *op. cit.*, chap. I, n° 1.

tier ou successeur et que les héritiers saisis, s'il en existe, ont renoncé, la succession est réputée *vacante*. Elle sera réputée *en déshérence* quand, à défaut d'héritiers, l'Etat s'en emparera.

Vacance et déshérence sont donc deux situations fort différentes, sur lesquelles il est permis de dire que la doctrine et la jurisprudence offrent encore beaucoup d'incertitudes, et qu'il importe cependant de ne pas confondre.

La *vacance* est l'état d'une succession qui n'est réclamée par personne, pas même par l'Etat, et pour laquelle il n'y a pas d'héritiers connus.

La *déshérence* est l'état d'une succession qui est réclamée par l'Etat et dont il obtient l'envoi en possession.

Cette distinction, pourtant fort simple, n'a pas toujours été admise. Parmi les auteurs contemporains, Toullier en particulier, dans son ouvrage de *Droit civil français*, a émis sur ce point une thèse toute différente. « La succession est vacante, dit-il, lorsqu'il ne se présente pas d'héritiers, lorsqu'ils ne sont pas connus et qu'on ignore s'il en existe. Elle est en déshérence lorsqu'il est constaté qu'il n'en existe pas (1). » De Malpel abonde dans le même sens. « La succession est en déshérence, estime-t-il, lorsqu'il est constaté qu'il n'existe ni parent du défunt au degré successible, ni enfant naturel ou conjoint survivant (2). »

L'erreur de cette doctrine a été démontrée par

(1) TOULLIER, *Droit civil français*, 6<sup>e</sup> édition, 1844-1848, t. IV, n<sup>o</sup> 294.

(2) DE MALPEL, *Traité élémentaire des successions ab intestat*, n<sup>o</sup> 340.

Aubry et Rau : « Dans le cas même où il est établi, écrivent ces auteurs, qu'il n'existe ni parent au degré successible, ni enfant naturel, ni conjoint survivant, l'hérédité n'en reste pas moins vacante tant que l'Etat ne demande pas à la recueillir. D'un autre côté, l'Etat est autorisé à réclamer une hérédité par cela seul qu'il ne se présente pour la recueillir aucun successible d'un rang préférable au sien, sans être obligé de prouver la non-existence de successibles de cette espèce. Et cependant, c'est évidemment à titre de déshérence que s'exerce en pareil cas la réclamation de l'Etat. Ainsi la déshérence ne résulte pas de cela seul qu'il n'existe ni parents légitimes, ni enfant naturel, ni conjoint survivant, et n'est pas non plus subordonnée à la preuve de ce fait. La déshérence dépend de la double condition qu'il ne se présente, pour réclamer l'hérédité, aucun successible d'un rang préférable à celui de l'Etat, et que ce dernier demande à la recueillir (1). »

Tel est également l'avis de Demolombe (2).

Ainsi définie, la *déshérence* est en quelque sorte un état de droit, et un état définitif, sous cette seule réserve qu'il ne se présente pas d'héritiers pendant trente ans. — La *vacance*, au contraire, est un état de fait, essentiellement provisoire et résultant de l'éloignement des héritiers appelés, de l'incertitude de leur résidence ou de la renonciation des héritiers de la première ligne.

Et relativement à cet état de fait, l'article 811 du Code civil énonce la règle suivante : « Lorsque, après

(1) AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 5<sup>e</sup> édition, t. IX, § 641, note 8.

(2) DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon*, t. XV, n<sup>o</sup> 413.

l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'héritiers connus, ou que les héritiers connus y ont renoncé, cette succession est réputée vacante ».

De là il résulte que trois conditions sont requises pour qu'une succession doive être considérée comme vacante. D'une part, il faut que les délais pour faire inventaire et délibérer soient expirés, d'autre part, qu'il ne se présente personne pour réclamer la succession, et dès que la succession est réclamée par quelqu'un, elle ne peut plus être déclarée vacante, que le réclamant soit un héritier légitime ou naturel, un successeur irrégulier ou un légataire universel ou même à titre universel.

En conséquence, une succession réclamée par l'Etat, à défaut d'héritiers connus et de conjoint survivant, ne saurait être réputée vacante, et dès lors il n'y a pas lieu de refuser à l'Etat la gestion provisoire de la succession jusqu'à l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, ou jusqu'à l'accomplissement des formalités de l'envoi en possession. La jurisprudence est depuis longtemps fixée dans ce sens (1).

Enfin, pour qu'une succession soit réputée vacante, il faut qu'il n'y ait pas d'héritiers connus ou que les héritiers connus aient renoncé. On admet communément qu'il s'agit dans l'espèce uniquement des héritiers saisis, et la vacance est réputée se produire immédia-

(1) C. appel Rennes, 7 juillet 1851. Dalloz périodique 1852.5.518 — C. appel Metz, 14 novembre 1855. D. P. 1856.2.224 — C. appel Paris, 25 juillet 1863. D. P. 1863.2.206 — C. appel Douai, 9 mai 1865. D. P. 1866.5.452.

tement après la renonciation des appelés en première ligne. C'est là une solution traditionnelle (1).

Lorsqu'une hérédité est réputée vacante, toute personne ayant des droits à faire valoir contre la succession est autorisée à demander au tribunal de première instance, dans le ressort duquel la succession s'est ouverte, la nomination d'un curateur, et le procureur de la République près ce tribunal est même tenu de provoquer d'office cette nomination (art. 812).

Le curateur doit administrer et liquider la succession suivant les mêmes règles que l'héritier bénéficiaire (art. 813-814).

## SECTION I. — **Fondement du droit de l'Etat.**

Le droit conféré à l'Etat par l'article 768 a fait l'objet de nombreuses discussions. On a voulu le justifier de différentes manières. Il s'agit, en effet, de savoir si l'Etat recueille les successions qui lui sont déférées à titre d'héritier, ou si ce n'est pas plutôt à titre de souverain qu'il succède aux universalités de biens vacants.

Telle est la question essentielle à dégager à la lumière de l'histoire et des textes. La solution de ce problème ne présente pas d'ailleurs un intérêt pure-

(1) Cass. Req., 6 avril 1897. *Gaz. Pal.*, 1897.1.575 ; Sirey 1898.1.33 (note APPERT) ; D. P. 1897.1.223 — Cass. civ., 17 octobre 1933. *Gaz. Pal.*, 1933.2.883 ; S. 1935.1.121 (note VIALLETON).

Cf. également : DEMOLOMBE, *op. cit.*, t. XV, n° 408 — PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de droit civil*, 14 vol., 1925-1934, t. IV, *successions* (MAURY et VIALLETON), n° 276 — Dalloz, *R. P. v° successions*, n° 723.

ment doctrinal. C'est pourquoi, après avoir examiné les différentes thèses en présence, nous nous proposons d'examiner les intérêts pratiques que peut comporter chacune des explications proposées.

Trois explications différentes ont été en effet données du droit qu'exerce l'Etat en vertu de l'article 768 : les uns ont prétendu que le droit résultant pour l'Etat de l'article 768 était la manifestation d'un domaine éminent qui lui appartiendrait encore sur les biens des particuliers ; d'autres ont considéré que le droit de déshérence était la conséquence du principe de l'article 713 du Code civil, qui donne à l'Etat les biens vacants et sans maître ; enfin une troisième et dernière doctrine estime que le droit ouvert en faveur de l'Etat constitue une véritable vocation héréditaire.

### § I. — Théorie du domaine éminent.

Selon une première opinion, le droit de déshérence serait la manifestation d'un droit éminent de propriété existant au profit de l'Etat sur les biens individuels. Ce n'est plus évidemment l'ancienne théorie du « domaine éminent », justifiée par les principes du droit féodal et basée sur l'antique division de la propriété féodale en deux parts, l'une dominante, le domaine direct ou éminent restant au suzerain, l'autre subordonnée et dépendante qui, sous le nom de domaine utile, était concédée au vassal. Mais si les motifs diffèrent, les conclusions sont les mêmes.

Les partisans de cette thèse se sont largement inspirés des principes édictés par J.-J. Rousseau dans son *Contrat Social*. Il est possible de les résumer ainsi :

L'Etat représentant la société est le créateur de la propriété individuelle. La propriété privée n'existe que par la concession qu'il en a faite. Lorsque le titulaire de la propriété individuelle meurt sans laisser d'héritiers, l'Etat reprend la propriété exclusive des biens ou plus exactement il reprend la possession des biens qu'il avait temporairement abandonnés... L'Etat, à l'égard de ses membres, est maître de tous leurs biens par le contrat social qui, dans l'Etat, sert de base à tous leurs droits (1).

Lors de son apparition, cette théorie fut adoptée par plusieurs décisions de jurisprudence, émanant soit de la Cour d'appel de Limoges, soit de la Cour de Paris, soit même de la Cour de cassation (2). Par la suite, certaines cours de province lui opposèrent une vive résistance, et notamment la Cour de Caen par un arrêt du 17 décembre 1855 (3) : « Considérant, disait-elle, qu'une telle prétention pour se faire accueillir par les tribunaux aurait besoin de s'appuyer sur des textes formels puisque, une fois admise, elle conduirait à la consécration d'une définition célèbre de la propriété que la réprobation universelle a condamnée même dans les temps les plus orageux de notre première révolution, à savoir que le droit de propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir de la portion

(1) J.-J. ROUSSEAU, *Le Contrat social*, 1768, livre I, chap IX. Edition Dreyfus. Paris, 1896.

(2) C. appel Limoges, 18 juin 1808, S. 1809.2.157 — C. appel Paris, 25 mai 1835. S. 1835.2.272 — Cass., 28 juillet 1851. S. 1851.1.761 — C. appel Paris, 5 mai 1853. *Journal du Palais*, 1853.2, p. 651.

(3) C. appel Caen, 17 décembre 1855. S. 1856.2.10.

de biens qui lui est garantie par la loi (1). » Quelques jours plus tard, la Cour d'Angers, sur les conclusions conformes de l'avocat général Talbot, dans un arrêt du 9 janvier 1856, abondait dans le même sens (2) : « Considérant que cette idée de co-propriété de l'Etat sur les biens particuliers, déjà énergiquement combattue dans l'Ancien Droit par d'éminents jurisconsultes, a été formellement condamnée par notre droit moderne et les principes qui ont triomphé en 1789. » Citons encore deux arrêts de la Cour de Paris se réclamant des mêmes principes, l'un du 13 mars 1855, l'autre du 12 novembre de la même année (3).

En dépit de ces décisions, la conception du « domaine éminent » fut, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, invoquée dans un but fiscal, par l'administration de l'Enregistrement qui cherchait à faire reconnaître par les tribunaux au profit de l'Etat, un droit de propriété ou de co-propriété lui permettant, pour le paiement des droits de mutation par décès, de venir à une distribution de préférence aux créanciers privilégiés. « Attendu, disait l'avocat général à la Cour de Paris, soutenant la thèse de l'administration, que si l'impôt ordinaire est le prélèvement d'une fraction du revenu annuel au profit de l'Etat, qui assure à chacun le droit de disposer des biens dont l'Etat a été le propriétaire primitif et de les transmettre dans l'ordre exprès ou présumé de ses affections ou de ses préférences, qu'il ne faut pas chercher dans la loi du 22 Frimaire an VII ni l'établisse-

(1) Définition que Robespierre proposait de la propriété dans l'article 7 de son projet de Déclaration des droits de l'homme.

(2) C. appel Angers, 9 janvier 1856. S. 1856.2.75.

(3) C. appel Paris, 13 mars 1855 et 12 novembre 1855. S. 1855.2.161.

ment, ni l'exclusion du droit exceptionnel du prélèvement revendiqué par l'Etat, mais seulement sa consécration comme un droit préexistant dont la loi de Frimaire a voulu régler l'exercice en l'entourant de nouvelles garanties ; qu'en rattachant ainsi le droit de prélèvement revendiqué par le Trésor à la nature de sa créance et de son origine, le juge n'a point à se préoccuper du rang qu'il convient de lui assigner dans une contribution ou dans un ordre, parce qu'aucun créancier du possesseur, quelle que soit la nature de son titre, n'a pu acquérir des droits sur les biens de son débiteur qu'en subissant les éventualités attachées à la possession de celui-ci (1). »

Après quelques hésitations, ce système fut le 23 juin 1857 définitivement rejeté par quatre arrêts de la Cour suprême (2), conformément aux conclusions de l'avocat général de Marnas, et après un rapport célèbre du conseiller Laborie.

Ce rapport montrait fort nettement que la thèse invoquée par l'administration de l'Enregistrement était « invinciblement repoussée et par les principes de notre droit public et par les principes de notre législation civile sur la plénitude du droit individuel de propriété ».

Elle était d'abord contraire au fondement que le droit moderne a donné à la propriété privée. L'article 544 définit la propriété : « Le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par la loi ou

(1) Cf. GARNIER, *Répertoire général de l'Enregistrement*, v<sup>o</sup> *successions*, n<sup>o</sup> 1419 et S. 1851.1.761.

(2) Cass. civ., 23 juin 1857. S. 1857.1.399. D. P. 1857.1.233.

par les règlements. » La propriété individuelle, absolue, exclusive, étant consacrée par notre législation, le droit de déshérence de l'Etat ne saurait être considéré, ainsi que dans l'Ancien Droit, comme le retour à son profit d'une possession à laquelle il aurait temporairement renoncé. « Les conditions d'existence de la propriété sont incompatibles avec l'idée d'un droit de co-propriété préexistant sur les biens des citoyens au profit du Domaine » (Cour d'appel de Caen, arrêt précité du 17 décembre 1855).

Elle méconnaissait ensuite la déclaration de Portalis dans l'exposé des motifs du Code civil. Portalis se demande en effet « quel est le pouvoir de l'Etat sur les biens des particuliers ? ». Et voici la réponse : « L'Empire, qui est le partage du souverain, ne renferme aucune idée de domaine proprement dit. Il ne donne à l'Etat sur les biens des citoyens que le droit de régler l'usage de ces biens par des lois civiles. Nous convenons que l'Etat ne saurait subsister s'il n'avait les moyens de pourvoir aux frais de son gouvernement; mais en se procurant ces moyens par la levée des subsides, l'Etat n'exerce point un droit de propriété, il n'exerce qu'un simple droit d'administration (1). »

Elle semblait ignorer enfin la formule de l'Assemblée Constituante, d'après laquelle « le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent (2) ».

Soumise à de telles critiques, cette thèse devait fata-

(1) FENET, *Travaux préparatoires du Code civil, discussions, motifs, rapports et discours*, t. I, p. 518.

(2) Cf. MERLIN, *op. cit.*, v<sup>o</sup> *féodalité*, n<sup>o</sup> 142.

lement succomber. La Cour de cassation l'a repoussée d'une manière définitive par ses arrêts de 1857. Depuis lors elle a complètement disparu.

## § II. — Théorie de l'Etat souverain.

Le système du domaine éminent ne permettant pas, dans l'état actuel de notre législation, de justifier, d'une manière satisfaisante, le droit résultant pour l'Etat de l'article 768, il faut donc chercher une autre explication. L'Etat recueille-t-il les successions abandonnées à titre de biens vacants et sans maître ? ou ne vient-il pas plutôt à titre de successeur ?

Pour répondre à cette double question, il importe dès maintenant de préciser ici le point de vue auquel nous nous placerons. Nous ne nous servirons pas de l'ambiguïté des textes du Code civil pour essayer d'y glisser une théorie conforme aux tendances du droit moderne. Nous nous placerons au seul point de vue qui, jusqu'à nouvel ordre, doit être celui que doivent adopter les tribunaux lorsqu'ils ont à interpréter la loi : nous nous demanderons quel est, *dans l'esprit du Code et sous l'empire de notre législation positive*, le fondement du droit de déshérence.

Une opinion encore très répandue estime que l'appropriation des successions en déshérence par l'Etat est la conséquence du principe qui attribue au domaine privé de l'Etat les biens vacants et sans maître, c'est-à-dire les choses qui n'ont pas ou plus de propriétaire. Tel était déjà l'avis de nombreux jurisconsultes de l'ancienne France. Beaucoup enseignaient que les biens de celui qui meurt sans héritiers se trouvent

simplement vacants et semblables à tous autres biens qui n'ont point de maître ; ils doivent en subir la destinée et appartenir de même aux seigneurs dans la juridiction desquels ils se trouvent.

Telle est encore aujourd'hui la thèse le plus ordinairement soutenue. Nombre d'auteurs estiment en effet que la déshérence dérive du principe édicté par l'article 713, aux termes duquel l'Etat recueille les biens vacants et sans maître pour éviter un trouble social, en vertu de son droit de souveraineté. « Le droit pour l'Etat de recueillir les successions en déshérence et de les retenir jusqu'à ce qu'un légitime ayant droit se présente pour succéder, est une conséquence de la souveraineté de chaque Etat sur tous les biens, meubles et immeubles, qui se trouvent en son territoire », dit un jugement du Tribunal civil de la Seine du 26 février 1832.

Tel est également l'avis de Demolombe qui s'exprime ainsi : « L'article 768 n'est qu'une application du principe posé dans l'article 713 ; et la preuve, dit-il, en résulte manifestement de l'article 539, qui porte en termes exprès que tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat (1). »

C'est aussi l'opinion de Planiol : « L'Etat n'est pas un héritier ; il ne succède pas au défunt en vertu d'une vocation héréditaire : c'est son droit de souveraineté qu'il exerce (2). »

(1) DEMOLOMBE, *op. cit.*, t. XIV, n° 178.

(2) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 8<sup>e</sup> éd., 1921, t. III, p. 404.

Laurent, Conflans, Lebret, Huc, Baudry-Lacantinerie et Wahl, Planiol et Ripert, Maury et Vialleton, Aubry et Rau, Vallier — ce dernier avec quelques variantes cependant — abondent dans le même sens (1).

Cette thèse, établissant un rapprochement entre les articles 539, 713 et 768, — l'article 768 étant considéré comme le corollaire et le développement de l'article 539, — est généralement formulée comme suit : aux termes des articles 539 et 713 « les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat » ; et ce droit de propriété sur les biens vacants a pour principe la souveraineté de l'Etat sur toutes les choses mobilières et immobilières situées sur son territoire. Or l'article 768, qui attribue à l'Etat les successions des personnes mortes sans laisser de parents au degré successible, n'est que la conséquence de l'article 713 ; il a donc également pour base la souveraineté de l'Etat sur toute chose située dans l'étendue de sa juridiction.

Ainsi présentée, cette doctrine, expliquant l'attribution à l'Etat des successions en déshérence comme *biens vacants et sans maître, par suite d'un devoir*

(1). LAURENT, *Principes de droit civil français*, t. IX, n° 159 — CONFLANS, *Jurisprudence des successions*, p. 2 — LEBRET, *op. cit.*, livre III, chap. 12 — HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. V, nos 139 et 142 — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Traité théorique et pratique de droit civil*, 1895, t. I, n° 896. Contra : BONNECASE, *Supplément au traité théorique et pratique de droit civil* de BAUDRY-LACANTINERIE (1924-1935), t. I, nos 116 et s. — PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, n° 154 — AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. IX, § 606 — VALLIER, *Fondement du droit successoral en droit français*, nos 743 et s. — RIPERT, *Le Régime démocratique et le droit civil moderne*, p. 263 — V. également : DALLOZ, *Jurisprudence générale*, v° successions, n° 391. *J. G. s.*, eod. v°, n° 233 ; DALLOZ, *Nouveau code civil annoté*, art. 768, n° 1.

*général de police*, admise encore aujourd'hui par de nombreux auteurs, a pendant longtemps également dominé en jurisprudence. L'opinion jurisprudentielle s'est en effet manifestée dans de nombreux arrêts ou jugements, parmi lesquels il convient de noter : un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 15 novembre 1833, une décision du tribunal de Bordeaux du 12 février 1852, un arrêt de la Cour de cassation (chambre des requêtes) du 28 juin 1852, un jugement du tribunal de Rouen du 26 janvier 1897, une décision de la juridiction de Tananarive du 20 juin 1909, un nouvel arrêt de la Cour de cassation (chambre civile) du 14 février 1911 (1). Malgré ce nombre important de décisions, cette théorie se heurte à une série d'objections que les considérations d'ordre historique ou juridique de ses partisans ne peuvent éluder.

*Historiquement et juridiquement*, rien de plus légitime, affirme-t-on, que cette attribution du patrimoine du défunt à l'Etat, en tant qu'universalité vacante et sans maître.

*Du point de vue historique*, le but du législateur, dans les articles 539 et 768, a été une préoccupation de police générale. Prévoyant qu'il y aurait une agitation nuisible au bon ordre social si les individus pouvaient s'emparer d'une succession abandonnée, et pour empêcher les scandales et les désordres qui résulte-

(1) C. appel Paris, 15 novembre 1833. D. P. 1834.2.2. — Trib. Bordeaux, 12 février 1852. D. P. 1854.2.154 — Cass. Req., 28 juin 1852. S. 1852.1.537 — Trib. Rouen, 26 janvier 1897. D. P. 1898.2.318 — C. appel Tananarive, 30 juin 1909. *Gazette des Trib.*, 28 août 1909 ; *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910, p. 451 — Cass. civ., 14 fév. 1911, *Rev. trim.*, 1911, p. 481.

raient des luttes individuelles engagées autour des dépouilles du défunt, la volonté souveraine de la loi attribue à l'Etat l'universalité de l'hérédité. « Le fisc ou le Trésor de la République recueille les successions auxquelles personne n'a le droit de se présenter, pour cette raison que ce qui n'appartient à aucun individu appartient au corps de la société qui représente l'universalité des citoyens : jouissant pour l'avantage commun, il prévient les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants d'une succession vacante (1). »

On se fonde encore, dans cette théorie, sur les travaux préparatoires du Code civil. On rappelle que les idées révolutionnaires étaient opposées à la reconnaissance d'un droit héréditaire au profit de l'Etat, et à cette occasion, on cite les observations présentées par certains tribunaux, et notamment par celui de Lyon, sur le projet du Code. « La République ne doit jamais hériter » (Fenet, t. IV, p. 113). « Tout ordre de succession qui tend à exclure la République est, quel qu'il soit, préférable à celui qui l'appelle » (Fenet, t. IV, p. 123). « Quant aux biens de ceux qui décèdent sans héritiers, il faut alors appeler aux successions tous ceux qui peuvent y avoir quelque droit » (Fenet, t. IV, p. 94). « La nation et les communautés ne doivent acquérir que ce qui leur est absolument nécessaire. Tous les biens appartenant à la Nation, aux communes, aux établissements publics, coûtent beaucoup moins d'entretien, rendent peu, sont en général plus

(1) FENET, *op. cit.*, t. XII, p. 233.

mal cultivés, plus mal régis, privent la Nation des profits qu'elle en tirerait par l'impôt et par leur circulation dans le commerce » (Fenet, t. IV, p. 92).

Toujours dans le même ordre d'idées, le discours prononcé par Portalis, le 24 Thermidor An VIII, lors de la présentation du projet de Code arrêté par la Commission du Gouvernement, ne peut, selon les partisans de la thèse de la souveraineté, donner lieu à aucune illusion. « Sur les biens rendus vacants par la mort du propriétaire on ne voit d'autre droit proprement dit que le droit même de l'Etat. Mais que l'on ne s'y méprenne pas, ce droit n'est et ne peut être un droit d'hérédité, c'est un simple droit d'administration et de gouvernement. Jamais le droit de succéder aux fortunes privées n'a fait partie des prérogatives attachées à la puissance publique... L'Etat ne succède donc pas, il n'est établi que pour régler l'ordre des successions » (Fenet, t. I, p. 518).

Enfin, pour conclure, quoi de plus significatif et de plus représentatif de l'esprit de l'époque que les paroles prononcées par le conseiller Treilhard, dans la séance du 25 Nivôse an XII, au cours de son exposé des motifs de la loi relative à la distinction des biens. « Déjà, vous avez érigé en loi, au cours de votre dernière session, la maxime que les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la Nation, conséquence de l'abolition du droit d'occupation nécessaire dans une société civilisée. Dire que les biens des personnes qui n'ont pas d'héritiers sont à l'Etat, c'est la suite naturelle de ce que vous avez sanctionné (1). »

(1) DALLOZ, *J. g.*, v<sup>o</sup> *biens*, nos 14 et 16.

Telles sont les considérations historiques militant, dit-on, en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté de l'Etat sur les successions en déshérence.

*Du point de vue juridique*, on essaie de justifier cette théorie par le principe admis en matière de biens vacants et sans maître. Elle émane, assure-t-on, de la combinaison des articles 713 et 768, l'un attribuant à l'Etat les biens qui n'ont pas de maître, l'autre disposant que tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat. Or, si l'article 713 attribue à l'Etat les biens isolés qui n'ont pas de maître, le Code, rapprochant de ces biens ceux des successions en déshérence, dans l'article 768, comprend dans la généralité de ces textes les successions abandonnées comme les biens sans maître. Cette assimilation implique que, dans les deux cas, c'est toujours le droit de souveraineté qui permet à l'Etat de recueillir les biens. Puisque la loi peut, de sa seule autorité, faire acquérir à l'Etat la propriété d'un bien isolé, pourquoi ne pourrait-elle pas en faire autant pour une masse de biens, en vue d'éviter un trouble social toujours possible ?

Cette doctrine se présente avec une apparence de logique très forte ; elle s'appuie également sur des considérants historiques qui ne sont pas sans valeur, encore que sur ce point il convienne d'être prudent. Car si Portalis et le conseiller Treilhard ont estimé que l'Etat ne pouvait être considéré comme un héritier, d'autres, tel le tribun Siméon, dans son exposé des motifs de la loi des successions au Corps législatif, semblent avoir professé une opinion radicalement

opposée : « A défaut d'héritiers légitimes (on appelle ainsi ceux que les lois désignent pour recueillir de plein droit les successions), le Code, dit le tribun Siméon, les accorde à un autre ordre de personnes, d'abord aux enfants naturels s'il y en a, puis à l'époux survivant, enfin à l'Etat. Mais attendu qu'ils ne sont pas des héritiers légitimes proprement dits, ils ne sauraient être saisis de plein droit : ils doivent recourir à la justice et se faire envoyer en possession (1). »

Cette seule citation montre avec quelle prudence il importe d'accueillir les arguments tirés des travaux préparatoires du Code civil. Au surplus, à supposer ces arguments concluants, certaines difficultés n'en subsistent pas moins, qui restent insolubles si l'on adopte la thèse de l'Etat souverain.

Comment en effet expliquer, si l'Etat recueille à titre de souverain les successions en déshérence, qu'il soit astreint à toutes les formalités imposées en général aux successeurs ? L'Etat répond des dettes *intra vires successionis* ; il est, comme le conjoint survivant, tenu de demander l'envoi en possession. Ne sont-ce pas là autant de signes caractéristiques d'une vocation héréditaire plaçant l'Etat dans la catégorie des successeurs ? Comment surtout admettre, si l'Etat ne recueille que des biens vacants et sans maître, cette obligation aux dettes, qui n'est jamais imposée dans notre droit qu'aux personnes placées dans la situation d'ayants cause universels ou à titre universel ? Enfin, attribuer à l'Etat les successions en déshérence en vertu d'un droit de police générale, c'est abolir toute distinction

(1) LOCRÉ, *Législation civile commerciale et criminelle de la France*, t. X, p. 282.

entre la succession en déshérence et la succession vacante, et supprimer la notion même de la succession vacante visée cependant par un texte précis du Code civil, l'article 811, qui ne s'applique nullement aux successions en déshérence régies par d'autres dispositions.

L'Etat n'aurait plus à manifester sa volonté d'entrer en possession du patrimoine d'une personne décédée sans héritiers ; il serait investi à son insu, au nom de l'intérêt supérieur de la paix sociale, des biens restés sans successeurs après la mort de leur propriétaire. Or tous les principes de notre législation subordonnent à une manifestation de volonté de l'Etat la faculté pour lui d'exercer son droit de déshérence.

En résumé, la thèse de l'attribution à l'Etat des successions en déshérence, à titre de biens vacants et sans maître, ne peut se justifier ni juridiquement, ni pratiquement.

Il ne reste dès lors qu'une explication possible, et c'est en effet celle à laquelle nous nous rallions : l'Etat étant appelé aux successions, non en vertu d'un droit de souveraineté sur les biens vacants et sans maître, mais *jure hereditario*, au même titre, — quoique avec un rang inférieur, — que les autres héritiers et successeurs.

L'étude de cette nouvelle thèse fera l'objet du paragraphe suivant.

### § III. — Théorie de l'Etat successeur.

A la suite de certaines décisions de jurisprudence, rompant avec l'opinion traditionnelle que nous venons d'exposer, a surgi récemment une thèse reconnaissant

à l'Etat une vocation successorale analogue à celle des autres héritiers, et plus spécialement à celle du conjoint survivant.

Déjà, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, cette conception, consacrée aujourd'hui par un certain nombre de législations étrangères (Code civil Italien, art. 758 ; Code civil Espagnol, art. 956 ; Code civil Suisse, art. 466), avait été accueillie par deux arrêts, l'un du 13 juin 1855 de la Cour de cassation, l'autre du 31 juillet 1885 de la Cour de Lyon (1). « La loi, déclarait la Cour suprême dans son arrêt, ne formule aucune distinction entre les héritiers du sang et les successeurs irréguliers ; la seule différence qui existe entre les uns et les autres est que les premiers sont saisis de plein droit, et que les autres sont tenus de demander l'envoi en possession ; mais lorsque l'envoi en possession a été prononcé, son effet remonte, comme l'effet de l'acceptation, au jour de l'ouverture de la succession. » Et quelques années plus tard, la Cour de Lyon affirmait : « Lorsque le défunt a exhéredé purement et simplement tous les membres de sa famille, il a entendu appeler ses héritiers irréguliers, et notamment l'Etat ».

Mais il faut attendre cependant le début du xx<sup>e</sup> siècle pour voir, sous les besoins grandissants de la communauté, se développer et se préciser l'idée déjà en germe dans les décisions précitées. Un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 13 décembre 1901 (2), confirmant un jugement du Tribunal de la Seine, constitue la

(1) Cass. civ., 13 juin 1855. D. P. 1855.1.254 — C. appel Lyon, 31 juillet 1885. S. 87.2.101. D. P. 86.2.229.

(2) C. appel Paris, 13 décembre 1901. D. P. 1902.2.177, note de M. Ambroise COLIN ; S. 1902.2.37.

manifestation la plus nette en jurisprudence de la théorie de l'Etat successeur. Cet arrêt fut rendu dans l'espèce suivante : un sieur Trouvé avait, par testament olographe du 15 janvier 1895, déclaré formellement « que toutes les personnes touchant à sa famille, telles que sœurs, nièces, neveux, s'il y en a, cousins, cousines, tantes, etc., seraient entièrement déchues de son héritage ou de sa succession, en un mot de tout ce qu'il délaisserait à son décès », ajoutant que « toute restriction ou modification apportée à la complète exécution testamentaire de cet acte serait absolument contraire à sa volonté ». L'administration de l'Enregistrement et des Domaines, prétendant qu'elle pouvait, par suite de l'exhérédation totale de la famille du *de cujus*, invoquer les dispositions de l'article 768 du Code civil, obtint de la chambre du conseil du Tribunal de la Seine un jugement l'autorisant à faire la publicité imposée par la loi avant sa mise en possession des biens de ladite succession et à administrer provisoirement la succession du *de cujus*. De son côté, la sœur de ce dernier, agissant comme unique héritière, forma contre l'administration une demande tendant à la nullité du testament, motif pris qu'il ne contenait aucune institution expresse ou implicite, et que dès lors les héritiers du sang devaient, nonobstant l'exhérédation qui y était contenue, recueillir la succession de Trouvé dans l'ordre déterminé par la loi. L'administration répondit que l'exhérédation de tous les héritiers du sang devait être tenue pour une institution implicite de l'Etat et que, par application de l'article 768 du Code civil, cette succession devait lui être dévolue.

Faisant siennes les conclusions de l'administration de l'Enregistrement, le Tribunal de la Seine rendit, à la date du 26 janvier 1900, un jugement dont il nous paraît intéressant de retenir quelques considérants(1) :

« Attendu que les biens sont dévolus, à défaut d'héritiers du sang ou de légataires institués, par les articles 723, 724, 767 et 768, au conjoint survivant et à l'Etat, sans parler des enfants naturels ; que si le droit à cette dévolution n'est point fondé sur les mêmes principes, que si les héritiers légitimes, les enfants naturels, et même le conjoint survivant, puisent leur habilité à succéder dans l'affection du *de cuius*, il n'en peut être ainsi pour l'Etat qui ne recueille la succession que dans un intérêt d'ordre public, et peut-être même dans un intérêt fiscal. Mais il n'en est pas moins certain que les uns et les autres ont une vocation légale à l'hérédité et sont appelés à prendre possession des biens laissés par le *de cuius* dans un ordre déterminé ; que les uns sont des héritiers, les autres des successeurs irréguliers, et cette dénomination, qui contient une sorte de hiérarchie, dénote chez le législateur l'idée que les successeurs irréguliers ont sur les biens du défunt des droits équivalents à ceux des héritiers et peuvent, par conséquent, comme eux, les acquérir par le même mode d'acquisition ; que, par suite, le conjoint, comme l'Etat, est un successeur irrégulier ; et les motifs qui ont fait attribuer à tous deux, en matière successorale, la même qualité, pour être différents, ne peuvent en changer la conséquence. »

(1) Trib. Seine, jugement du 26 janvier 1900. *Revue de l'Enregistrement*, n° 2401.

« Attendu que vainement il est soutenu que l'Etat n'est point appelé à la succession comme les autres héritiers ou successeurs, en vertu d'une institution supposée ou implicite, fondée sur l'affection du *de cuius*, mais qu'il y est appelé par droit de souveraineté, par un mode d'acquisition tout spécial des biens vacants et sans maître (art. 539 et 713). Attendu en effet que ces articles n'ont été écrits qu'en vue des universalités mobilières et des immeubles pour lesquels le droit individuel d'acceptation serait incompatible avec l'ordre social, et que dès lors ils se rattachent absolument aux articles 767 sq., qui règlent les conditions d'acquisition des biens par les successeurs irréguliers. Attendu que ce mode d'acquisition doit être considéré comme héréditaire... »

En présence de cette décision, la sœur du défunt fit appel, objectant que si l'exhérédation totale des héritiers du sang pouvait à la rigueur profiter aux successeurs irréguliers comme le conjoint, il ne pouvait en être de même de l'Etat qui, lorsqu'il est appelé à une succession, ne la recueille pas à titre héréditaire et en vertu d'une institution présumée du testateur, mais seulement par droit de souveraineté sur les biens vacants et sans maître.

La Cour d'appel de Paris, adoptant les motifs des premiers juges et, pour le surplus, « considérant que cette distinction n'est pas fondée ; qu'en effet les héritiers irréguliers sont tous, au fond, des successeurs légitimes, puisque c'est la loi elle-même qui les a établis ; que dès lors il serait impossible de comprendre pourquoi l'Etat ne pourrait pas, le cas échéant, bénéficier, comme les autres successeurs

irréguliers, d'une institution implicite par voie d'exhérédation ; qu'il faudrait un texte spécial pour qu'il en fût autrement, mais que loin de distinguer entre les successeurs irréguliers, le législateur les a partout assimilés et les a traités les uns et les autres comme des héritiers ; qu'il a inscrit leur droit dans le Code civil au titre « Des successions », sous le chapitre intitulé « Des successions irrégulières », et à la section et sous la rubrique « Des droits du conjoint survivant et de l'Etat » ; que spécialement il a soumis le conjoint et l'Etat aux mêmes obligations, notamment au paiement des dettes ; qu'il a subordonné leur envoi en possession à l'accomplissement des mêmes formalités ; et enfin, dans l'article 773, il les a encore réunis, assimilés ensemble aux enfants naturels appelés à défaut de parents ; *que ce n'est donc pas par droit de souveraineté que l'Etat est appelé à une succession, mais réellement jure hereditario, et au même titre que les autres successeurs irréguliers* », confirma par l'arrêt précité du 13 décembre 1901 le jugement attaqué.

Citons encore dans le même sens un jugement du Tribunal de Marseille, du 26 juin 1902 (1).

Une dame Hubert, veuve Coddou, était décédée laissant un testament aux termes duquel elle instituait pour légataire universelle la Congrégation des Petites sœurs des pauvres. Ce testament contenait en outre la disposition suivante : « J'entends que mes héritiers n'aient absolument rien des biens de ma succession. N'ayant pas eu à me louer de leur conduite, je demande au gouvernement de respecter ma volonté

(1) Trib. Marseille, jugement du 26 juin 1902. *Revue de l'Enregistrement*, n° 4545.

dernière en ne rien leur accordant dans le cas où mes héritiers s'adresseraient à lui pour avoir une partie de ma succession. »

Les héritiers de la défunte assignèrent l'administrateur provisoire en nullité du legs fait à la Congrégation, demandant que la succession leur revint. De son côté l'administration de l'Enregistrement intervint dans l'instance et, se fondant sur l'exhérédation prononcée contre les héritiers naturels, réclama pour l'Etat, en qualité de successeur irrégulier, le bénéfice de la succession. La Congrégation, sur ces entrefaites, renonça au legs fait en sa faveur, de sorte que le débat se limita au conflit entre l'Etat et les héritiers du sang qui, se basant sur ce fait que le testament n'est valable que s'il contient une institution, réclamaient la nullité du testament, car la défunte se bornait à exclure ses héritiers naturels sans leur substituer personne ; ils reconnaissaient toutefois que l'exclusion des successeurs les plus proches contenait une institution implicite des plus éloignés, mais on ne pouvait dans le cas présent faire application à l'Etat de la règle « exclure c'est disposer », car ce dernier est appelé moins comme héritier que comme maître des biens vacants.

Le tribunal de Marseille n'admit pas ce raisonnement, et, statuant comme la Cour d'appel de Paris, posa également en règle que « ce n'est pas, comme on le prétend, par droit de souveraineté sur les biens vacants et sans maître que l'Etat est appelé à une succession ; il y est appelé, comme tous les autres successeurs irréguliers, à titre héréditaire ; la preuve incontestable en résulte de la place même qu'occupe dans le Code civil l'article 768 qui établit le droit de l'Etat ;

cet article est inscrit au titre des successions, sous le chapitre intitulé « Des successions irrégulières », et à la section II sous la rubrique « Des droits du conjoint survivant et de l'Etat »; l'Etat est donc considéré par la loi comme un héritier, au même titre que les autres successeurs irréguliers; il est soumis en principe aux mêmes obligations, et on ne comprendrait pas dès lors qu'il n'eût pas les mêmes droits ».

Solution admise également par un jugement du Tribunal de la Seine, du 23 novembre 1916, et un arrêt de la Cour de Rouen, du 22 mars 1918 (1).

Dans la note qu'il a publiée sous l'arrêt de la Cour de Paris de 1901, M. le conseiller Ambroise Colin, approuvant d'une manière générale la décision de la Cour de Paris, corrobore son affirmation par un certain nombre d'arguments qui nous paraissent très solides pour justifier la solution adoptée.

En premier lieu, quand l'Etat recueille les biens d'un *de cujus* à défaut de parents au degré successible, il acquiert non pas des biens considérés isolément et sans aucun lien entre eux, mais une masse de valeurs constituant une universalité juridique. Donc, sous ce rapport, l'Etat se trouve dans la même situation qu'un successible. En outre, recueillant une universalité juridique, il a à ce titre les mêmes obligations que les autres successeurs, et notamment l'obligation d'acquitter le passif. Sans doute, l'Etat ne paie les dettes qu'*intra vires successionis* et même, pour n'être ainsi tenu des dettes grevant la succession à lui échue que

(1) Trib. Seine, jugement du 23 novembre 1916. C. Rouen, arrêt du 22 mars 1918. D. P. 1920.2.70; S. 1918.2.102. *Gaz. Trib.*, 9 mars 1917 et 6 juin 1918.

dans la mesure de l'émolument, il n'a pas à faire, comme les autres héritiers, une déclaration de bénéfice d'inventaire, jouissant de plein droit de ce bénéfice. Mais d'autres héritiers, tels les mineurs, sont dans sa situation. D'autre part, l'Etat se comporte en pratique comme un successeur ordinaire. Il doit faire connaître s'il accepte ou répudie la succession. Il a donc le même droit d'option que les héritiers et, s'il veut recueillir, il est, comme le conjoint survivant, contraint de demander à la justice son envoi en possession des biens héréditaires, ce qui ne cadre guère avec l'idée qu'il exercerait un droit de souveraineté. De plus, il peut se faire envoyer en possession provisoire des biens d'un absent (1), faculté qui, d'après l'article 120 du Code civil, appartient aux héritiers.

En second lieu, l'Etat, dans l'exercice de ses droits, est quelquefois primé par certains établissements publics. Nous verrons, en examinant les conditions d'ouverture du droit de déshérence, dans quel cas l'Etat se voit ainsi préférer certains établissements. Bornons-nous pour l'instant à énumérer ces établissements, dont le droit est ainsi préférable à celui du Domaine. — L'Etat est primé dans ses droits successoraux par la Caisse des Retraites pour la Vieillesse (loi du 25 juin 1850, art. 7 et loi du 20 juillet 1886, art. 18), la Caisse des Invalides de la Marine (lois des 30 avril-18 mai 1791), les Hospices (avis du Conseil d'Etat, 3 novembre 1809), le Département (loi du 27 juin 1904, art. 41). « Ces divers établissement publics, disent MM. Colin et Capi-

(1) C. appel Colmar, 18 janvier 1850. D. P. 1851.2.161 ; S. 1851.2.543.

tant (1), agissent certainement comme successeurs. Et on ne voit pas bien pourquoi il y aurait lieu d'attribuer un caractère différent aux droits exercés sur une succession en déshérence suivant qu'ils le sont par l'Etat lui-même ou par un établissement qui n'en est que la dépendance ». Serait-il logique, en effet, d'établir une différence entre les transmissions suivant qu'elles s'opèreraient au profit d'un budget spécial d'un établissement public ou au profit du budget général de l'Etat ? Qu'on soit, dans tous ces cas, en face d'un droit héréditaire, ce n'est pas douteux. Conformément aux lois des 30 avril et 13 mai 1791, la Caisse des Invalides de la Marine bénéficie du produit des successions des marins et autres personnes mortes en mer, quand il ne se présente aucun héritier et qu'il n'est formé aucune réclamation. De même, aux termes de l'article 7 de la loi du 25 juin 1850, la Caisse des Retraites pour la Vieillesse recueille, en cas de déshérence, les capitaux de ses déposants. De même, l'article 41 de la loi du 27 juin 1904 prévoit les droits du Département à la succession des pupilles de l'Assistance Publique décédés sans laisser d'héritiers. Quant aux Hospices (avis du Conseil d'Etat du 14 octobre 1809, approuvé le 3 novembre, inséré au *Bulletin des Lois*, IV B 248, n° 4778, et ayant force de loi — art. 8 de la loi du 15 Pluviôse an XIII — loi du 27 juin 1904), leur vocation s'exerce sur les effets mobiliers apportés par les malades traités gratuitement. Ce ne peut être qu'un droit de succession. Le législateur a considéré, en effet, qu'un devoir de reconnaissance et d'affection

(1) COLIN et CAPITANT, *Cours élément. de droit civil français*, 7<sup>e</sup> édition, 1932, t. III, n° 593.

s'imposait au malade vis-à-vis de l'établissement qui lui avait procuré un asile pour ses derniers moments et les ressources de la science médicale pour lutter contre les maladies. Léger dédommagement des dépenses occasionnées par les malades, c'est bien à titre héréditaire que l'Hospice possède l'avantage de recueillir les biens mobiliers des malades traités gratuitement et décédés. Dès lors, du moment que l'Etat est primé par des services spéciaux qui recueillent à titre héréditaire, c'est que sa propre vocation n'est pas d'une autre nature.

Reste enfin, en faveur de la thèse de l'hérédité, un dernier argument que M. Ambroise Colin formule ainsi : « On concevrait, dit-il, qu'on refusât à l'Etat la qualité d'héritier dans une législation qui ne déterminerait pas limitativement le degré de parent successeur, et déclarerait les parents habiles à succéder à quelque degré que ce soit ; alors, continue l'arrétiste, on serait vraiment autorisé à dire que l'Etat recueille les biens par déshérence et comme *res nullius*. Mais une telle idée n'est pas conciliable avec les dispositions d'un Code qui restreignent au douzième degré, et qui abaisseront peut-être bientôt au sizième ou au quatrième degré, la série des héritiers *ab intestat*. Tant qu'il existe un membre de la famille, si éloigné soit-il, peut-on dire qu'on se trouve en présence de biens vacants et sans maître ? » Autrement dit, si tous les parents de n'importe quel degré étaient admis à succéder, le droit de déshérence de l'Etat se ramènerait bien à l'exercice d'un droit de souveraineté. Mais dans une législation limitant le nombre des successeurs, on ne peut plus parler de biens vacants et sans

maître ; l'Etat ne saurait être appelé qu'à titre de successeur.

Cette argumentation, déjà très forte en 1901, est devenue décisive par suite de la réforme apportée par la loi de finances du 31 décembre 1917 (1) qui, en modifiant l'article 755 du Code civil, a dans une notable mesure restreint la successibilité. L'article 755 nouveau est en effet conçu dans les termes suivants : « Les parents collatéraux au delà du sixième degré ne succèdent pas, à l'exception toutefois des descendants des frères et sœurs du défunt. — Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale. »

Cette limitation au sixième degré, « opérée dans le but de réaliser, — disait le rapporteur lui-même au cours de l'exposé des motifs, — une réforme qui, tout en procurant à l'Etat de notables ressources, et sans porter atteinte aux principes de notre Droit civil, était le complément naturel de l'augmentation que les circonstances obligeaient à apporter au tarif des mutations par décès » (2), constitue une nouvelle consécration de la vocation héréditaire de l'Etat.

Au surplus, la reconnaissance d'une vocation successorale à l'Etat s'affirme chaque jour de plus en plus. Plusieurs auteurs se sont déjà ralliés à cette nouvelle thèse (3). Quant à la jurisprudence récente, en dehors des décisions déjà citées, elle n'est malheureusement

(1) Loi du 31 décembre 1917. *J. O.* du 1<sup>er</sup> janvier 1918.

(2) Doc. Parl. Chambre, année 1917. Annexe 3941, page 1525.

(3) Voir notamment : COLIN et CAPITANT, *op. cit.*, t. III, n° 592 et s. — JOSSERAND, *Cours de droit civil positif français*, 1930, t. III, n° 784 — BONNECASE, *op. cit.*

pas très catégorique. L'occasion lui manque, il est vrai, d'affirmer son point de vue. Cependant cette occasion s'est présentée il y a quelques années. Dans l'espèce il s'agissait d'une dame Carnet qui, après avoir exhérédé d'une manière formelle et impérieuse tous les membres de sa famille, avait disposé de ses biens en faisant certains legs particuliers. Ces legs n'ayant pas absorbé la totalité de la succession, l'administration des Domaines prétendait avoir droit au reliquat actif de la succession, par application de l'article 723 du Code civil. Faisant droit à la demande formulée par l'administration, la Cour de Paris, par un arrêt du 20 janvier 1923 (1), confirma sur ce point un jugement du Tribunal civil de la Seine du 23 avril 1921, mais décida en outre que le droit de l'Etat découlait tout à la fois de sa qualité de successeur irrégulier et de sa souveraineté sur les biens vacants et sans maître, « considérant qu'aux termes de l'article 723 du Code civil, à défaut d'héritiers légitimes, d'héritiers naturels et d'époux survivant, les biens passent à l'Etat ; qu'aux termes de l'article 539 du même Code, tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public ; que le droit de propriété de l'Etat sur le reliquat demeuré libre de la succession litigieuse s'impose donc en l'espèce, *quel que soit le fondement donné à sa vocation légale* ». Contre cette décision, un pourvoi fut formé. Par un arrêt du 5 décembre 1923 (2), la

(1) C. appel Paris, 20 janvier 1923. *Gaz Pal.*, 1923.1.228.

(2) Cass. Req., 5 décembre 1923. D. P. 1924.1.39 ; S. 1924.1.297 (note SIMONNET) — V. également une autre décision de la

chambre des requêtes de la Cour de cassation rejeta le pourvoi, se bornant à déclarer indiscutable la vocation de l'Etat, mais sans préciser la qualité en laquelle il recueille les biens.

En présence de semblables solutions, il est évidemment difficile de tirer argument de la jurisprudence récente, d'autant qu'à notre connaissance tout au moins, il n'existe pas sur la question de nouvelles décisions. Néanmoins nous persistons à penser que la thèse de la vocation héréditaire de l'Etat sur les successions en déshérence est destinée à s'imposer définitivement tôt ou tard.

L'arrêt de la Cour de Paris de 1901 et la note de M. Ambroise Colin qui l'accompagne ont été, à proprement parler, les premières manifestations de cette tendance. Ils ont inauguré la thèse nouvelle qui, nous l'avons vu, a été acceptée par les législations positives d'un certain nombre de pays.

A l'appui de la manière de voir qui est la sienne, et que nous adoptons, M. Ambroise Colin termine sa note par cette interrogation : « L'ordre des successions est fondé sur les affections présumées de l'homme. La collectivité, la grande famille commune à laquelle chacun de nous est si largement redevable, n'a-t-elle pas droit à une part de ses affections » ?

C'est là un concept philosophique singulièrement honorable, et que nous nous garderons bien de discuter. Sans doute, l'individu se doit d'abord à sa famille, et il n'est pas de devoir moins contesté que celui-là. Malheureusement, depuis de longues années,

chambre des requêtes du 3 juillet 1924. *Gazette du Palais*, 1924. 2.430.

le lien familial s'est singulièrement affaibli, et l'Etat a dû prendre à sa charge l'accomplissement d'une partie des devoirs qui incombait jadis à la famille seule. Partant de cette constatation et pour compenser les charges nouvelles assumées par la société, certains proposent d'attribuer une part successorale à l'Etat, non seulement à défaut d'autres héritiers, mais encore concurremment avec eux, et vont même jusqu'à réclamer pour lui la qualité d'héritier réservataire. Dans ce sens, diverses propositions législatives d'ordre fiscal ont été formulées. Parmi ces propositions citons, d'une part, celle de Bokanowski, déposée le 26 juin 1915 et projetant, dans le but d'imposer « un révulsif aussi énergique que possible contre la diminution de la natalité française », d'attribuer à l'Etat, dans toutes les successions n'étant pas déférées à quatre enfants au moins, « la portion réservataire d'un enfant légitime », d'autre part, celle de MM. César Chabrun, Vincent Auriol, Léon Blum et Palmade, déposée le 15 janvier 1926.

Que penser de ces propositions ? Convient-il d'attribuer à l'Etat héritier un droit de réserve dans toutes les successions ? Cette réforme est-elle souhaitable ? Ne risquerait-elle pas, si elle était adoptée, de troubler le fonctionnement de toute l'économie nationale ? Autant de questions, pleines d'intérêt et d'importance, mais débordant le cadre de nos explications actuelles, et qui prendront tout naturellement leur place dans la seconde partie de notre étude, consacrée aux *droits successoraux de l'Etat d'après la législation fiscale*.

§ IV. — Intérêts de savoir quel est le fondement  
du droit de l'Etat.

La question de savoir à quel titre l'Etat recueille les successions sans titulaire n'a pas un intérêt purement doctrinal ; elle présente également quelques intérêts pratiques, et la réponse qu'on adopte est de nature à modifier les solutions à donner à des problèmes connexes.

A. — Un premier intérêt existe dans le cas d'*exhérédation*. Supposons — et c'était l'hypothèse tranchée par l'arrêt précité de la Cour de Paris du 13 décembre 1901 — que le défunt ait, par testament, prononcé l'exhérédation de tous les héritiers sans instituer aucun légataire ; cet acte de volonté sera nul, si l'on considère que l'Etat exerce, de par l'article 768, un droit de souveraineté, et en conséquence, l'héritage sera recueilli, faute de testament valable, par l'héritier le plus proche. Au contraire, si l'on pense que l'Etat est successeur, l'exhérédation générale équivaldra à l'institution de l'Etat comme légataire universel. « En effet, déclare la Cour de Paris, celui qui exclut de sa succession un ou plusieurs de ses successeurs, attribue par cela même la part dont il les a privés à ceux que la loi appelle à la recueillir à leur défaut, et sans qu'il soit besoin de les désigner nommément... Si le *de cuius* n'a pas cru devoir désigner nommément l'Etat comme héritier, c'est qu'il se rendait certainement compte qu'après l'exhérédation qu'il venait de prononcer, c'était définitivement à lui que la succession se trouvait dévolue ; dans ces conditions de fait, l'intention du testateur de laisser sa

succession à l'Etat a été légalement et suffisamment exprimée. »

Parfois la clause d'exhérédation a une portée plus générale encore, et on a pu se demander quelle serait la valeur pratique d'une clause par laquelle le testateur aurait déclaré exclure tous ses héritiers et successeurs, *même et y compris l'Etat*, et sans faire d'attribution particulière de ses biens.

L'effet qui pourrait résulter d'une pareille clause, à supposer qu'elle ne dénotât pas chez le testateur une complète insanité d'esprit, a fait l'objet de nombreuses discussions (1).

Admet-on que l'Etat succède comme maître des *res nullius*, la succession dans ce cas doit être recueillie par l'Etat, car il ne dépend pas d'un testateur de porter atteinte à un droit de souveraineté.

Attribue-t-on au contraire à l'Etat le caractère d'un héritier, alors l'exclusion sera nulle pour le tout comme aboutissant à un résultat impossible à atteindre et contenant une contradiction dans ses termes : l'héritage reviendra forcément aux héritiers suivant l'ordre des vocations légales.

B. — Un second intérêt, — celui-là d'ailleurs purement théorique, — réside dans la question de savoir si l'Etat est *propriétaire* des biens qu'il recueille, ou s'il en est simplement *administrateur*. Quelques auteurs, parmi lesquels Tassain (2), estiment que l'Etat ne saurait être regardé comme propriétaire que s'il est héritier. Dans le cas contraire, il n'aurait que les fonctions d'un administrateur.

(1) LAMBERT, *De l'exhérédation et des legs faits au profit d'héritiers présomptifs*, 1895, p. 323 et s.

(2) TASSAIN, *Le droit de déshérence*, p. 128.

D'autres, comme Toullier et Laurent (1), déclarent que l'Etat qui recueille une succession en déshérence n'est pas propriétaire, mais seulement administrateur des biens qui la composent ; il peut en jouir, non en disposer, et c'est seulement lorsque la prescription de trente ans est acquise qu'il est propriétaire. Ils se basent sur une circulaire de la Régie des Domaines, du 10 Prairial an VI, aux termes de laquelle « le droit de déshérence n'établit point, avant la prescription légale, la République propriétaire incommutable des biens qu'elle acquiert à ce titre. Tant que cette prescription n'est pas acquise, la République n'a qu'une propriété flottante et incertaine, dont elle a sans doute le droit de jouir, mais non de disposer ».

En réalité, quelle que soit l'opinion que l'on adopte quant au droit de l'Etat sur les biens dépendant des successions en déshérence, il est certain qu'il est propriétaire. L'envoi en possession l'a placé dans une situation analogue à celle d'un héritier, et dès lors, comme tout héritier, il a, depuis le jour du décès, la propriété des biens laissés par le défunt.

C. — Un troisième intérêt est plus réel, c'est le *droit d'option* de l'Etat. Sans doute, ce droit d'accepter ou de s'abstenir n'a jamais été sérieusement contesté à l'Etat, et en fait l'Etat est libre. Mais logiquement, si on admet que l'Etat recueille une succession en déshérence en vertu de son droit de souveraineté, il semble qu'il ne puisse ni y renoncer, ni s'abstenir de la recueillir. Cela paraît être la conséquence de tout système faisant intervenir le principe de la souverai-

(1) TOULLIER, *op. cit.*, t. IV, p. 289 — LAURENT, *op. cit.*, t. IX, p. 187.

neté. L'article 713 dit en effet : « Les biens sans maître appartiennent à l'Etat », et il ne parle nullement de l'option qu'aurait l'Etat de refuser ces biens dont il est déclaré de plein droit propriétaire.

Il semble donc que, pour accorder à l'Etat le droit d'opter, il faille au préalable reconnaître qu'il est héritier.

D. — *Rétractation d'un héritier renonçant.*

Qu'advient-il au cas où l'héritier du sang ayant renoncé et l'Etat étant entré en possession, cet héritier prétend reprendre la succession ? Pourra-t-il revenir sur sa décision ?

La question dépendra du titre donné à l'Etat pour recueillir en cas de déshérence. Si l'on estime que l'Etat est un héritier, la faculté de rétractation laissée au renonçant ne pourra plus s'exercer puisqu'un autre héritier, l'Etat, a été régulièrement envoyé en possession. L'Etat est définitivement maître de la succession, et il serait dès lors injuste de traiter l'Etat autrement qu'un autre héritier.

Si l'on considère que l'Etat recueille à titre de souverain, l'héritier aura la possibilité de revenir sur sa décision et de reprendre la succession.

Suivant donc que l'on admet que l'Etat recueille à titre d'héritier ou en tant que souverain, la solution diffère, et il pourra ou non se voir évincé par l'héritier du *de cujus* qui, ayant renoncé, se rétractera et prétendra reprendre la succession.

E. — *Contrat d'assurances sur la vie ou contre les accidents, stipulé par le défunt au profit de ses héritiers, donataires ou légataires.*

Une personne meurt ayant souscrit une police d'assurances sur la vie ou contre les accidents au profit de ses héritiers ou ayants cause ; lors de son décès, à défaut de successibles plus proches, l'Etat revendique la succession. Pourra-t-il réclamer également le bénéfice de l'assurance ?

Si l'on pense que l'Etat recueille l'hérédité comme bien sans maître ou à cause de son devoir supérieur de police, il n'aura aucun droit sur le capital assuré, car ce capital n'est pas sorti du patrimoine du défunt. Il s'agit d'un contrat impossible à exécuter, et la compagnie, ne trouvant en face d'elle aucun représentant qualifié du défunt pour exiger l'exécution de la police, sera libérée de sa dette.

Admet-on, au contraire, que l'Etat est un héritier, les deux conditions auxquelles l'exécution d'un contrat d'assurances est subordonnée, savoir, le décès du *de cujus* et la présence d'un héritier, étant réalisées, la compagnie ne pourra se refuser à payer.

Par un arrêt du 14 février 1890 (1), la Cour de Paris a résolu la question en faveur de l'Etat, lui donnant droit au bénéfice de l'assurance. Confirmant purement et simplement un jugement du Tribunal civil de la Seine du 26 décembre 1888, elle déclare que, du moment que le défunt n'avait pas eu spécialement en vue telle catégorie d'héritiers, mais qu'il avait disposé d'une façon générale du capital assuré au profit de ses successeurs, l'Etat, envisagé désormais comme compris parmi les successibles, est fondé à réclamer l'attribution du capital assuré.

(1) C. appel Paris, 14 février 1890. D. P. 1891.2.273 ; S. 1891.2.109.

F. — *Droits de l'Etat étranger sur les biens de son national décédé en France, en cas de déshérence.*

Supposons qu'un *de cujus* soit décédé hors de son pays sans laisser de parents successibles, ni de conjoint, et sans que des conventions internationales aient prévu le cas, à qui devra être dévolu son héritage ? A l'Etat sur le sol duquel se trouvent les biens composant la succession, ou au contraire à l'Etat auquel se rattachait le *de cujus* par sa nationalité ?

Ici surtout se révèle l'intérêt pratique du problème juridique de la nature du droit de l'Etat. Et il importe, à cet égard, de choisir entre l'idée de l'Etat recueillant les successions en déshérence à titre de souverain, et la conception, que nous défendons, d'après laquelle l'Etat exerce le droit de déshérence en tant qu'héritier.

L'Etat est-il un véritable héritier, dont le droit est semblable à celui d'un parent, d'un conjoint ? Alors c'est à la loi qui régit la dévolution héréditaire, c'est-à-dire à la loi personnelle du défunt, qu'il faut s'attacher ; par suite, c'est l'Etat dont le défunt était le ressortissant qui lui succédera (1).

Cette opinion a été soutenue en Allemagne par Savigny (*System*, trad. Guenour, t. VIII, n° 3771), Wangerow et Dernberg.

Telle était la règle adoptée dans notre Ancien Droit par quelques coutumes, et en particulier par la Coutume de Bretagne (art. 595) en ce qui concerne les objets mobiliers.

Il faut remarquer enfin que divers traités, conclus

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *op. cit.*, t. I, n° 852.

par la France avec quelques pays d'Orient, stipulent qu'à défaut d'héritiers la succession appartient à l'Etat dont le défunt était le ressortissant : traités avec Mascate du 17 septembre 1844, avec le Siam du 15 août 1856 (modifié par celui du 14 février 1925), avec la Birmanie des 24 janvier 1873 et 15 janvier 1885 (1).

Au contraire, si l'on considère que l'attribution au fisc des biens de toute personne décédée sans héritiers est une sorte d'occupation des biens sans maître, conformément au principe posé par l'article 713 du Code civil, et en vertu du droit de souveraineté qui appartient à l'Etat, c'est la loi de la situation qui s'appliquera au nom de l'ordre public international; d'où la conséquence que tous les biens meubles et immeubles, compris dans la succession en déshérence, appartiendront à l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent.

Cette solution avait déjà, en dépit de quelques dissidences, prévalu dans notre Ancien Droit. L'ancienne coutume de Laon (art. 275), la Coutume de Reims (art. 346), les auteurs du *xvii<sup>e</sup>* et du *xviii<sup>e</sup>* siècles, tels que Bacquet, Lebrun, Ferrière, Pothier, se prononçaient en ce sens (2).

Aujourd'hui, la conception adoptée par la plupart des auteurs, en France et à l'étranger (3), et par la

(1) WEISS, *Traité de droit international privé*, p. 587, note 2.

(2) BACQUET, *op. cit.*, chap. III, nos 4, 8, 9 — LERRUN, *Des successions*, livre 1<sup>er</sup>, chap. 1<sup>er</sup>, sect. 4, n<sup>o</sup> 6 — FERRIÈRE, *op. cit.*, art. 163 — POTHIER, *Introduction au titre 17 de la coutume d'Orléans*.

(3) MERLIN, *op. cit.*, v<sup>o</sup> *déshérence*, n<sup>o</sup> 1 — DEMOLOMBE, *op. cit.*, t. XIV, n<sup>o</sup> 260 — AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. IX, § 606 — WEISS, *op. cit.*, t. IV, p. 587-590 — NIBOYET, *Conflit des lois en matière de meubles*, p. 256 — LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, *Précis de droit interna-*

*jurisprudence* (1), est celle du gouvernement français qui l'a formulée dans la déclaration interprétative de l'article 7 de la Convention consulaire franco-brésilienne du 10 décembre 1860, en date du 31 juillet 1866, dont le paragraphe 17 porte que : « Si la succession d'un sujet de l'une des deux parties contractantes, mort *ab intestat* sur le territoire de l'autre, vient à tomber en déshérence, c'est-à-dire s'il n'y a ni conjoint survivant, ni héritiers au degré successible, la succession *tant mobilière qu'immobilière* doit être dévolue à l'Etat sur le territoire duquel il est mort (2). »

Quant à l'administration de l'Enregistrement, elle a formulé sa manière de voir dans une Instruction parue le 10 octobre 1878 (Clunet. 1879, p. 321) et conçue comme suit : « C'est en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat acquiert les biens sans maître qui se trouvent sur son territoire. Or ce droit de souveraineté n'existe pas seulement à l'égard des immeubles situés sur le territoire français; il atteint au même degré les objets mobiliers que le défunt possédait en France, le

*tional privé*, n° 375 — DE VAREILLES-SOMMIÈRES, *Synthèse du droit international privé*, t. 1, nos 332 et s. ; t. 2, nos 1119 et s.

(1) C. appel Paris, 15 nov. 1833. D. P. 1834.2.2 — Trib. Bordeaux, 12 fév. 1852. D. P. 54.1.154 — Cass. Req., 28 juin 1852. D. P. 52.1.284 — Trib. Nantes, 18 avril 1872, Clunet, 1876, p. 105 — Trib. Nice, 19 février 1906 et Aix, 19 décembre 1906, *Revue du Droit international*, 1907, p. 228 — Trib. Le Havre, 20 février 1908, Clunet, 1908, p. 1161 — C. appel Tananarive, 30 juin 1909, Clunet, 1910, p. 211 — Cass. civ., 4 avril 1881. D. P. 81.1.381. S. 83.1.65 et 2 avril 1884. D. P. 84.1.277. S. 86.1.12 — Cass. Req., 21 avril 1931. D. P. 1931.1.52, avec un rapport de M. le conseiller PILON — C. appel Besançon, 10 avril 1933. D. P. 1934.2.89 (note NAST) — Cass. civ., 5 juillet 1933. D. P. 1934.1.133 ; S. 1934.1.337 (note NIBOYET).

(2) *Bulletin des Lois*, XI, n° 1443, p. 14711.

numéraire qu'il y a laissé, les sommes qui y sont payables, et toutes autres valeurs incorporelles dont la réalisation ne peut être poursuivie qu'en France, et sous la protection des lois françaises. » La lettre du ministre des Finances, en date du 30 septembre 1884 (Clunet, 1885, p. 75), confirme cette Instruction.

Dans ces conditions, l'Etat auquel appartient l'auteur de la succession en déshérence ne peut revendiquer en France les biens abandonnés par un de ses nationaux, car il ne saurait faire acte de souveraineté en dehors de son territoire. L'Instruction ajoute que lorsqu'il s'agit de créances ou de valeurs incorporelles, l'Etat français doit réclamer au gouvernement étranger, par la voie diplomatique, les titres justificatifs de la propriété du défunt. Par réciprocité, l'Etat français s'abstient de toute revendication des valeurs laissées à l'étranger par des Français dont il recueille la succession à titre de déshérence, et il remet au gouvernement étranger les titres dont ceux-ci peuvent avoir besoin pour faire valoir leurs droits.

En résumé, la dévolution des immeubles situés en France et dépendant de la succession d'un étranger est soumise à la loi française en tant que statut réel. Est également régie par la loi française, en tant que la loi du domicile du *de cujus*, la dévolution des effets mobiliers compris dans sa succession.

Il est probable que ces conceptions seront modifiées le jour où la jurisprudence civile, accentuant sa direction dans le sens indiqué par la Cour de Paris en 1901, aura, d'une manière définitive, reconnu le droit de succession de l'Etat sur les biens en déshérence.

## SECTION II. — Conditions d'ouverture du droit de l'Etat.

Après avoir envisagé la question du droit de déshérence au point de vue de son fondement juridique et rationnel, il nous faut maintenant étudier son fonctionnement pratique.

Trois conditions sont nécessaires à l'ouverture du droit de déshérence. Il faut :

- 1° que le décès du *de cuius* soit un fait constant ;
- 2° que l'Etat manifeste son intention d'appréhender les biens héréditaires ;
- 3° que l'Etat ne soit primé par aucun successible préférable en rang.

Une succession n'est déférée à l'Etat qu'en l'absence de tout héritier ou successeur irrégulier : *fiscus post omnes*. L'article 723 du Code civil, qui fixe l'ordre successoral, place l'Etat au dernier rang : « La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'Etat ».

Examinons tout d'abord chacune de ces conditions. Nous verrons ensuite les exceptions que comporte le droit de déshérence.

### § I. — Décès du *de cuius*.

La mort du défunt est évidemment le seul fait autorisant l'Etat à se faire envoyer en possession des biens en déshérence. Encore faut-il qu'elle soit prouvée.

Si elle n'était pas prouvée, l'Etat aurait la faculté de se pourvoir devant le tribunal de première instance pour obtenir un jugement de déclaration d'absence et de réclamer l'envoi en possession provisoire des biens, conformément aux articles 115 et suivants du Code civil.

Ce droit est en effet reconnu sans conteste aux successeurs irréguliers, et notamment à l'Etat, par la doctrine et la jurisprudence (1).

## § II. — Manifestation par l'Etat de son intention d'appréhender les biens héréditaires.

L'Etat doit faire connaître s'il accepte ou répudie la succession. Sans doute, l'article 768 dispose qu'en cas de déshérence la succession est acquise à l'Etat. Mais l'article 767 concernant le conjoint survivant s'exprime d'une manière absolument analogue : « Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée. »

Or le conjoint peut répudier la succession. Il s'ensuit que l'Etat doit avoir la même faculté.

Certains, il est vrai, ont voulu faire état d'un autre texte semblant refuser à l'Etat le droit d'option. C'est une circulaire ministérielle du 8 juillet 1806, aux termes de laquelle : « Quand le gouvernement est

(1) Colmar, 18 janvier 1850 (déjà cité).

appelé à une succession par droit de déshérence, les préposés du Domaine ne peuvent ni y renoncer, ni s'abstenir de la recueillir. » Mais il convient d'en bien délimiter la portée et le sens. Elle signifie simplement que les agents de l'Administration ne peuvent prendre une décision eux-mêmes, mais sont tenus d'en référer au ministre des Finances qui décide seul. Une telle discussion, au surplus, ne présente plus aucun intérêt puisqu'une circulaire du 13 août 1832 a abrogé celle de 1806, et rendu à la Régie sa liberté d'option.

Sans ce droit d'option de l'Etat il n'y aurait jamais de successions vacantes. C'est en effet cette faculté d'option qui permet de distinguer la succession en déshérence de la succession vacante.

Nous avons longuement, au début de ce chapitre, examiné les deux situations. Rappelons seulement que la succession en déshérence est celle qui est recueillie par l'Etat à défaut d'héritiers légitimes ou naturels, de légataires, ou de conjoint survivant. Elle diffère essentiellement de la succession vacante qui n'est réclamée par personne, pas même par l'Etat.

### § III. — L'Etat ne doit être primé par aucun successible préférable en rang.

La troisième condition d'ouverture du droit de l'Etat consiste dans l'absence de successibles. Diverses hypothèses peuvent d'ailleurs se présenter. Il se peut, tout d'abord, qu'il n'existe aucun successible, ni héritier légitime, ni héritier testamentaire. Il est possible également qu'il existe des successibles, mais que, par suite d'un certain nombre de circonstances que nous

aurons à examiner, ceux-ci ne soient pas aptes à recueillir la succession.

A. — *Défaut de successibles.*

Pour que l'Etat puisse exercer sa vocation, il faut qu'il n'existe aucun successible, ni héritier, ni conjoint survivant.

Il est nécessaire qu'il n'y ait pas d'héritiers, c'est-à-dire, à défaut de désignation testamentaire, de parents au degré successible (art. 755, 1<sup>er</sup> alinéa, modifié par l'art. 17 de la loi des finances du 31 décembre 1917), ni d'enfants naturels simples (art. 556), les enfants adultérins ou incestueux n'héritant pas, les articles 762 et 763 leur reconnaissant seulement le droit de demander des aliments.

L'absence de conjoint survivant est également indispensable (art. 767). L'époux survivant, ni divorcé, ni séparé de corps au moment du décès de son conjoint, prime en effet l'Etat. La solution est-elle la même dans le cas d'annulation d'un mariage putatif ? Il convient de faire une distinction : si la nullité a été déclarée postérieurement au décès de l'époux, le survivant conserve l'hérédité, pourvu qu'il soit de bonne foi, l'article 201 du Code civil disposant en effet que le mariage déclaré nul produit ses effets tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants lorsqu'il a été contracté de bonne foi. Au contraire, la nullité a-t-elle été déclarée avant le décès, le survivant, même de bonne foi, n'a plus aucun droit, car, la nullité du mariage étant déclarée, le *de cujus* et lui ne sont plus époux.

B. — *Il existe des successibles,  
mais ils ne peuvent recueillir.*

La déshérence d'une succession peut, outre la non-existence de successibles, résulter de diverses circonstances.

1<sup>o</sup> Le droit de déshérence peut s'ouvrir au profit de l'Etat, par suite d'abord de l'*incapacité de transmettre* du *de cujus* ou de l'*incapacité de recueillir* de ses héritiers. La situation est alors identique à celle résultant de la non-existence de successibles.

Parmi les personnes *incapables de transmettre*, citons, en premier lieu, les mineurs qui ne peuvent tester avant seize ans révolus (art. 903) ; parvenus à cet âge, ils ont le droit de disposer par testament, mais « jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer » (art. 904, modifié par la loi du 28 octobre 1916 insérée dans ledit article et élargissant dans certains cas déterminés la capacité testamentaire des mineurs parvenus à l'âge de seize ans). Cependant, à défaut de parents au sixième degré inclusivement, les mineurs peuvent disposer comme le ferait un majeur.

Mentionnons également, dans le même ordre d'idées, les condamnés à des peines afflictives perpétuelles. Ceux-ci étaient autrefois frappés de la mort civile. La loi du 31 mai 1854, qui a aboli cette déchéance inhumaine, a jugé bon cependant de maintenir contre ces condamnés un des effets qu'elle produisait. Par son article 3, elle leur interdit de disposer de leurs biens en tout ou en partie, soit par donation entre vifs, soit par testament. Ces individus ne peuvent donc tester

et, s'ils n'ont pas d'héritiers, leurs biens reviendront à l'Etat. L'article 4 de la même loi permet du reste au gouvernement de relever le condamné de cette incapacité (1). Un interdit est également dans l'impossibilité de faire un testament, et ce même pendant un intervalle lucide (2).

Une hérédité peut encore parvenir au fisc par suite de l'*incapacité de recueillir* des héritiers. L'Ancien Droit connut de nombreux cas d'incapacité. Ils ont à peu près disparu de notre droit actuel, grâce notamment à la loi du 14 juillet 1919 abolitive du droit d'aubaine, à l'article 66 de la Charte de 1814 supprimant la confiscation, et à la loi du 31 mai 1854, dont il vient d'être question.

En dehors de l'incapacité dont est frappé le condamné à une peine afflictive perpétuelle, qui ne peut pas plus recevoir que disposer à titre gratuit du jour où sa condamnation est devenue définitive, les seules incapacités de recevoir qui subsistent encore actuellement résultent, soit de l'adultérinité (art. 762) et de la tutelle (art. 907), soit des soins donnés au *de cujus* par le médecin ou le prêtre qui l'ont assisté (art. 909). L'indignité est réduite aux trois cas de l'article 727. Nous nous bornons à cette énumération, en ajoutant seulement que lorsqu'une disposition est faite en faveur d'un incapable, ou lorsqu'une succession échoit à un indigne, et qu'il n'y a aucun autre successible,

(1) Les condamnés à une peine afflictive temporaire peuvent, au contraire, valablement tester ; Cass. civ., 27 février 1883. S. 84. 1.65.

(2) Nancy, 8 mai 1880, sous Cass. Civ., 27 février 1883. D. P. 83.1.113 ; S. 84.1.65, (note VILLEY.)

c'est l'Etat qui perçoit le bénéfice de la disposition ou recueille l'hérédité.

2° La déshérence peut ensuite résulter de l'absence des successibles.

Aux termes de l'article 135 du Code civil : « Qui-conque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue, devra prouver que ledit individu existait quand le droit a été ouvert : jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans sa demande. » Supposons donc une succession dévolue à un successible absent : son existence est-elle certaine, il recueille la succession *ipso facto*, si c'est un héritier. S'il s'agit au contraire d'un successeur irrégulier, ou si, héritier légitime ou successeur irrégulier, son existence est incertaine, le droit de succéder ne lui est pas réputé transmis, il est dévolu au degré subséquent, et s'il n'y a pas d'héritiers plus éloignés, la succession est déclarée vacante ou en déshérence au cas d'appréhension par l'Etat.

L'administration des Domaines forme dans ce cas, au nom de l'Etat, une demande en déclaration d'absence et réclame du tribunal civil du domicile de l'absent ou du tribunal de la situation des biens, si le domicile de l'absent est inconnu, l'envoi en possession provisoire des biens de ce dernier (art. 115 et s. C. civ). Lorsque trente ans se sont écoulés depuis l'envoi en possession provisoire, ou cent ans depuis la naissance de l'absent, l'administration des Domaines fait prononcer l'envoi en possession définitif prévu par l'article 129 (1).

(1) Pour les militaires, marins ou civils assimilés, disparus pen-

3° Le droit de l'Etat s'ouvrira encore dans tous les cas où les héritiers sont inaptes à recueillir l'hérédité, cette inaptitude résultant soit de la *limitation de la vocation successorale*, soit de la *parenté naturelle*.

*Limitation de la vocation successorale.*

L'article 17 de la loi de finances du 31 décembre 1917 a modifié l'article 755, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code civil, et limité en principe au sixième degré en ligne collatérale le droit de succéder. Cette mesure est l'aboutissement logique d'une série de propositions de lois, toutes inspirées de l'idée de restreindre, voire même de supprimer au profit de l'Etat, la vocation héréditaire de la famille.

Aux termes de l'ancien article 755, les parents, au delà du douzième degré ne succédaient plus. Cette disposition contenait déjà une réforme assez importante, si nous envisageons le passé. Rappelons en effet que, pendant la période de l'Ancien Droit, aucune limite n'existait : quelque éloignée que fût la parenté, tant qu'elle était reconnaissable, elle donnait le droit de succéder. Ce sont, par conséquent, les rédacteurs du Code qui, les premiers, apportèrent une limitation à la successibilité des parents en ligne collatérale.

dant la guerre 1914-1918, la loi du 25 juin 1919, par dérogation aux règles édictées en matière d'absence, permettait d'obtenir du tribunal un jugement déclaratif de décès lorsqu'il s'était écoulé deux années depuis ladite disparition et six mois depuis la promulgation de la loi fixant la date de la fin des hostilités.

La loi du 30 juin 1919, relative également aux disparus pendant la guerre de 1914-1918, autorisait en outre les tribunaux à réduire, par décision motivée, le délai de l'article 129 jusqu'à une durée de cinq ans.

Cette limitation fut d'ailleurs rapidement critiquée et donna très vite lieu à une série de propositions, toutes dans le but de réduire à nouveau les droits héréditaires en ligne collatérale. Dès 1848, en effet, le citoyen Crémieux, ministre de la Justice, déposait un projet de loi tendant à exclure de la succession du *de cujus* les collatéraux au delà des cousins germains. Les luttes politiques et les mouvements de rue qui se succédaient sans cesse à cette époque empêchèrent d'y donner suite.

Sous le Second Empire, Savoye et Canal proposèrent de limiter au quatrième degré la vocation héréditaire des collatéraux. Une commission fut chargée d'examiner ce projet : le résultat fut défavorable, et leur projet devait rester sans succès.

Après la chute de l'empereur Napoléon III, l'Assemblée Nationale se trouva en face de deux projets de réforme. En 1871, on voulut modifier le système de la déduction des dettes dans les successions pour calculer l'impôt de mutation, et la même proposition se rapportait, par voie incidente, à la successibilité en ligne collatérale. Le désir de ceux qui prétendaient arrêter toute succession au huitième degré ne fut pas satisfait.

Un an plus tard, Journault et Sadi-Carnot présentaient de nouveau le même projet qui lui non plus n'aboutit pas.

Parvenu ainsi à la période contemporaine, il n'est pas exagéré de dire qu'à partir de 1884, la Chambre des députés a été saisie presque chaque année, et même plusieurs fois par an, de propositions exigeant la réformation de l'article 755 du Code civil. Ces

diverses propositions peuvent se grouper en deux catégories.

Nous classerons dans la *première catégorie* celles tendant à la suppression de toute succession collatérale. L'une des mieux étudiées est la proposition Barodet, déposée sur le bureau de la Chambre le 4 juillet 1887(1). Barodet voulait restreindre le droit de tester et accorder, dans tous les cas, à l'Etat un droit de succéder. Quatre années plus tard (*J. O.*, 1891, Doc. parl., p. 274), une autre proposition fut déposée à la Chambre qui complétait son idée et tendait à assurer à l'Etat, dans les successions collatérales, la part réservée par l'article 913 aux descendants dans les successions en ligne directe.

En 1894, les documents parlementaires (*J. O.*, p. 2013) nous font connaître une nouvelle proposition de loi, due toujours à Barodet, et plus restrictive encore que les précédentes, puisqu'elle ne permettait plus de disposer par donation ou testament que de la moitié des biens en pleine propriété ou de l'usufruit de la totalité de ces biens.

Citons encore, parmi les projets de loi relatifs à la suppression de tout héritage en ligne collatérale, la proposition Planteau (*J. O.*, 1888, Doc. Parl., p. 447), la proposition Chassaing (*J. O.*, 1892, D. P., p. 994), et enfin la proposition Andrieux, présentée à la Chambre des Députés le 25 mai 1916 (*J. O.*, 1916, D. P., p. 723).

La *deuxième catégorie* comprendra les propositions de parlementaires plus modérés. Ceux-ci, estimant que

(1) Proposition BARODET — 4 juillet 1887 (*J. O.*, Doc. Parl., 1887, p. 971).

la réforme doit se faire par étapes, envisagent non de supprimer, mais simplement de restreindre à un degré restant à fixer, la vocation héréditaire en ligne collatérale.

Dans ce sens la limitation au quatrième degré a été demandée dans les propositions de loi Giard (*J. O.*, 1884, Doc. Parl., p. 1064), Saint-Ferréol (*J. O.*, 1888, D. P., p. 683), Maujan (*J. O.*, 1892, D. P., p. 3057 — *J. O.*, 1906, D. P., p. 729) ; la limitation au cinquième degré dans la proposition Sabatier (*J. O.*, 1885, D. P., p. 437) ; la limitation au sixième degré dans les propositions Couturier (*J. O.*, 1884, D. P., p. 1873), Sabatier (*J. O.*, 1888, D. P., p. 649), dans l'amendement Darlan (*J. O.*, 1895, D. P., p. 2417), dans l'amendement Poulain (*J. O.*, 1900, D. P., p. 2072) ; la limitation au huitième degré dans la proposition Delàunay (*J. O.*, 1891, D. P., p. 273).

Terminons cette énumération par le projet de loi Rognon (*J. O.*, 1916, D. P., p. 885), fixant la vocation héréditaire en ligne collatérale au troisième degré, et le dernier dans les annales parlementaires avant le vote de la loi du 31 décembre 1917. L'article 17 de cette loi est devenu l'article 755 du Code civil.

Si donc l'Etat ne trouve en face de lui que des parents au delà du sixième degré, la succession, ne pouvant être recueillie par eux, sera appréhendée par le fisc ; il y aura ouverture du droit de déshérence.

#### *Parenté naturelle.*

La parenté naturelle peut également donner lieu à déshérence.

Dans le très ancien Droit, l'enfant naturel, vu avec

défaveur, flétri du nom de bâtard, était assimilé à un serf. Il ne recueillait donc rien de la succession de ses parents. Bien plus, les biens qu'il laissait en mourant allaient au roi ou aux seigneurs, en vertu du droit de bâtardise (1).

A partir du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, le bâtard fut relevé progressivement de son incapacité civile. Mais l'enfant naturel, à moins d'avoir été légitimé par mariage subséquent, ne recueillait aucune part dans la succession de ses parents. En revanche, il avait le droit de leur réclamer des aliments, à eux-mêmes tant qu'ils vivaient, et à leurs héritiers légitimes, après leur mort (2).

Le législateur révolutionnaire, considérant que l'enfant naturel ne devait pas souffrir de la faute de ses parents, donna au contraire aux enfants naturels les mêmes droits de successibilité qu'aux enfants légitimes (Lois des 4 juin 1793, 12 Brumaire an II). Seuls les enfants issus d'un commerce incestueux et adultérin étaient moins bien traités, ayant seulement le droit de recueillir, dans la succession de leurs père et mère, une part égale au tiers de la portion à laquelle ils auraient eu droit s'ils étaient nés dans le mariage.

Le droit de déshérence ne pouvait plus, dans ces conditions, s'exercer. L'application d'une telle mesure souleva les plus vives protestations, lesquelles aboutirent à une réaction.

Le Code civil réalisa un essai de transaction entre les idées opposées qui s'affrontent en cette matière,

(1) POTHIER, *Traité des Personnes et des Choses*, p. 118.

(2) Ce système, qui n'accordait à l'enfant naturel dans la succession de ses auteurs qu'une simple créance alimentaire, est encore suivi de nos jours dans les législations anglo-saxonnes.

celle de la justice absolue qui milite en faveur de l'enfant innocent, et celle de l'intérêt social qui réclame pour les enfants issus du mariage une situation supérieure à celle des enfants naturels. Il reconnut à l'enfant naturel, à jamais débarrassé de la dénomination flétrissante de bâtard et dont la filiation était certaine, le droit de succéder, mais seulement pour le tiers d'une part d'enfant, et il en fit un successeur irrégulier.

Depuis la promulgation du Code, et sous la Troisième République, les idées d'humanitarisme ont fait un retour offensif dans le sens de l'assimilation des deux descendance. C'est à cette inspiration qu'est due la loi du 25 mars 1896. Cette loi a, dans une large mesure, amélioré la situation de l'enfant naturel, puisqu'elle l'a élevé à la qualité d'héritier réservataire, comme l'enfant légitime (art. 913).

D'autre part, sa part successorale s'est élargie. Elle est actuellement de la moitié de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime et elle peut encore être augmentée par des libéralités dont il est capable de bénéficier. Les auteurs de l'enfant peuvent notamment lui faire des libéralités testamentaires (art. 908 C. civ.).

Sa propre succession est en outre dévolue selon les règles suivantes. S'il n'a pas été reconnu et qu'il ne laisse ni descendant légitime ou naturel, ni frère ou sœur légitime ou naturel, ni conjoint survivant, ni légataire, sa succession revient en entier à l'Etat. Il en est de même de la succession d'un enfant adultérin ou incestueux, ne laissant ni descendant, ni conjoint survivant.

Si l'enfant naturel a été reconnu, à défaut de pos-

térité, de père et mère, de frère et sœur naturels, et de conjoint survivant, sa succession tombe en déshérence, la présence de frères et sœurs légitimes ne faisant pas obstacle au droit de déshérence, sauf pour les objets provenant à titre gratuit des père et mère et se retrouvant en nature dans la succession.

En résumé, pour les enfants naturels, l'Etat a plus de chances de recueillir leurs biens à titre de déshérence que s'il se trouve en présence de la famille légitime, leurs héritiers étant d'une part très limités et leur famille, dont ils peuvent eux-mêmes hériter, étant d'autre part moins étendue.

4<sup>o</sup> *L'inaction* des héritiers ou des légataires, leur silence pendant un certain laps de temps, peuvent aussi constituer une nouvelle source de déshérence.

Nous savons que le Droit Romain distinguait deux catégories d'héritiers : les héritiers nécessaires et les héritiers volontaires. L'héritier nécessaire acquérait l'hérédité dès qu'elle était ouverte, *etiam ignorans et invitus*. Les héritiers volontaires n'acquerraient au contraire la succession que par un acte extérieur. l'adition d'hérédité, acte à l'origine solennel, constituant en tous cas et à toutes époques une manifestation non équivoque de volonté.

Notre Code civil ne distingue plus entre les héritiers nécessaires et les héritiers volontaires, mais entre les héritiers et les successeurs irréguliers. Ceux-ci doivent demander l'envoi en possession de la succession, alors que les héritiers sont, dit l'article 724, « saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges

de la succession ». Qu'ils soient héritiers légitimes ou naturels, l'envoi en possession est donc pour eux une formalité inutile. Sans intervalle, sans aucune manifestation de volonté, ils peuvent immédiatement faire acte d'héritiers. Une option entre trois partis leur est également ouverte : ils peuvent à leur gré ou bien accepter la succession, ou bien y renoncer, ou enfin l'accepter sous bénéfice d'inventaire,

Cette faculté d'accepter ou de répudier une succession pouvant se prescrire par trente ans (art. 789), on peut se demander quelle serait la situation de l'Etat, — en admettant qu'il ne se soit pas fait envoyer déjà en possession des biens, — lorsque trente années se sont écoulées depuis l'ouverture de la succession, sans que les héritiers aient pris parti.

La solution la plus logique consisterait à dire que l'héritier, demeuré trente ans sans manifester de volonté contraire, doit être présumé accepter la succession. Cette solution serait en outre conforme à l'article 784, aux termes duquel « la renonciation à une succession ne se présume pas ».

Telle n'est pas cependant l'opinion de la jurisprudence. Suivant en effet le système jurisprudentiel qui a prévalu, tout successible qui, au bout de trente ans, n'a pas pris parti, doit être considéré comme étant, vis-à-vis de la succession, dans la même position qu'un étranger, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il est héritier saisi ou successeur irrégulier, si d'autres héritiers ont ou non accepté la succession, ou si celle-ci a été ou non appréhendée par d'autres successibles ou par des tiers (1).

(1) Cass. civ., 28 février 1881. D. P. 1881.1.195 — Cass. de Bel-

Ainsi donc, quand le délai de trente ans est expiré, l'héritier doit être considéré d'une manière définitive comme renonçant. Il s'agit ici d'une prescription extinctive qui fait disparaître le droit héréditaire. Peu importe que la succession ait été appréhendée ou non par l'Etat, une fois que l'inaction du premier successeur a duré trente ans, son droit est éteint et le droit de déshérence s'ouvre.

5<sup>o</sup> Il peut arriver, d'autre part, que les héritiers aient *renoncé* à la succession. Dans la législation actuelle, la renonciation du successeur, faite dans les conditions de l'article 784, donne ouverture au droit de déshérence.

Dans notre Ancien Droit, les pays de droit écrit admettaient que la renonciation pouvait être tacite (1). Dans les pays de coutume, au contraire, il fallait un acte exprès, une déclaration qui pouvait d'ailleurs se faire soit au greffe, soit devant le juge, soit devant notaire.

Le Code civil exige une déclaration au greffe du lieu de l'ouverture de la succession. Si la renonciation est faite autrement que par acte au greffe, si elle résulte par exemple d'un acte notarié, le renonçant n'est pas suffisamment dessaisi et l'administration des Domaines n'est pas autorisée à appréhender la succession (2).

gique, 20 novembre 1891 ; *Pasicrisie belge*, 1891.1.14 ; — Cass. civ., 13 février 1911. D. P. 1911.1.391 ; — DE LA BIGNE DE VILLENEUVE, *Eléments de droit civil*, t. II, p. 148.

(1) FURGOLE, *Successions*, chap. X, section 2, nos 79, 84.

(2) Rappelons cependant que, de par une jurisprudence précitée, l'écoulement du laps de la prescription sans que l'héritier ait pris

Cette renonciation n'est pas en principe irrévocable, la loi accordant à l'héritier qui a renoncé la faculté de se rétracter et d'accepter la succession (art. 790). Mais cette faculté de rétractation est soumise à deux conditions : il faut, d'une part, que la prescription ne soit pas acquise contre l'héritier renonçant, c'est-à-dire que trente ans ne se soient pas écoulés depuis l'ouverture de la succession, et que, d'autre part, la succession n'ait pas été acceptée par d'autres héritiers. Une demande d'envoi en possession, formée par l'époux survivant ou l'Etat, mettrait obstacle à ce que l'héritier, qui les précédait et a renoncé, pût revenir sur sa renonciation.

En définitive, la renonciation du successeur, faite conformément à la loi, donne ouverture au droit de déshérence.

6° La déshérence d'une succession peut enfin résulter de ce que le défunt a, par testament, prononcé l'*exhérédation* de tous ses héritiers sans instituer aucun légataire.

Quelle est la portée d'une semblable disposition ?

Logiquement, il semble que l'exclusion de tous les héritiers du sang ait pour résultat d'instituer les successeurs irréguliers, c'est-à-dire le conjoint survivant et, à son défaut, l'Etat.

Juridiquement, la question a été résolue en divers sens, et la jurisprudence est loin d'être fixée sur la valeur des clauses d'exhérédation (1).

parti vaut renonciation. Il y a là une véritable renonciation tacite, ce qui est peu en harmonie avec le texte de l'article 784.

(1) Sur la valeur et la portée des clauses d'exhérédation, p. 88.

Nous avons signalé les différents cas dans lesquels l'Etat exerce son droit de déshérence. Ces différents cas étant examinés, voyons maintenant ceux où ce droit ne s'exerce pas, bien que les principes semblent l'autoriser : ce sont les exceptions au droit de déshérence.

#### § IV. — Exceptions au droit de déshérence.

Le droit héréditaire de l'Etat comporte des limitations. Il subit des exceptions en faveur de trois établissements :

- A. Les Hospices ;
- B. La Caisse des Invalides de la Marine ;
- C. La Caisse des Retraites pour la Vieillesse.

A. — La loi du 15 Pluviôse an XIII (13 février 1805), qui organise la tutelle de la commission administrative des *Hospices* sur les enfants trouvés, dispose, dans son article 8, que « si l'enfant décède avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à l'hospice, lequel pourra être envoyé en possession à la diligence du receveur et sur les conclusions du ministère public. S'il se présente ensuite des héritiers, ils ne pourront espérer les fruits que du jour de la demande ».

L'article 9 de la même loi est en outre conçu dans les termes suivants : « Les héritiers qui se présenteront pour recueillir la succession d'un enfant décédé avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majo-

rité, seront tenus d'indemniser l'hospice des aliments fournis et des dépenses faites pour l'enfant décédé pendant le temps qu'il sera resté à la charge de l'Administration, sauf à faire entrer en compensation, jusqu'à due concurrence, les revenus perçus par l'hospice. »

La première condition à l'ouverture du droit de l'hospice est donc l'absence d'héritiers. Une seconde condition est également nécessaire : il faut que le décès de l'enfant se produise pendant son séjour dans l'établissement, ou avant son émancipation ou sa majorité, une fois qu'il est sorti de l'hospice. Ces conditions réalisées, c'est la succession entière des enfants décédés dans les conditions prévues que la loi de Pluviôse attribue ainsi à l'hospice.

Quant à la succession d'un enfant trouvé, décédé après sa majorité dans l'hospice où il avait été déposé et où il était employé et salarié, elle n'est pas dévolue à cet hospice, mais à l'Etat. La loi du 15 Pluviôse an XIII ne s'applique pas en effet à l'enfant valide majeur, en mesure de pourvoir à ses besoins par son travail, attendu que, dès ce moment, il n'est plus sous l'administration, ni à la charge de l'établissement (1).

Notons d'ailleurs que, sous certaines conditions, la loi du 30 juin 1904 a substitué le département aux droits héréditaires des hospices sur les biens des enfants assistés.

En outre de ces droits, le Conseil d'Etat, par un avis du 14 octobre 1809, approuvé le 3 novembre, inséré au *Bulletin des Lois*, et ayant force de loi, précise que :

(1) Décret du Ministre des Finances du 24 août 1843 ; *Journal de l'Enreg.*, n° 13403.

« les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices, et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir auxdits hospices à l'exclusion des héritiers et du Domaine en cas de déshérence ; qu'à l'égard des malades et personnes valides dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les hospices par lesdites personnes malades ou valides et que, dans le cas de déshérence, les mêmes effets doivent appartenir aux hospices au préjudice du Domaine ».

Ainsi donc, quand les soins ont été gratuits, l'hospice recueille les effets mobiliers à l'exclusion de tous ayants droit. Au contraire, lorsque le traitement du malade a été acquitté, le droit des héritiers, successeurs ou légataires, reste intact, et l'hospice n'exclut que le Domaine.

Quant aux effets mobiliers que l'hospice recueille, à l'exclusion du Domaine, ils consistent uniquement dans les meubles corporels, tels que linge, vêtements à l'usage du malade, et l'expression ne s'applique nullement aux sommes d'argent ou valeurs mobilières pouvant se trouver en la possession du défunt et recueillies par l'Etat à défaut de successibles plus proches. Cependant les bijoux sont considérés comme effets personnels et, par suite, attribués aux hospices (1).

B. — *La Caisse des Invalides de la Marine*, créée par les lois des 30 avril et 13 mai 1791, recueille les

(1) Décr. du Ministre des Finances du 17 mai 1889.

successions des marins et autres personnes décédés en mer, à défaut de réclamation des héritiers. L'Ordonnance du 22 mai 1816 spécifie que les revenus de cette Caisse se composent notamment du montant non réclamé des successions des marins et autres personnes mortes en mer.

La Caisse ne recueille pas d'ailleurs tous les biens appartenant aux personnes dont il s'agit ; elle n'exerce son droit que sur le prorata des traitements des marins, les arrérages de pension dus par la Caisse, et généralement les sommes ou valeurs dont cette Caisse a été constituée dépositaire ou débitrice, dans les conditions prévues par le règlement du 17 juillet 1816, relatif à son administration et à sa comptabilité. Mais les autres valeurs, telles que les immeubles, créances, actions ou obligations de sociétés, dépendant des successions des marins ou des autres personnes décédés en mer, demeurent soumises au droit de déshérence de l'Etat.

C. — *La Caisse des Retraites pour la Vieillesse* prime également l'Etat. Créée par une loi du 18 juin 1850, modifiée par les lois du 28 mai 1853, 7 juillet 1856, 12 juin 1861, 4 mai 1864, 20 décembre 1872, elle a été définitivement réorganisée par une loi du 20 juillet 1886 et par un décret rendu en forme de règlement d'administration publique du 28 décembre 1886.

Instituée pour permettre aux travailleurs de placer leurs épargnes, cette Caisse recueille également, en cas de déshérence, les capitaux de ses déposants.

Lorsqu'il s'agit, en effet, de la succession en déshérence du bénéficiaire d'une rente viagère provenant

de la Caisse des Retraites pour la Vieillesse, l'Etat ne peut réclamer les capitaux réservés dont la Caisse eût été débitrice envers les héritiers ou légataires du crédentier, s'ils s'étaient présentés dans les trente ans. Ceci résulte de l'article 7 de la loi du 18 juin 1850, qui porte qu'en cas de déshérence le capital fait retour à la Caisse, et des articles 10 de la loi du 12 juin 1861 et 8 de la loi du 20 juillet 1886, qui précisent que le capital réservé reste acquis à la Caisse des Retraites en cas de déshérence ou par l'effet de la prescription trentenaire.

Mais le droit de la Caisse ne porte que sur les capitaux réservés; et les arrérages de la rente viagère échus, mais non encaissés avant le décès du titulaire, et le prorata des arrérages courus au jour du décès, demeurent régis par le droit commun. L'Etat pourrait donc, en cas de déshérence de la succession du rentier, les encaisser, à l'exclusion de la Caisse des Retraites.

Avant d'achever l'étude des cas dans lesquels l'Etat est appelé à recueillir une succession en déshérence, et des exceptions que ce droit comporte, nous croyons utile de signaler certains droits de l'Etat dans les successions qu'il n'est pas appelé à recueillir.

L'Etat est investi d'un droit de préemption sur les papiers, cartes, plans, mémoires trouvés dans la succession des officiers généraux ou supérieurs, ou de certains assimilés; il peut en conséquence faire apposer les scellés (Arrêté du 13 Nivôse an X ; Inst. ministre de la Guerre, 13 février 1848).

Par analogie, en cas de décès d'un fonctionnaire

qui, par ses fonctions, a dû être dépositaire de secrets d'Etat ou de titres appartenant au gouvernement, l'Etat peut faire apposer les scellés.

### SECTION III. — Conditions d'exercice du droit de l'Etat.

Si l'Etat ne rencontre devant lui aucun héritier préférable, s'il n'y a pas de conjoint survivant, et à défaut d'établissement possédant une vocation meilleure, il lui appartient d'exercer les formalités nécessaires pour entrer en possession des biens, ne possédant pas, de par sa qualité de successeur irrégulier, la saisine héréditaire.

Ces formalités, destinées principalement à prévenir les héritiers qui n'auraient pas eu connaissance de l'ouverture de la succession, sont l'aboutissement naturel de recherches effectuées pour appréhender les successions abandonnées.

L'administration des Domaines recommande à ses agents de ne rien négliger pour découvrir les successions vacantes. Conformément aux prescriptions insérées dans l'Instruction n° 2598 de l'Enregistrement, les receveurs doivent d'abord utiliser les renseignements que peuvent leur fournir les juges de paix. Ils doivent mettre également à profit les indications fournies par les maires sur les notices des décès, celles des actes de renonciation passés par les héritiers, donataires ou légataires, celles des registres tenus dans les greffes.

Les particuliers eux-mêmes sont intéressés à la

recherche des successions abandonnées, et un décret du 24 juillet 1864 détermine les conditions dans lesquelles une quote-part des biens héréditaires leur est attribuée en cas de découverte de successions abandonnées, à titre de prime de révélation.

Lorsqu'un agent a trouvé une succession vacante, il doit immédiatement requérir du juge de paix l'apposition des scellés et faire connaître au directeur de l'Enregistrement de son département la consistance et la valeur approximative des biens successoraux, le passif qui les grève, et d'une manière générale tous les renseignements pouvant déterminer la décision de l'administration.

C'est à l'administration des Domaines qu'il appartient ensuite, à l'exclusion des préfets, d'examiner s'il est de l'intérêt de l'Etat, ou non, d'appréhender la succession en déshérence.

L'Administration peut exercer son droit dès le décès et sans attendre l'expiration du délai de trois mois et quarante jours, prévu par l'article 811, et auquel sont subordonnées les déclarations de vacance (1).

Si la succession réclamée par l'Etat a déjà été déclarée vacante et pourvue d'un curateur, la décision de l'Etat met fin à la gestion de ce dernier qui, par suite de la transformation de la succession vacante en succession en déshérence, doit rendre compte.

La succession est recueillie par le receveur près le tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte : c'est à ce dernier qu'il incombe de remplir les formalités prescrites par les articles 769 et 770 du Code civil. L'article 769 oblige

(1) Cass. Req., 9 juillet 1873. S. 73.1.368 ; D. P. 74.1.80.

l'Etat à faire apposer les scellés et dresser un inventaire des biens. En outre, aux termes de l'article 770, il doit demander l'envoi en possession au tribunal du lieu d'ouverture de la succession.

### § I. — L'apposition des scellés et l'inventaire.

L'apposition des scellés et l'inventaire doivent précéder nécessairement la demande d'envoi en possession. L'inventaire pourrait être remplacé par une description sommaire des objets, faite par le juge de paix lors de la levée des scellés si, par leur nature et leur peu d'importance, ces objets ne nécessitent pas les formalités d'un inventaire proprement dit.

### § II. — La demande d'envoi en possession.

La demande d'envoi en possession doit être faite au tribunal du lieu du dernier domicile du défunt, qui ne peut statuer qu'après les publication et affiche prévues et sur les conclusions du ministère public. Il résulte de tout ceci que deux jugements sont nécessaires, l'un pour autoriser l'Administration à remplir les formalités de publication et affiche et à administrer provisoirement l'hérédité, l'autre pour lui accorder l'envoi en possession. Dans la pratique, la première décision est ordinairement qualifiée de « jugement d'envoi en possession provisoire », et la seconde de « jugement d'envoi en possession définitive » (Instruction 2602, § 14).

Pour obtenir le premier jugement, l'Administration présente au tribunal une requête concluant :

a) à ce que le Domaine soit autorisé à remplir les formalités de publication et d'affiche prescrites par l'article 770, à faire tous actes conservatoires nécessaires et à administrer provisoirement l'hérédité ;

b) à ce qu'un extrait du jugement à intervenir soit dressé par le procureur de la République et transmis par ce magistrat au ministre de la Justice pour être inséré au *Journal officiel* (1).

Jusqu'à ces derniers temps, cette requête devait être rédigée et présentée par un avoué. Dans la pratique, ces formalités étaient remplies par le directeur de l'Enregistrement du département. Certains tribunaux cependant, tels ceux de Lourdes et de Pont-l'Evêque (2), avaient jugé que l'administration devait avoir recours au ministère d'un avoué pour la demande d'envoi en possession d'une succession en déshérence. Cette intervention, entraînant des frais élevés et souvent hors de proportion avec l'importance des successions à recueillir, était en réalité absolument inutile, l'avoué se bornant, dans la plupart des cas, à reproduire purement et simplement les renseignements que lui fournissait l'administration.

Cet état de choses a été heureusement modifié, et aujourd'hui un texte de loi, — l'article 1<sup>er</sup> du décret-loi du 30 octobre 1935 (3), tendant à simplifier la procédure d'envoi en possession des biens en déshérence, —

(1) Décision ministérielle des 23 janvier et 28 février 1806. Instructions 300, § 2 et 2602, § 15.

(2) Trib. Lourdes, jugement du 1<sup>er</sup> février 1870. D. P. 1871.3. 56 ; — Trib. Pont-Lévêque, jugement du 5 mars 1902. *Revue de l'Enreg.*, n° 3130.

(3) *J. O.*, 31 octobre 1935. — Rectificatif, *J. O.*, 7 nov. 1935.

dispense désormais l'administration des Domaines de recourir au ministère d'un avoué pour demander l'envoi en possession des successions en déshérence. Actuellement, et en application de ce texte, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1936, ce sont les directeurs départementaux qui rédigent et présentent eux-mêmes au tribunal, par l'intermédiaire des magistrats du parquet, la requête tendant à l'envoi en possession provisoire.

A l'appui de sa requête, l'administration fournit un acte de notoriété, délivré par le juge de paix, homologué par le tribunal, constatant qu'il n'y a pas d'héritiers préférables connus, ou que ceux-ci ont renoncé. Une fois cet acte de notoriété établi, il est possible que des révélations quelconques ou plus ordinairement le bruit public fassent connaître au procureur de la République l'existence de successeurs préférables à l'Etat. Dans une semblable hypothèse, avec Aubry et Rau (1), nous pensons que le jugement doit néanmoins être rendu en faveur de l'Etat. En effet, l'inaction des personnes appelées en première ligne à une hérédité équivaut à leur non-existence, en ce sens que les personnes ayant vocation en seconde ligne à cette hérédité sont, du moins à titre provisoire et aussi longtemps que dure l'inaction des premières, autorisées à gérer les biens héréditaires. La situation serait différente si l'acte de notoriété était contesté devant le tribunal par un successeur préférable à l'Etat ; cette contestation entraînerait, de la part de ce successeur, acceptation de l'hérédité, et la demande de l'Etat devrait en conséquence être repoussée.

La demande de l'Administration paraît-elle au con-

(1) AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. IX, § 639.

traire fondée, le tribunal ordonne, par un premier jugement, les publication et affiche prévues par l'article 770 et en détermine les formes et délais. Trois publications et affiches dans les formes usitées étaient encore récemment nécessaires préalablement à l'envoi en possession de l'Etat. Cette publicité renouvelée pouvait se justifier à l'époque de la promulgation du Code civil où les facilités de communication étaient fort rares, la presse et l'instruction peu répandues. Il n'en est plus de même à l'heure actuelle. Une réforme s'imposait donc. Cette réforme a abouti, et aujourd'hui, selon l'article 2 du décret-loi susvisé du 30 octobre 1935, une seule publication et affiche sont nécessaires, et le tribunal statue trois mois et quarante jours après l'accomplissement de ces formalités. En outre, toujours en application de l'article 2 dudit décret; il est justifié de l'affichage par un exemplaire du placard signé du directeur des Domaines et revêtu d'un certificat du maire du lieu de l'ouverture de la succession. Cette mesure présente également son intérêt puisqu'elle supprime l'intervention, antérieurement indispensable, d'un huissier pour constater l'affichage.

La seule publication nécessaire se fait par voie d'insertion d'un extrait du jugement, autorisant le Domaine à remplir les formalités prévues, dans le journal d'annonces judiciaires de l'arrondissement ou du département. En outre, un extrait de ce jugement doit également être inséré, par les soins du procureur de la République, au *Journal Officiel*. Cette insertion n'est faite qu'une seule fois ; il en est justifié par la production d'un extrait certifié du numéro dans lequel elle a eu lieu.

Le jugement d'envoi en possession provisoire étant interlocutoire, l'appel peut en être immédiatement interjeté (art. 31 et 451 du Code de P. C.).

Après l'expiration du délai de trois mois et quarante jours, une nouvelle phase de la procédure commence. L'Etat, en la personne de l'administration des Domaines, dépose une nouvelle requête dans laquelle il rend compte de l'accomplissement des formalités prescrites et conclut à ce que le Domaine soit envoyé définitivement en possession. Si les mesures de publicité ne laissent constater la présence d'aucuns successeurs ou ayants droit fondés à réclamer la succession de préférence à l'Etat, le tribunal statue, après avoir entendu le ministère public en ses conclusions, et il prononce un envoi en possession définitif pur et simple ; si sa décision était conditionnelle, l'administration pourrait faire appel.

Acte de juridiction gracieuse, le jugement d'envoi en possession est exécutoire même sans signification ; il n'emporte pas autorité de la chose jugée et n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

En dehors des formalités que nous venons d'énumérer, l'Etat n'est soumis à aucune autre prescription de forme, et en particulier il n'est pas, comme le conjoint survivant, tenu de faire emploi du mobilier, ni de donner caution pour en assurer la restitution, le fisc étant toujours réputé solvable.

Observons que si l'Etat s'était mis en possession sans avoir observé les formalités prescrites, il s'exposerait à une triple sanction. Il serait d'abord passible de dommages-intérêts envers les successeurs qui viendraient à se présenter. Le défaut d'apposition des

scellés et d'inventaire, ou le retard apporté à ces formalités, autoriserait ensuite les ayants droit à prouver par commune renommée la consistance du mobilier héréditaire. Enfin l'Etat pourrait être poursuivi pour l'intégralité des dettes héréditaires, par suite de l'impossibilité où il se trouverait de justifier régulièrement de la consistance de l'actif laissé par le défunt.

Il reste maintenant à se demander quelle est la situation de l'Etat avant et après le jugement d'envoi en possession définitive, en d'autres termes quels sont les droits et les obligations de l'Etat avant et après l'envoi en possession.

#### SECTION IV. — **Droits et obligations de l'Etat.**

Les droits et les obligations de l'Etat diffèrent suivant que l'on se place avant ou après l'envoi en possession.

##### § I. — **Situation du Domaine avant l'envoi en possession.**

Pendant cette période, le Domaine ne peut se mettre en possession des biens héréditaires : il n'a ni le droit, ni la charge d'administrer l'hérédité. S'il y a des actes urgents d'administration à accomplir, un administrateur sera nommé par le tribunal, administrateur qui pourra être un tiers, mais qui sera le plus souvent l'Etat lui-même, intéressé au premier chef à gérer l'hérédité.

Administrateur provisoire, le Domaine peut, en cette

qualité, prendre toutes les mesures conservatoires utiles, accomplir tous les actes que nécessite la sauvegarde des intérêts héréditaires. Il peut notamment requérir l'apposition des scellés ou l'inventaire, et interjeter appel des jugements rendu contre le défunt.

Mais là se borne son activité. Simple administrateur provisoire, en raison du mandat qui lui est confié, ses fonctions sont limitées et, en aucun cas, il n'a qualité pour exercer les actions qui dépendent de la succession, pas plus qu'il n'a le droit d'en poursuivre les débiteurs ou détenteurs ; à l'inverse, pendant la même période, il ne peut être poursuivi par les créanciers héréditaires.

Donc, tant que l'envoi en possession définitive n'est pas prononcé, le Domaine ne doit pas sortir du cadre des actes conservatoires et des mesures que le tribunal énumère et précise toujours dans son jugement, en général conforme aux conclusions de la requête de l'administration (1).

La situation du Domaine est beaucoup plus nette après le jugement d'envoi en possession définitive

## § II. — Effets du jugement d'envoi en possession définitive.

Le jugement d'envoi en possession définitive produit un effet analogue à celui de la saisine. L'Etat est effectivement autorisé à se mettre en possession immédiate des biens héréditaires, dont il a d'ailleurs la propriété depuis le décès, en vertu de l'article 711 du

(1) C. appel Paris, 19 novembre 1872. D. P. 1872.2.217 et sur pourvoi, Cass. Req., 9 juillet 1873. D. P. 1874.1.80.

Code civil. En un mot, il semble qu'une fois envoyé en possession, l'Etat ait tous les droits de l'héritier.

Une thèse contraire a cependant été soutenue et quelques auteurs (1) ont affirmé que, même envoyé en possession définitive, l'Etat n'était qu'un simple administrateur de l'hérédité et n'en devenait propriétaire que par l'accomplissement de la prescription trentenaire le mettant à l'abri de toute revendication. Un jugement du tribunal de Rouen du 26 janvier 1897 (2) a décidé en ce sens que « L'Etat n'a pas sur les successions en déshérence d'autre droit que celui qu'il pourrait prétendre sur des choses dont personne ne revendique la propriété, c'est-à-dire un droit d'administration et de gouvernement, suivant l'expression de Portalis (*Discours préliminaire*). »

L'Administration elle-même paraît avoir subi, pendant un certain temps tout au moins, l'influence de cette doctrine. C'est ainsi que la décision ministérielle du 13 août 1832 (n° 1407), intervenue pour régler les attributions respectives des préfets et de l'administration des Domaines en matière de successions en déshérence, énonce dans un de ses motifs que « bien qu'après l'envoi en possession prononcé, l'administration des Domaines ait constamment le droit de se saisir des biens de la succession, de les mettre sous la main de l'Etat qu'elle représente, la possession de l'Etat n'est que précaire et résoluble, puisqu'il ne l'a obtenue que sur la supposition qu'il n'y a pas d'héritiers légitimes, ni de successeurs irréguliers appelés avant lui par la loi, et que ce n'est qu'après trente ans

(1) TOULLIER, *op. cit.* — LAURENT, *op. cit.*

(2) Trib. Rouen, jugement du 26 janvier 1897. D. P. 1898.2.318.

qu'il peut devenir propriétaire définitif et incommutable ; que jusqu'à l'expiration de ces trente ans, la propriété étant imparfaite, il ne peut que jouir des biens, mais non en disposer irrévocablement ».

Mais la doctrine, dans sa presque unanimité, repousse ce système et admet que l'Etat, comme tout successeur, a la propriété des biens de la succession dès le jour du décès. C'est une conséquence du principe que la propriété se transmet par succession et indépendamment de tout envoi en possession, cette dernière formalité n'ayant d'autre résultat que d'assimiler les successeurs irréguliers aux héritiers investis de la saisine, c'est-à-dire de les autoriser à se mettre effectivement en possession des valeurs héréditaires.

Quant à la jurisprudence, elle a depuis longtemps adopté cette opinion. Un arrêt de la Cour de cassation du 13 juin 1855 (1), porte que « quelle que soit la date du jugement qui a prononcé l'envoi en possession, le successeur irrégulier se trouve saisi complètement de la succession à partir de son ouverture ». Plus récemment, le Tribunal de Charleville dans un jugement du 24 octobre 1901, (*Rev. de l'Enregist.*, 2882), a affirmé que l'Etat qui se fait envoyer en possession d'une succession à titre de déshérence possède comme propriétaire, quoique susceptible d'être évincé. Enfin la Cour d'Aix, par un arrêt du 26 mai 1904 (*Rev. de l'Enregist.*, 3673), a reconnu que, de quelque façon qu'on caractérise le fondement du droit conféré par l'article 768 à l'Etat, la situation de celui-ci n'en est pas moins celle d'un successeur ayant vocation à l'universalité des biens laissés par le défunt.

(1) Cass. civ., arrêt du 13 juin 1855 (précité).

Telle est, aujourd'hui, l'opinion à laquelle l'Administration s'est ralliée dans l'Instruction 2602, dont le paragraphe 21 est ainsi conçu : « L'envoi en possession est, pour les successeurs irréguliers, ce que la saisine est pour les héritiers légitimes. Ses effets rétroagissent au jour de l'ouverture de la succession et il s'ensuit que l'Etat, une fois envoyé en possession, est réputé avoir succédé immédiatement au défunt, sans lacune et sans intermédiaire. Propriétaire de l'hérédité, le Domaine peut, à partir du jugement, se mettre en pleine possession des biens qui la composent ; il en exerce tous les droits actifs et il en acquitte le passif, ainsi que les legs, dans la mesure imposée à l'héritier bénéficiaire ; enfin il fait les fruits siens à partir du jour du décès, sauf les droits qui seraient acquis à des tiers possesseurs de bonne foi. »

« Ce droit de propriété de l'Etat n'est pas cependant incommutable. Il ne revêt ce caractère que lorsque la prescription trentenaire met le Domaine à l'abri de toute revendication de la part soit des héritiers légitimes ou légataires que le défunt aurait pu laisser, soit des successeurs irréguliers préférables à l'Etat. »

Par conséquent, après l'envoi en possession définitive, l'Etat doit être considéré comme étant dans la même situation qu'un héritier légitime ; il a les mêmes *droits* à l'égard des débiteurs de la succession, et il est soumis aux mêmes *obligations*, sauf les modifications résultant des règles administratives sur la liquidation des biens de l'Etat.

A. — *Droits de l'Etat.*

Propriétaire depuis le décès des biens héréditaires, l'Etat possède sur eux de larges pouvoirs d'administration, et il est, en outre, sous certaines conditions, autorisé à les aliéner.

1<sup>o</sup> *Administrateur* de la succession en déshérence, le Domaine jouit en cette qualité de la liberté de gestion la plus large et la plus étendue.

Par l'intermédiaire du receveur compétent, l'administration des Domaines fait les recouvrements des créances, intérêts et arrérages dus à la succession, renouvelle en temps utile les inscriptions hypothécaires, en donne mainlevée s'il y a lieu, retire de la Caisse des Dépôts et Consignations les sommes, titres ou valeurs qui s'y trouvent déposés, paie les contributions, donne à bail les immeubles qui dépendent de la succession, en perçoit les loyers ou renouvelle les baux dont l'expiration est prochaine.

L'Etat a même qualité, nous l'avons vu, pour réclamer à son profit le bénéfice d'une assurance sur la vie contractée par le défunt en faveur de ses héritiers (1).

Quant aux sommes déposées dans les caisses d'épargne, leur attribution a donné lieu à de vives controverses. L'article 20 de la loi du 20 juillet 1895 avait en effet accordé le montant des livrets de caisse d'épargne abandonnés, c'est-à-dire des livrets n'ayant donné lieu à aucune opération pendant trente ans, aux caisses d'épargne et aux sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraite. Seul donc l'accomplissement de la prescription trentenaire don-

(1) C. appel Paris, arrêt du 14 février 1890 (précité).

nait ouverture au droit de ces établissements, et jusque-là, les héritiers légitimes ou les successeurs irréguliers du titulaire du livret étaient fondés à réclamer, dans la mesure de leurs droits, les sommes portées sur ces livrets. Or, parmi les successeurs irréguliers figure l'Etat. Quelle allait être dès lors sa situation sous l'empire de cette loi ?

Les caisses d'épargne, le Domaine et la jurisprudence n'étaient pas d'accord sur cette question, et interprétaient différemment la loi de 1895.

Un arrêt de la Cour de Cassation (chambre civile), du 14 février 1911 (1), avait décidé que l'Etat, comme tout héritier ou successeur, avait trente ans pour réclamer les sommes déposées. Cette doctrine avait provoqué les protestations des mutualistes. Quant aux caisses d'épargne, elles prétendaient trouver dans les lois des 7 mai 1853 et 20 juillet 1895 un titre à primer l'Etat dans ses droits successoraux quant aux comptes abandonnés, tout comme les hospices l'évincent quant aux effets mobiliers des malades traités gratuitement. C'était, estimaient-elles, en rémunération du service rendu par la longue gestion des dépôts que la loi de 1853 avait attribué aux caisses d'épargne la partie des comptes abandonnés non convertissable en rente. Or la loi de 1895, en prononçant avec plus de hardiesse à l'encontre des déposants la prescription, n'avait rien changé au principe ; elle l'avait affirmé, au contraire, d'une manière encore plus nette, en faisant participer, conjointement avec les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels à l'effet libératoire de la prescription.

(1) Cass. civ., 14 février 1911. *Gaz. Pal.*, 22 mars 1911.

La question présentant un certain intérêt, une réglementation législative s'imposait. La loi du 13 juillet 1911 (art. 120) a mis fin aux controverses en enlevant à l'Etat tout droit héréditaire sur les comptes abandonnés pas les déposants dans les caisses d'épargne. D'après ce texte, « les sommes que détiennent les caisses d'épargne au compte des déposants, qui auront fait l'objet des publications annuelles visées dans l'article 4 de la loi du 7 mai 1853, ne pourront, à partir de ces publications, être réclamées par l'Etat en cas de déshérence ou de déclaration d'absence ».

La loi de 1911 a ainsi enlevé à l'Etat le droit de déshérence sur les livrets de caisses d'épargne, droit que la Cour de Cassation avait quelques mois plus tôt consacré.

Mais, en dehors de cette restriction, le Domaine possède un droit d'administration à proprement parler absolu sur les biens héréditaires.

2° D'ailleurs, l'Etat n'est pas seulement fondé à faire des actes d'administration. Etant *propriétaire*, il est encore autorisé à aliéner tous les biens qui dépendent de la succession, sans distinction entre les meubles, les valeurs mobilières et les créances.

Il fut un temps où l'Administration, impressionnée par la perspective d'une restitution possible des biens tant que la prescription trentenaire n'était pas écoulée, ordonnait à ses agents de conserver en nature les biens non sujets à dépérissement et dont l'aliénation n'était pas rendue indispensable par les nécessités de la situation, ajoutant qu'en principe aucune aliénation ne pouvait être faite sans l'autorisation préalable du tribunal (Inst. 2602, § 26).

L'esprit général de cette Instruction, c'était que l'Administration devait se conformer aux règles tracées pour l'héritier bénéficiaire. C'était là une conception trop réservée du rôle de l'Etat, et il était difficile de concilier les précautions prises par le Domaine pour les aliénations avec le principe que l'envoi en possession définitive le rend propriétaire à partir du décès ; aussi, pour mettre un terme aux hésitations et aux contradictions de la pratique administrative, le législateur est intervenu. Tel a été le but de la loi du 30 décembre 1903.

Jusqu'à cette date, conformément aux prescriptions de l'Administration, les biens, dont l'aliénation n'était pas commandée par les circonstances, étaient conservés en nature. C'est ainsi que les immeubles étaient affermés dans la forme des baux de biens domaniaux ; quant aux valeurs de bourse, elles étaient déposées soit dans les caisses du Trésor public à Paris, soit dans les caisses du receveur des Domaines, selon que les titres étaient au porteur ou nominatifs (Décision du ministre des Finances, 4 septembre 1863). Il est certain qu'une telle pratique dépassait le cadre des précautions nécessaires pour sauvegarder les intérêts des ayants droit éventuels, étant donné surtout que la prise de possession par l'Etat est précédée d'une publicité suffisante pour mettre en éveil les personnes ayant intérêt à revendiquer l'hérédité.

L'article 7 de la loi du 30 décembre 1903, mettant fin à cette pratique, est ainsi conçu : « L'administration des Domaines est autorisée à aliéner, dans la forme ordinaire des ventes des biens de l'Etat, tous les biens et valeurs provenant des successions en déshérence,

immédiatement après l'envoi en possession définitive prononcé par le tribunal civil. Les inscriptions de rentes sur l'Etat, comme toutes les autres valeurs cotées dépendant de ces successions, seront négociées à la Bourse. Le produit de ces aliénations sera encaissé sous le titre « Successions en déshérence ». Sont abrogées toutes dispositions contraires, sous réserve seulement des droits des tiers, et spécialement des droits des héritiers et légataires éventuels, qui seront admis à exercer leur action sur le prix net des objets vendus, dans les mêmes conditions et délais qu'ils eussent été fondés à l'exercer sur ces objets eux-mêmes. »

Les intérêts des ayants droit éventuels ne se trouvent donc nullement sacrifiés puisque, jusqu'à l'échéance de la prescription trentenaire, ils peuvent exercer leur action sur le prix des objets vendus. En outre, cette faculté de disposer et d'aliéner sur-le-champ les biens héréditaires présente pour le Domaine de sérieux avantages puisqu'elle le dispense des frais de gestion et d'entretien qu'exigerait la conservation en nature des biens.

#### B. — *Obligations de l'Etat.*

L'Etat ayant l'exercice des droits qui dépendent de la succession est soumis, comme contre-partie, à l'exécution d'un certain nombre d'obligations. Il assume, d'une part, toutes les charges qui grèvent la succession et, d'autre part, il peut, pendant un certain délai, sur la revendication de successibles préférables, se trouver contraint de restituer les biens héréditaires qu'il possède.

1° L'Etat assume toutes les charges qui pèsent sur la succession, et notamment il est tenu d'acquitter les dettes et les legs qui grèvent les biens à lui échus. Mais cette obligation a pour limite la valeur des biens recueillis. En effet, l'Etat, ayant de plein droit la qualité d'héritier bénéficiaire, ne peut dès lors être tenu du paiement des charges héréditaires au delà de son émolument.

L'avantage de n'être tenu des dettes qu'*intra vires successionis* subsisterait même en l'absence d'un inventaire. Cependant on a soutenu que le défaut de cette formalité engendrerait une obligation indéfinie aux dettes en raison de l'impossibilité où se trouverait l'Etat d'établir l'actif de la succession vis-à-vis des créanciers héréditaires. Mais il nous semble douteux que cette opinion soit acceptable, car les règles de la comptabilité publique et des motifs d'équité s'opposent à ce que les dettes héréditaires soient liquidées autrement que sur les valeurs mêmes qui ont été acceptées par l'Etat.

Cette liquidation est assujettie à quelques règles spéciales.

Avant la loi du 6 décembre 1897, la liquidation des dettes et charges de la succession était régie par l'arrêté ministériel du 19 décembre 1833 (Inst. 1444) : le soin en revenait au préfet, assisté du conseil de préfecture, pour toutes dépenses n'excédant pas 2.000 fr., et au préfet seul pour les sommes supérieures, son arrêté de liquidation devant être en ce cas soumis à l'approbation du ministre. La loi du 6 décembre 1897 a modifié ces règles. L'article 8 de cette loi autorise l'administration des Domaines à liquider, sans l'intervention

des préfets, les dépenses concernant les successions en déshérence. Toutefois, lorsque les créances dépassent le chiffre de cinq mille francs, la liquidation ne peut avoir lieu que sous l'approbation du ministre des Finances.

Il est à remarquer en outre que, dans ses rapports avec les créanciers héréditaires, l'Administration est aussi autorisée à se prévaloir de la déchéance quinquennale établie par la loi du 29 janvier 1831 (art. 9 et 10). En vertu de cette loi, les créances contre l'Etat doivent être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq années à partir de l'ouverture de l'exercice pendant lequel le jugement d'envoi en possession a été rendu au profit de l'Etat. Faute de quoi, elles sont prescrites et définitivement éteintes, à moins que l'ordonnancement et le paiement n'aient pu être effectués dans les délais fixés par le fait de l'Administration ou par suite de pourvois formés devant le Conseil d'Etat (Arrêt du Conseil d'Etat du 12 avril 1843) (1).

Le Tribunal de Bordeaux s'est également prononcé dans le même sens par un jugement du 3 juin 1858, conçu ainsi qu'il suit : « Attendu que sans doute les droits de l'Etat sur l'hérédité peuvent être résolus si, dans un délai de trente ans à partir de l'ouverture de la succession, un héritier inconnu au moment de l'envoi en possession établit sa qualité, mais que jusque-là l'Etat, en vertu du jugement d'envoi en possession et des droits qu'il tire de la loi, n'est ni séquestre, ni dépositaire, mais bien propriétaire de l'universalité des biens composant la succession, débi-

(1) V. MAGUÉRO, *Dictionnaire des Domaines*, p. 662.

teur des dettes dont elle est grevée jusqu'à concurrence de l'émolument de cette succession ; qu'ainsi les créanciers du défunt deviennent créanciers de l'Etat ; que la loi du 29 janvier 1831 n'établit aucune distinction entre la nature et l'origine des créances ; qu'elle s'applique donc aux créanciers des successions acquises, à l'Etat comme à tous autres... » (*Recueil de Jurisp. fiscale*, Pessard, n° 8206).

Une solution de l'administration, du 6 février 1897, tout en se basant sur des motifs un peu différents des précédents, aboutit cependant à la même conclusion. « Sans doute, fait observer cette solution, il y a lieu d'écarter toute confusion entre les biens de la succession et ceux de l'Etat héritier bénéficiaire. Mais si le Domaine régit l'hérédité pour le compte des ayants droit, il n'en est pas moins tenu de se conformer pour la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses héréditaires aux règles tracées pour les dépenses de l'Etat proprement dites. Il est dès lors fondé à invoquer pour les unes comme pour les autres la déchéance édictée par la loi de 1831 » (Cf. Maguero).

Ces diverses solutions n'ont pas été d'ailleurs sans soulever de vives critiques. On a dit notamment que s'il est admis que l'Etat est un héritier bénéficiaire conformément à la doctrine administrative, les biens de l'Etat ne se confondent cependant pas avec ceux de la succession, laquelle conserve son identité et sa comptabilité propre et ne peut être gouvernée par la législation de la dette publique. D'autre part, ajoute-t-on, n'y a-t-il pas quelque injustice à modifier le contrat intervenu entre le créancier et son débiteur primitif,

en assujettissant le créancier à une déchéance spéciale, par suite d'un fait qui lui est étranger et qu'il peut même ignorer ? Au lieu de la prescription trentenaire, voici que par un laps de temps beaucoup plus court le créancier risque d'être privé d'un droit qu'il croyait être entré définitivement dans son patrimoine (1) !

Ces critiques sont en majeure partie fondées. En particulier, la prescription de droit commun devrait seule être opposable aux créanciers dont le titre résulte d'un contrat passé avec le *de cujus* et seules les dettes nées postérieurement à l'envoi en possession définitive devraient tomber sous le coup de la déchéance quinquennale, parce qu'alors il s'agit de créanciers qui ont traité avec l'Etat, désormais propriétaire des biens, et qui ne pouvaient ignorer le droit spécial du Trésor public.

D'ailleurs, l'Administration elle-même, comprenant la rigueur de cette déchéance, ne l'applique qu'avec prudence et seulement à ceux qui par négligence n'ont accompli aucune démarche en temps utile pour toucher le montant de ce qui leur est dû. En outre, cette déchéance ne peut être opposée aux héritiers qui réclament les sommes dont l'Etat s'est fait envoyer en possession. Elle est également étrangère au paiement des legs particuliers.

Ces legs doivent être supportés par l'Etat comme les autres charges et dans la mesure imposée à un héritier bénéficiaire. C'est à lui en outre qu'il appartient de

(1) DUMESNIL et PALLAIN, *Traité de la législation du Trésor public*, 3<sup>e</sup> édition, n<sup>o</sup> 402 — LAFERRIÈRE, *Traité de la juridiction administrative*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, p. 259.

les délivrer aux ayants droit (C. civ., art. 1011 et 1014).

Lorsqu'ils sont grevés de charges, la question s'est posée de savoir si, étant donné l'inexistence de lien entre lui et le défunt, l'Etat devait sur ce point respecter les volontés du défunt. La pratique administrative est, d'une manière générale, orientée en ce sens que le Domaine recueillant le bénéfice d'une succession ne doit pas se soustraire aux obligations qui en résultent, alors surtout qu'il s'agit de réaliser les intentions de la personne dont il est devenu le représentant et que les ressources de l'hérédité permettent de faire face à la charge.

Si, contrairement à ses prévisions, l'Administration constatait, après l'envoi en possession définitive, que l'actif héréditaire ne suffit pas à acquitter les dettes et les charges de l'hérédité, elle aurait, conformément à l'article 802 du Code civil, la ressource de consentir aux créanciers et légataires l'abandon de tous les biens de la succession (Inst. 2602, § 63).

Pour réaliser cet abandon, le receveur fait au greffe du tribunal civil une déclaration portant que l'Etat, envoyé en possession de la succession, entend se décharger de l'administration de cette succession et du règlement du passif en abandonnant tous les biens de l'hérédité aux créanciers et aux légataires. Un compte détaillé de la gestion du Domaine est dressé. Le reliquat net des recettes effectuées est déposé à la Caisse des Consignations. Dans le calcul du reliquat il y a lieu de déduire des sommes encaissées, d'une part les frais de régie à 8 %, d'autre part les sommes qui resteraient dues pour avances de frais de scellés et d'inventaire, insertions et autres frais privilégiés.

*2º Tenu d'acquitter les charges de la succession, l'Etat peut en outre se trouver contraint, s'il est évincé, de restituer l'hérédité au successeur préférable.*

Tant qu'un laps de trente années ne s'est pas écoulé depuis l'ouverture de la succession, et quelle que soit la date du jugement d'envoi en possession définitive, l'Etat n'a pas en effet, sur les biens en déshérence, un droit de propriété incommutable. Des héritiers ou des légataires peuvent toujours surgir pendant cette période et faire valoir leur droit à la succession. L'Etat est alors appelé à défendre à une action en pétition d'hérédité pouvant, si elle aboutit, entraîner son éviction.

D'un point de vue général, la pétition d'hérédité est une action par laquelle une personne, qui se prétend appelée à une hérédité, réclame de celui ou de ceux qui ont pris possession de tout ou partie des objets qui la composent la reconnaissance de son droit héréditaire et le délaissement de tout ce qui fait partie de l'hérédité.

La nature de l'action en pétition d'hérédité est controversée. Beaucoup d'auteurs lui reconnaissent le caractère d'une action réelle, car elle a pour objet la vocation successorale dont la conséquence essentielle est la transmission de la propriété des choses héréditaires. D'autres la considèrent comme une action mixte. En effet, disent-ils, elle contient à la fois « une demande en reconnaissance de la qualité d'héritier, ce en quoi elle est personnelle, et une revendication générale de patrimoine, en ceci elle est réelle ». Dans le sens de cette dernière opinion, un arrêt de la chambre des Requêtes du 18 janvier 1820 (Sirey, chron.) porte que la demande en revendication des

biens meubles et immeubles dépendant d'une succession est une action « sinon réelle, tout au moins mixte ».

Personnelle ou réelle, cette action, à la différence des actions en revendication et en partage, est susceptible de prescription extinctive (30 ans, art. 2262). Elle peut, en outre, être intentée par les héritiers, par le conjoint survivant, par les successeurs anomaux, par les légataires universels ou à titre universel. Elle appartient également aux cessionnaires de droits successifs ou aux successeurs de ces divers ayants droit. Cependant l'action du conjoint survivant ne peut être admise qu'autant qu'il a été régulièrement envoyé en possession. De même, le légataire universel institué par un testament olographe ou mystique doit, préalablement à toute pétition d'hérédité, se faire envoyer en possession, conformément à l'article 1008 du Code civil.

Mais pour que cette pétition d'hérédité puisse être accueillie, il faut que les droits du réclamant ne soient pas prescrits. Et à ce sujet, lorsqu'un héritier ou un légataire réclame une succession en déshérence ouverte depuis plus de trente ans, il y a lieu de distinguer suivant qu'il a, ou non, fait acte d'acceptation avant l'expiration de ce délai. S'est-il abstenu d'accepter la succession ? il est déchu de son droit, alors même que l'envoi de l'Etat en possession définitive remonte à moins de trente ans. L'a-t-il au contraire acceptée ? sa revendication ne peut être écartée que si l'envoi en possession remonte à plus de trente ans.

Quant aux héritiers qui, après avoir répudié une succession, voudraient la ressaisir (art. 790 Code civ.),

le Domaine ne pourrait les écarter qu'à la condition d'avoir été envoyé en possession définitive avant leur rétractation.

Deux hypothèses peuvent donc se présenter : il se peut que les héritiers qui ne se sont pas présentés réclament la succession ; il est possible que les héritiers qui ont formellement renoncé se ravisent et réclament la succession. Dans l'un et l'autre cas, l'Etat peut se trouver évincé, et à l'occasion d'une éviction possible, diverses questions, relatives, les unes au tribunal compétent en matière de pétition d'hérédité, les autres aux justifications à produire à l'appui de la pétition d'hérédité et aux restitutions à effectuer par l'Etat en cas d'éviction, se posent, et qu'il convient de solutionner.

a) *Du tribunal compétent.* — L'article 7 de la décision ministérielle du 13 août 1832 attribuait aux préfets la mission de statuer, sauf l'approbation du ministre, sur les pétitions d'hérédité ayant pour objet des successions en déshérence. Cette mission a été transférée à l'administration des Domaines par l'article 9 de la loi du 6 décembre 1897, qui autorise l'Administration à statuer sur les demandes en pétition d'hérédité, sauf l'application des règles spéciales à la liquidation des dépenses domaniales. Cette loi n'a été qu'une mesure de décentralisation. Elle n'a donc pas modifié, en principe tout au moins, les règles antérieurement admises pour l'acceptation ou le rejet des pétitions d'hérédité.

La liquidation a lieu de préférence en même temps que la décision admettant la prétention des parties ; le Directeur est compétent jusqu'à 10.000 fr., sauf en cas

d'instance ou de difficultés particulières ; le Directeur général, de 10.001 à 40.000 fr., et le ministre des Finances au delà (1). Mais pour que le Domaine puisse accueillir une pétition de cette nature, il importe que les ayants droit qui se présentent justifient de leurs qualités héréditaires. En cas de contestation sur leurs qualités, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant l'autorité judiciaire (Inst. 2939,9).

Ainsi l'autorité judiciaire est appelée à statuer sur les actions en pétition d'hérédité lorsque la demande des réclamants n'a pas été accueillie à raison des contestations qui surgissent relativement à leurs qualités. C'est à la même autorité qu'il appartient également de statuer sur toutes les contestations ayant trait à la nature et à l'importance des restitutions à faire aux héritiers dont les droits auraient été précédemment reconnus soit amiablement, soit judiciairement.

Quant à l'autorité administrative compétente pour défendre aux instances, elle est prévue par l'article 695 du Code de Procédure civile, aux termes duquel le préfet est qualifié pour représenter l'Etat dans toutes les instances domaniales. Cependant la jurisprudence n'applique pas cette règle à la lettre et formule une distinction : tant que l'Etat n'a pas été envoyé en possession définitive d'une succession qu'il revendique à titre de déshérence, c'est l'administration des Domaines, à l'exclusion du préfet, qui doit être mise en cause dans les instances concernant cette succession (2).

(1) Loi du 29 avril 1926, art. 36. Inst. 3476, § 2 ; 3556, § 3 ; 3901, § 29.

(2) Montbrison, 13 juin 1903 et Le Havre, 20 février 1908. *Rev. de l'Enreg.*, 3446 et 4558.

Mais après que l'administration a été envoyée en possession définitive, c'est contre le préfet, représentant l'Etat en matière domaniale, et non contre l'Administration, que les actions en revendication des successions en déshérence doivent être suivies. C'est la conséquence nécessaire de l'idée que l'Etat est propriétaire des biens dépendant des successions en déshérence (1). Ajoutons toutefois que, dans la plupart des cas, la question ne présente aucun intérêt pratique du fait que, lorsque le préfet est assigné, l'administration des Domaines déclare se substituer à lui et conclut à ce qu'il soit mis hors de cause.

Le tribunal compétent pour connaître de l'instance est celui du lieu de l'ouverture de la succession. C'est l'application pure et simple du principe général édicté par l'article 59 du Code de Procédure, suivant lequel le défendeur est assigné, en matière de succession, sur les demandes entre héritiers, jusqu'au partage inclusivement, devant le tribunal du lieu où la succession s'est ouverte. Ce tribunal est d'ailleurs compétent, même après le partage, par le motif que la pétition d'hérédité tend indirectement à la rescision de cet acte (2).

b) *Des justifications à produire à l'appui de la pétition d'hérédité.* — Le demandeur en pétition d'hérédité doit, pour réussir, établir sa parenté avec le défunt. Doit-il prouver également sa qualité d'héritier?

Les auteurs sont sur ce point partagés. Pour

(1) C. appel Nancy, 18 mai 1903. *Rev. de l'Enreg.*, 2749 — C. appel Paris, 25 novembre 1903. D. P. 1904.2.318.

(2) Cass. Req., 21 février 1860. D. P. 1860.1.94 — C. appel Paris, 11 juin 1902 ; C. appel Dijon, 18 février 1904. *Revue de l'Enreg.* 3101, IX et 3558.

Aubry et Rau (1), « le demandeur n'a, en général, à établir que sa qualité de parent du défunt, et le défendeur n'est point admis à repousser la pétition d'hérédité dirigée contre lui en prouvant qu'il existe d'autres parents plus proches ». D'après Laurent (2), au contraire, « la qualité d'héritier étant une des conditions de recevabilité de l'action, le demandeur doit, conformément à l'article 1315, démontrer l'existence de cette condition ».

La jurisprudence est fixée en ce sens que les réclamations des personnes qui justifient de leur parenté avec le défunt doivent toujours être admises, sans se préoccuper de l'existence de parents plus proches.

La preuve de la parenté se fait en justifiant de la série ininterrompue des actes de naissance, mariage et décès, qui établissent, en remontant jusqu'à l'auteur commun, la filiation et la qualité des personnes (3). Les intitulés d'inventaires, les actes de notoriété ou autres actes analogues, peuvent également servir de moyens de preuve. En cas de lacune dans les pièces justificatives, l'Administration renvoie les parties à se pourvoir devant le tribunal, sauf à s'en rapporter à justice lorsque leurs prétentions semblent vraisemblables.

c) *Des restitutions à opérer par l'Etat.* — S'il succombe dans les instances en pétition d'hérédité, le

(1) AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. IX, § 618.

(2) LAURENT, *op. cit.*, t. IX, n° 504.

(3) Ces modes de preuve étant très rigoureux, la jurisprudence les écarte souvent, en faisant une distinction entre les questions d'état soumises à la preuve légale et les questions de généalogie où la preuve est libre. Cass. Civ., 8 mars 1904. D. P. 1904.1.246 — Cass. Civ., 9 mars 1926. D. P. 1926.1.225 (note ROUAST); S. 1926.1.337 (note VIALLETON).

Domaine doit délaisser à l'héritier ou au légataire tous les objets héréditaires qui sont en sa possession, avec tous les accessoires et améliorations dont ils peuvent avoir été l'objet.

Tel est le principe qui, simple en lui-même, soulève cependant des difficultés en ce qui concerne la restitution des fruits, les dégradations commises sur les biens héréditaires, les actes passés avec les tiers par l'Etat, héritier apparent. Le Domaine doit-il restituer les fruits par lui perçus ? Est-il tenu de payer à l'héritier des indemnités pour les dégradations qu'il aura pu commettre ? Quel sera le sort des actes passés avec les tiers par l'Etat ? Autant de questions complexes, et dont la résolution est subordonnée au point de savoir si, recueillant la succession, l'Etat a été de bonne ou de mauvaise foi.

L'Etat sera de bonne foi lorsqu'il se croira légitimement propriétaire de la succession ; il sera également de bonne foi s'il a appréhendé la succession en présence de parents successibles, mais restés inactifs. Mais il serait de mauvaise foi s'il savait que l'inaction de ces parents provenait de leur ignorance de l'ouverture de la succession.

L'omission des formalités de l'envoi en possession ne serait nullement constitutive de la mauvaise foi si elle dérivait de la loyale conviction qu'il n'y a pas d'héritiers. Inversement, l'accomplissement des formalités de l'envoi en possession, s'il est en principe de nature à fortifier la présomption de bonne foi qui s'attache à tout possesseur muni d'un titre, n'empêcherait pas l'Etat d'être considéré de mauvaise foi s'il avait connu des parents successibles. En fait, confor-

mément à la règle générale édictée par l'article 2268 du Code civil, la bonne foi de l'Etat est toujours présumée.

Appliquons maintenant ces principes. L'Etat, de bonne foi, fera les fruits siens, non seulement du jour de l'envoi en possession, mais encore du jour de l'ouverture de la succession, puisque c'est à partir de ce jour qu'il est devenu propriétaire. Si, au contraire, il est de mauvaise foi, il devra restituer tous les fruits perçus, et même la valeur de ceux qu'il aura négligé de percevoir. Si enfin, tout en étant de bonne foi, l'Etat n'a pas accompli les formalités de publicité et si, par suite de cette négligence, les héritiers ont ignoré l'ouverture de la succession, il est juste que ceux-ci reçoivent des dommages-intérêts.

Que décider maintenant en ce qui concerne les détériorations que l'Etat peut avoir commises sur les biens héréditaires ? Ici encore c'est la distinction de la bonne ou de la mauvaise foi qui servira à résoudre la question de l'indemnité encourue. En cas de mauvaise foi, l'Etat devra réparer intégralement le préjudice causé par ses dégradations (art. 1382-1383) (1). Au contraire, s'il est de bonne foi, s'étant cru propriétaire, l'Etat ne devra de ce chef aucune indemnité. Il n'encourra aucune responsabilité à raison de sa gestion et il ne sera tenu ni des détériorations ou dommages causés aux biens de la succession, ni de la perte de ces biens pour cause de prescription ou d'insolvabilité.

A l'inverse, pourra-t-il réclamer le remboursement des impenses nécessaires et utiles qu'il aura faites sur

(1) DEMOLOMBE, *op. cit.*, t. XIV, pp. 315 et 329.

les biens héréditaires ? Il faut répondre affirmativement. Les dépenses faites pour le compte de l'hérédité par le Domaine, qu'il ait été possesseur de bonne ou de mauvaise foi, doivent en général être remboursées par les héritiers (1). Il n'est fait exception à cette règle qu'en ce qui concerne les dépenses auxquelles la loi ou l'usage attribue le caractère de charges de fruits (art. 608 du Code civil). Parmi les dépenses dont le remboursement est dû à l'Etat, citons les frais des formalités accomplies par le Domaine, en exécution de l'article 770 du Code civil, et le coût des jugements d'envoi en possession provisoire ou définitive. Ces frais ont en effet profité aux ayants droit, dont ils ont conservé la chose ou auxquels ils ont révélé l'ouverture de la succession.

Signalons en outre que l'Instruction des Domaines, n° 2602, § 65, ordonne aux agents de l'Administration de retenir 5 % des valeurs remises à l'héritier, pour frais de régie. Cette Instruction est en contradiction formelle avec la loi du 5 mai 1855, n'attribuant à l'administration des Domaines le 5 % (devenu 8 % depuis la loi du 13 juillet 1925) que sur le montant des sommes et produits qu'elle recouvre pour le compte des tiers. Or les sommes et valeurs d'une succession en déshérence, l'Etat ne les recueille point pour le compte des tiers, mais bien pour son propre compte, la preuve en résultant de l'attribution qui lui est faite des fruits en sa qualité de possesseur de bonne foi. Retenant les fruits, il ne devrait pas normalement pré-

(1) Les impenses nécessaires doivent être remboursées intégralement, les impenses utiles jusqu'à concurrence de la plus-value qui en est résultée ; quant aux impenses voluptuaires, elles ne doivent pas être remboursées.

lever ces frais. Néanmoins la retenue pour frais de régie continue toujours à être exigée.

Reste maintenant une dernière question à examiner. Il s'agit de savoir quel sera, en cas d'éviction, le sort des actes passés entre l'Etat héritier apparent et les tiers.

Ici, en l'absence de règles spéciales aux successions en déshérence, les principes qui gouvernent la validité des actes passés par l'héritier apparent reçoivent leur application. Pour déterminer le sort de ces actes, une distinction tout d'abord s'impose entre les actes d'administration et les actes de disposition.

En règle générale, les actes d'administration faits par l'héritier apparent sont valables. Quant aux actes de disposition, il n'existe aucune difficulté pour ceux qui s'appliquent à des meubles corporels et ceux qui ont lieu à titre gratuit. Les premiers sont couverts par la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre », de l'article 2279 ; les seconds doivent être tenus pour nuls. La difficulté ne se pose donc qu'à l'égard des aliénations à titre onéreux de biens autres que les meubles corporels.

Pour résoudre cette difficulté, divers systèmes ont été proposés. Les uns déclarent ces aliénations radicalement nulles à l'égard du véritable héritier (dans ce sens : Toullier, Marcadé, Laurent).

Les autres admettent la validité des actes faits par l'héritier apparent, mais sous diverses conditions. Merlin déclare que vendeurs et acquéreurs doivent être de bonne foi. Chabot et Demolombe décident que la bonne foi de l'acquéreur suffit.

L'Administration, par une solution du 26 avril 1880 (Calvados) paraît avoir adopté le point de vue de

Aubry et Rau, que ces auteurs formulent ainsi : « Les actes de disposition à titre onéreux sont également valables à l'égard de l'héritier, abstraction faite de la bonne ou de la mauvaise foi du possesseur de l'hérédité, lorsque ce dernier se trouve être parent du défunt au degré successible, qu'il a appréhendé l'hérédité en cette qualité, par suite de l'absence ou de l'inaction des parents plus proches, que la possession publique et paisible de cette hérédité a dû le faire notoirement considérer comme héritier, et qu'enfin les tiers avec lesquels il a traité ont été de bonne foi » (1).

En ce qui concerne les biens dépendant des successions en déshérence, comme l'Etat ne les recueille qu'à défaut de parents successibles, cette théorie aboutirait à déclarer nulles, dans tous les cas, les aliénations faites par le possesseur de l'hérédité. Elle n'a pas d'ailleurs prévalu.

La jurisprudence, en effet, après de nombreuses hésitations, dérogeant au droit commun qu'exprime la maxime : *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet*, valide dans de nombreuses décisions les actes passés par les héritiers apparents avec des tiers de bonne foi (2).

Ces décisions se fondent uniquement sur l'erreur *invincible* dans laquelle ces tiers sont tombés et contre laquelle ils n'avaient aucun moyen de se défendre. Précédemment elles s'étaient fondées sur l'idée, aujourd'hui abandonnée, de la saisine collective (3).

(1) AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. IX, § 616.

(2) Cass. Req., 4 août 1875. D. P. 1876.1.123 — Cass. civ., 16 janvier 1897. D. P. 1900.1.33 (note SARRUT) — Cass. Req., 6 janvier 1930. D. H. 1930.49.

(3) Cass. civ., 16 janvier 1843. D. P. 1843.1.49 et 52.

En conséquence, les aliénations faites par l'Etat héritier apparent avec un acquéreur de bonne foi seront maintenues, même après son éviction. L'Etat sera quitte envers les héritiers en leur restituant le prix qu'il aura reçu, quelle que soit la valeur des objets aliénés.

Telle est, dans son ensemble, l'organisation du droit de déshérence dans la législation française.

Cette organisation repose sur le principe fondamental que l'Etat recueille les successions en déshérence en tant que successeur et non point à titre de souverain.

Par l'exercice de son droit de déshérence, l'Etat ne se procure annuellement que des sommes relativement minimales (1), constituant pour lui des revenus exceptionnels puisque, dans notre législation actuelle, il ne vient à la succession qu'à défaut d'héritiers ou de conjoint survivant. Toutefois, dans toutes les successions, il prélève une part importante, mais au TITRE FISCAL. Le prélèvement opéré à ce titre n'est autre que l'impôt successoral.

On ne s'occupe pas en général de l'impôt successoral à propos du droit des successions, car on fait remarquer que l'impôt successoral n'a qu'un seul point commun avec le droit des successions, c'est qu'il est perçu à l'occasion des successions, mais que

(1) Cf. tableau inséré page 11.

les principes qui le régissent n'ont rien à faire avec les principes du droit successoral. Cette observation est en fait parfaitement juste et il n'est que trop vrai de dire qu'en matière d'impôt les considérations fiscales l'emportent toujours sur les considérations de droit. Mais est-il à propos de vouloir maintenir ainsi une sorte de cloison étanche entre le droit d'une part et le fisc de l'autre ? On peut être sûr qu'avec une telle séparation, c'est toujours le fisc qui y gagne et le droit qui y perd. Il serait peut-être temps de faire pénétrer un peu de justice dans le système des impôts et c'est surtout à propos des impôts de succession que cette innovation serait urgente, car, par suite de circonstances de fait, il n'est pas de matière où les législateurs ne se soient plus livrés à l'empirisme et il n'est pas de matière aussi où cet empirisme puisse être plus dangereux. Il nous faudra donc, tout en essayant de mettre en lumière les idées principales qui semblent avoir contribué à former le droit fiscal moderne des successions, étudier en même temps les tendances qui semblent se dégager des discussions récentes sur la question. Ce sera l'objet de notre

DEUXIÈME PARTIE.

---



## DEUXIÈME PARTIE

**Les Droits de l'Etat en matière successorale,  
d'après la législation fiscale.**



La loi du 25 février 1901, modifiée par un certain nombre de lois postérieures, autorise l'Etat à percevoir sur les biens des individus, à leur décès et à l'occasion de la mutation qui se produit dans leurs biens, certains droits. Ce sont les impôts de mutation par décès, désignés dans la pratique française sous le nom de droits de succession.

Décrire l'impôt sur les successions avant 1789, suivre les phases de sa transformation accomplie par les efforts successifs de l'Ancien Régime à la fin de son existence et de la Révolution à ses débuts, puis, une fois la Révolution franchie, assister à l'établissement définitif du système fiscal actuel — tel est le but de cette *Deuxième Partie*.

---

# CHAPITRE I

## HISTORIQUE

### DE L'IMPOT SUR LES SUCCESSIONS

---

#### SECTION I. — Droit romain.

C'est en l'an 759 de la Fondation de Rome (an 6 de l'ère chrétienne) qu'Auguste proposa au Sénat le vote d'un impôt sur les successions (1).

Dans la pensée de l'Empereur, cet impôt devait être l'une des principales ressources de l'*aerarium militare* qu'il avait l'intention de créer. Auguste entretenait en effet le vaste projet de substituer à l'armée de la République, formée au début de chaque guerre et dissoute après la cessation des hostilités, une armée permanente et recrutée au moyen d'engagements volontaires. Or la solde et l'entretien des soldats nécessitaient naturellement des ressources importantes.

Pour se procurer ces ressources, il édicta, sous le consulat de M. Æmilius Lépidus et L. Arruntius Nepos, la *loi Julia*, connue sous le nom de *lex vicesima*

(1) L'opinion émise par quelques auteurs, d'après laquelle une loi *Voconia* statuant de *mulierum legatis et hereditatibus* de beaucoup antérieure aurait institué cet impôt une première fois, n'est pas établie d'une manière suffisamment sûre pour permettre de s'y arrêter.

*hereditatis* ou *hereditatum*. Cette loi atteignait non seulement les testaments mais aussi les successions *ab intestat*. Par contre, à l'origine elle ne frappait ni les dévolutions entre proches agnats, ni les successions des indigents et elle restait propre aux citoyens romains.

Pour établir la masse imposable, on déduisait de l'actif de la succession les frais funéraires (1) et ceux nécessités pour la construction d'un tombeau. Quant aux autres charges héréditaires, il est probable qu'elles étaient également déduites, étant donné le caractère de justice qui dominait dans la législation romaine et ce fait que la *quarte Falcidie*, qui suivait sur d'autres points les mêmes règles que la *vicesima*, se calculait sur l'actif net de la succession « *deducitur aes alienum, item funeris impensa et pretia servorum manumissorum* » (2). Cependant aucun texte précis ne permet de trancher cette question d'une manière absolument précise.

L'usufruit était vraisemblablement évalué d'après l'âge du légataire. En effet, le Jurisconsulte Emilius Macer, dans son commentaire sur la *vicesima*, rapportait les règles qu'Ulpien avait tracées pour le calcul de la durée probable de la vie humaine qu'il déterminait ainsi : le légataire était censé avoir encore 30 ans à vivre s'il était âgé de 10 à 20 ans, 28 ans s'il était âgé de 20 à 25 ans, 22 ans s'il était âgé de 30 à 35 ans, 20 ans s'il était âgé de 35 à 40 ans. Si le légataire avait de 40 à 50 ans, la règle était différente : il était présumé avoir encore autant d'années à vivre moins une qu'il ne lui en manquait pour avoir 60 ans. Au-dessus

(1) Loi 37, *Dig. de religiosis et somptibus funerum*, II.

(2) § 3 *Inst. de lege Falcid.* II, 22.

de 50 ans la règle ci-dessus reprenait son empire, en ce sens que si le légataire avait de 50 à 55 ans, le nombre des années qui lui restait à vivre était fixé à 9 ans, à 8 ans s'il avait de 55 à 60 ans, enfin à 5 ans s'il avait plus de 60 ans. Comme ce mode de calcul était un peu compliqué, la pratique, indiquait également Macer, en adopta un plus simple : si l'usufruitier avait moins de 30 ans, il était présumé devoir vivre encore 30 ans ; s'il avait plus, on considérait qu'il devait vivre jusqu'à 60 ans. Au-dessus de 60 ans, on était présumé devoir vivre 5 ans.

La durée de la vie une fois connue, comment calculait-on la valeur de l'usufruit ? Ce point reste obscur. Cependant il est très probable que l'on en déterminait d'abord la valeur annale et que celle-ci, multipliée par le nombre d'années, donnait la valeur imposable (1).

En ce qui concerne la nue-propriété, il est permis de supposer que la valeur en était fixée par les agents du fisc en tenant compte de celle attribuée à l'usufruit.

Aucun délai n'était fixé pour le paiement de la *vice-sima*. Cependant le désir d'assurer sa perception avait décidé les empereurs à accorder aux agents chargés de son recouvrement divers privilèges. D'une part l'héritier institué devenait personnellement responsable de l'impôt dû par les légataires. D'autre part les biens des redevables étaient frappés d'un droit de gage général. Le fisc avait en outre un privilège sur les biens de tous ses redevables (2). Ce privilège devint

(1) WAHL, *L'impôt sur les mutations par décès en Droit romain*, p. 65.

(2) L. 10, *Dig., de pactis*, II, 14.

même, dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, une hypothèque privilégiée (1).

La perception de la *vicesima* était confiée à des agents directs du Trésor, les *procuratores hereditatum*.

Dans la suite des temps de nombreuses et importantes modifications furent apportées à l'organisation de cette imposition par les successeurs d'Auguste, notamment par Nerva, Trajan, Adrien et Caracalla. Ce dernier, dans le but d'augmenter les ressources du Trésor, par une constitution restée célèbre, accorda au commencement du III<sup>e</sup> siècle le droit de cité à tous les sujets de l'Empire « *In orbe Romano qui sunt ex constitutione imperatoris Antonini*, disait Ulpien, *cives Romani effecti sunt* (2). » Par ce moyen, ils furent tous soumis à la *vicesima* dont le taux fut doublé (*decima*). Mais ce tarif ne fut que transitoire car l'empereur Macrin, dès son élévation à la dignité impériale, s'pressa de revenir à la législation antérieure.

La *vicesima hereditatum* fut abolie par Justinien, peut-être même par son prédécesseur l'empereur Justin.

## SECTION II. — Ancien droit.

Nous avons exposé très succinctement les quelques notions qui nous sont parvenues sur l'impôt des successions en droit romain, mais c'est dans le droit féodal qu'il faut chercher l'origine de nos droits successoraux actuels. Notre ancien droit connut l'impôt

(1) L. 28, *Dig., de jure fisci*, XLIX, 14.

(2) L. 17, *Dig., de statu hominum*, I, 5.

sur les successions sous deux formes : le droit de relief et le centième denier.

### § I. — Droit de relief.

Si le vassal avait sur le fief le domaine utile, le seigneur conservait le domaine direct qui, entre autres effets, lui valait d'exiger certains profits.

A la mort du vassal le fief passant à ses héritiers, le seigneur percevait, à l'occasion de ce changement de titulaire et comme prix de son consentement à la prise de possession, un droit s'appelant *droit de quint, de lods et de vente* pour les mutations à titre onéreux, *droit de relief* pour les successions. Pour définir ce droit, également nommé *droit de rachat*, citons ce qu'écrivait à son sujet Pothier : « Le droit de relief ou de rachat était un droit féodal qui consistait dans le droit qu'avaient les seigneurs d'avoir une année de revenu du fief relevant de lui toutes les fois qu'il changeait de mains. L'origine de ce droit vient de ce que les fiefs n'étaient au commencement qu'à vie. Lorsque, par la suite, ils sont devenus disponibles et héréditaires, ç'a été à la charge d'un droit pécuniaire au profit du seigneur, droit qu'on appelle rachat, parce que par ce droit le successeur rachète en quelque façon le droit de reversion qui originellement appartenait au seigneur lorsque le vassal mourait ou abdiquait la propriété de son fief (1). »

De cette origine du droit de relief résultaient ses différents caractères. Il ne pouvait être perçu que sur des biens concédés en fief, en d'autres termes seules

(1) POTHIER, *Traité des fiefs*, 2<sup>e</sup> partie, chap. I<sup>er</sup>.

les mutations de biens nobles y étaient soumises. En outre dans la plupart des coutumes les successions en ligne directe étaient exemptes du droit de rachat (1). De plus cette taxe, ayant pour objet la mutation d'homme, n'était pas perçue sur les transmissions d'usufruit parce que lors de la constitution de ce droit réel « il n'y a point mutation de vassal ou de sujet en ce que le propriétaire qui demeure vassal ou sujet doit les obéissances et profits féodaux (2) ». Enfin la propriété mobilière n'était soumise à aucun droit de mutation tant à cause de son peu de valeur que parce que sur elle le possesseur avait toujours un droit entier de propriété.

## § II. — Centième denier.

Sous le règne de Louis XIV un édit du mois de décembre 1703 astreignit à la formalité de l'*insinuation*, déjà obligatoire pour les donations d'une certaine importance (Ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, article 132), « tous actes ou titres translatifs de propriété de biens immeubles tenus en fief ou en censive, soit du roi, soit des seigneurs particuliers ».

Aux termes de l'article 24 de cet édit, l'*insinuation* devait avoir lieu dans les six mois de la date des actes et les greffiers devaient percevoir 1 % du prix des biens ou de leur estimation.

On rattacha la création de cette imposition à la formalité de l'*insinuation*. Pour la faire accepter à la noblesse, l'édit de 1703 s'efforça d'exposer dans ses

(1) Les coutumes de Maine et d'Anjou affranchissaient du paiement du relief même les frères et les sœurs.

(2) DE LIVONNIÈRE, *Des fiefs*, chap. VI, section 3.

motifs que rien n'était plus important pour la conservation des domaines royaux ou seigneuriaux que d'avoir une connaissance exacte des limitations et des modifications qui pouvaient s'y produire. Mais le but véritable des légistes royaux fut de créer un nouvel impôt et non d'établir un service public, de telle sorte que le droit de 1 % ne fut pas perçu parce qu'il fallait établir l'insinuation mais en réalité on établit l'insinuation pour pouvoir percevoir le droit de 1 %.

A la différence du droit de relief, le centième denier était perçu même pour les transmissions de biens allodiaux (1) ; mais, comme le droit de relief, il n'était perçu ni sur les transmissions en ligne directe, ni sur les transmissions de meubles. Ceux-ci étaient soumis au droit de contrôle lorsqu'ils étaient estimés dans des inventaires ou autres actes dressés par les notaires ou les greffiers. Le tarif de ce droit variait de 5 à 20 sols suivant la valeur exprimée. Enfin droits de contrôle et de centième denier étaient perçus sur la valeur brute sans distraction du passif.

Les transmissions par décès donnaient donc lieu à la fin de l'Ancien droit à la perception de sommes relativement élevées puisqu'au droit féodal de relief ou de rachat était venu par la suite se superposer l'impôt du centième denier, sans parler des suppléments résultant des « sols pour livres », les centimes additionnels de l'époque.

Ce système fiscal n'était pas sans soulever de vives protestations, d'autant que les fermiers généraux, chargés de percevoir le centième denier, profitaient

(1) Déclaration du 19 juillet 1704.

soit de l'obscurité des textes, soit de l'ignorance des populations rurales, pour en exagérer les tarifs : « Les droits de contrôle, d'insinuation, de centième denier qui portent sur tous les actes passés entre les citoyens, disait Malesherbes dans ses *Remontrances au Roi au nom de la Cour des Aides*, s'arbitrent suivant la fantaisie des fermiers ou de leurs préposés : les prétendues lois sur la matière sont si obscures et si compliquées que celui qui paie ne peut jamais savoir ce qu'il doit, que souvent le préposé ne le sait pas mieux et qu'on se permet des interprétations plus ou moins rigoureuses suivant que le préposé est plus ou moins avide ; qu'il est notoire que ces droits ont eu sous un fermier une extension qu'ils n'ont pas eu sous d'autres, d'où il résulte évidemment que le fermier est souverain législateur dans les matières qui sont l'objet de son intérêt personnel. »

La Révolution, en supprimant tous les impôts que lui avait légués la monarchie, remplaça le centième denier par le droit de mutation et c'est sous ce nom que l'impôt de succession nous est parvenu après avoir été réorganisé par les lois du 22 Frimaire an VII et du 25 février 1901.

### SECTION III. — **Droit intermédiaire** (jusqu'à la loi du 22 Frimaire an VII).

L'Assemblée Constituante opéra une réforme complète de la législation fiscale. D'une part une loi du 15 mars 1790 déclara rachetables les droits féodaux (ils

devaient être anéantis définitivement par un décret du 17 juillet 1793) ; d'autre part une loi du 5 décembre 1790 décida dans son article 1<sup>er</sup> qu'à compter du 1<sup>er</sup> février 1791 les droits de contrôle, centième denier, insinuation, seraient abolis et que tout serait refondu en un droit unique « pour l'enregistrement des actes civils et judiciaires et des titres de propriété ».

Trois classes d'actes furent prévues. La première comprit ceux se rapportant à des objets ayant une valeur déterminée et dont il résultait immédiatement transmission, attribution, obligation ou libération. La seconde avait trait aux actes dont les objets n'étaient pas évalués, soit parce que cette évaluation dépendait de circonstances éventuelles, soit parce qu'il n'y avait pas lieu de l'exiger. La troisième classe englobait les actes de *formalité et de précaution*.

Les déclarations de successions, auxquelles tout propriétaire et tout usufruitier étaient aux termes de l'article 2 de la même loi astreints, faisaient partie de la première catégorie et étaient soumises à un droit proportionnel perçu, pour les meubles et les immeubles fictifs, sur la valeur déclarée par les parties, et pour les immeubles réels, sur le revenu capitalisé par 25. La nue-propriété était imposée comme la pleine propriété. Quant à l'usufruit, il était taxé généralement d'après l'évaluation des parties ou la capitalisation du revenu par 25. A défaut d'évaluation dans une déclaration de succession de la valeur des biens transmis ou du revenu des immeubles, la perception était faite d'après une évaluation provisoire et d'office sur la base de 15.000 livres. Omissions et fausses déclarations étaient punies d'un droit en sus. Un délai de six mois

à compter du jour du décès était impartie aux héritiers pour passer la déclaration de succession (art. 12). Ce laps de temps écoulé, ils devaient payer à titre de pénalité un demi-droit en sus.

L'article 18 de la même loi établissait une prescription d'un an pour la réclamation d'un supplément de droit, de trois ans pour les omissions et insuffisances d'évaluation et de cinq ans pour les successions non déclarées.

Le tarif était le suivant : cinq sols par cent livres en ligne directe, dix sols par cent livres sur l'usufruit des biens immeubles légués entre époux, vingt sols par cent livres sur l'usufruit des biens immeubles recueillis par les frères et sœurs, oncles et neveux, vingt sols par cent livres pour les mutations en toute propriété entre époux, trente sols par cent livres pour les mutations d'usufruit entre parents au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés, quarante sols par cent livres pour les mutations de biens immeubles entre frères et sœurs, oncles et neveux et pour les mutations d'usufruit entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré et étrangers. Le tarif était de moitié pour tous les legs faits aux hôpitaux, école d'instruction et d'éducation et autres établissements publics et de bienfaisance. Ces droits étaient calculés sur le montant brut sans déduction des dettes.

Telles étaient — brièvement résumées — les principales dispositions de la loi du 5 décembre 1790. En transformant en une taxe unique les diverses redevances perçues antérieurement au profit du roi et des seigneurs, en adoptant un tarif varié d'après le degré de parenté des héritiers, cette loi fit œuvre utile et réalisa, en unifiant les règles un peu arbi-

traies et souvent non concordantes de l'Ancien droit, une série de réformes urgentes et dont la nécessité s'imposait. Par contre elle eut le tort, d'abord d'adopter la règle arbitraire de l'évaluation provisoire sur le pied de 15.000 livres, ensuite et surtout de désorganiser complètement l'administration.

La loi du 5 décembre 1790 devait, dans les quelques années qui suivirent, être modifiée et transformée par plusieurs dispositions législatives parmi lesquelles nous citerons les lois des 6 Pluviôse et 14 Thermidor an IV qui remanièrent les tarifs, celle du 9 Vendémiaire an VI autorisant l'administration de l'Enregistrement à recourir à l'expertise pour établir l'insuffisance d'évaluation des biens déclarés, et enfin la grande loi du 22 Frimaire an VII, qui, malgré les retouches nombreuses qu'elle a subies au cours du xix<sup>e</sup> siècle, est restée jusqu'en 1901 la charte fiscale de notre droit successoral.

---

## CHAPITRE II

# LOI DU 22 FRIMAIRE AN VII ET LOIS POSTÉRIEURES

---

### SECTION I. — **Exposé.**

La législation intermédiaire constituait un grand progrès sur l'ancien système fiscal, mais elle présentait encore de graves inconvénients ; inspirée par le désir de garantir les citoyens contre les abus du régime précédent, elle n'avait pas su concilier cette idée légitime avec l'intérêt non moins légitime du Trésor.

On résolut, pour faire table rase des anciens errements, « d'abroger toutes les lois existantes et de leur en substituer une qui fût fondée sur les principes de l'égalité, qui atteignît immédiatement toutes les fortunes et qui, dégagée des difficultés, pût apprendre au redevable ce qu'il devait et au percepteur ce qui était dû (1) ».

La codification nouvelle devint la loi du 22 Frimaire an VII (12 décembre 1798). Il serait hors de propos d'en faire une analyse détaillée puisqu'elle n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. Mais il con-

(1) Rapport de DUCHATEL sur la loi du 22 frimaire an VII. — Conseil des Cinq-Cents, séance du 6 vendémiaire. *Moniteur universel* du 1<sup>er</sup> vendémiaire.

vient cependant d'en marquer les grandes lignes. Nous serons ainsi mieux à même de comprendre la législation contemporaine qui n'est que l'aboutissement des corrections successives apportées aux principes posés en l'an VII.

Ces corrections sont l'œuvre de nombreuses lois intervenues, soit au cours du  $\text{xix}^{\text{e}}$  siècle, soit pendant les années qui ont suivi. Les principales dispositions législatives promulguées pendant le  $\text{xix}^{\text{e}}$  siècle, dans le but de modifier ou de compléter la loi de Frimaire et dont seules nous nous occuperons pour l'instant, sont les lois des 28 avril 1816, 21 avril 1832, 18 mai 1850, 13 mai 1863, 23 août 1871 et 21 juin 1875.

— Deux procédés peuvent être utilisés pour l'étude de ces différentes lois : ou étudier chaque loi l'une après l'autre, par ordre chronologique, ou examiner dans son ensemble la législation à la fin du  $\text{xix}^{\text{e}}$  siècle, sauf à indiquer sur quels points et pour quels motifs la loi de frimaire a été modifiée. Ce second système semble préférable ; nous l'adopterons. —

## § I. — Tarifs.

La loi du 22 Frimaire an VII frappait distinctement les meubles et les immeubles de droits différents dont la quotité variait encore suivant le degré ou le défaut de parenté des successibles avec le défunt, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

|                           | Meubles | Immeubles |
|---------------------------|---------|-----------|
| Ligne directe.....        | 0,25 %  | 1 %       |
| Entre époux.....          | 0,625 % | 2,50 %    |
| Entre frères et sœurs.... | 1,25 %  | 5,50 %    |
| Entre non parents.....    | 1,25 %  | 5, %      |

Diverses lois vinrent apporter de nouvelles distinctions dans ces différents tarifs. Ce fut d'abord la loi du 28 avril 1816 dont l'article 53 fixait ainsi le droit de mutation par décès :

|                      | Meubles    | Immeubles  |
|----------------------|------------|------------|
| Ligne directe.....   | <i>id.</i> | <i>id.</i> |
| Epoux.....           | 0,50 %     | 3 %        |
| Frères et sœurs..... | 2,50 %     | 5 %        |
| Non parents.....     | 3,50 %     | 7 %        |

D'autres modifications furent consacrées par l'article 33 de la loi du 21 avril 1832 qui tarifia de la manière suivante les mutations par décès soit par succession, soit par testaments ou autres actes de libéralité à cause de mort.

|                                                           | Meubles    | Immeubles  |
|-----------------------------------------------------------|------------|------------|
| Ligne directe.....                                        | <i>id.</i> | <i>id.</i> |
| Epoux.....                                                | <i>id.</i> | <i>id.</i> |
| Frères et sœurs.....                                      | 3 %        | 6,50 %     |
| Grands-oncles et petits cousins..                         | 4 %        | 7 %        |
| Parents du 4 <sup>e</sup> degré au 12 <sup>e</sup> degré. | 5 %        | 8 %        |
| Etrangers .....                                           | 6 %        | 9 %        |

Puis survint la loi du 18 mai 1850 dont l'article 10 fit disparaître toute distinction, au point de vue du tarif, entre les meubles et les immeubles. Cet article était ainsi conçu : « Les transmissions de biens meubles à titre gratuit entre vifs et celles qui s'effectuent par décès seront assujetties aux diverses quotités de droits établis pour les transmissions d'immeubles de la même espèce. »

Lorsque la loi du 9 mars 1891 fut venue réglementer le droit d'usufruit de l'époux survivant, il fut admis

que celui-ci ne serait redevable que du droit de 3 % sur l'usufruit qu'il recueillait en vertu de cette loi.

Enfin, la loi du 25 mars 1896, relative aux droits successoraux des enfants naturels, portait dans son article 8 : « L'article 53 de la loi du 28 avril 1816 est modifié ainsi qu'il suit : l'enfant naturel légalement reconnu appelé à la succession *ab intestat* ou testamentaire de son auteur sera considéré quant à la quotité des droits comme enfant légitime ».

De la combinaison de ces différents textes il résulte que les tarifs en vigueur au 31 décembre 1900, à la veille de la loi de 1901, étaient les suivants :

*En ligne directe* (ascendants et descendants ou représentants d'eux, enfants légitimes ou naturels reconnus)..... 1 %  
(Loi de Frimaire, art. 69).  
(Loi du 18 mai 1850, art. 10).

*Entre époux :*

Par donation ou testament..... 3 %  
En vertu de la loi du 9 mars 1891..... 3 %  
A défaut de parents au degré successible  
ou d'enfant naturel..... 9 %  
(Loi du 28 avril 1816, art. 53).  
(Loi du 18 mai 1850, art. 10).

*En ligne collatérale :*

Entre frères et sœurs, oncles, tantes,  
neveux et nièces..... 6,50 %  
Entre grands-oncles, grand'tantes, petits  
neveux ou nièces, cousins germains.. 7 %  
Entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré..... 8 %  
(Loi du 21 avril 1832, art. 33).  
(Loi du 18 mai 1850, art. 10).

*Entre personnes non parentes : .....* 9 %

§ II. — Assiette.

Primitivement l'impôt atteignait les mutations de tous meubles et immeubles sauf deux exceptions : la rente française et les valeurs étrangères. La première exemption provenait d'une exagération de l'idée que la rente française a été déclarée franche d'impôts. La seconde se rattachait à la conception de la territorialité de l'impôt qui ne devait porter, pensait-on, que sur des biens français.

La loi du 18 mai 1850 article 7 soumit aux droits de mutation par décès les fonds d'Etat français et les actions des sociétés et compagnies étrangères régies par la loi française. Elle fut complétée par une série de lois ayant pour objet de faire rentrer toutes les valeurs étrangères dans le cadre de l'impôt, à savoir les lois des 23 juin 1857, 16 septembre 1871, 30 mars 1872, 29 juin 1872 et 26 décembre 1890.

La loi du 23 juin 1857 posa la règle dite « de l'équivalence » en vertu de laquelle les valeurs étrangères circulant en France devaient être soumises à la même taxation que les valeurs françaises.

La loi du 30 mars 1872 fit supporter par « les titres des corporations, villes et provinces étrangères ainsi que tous autres établissements publics étrangers », le droit de transmission frappant, depuis la loi du 16 septembre 1871, les titres similaires français.

Les lois des 29 juin 1872 et 26 décembre 1890 établirent un impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

### § III. — Evaluation des biens à déclarer.

#### A. — Pleine propriété.

Les bases suivant lesquelles l'impôt devait être liquidé et perçu étaient différentes, suivant qu'il s'agissait de meubles ou d'immeubles.

1<sup>o</sup> MEUBLES. — « *La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des biens meubles est déterminée pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel ainsi qu'il suit, savoir... 8<sup>o</sup> pour transmission entre vifs à titre gratuit et celles qui s'opèrent par décès par la déclaration estimative des parties sans distraction des charges...* » (art. 14 de la loi du 22 Frimaire an VII.)

La valeur des biens meubles était donc en principe fixée par la déclaration estimative des parties : l'article 27 obligeait les héritiers, donataires ou légataires, à rapporter, à l'appui de leurs déclarations de biens meubles, un état estimatif, article par article, par eux certifié. Cependant si un inventaire avait été dressé après le décès par un officier public, l'estimation donnée dans cet acte aux meubles corporels servait de base à la perception de l'impôt (1).

Les créances supportaient l'impôt sur leur valeur nominale et non sur leur valeur réelle, qu'elle fût inférieure ou supérieure. Elles devaient donc être

(1) La loi du 21 juin 1875, dans son article 3, apporta une modification à cette règle pour les biens ayant fait l'objet d'une vente publique dans les deux années suivant le jour de l'ouverture de la succession : le prix de vente représentait la valeur imposable s'il était supérieur à l'estimation des objets inventoriés.

comprises, pour leur valeur nominale, dans la déclaration de la succession du créancier. Mais par tolérance, lorsqu'elles étaient irrecevables, l'Administration dispensait les héritiers du paiement des droits. Elle modérait ainsi ce que la perception pouvait avoir de rigoureux (1).

Quant aux rentes sur particuliers, créées moyennant l'aliénation d'un capital, c'était sur ce capital que le droit de mutation était liquidé : à défaut de capital exprimé, les droits étaient calculés sur un capital formé de vingt fois la rente perpétuelle et de dix fois la rente viagère (art. 14 n<sup>os</sup> 7 et 9 de la loi de Frimaire).

La loi du 18 mai 1850 article 7 prescrivit de liquider le droit de mutation par décès d'après le cours de la Bourse pour les rentes sur l'Etat français, les fonds publics étrangers et les actions des compagnies ou sociétés industrielles et de finances étrangères dépendant d'une succession régie par la loi française.

L'article 11 de la loi du 13 mai 1863 étendit l'effet de la loi de 1850 aux transmissions des obligations des sociétés étrangères. Enfin l'article 3 de la loi du 23 août 1871 généralisa la règle pour toutes les valeurs mobilières étrangères, de quelque nature qu'elles soient.

Quoique non visées par un texte législatif, les actions et obligations des sociétés françaises étaient soumises par analogie au même mode d'évaluation : c'était là une pratique constante et si les parties prétendaient substituer au cours coté une évaluation arbitraire, l'Administration obtenait facilement des tribunaux le

(1) Cass. quatre arrêts du 24 avril 1861. Sirey 61.1.645 ; Dalloz 61.1.222.

redressement des déclarations d'après les bases fournies par la cote officielle. A défaut de cote en bourse, il n'y avait d'autre base de perception que la déclaration estimative des parties.

2<sup>o</sup> IMMEUBLES. — « *La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des biens immeubles est déterminée pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit : savoir... 7<sup>o</sup> pour les transmissions de propriété entre vifs et celles qui s'effectuent par décès, par l'évaluation qui sera faite et portée à vingt fois le produit des biens ou le prix des baux courants, sans distraction des charges* » (art. 15 de la loi du 22 Frimaire an VII).

Aux termes de cet article, pour les immeubles, la base de l'impôt était par conséquent le revenu capitalisé par vingt. Ce mode d'évaluation s'appliquait aussi bien aux immeubles par nature que par destination ou par la détermination de la loi comme les actions immobilisées. Celles-ci étaient taxées d'après la capitalisation de leur revenu par vingt. Les immeubles par destination suivaient le sort de l'immeuble auquel ils étaient attachés et se trouvaient compris dans la même évaluation. Pour les immeubles par nature on s'attachait d'abord au revenu exprimé dans les baux courants. C'était le prix du bail qui formait la base légale d'évaluation. Les charges devaient être ajoutées au prix exprimé. On appelait charges les diverses obligations extra-légales qui incombait au preneur aux termes du bail, par exemple : faire les grosses réparations, payer l'impôt foncier. Pour les baux dont le prix était payable en nature ainsi que pour les baux à portions de fruits, la conversion des fermages en

argent devait être établie suivant les règles édictées par l'article 15 n° 1 de la loi de Frimaire et par l'article 75 de la loi du 15 mai 1818.

A défaut de baux courants, l'article 19 de la loi de Frimaire autorisait la Régie à prouver l'insuffisance au moyen d'actes de nature à établir avec certitude le véritable revenu. Parmi ces actes figuraient les procès-verbaux d'expertise entre parties et les déclarations de location verbale.

En l'absence de baux et de locations verbales, c'était l'évaluation des parties qui était prise pour base. Elle devait porter sur le revenu de l'année courante. Par revenu on entendait tous les avantages que l'immeuble pouvait rapporter sans distraction d'aucune charge.

Un taux de capitalisation unique avait été institué par la loi de Frimaire pour toute espèce d'immeubles, c'était le denier vingt. L'application uniforme de ce multiplicateur produisait une inégalité en faveur des propriétés rurales dont le revenu était insignifiant et qui supportaient donc l'impôt sur un capital inférieur à la valeur vénale. C'est pour remédier à cette situation que la loi du 21 juin 1875 (art. 2) porta à 25 pour les immeubles ruraux le coefficient du revenu à déclarer.

#### B. — *Nue-propriété et Usufruit.*

La législation de l'an VII était sur ce point absolument incohérente.

La propriété pouvant se démembrer en nue-propriété et usufruit, il semblerait que chacun de ces démembrements ne devrait être imposé que sur sa

valeur propre à l'occasion de la transmission qui a pour effet de scinder la propriété.

Tel ne fut pas le système adopté par le législateur en ce qui concerne l'usufruit transmis par décès. L'article 14 n° 11 de la loi de Frimaire en fixait bien la valeur à la moitié de celle de l'objet, mais indépendamment du droit à la charge de l'usufruitier sur cette moitié, l'héritier de la nue-propriété était tenu d'acquitter l'impôt sur la valeur entière ; il payait donc d'avance sur la jouissance qu'il était éventuellement appelé à réunir à la nue-propriété lorsque l'usufruit s'éteindrait. Aussi la loi le dispensait-elle d'acquitter un nouveau droit au moment où la réunion s'opérait ; c'est ce qui résultait de l'article 15 n° 7 de la loi de Frimaire édictant que : « *il ne sera rien dû pour la réunion de l'usufruit à la nue-propriété lorsque le droit aura été acquitté sur la valeur entière de la pleine propriété* ».

Cette disposition ne se rapportait, il est vrai, qu'aux immeubles, mais comme par la loi du 18 mai 1850 les mêmes quotités furent établies pour les meubles et pour les immeubles, l'Administration prescrivit de soumettre également à un régime uniforme les transmissions d'usufruit et de nue-propriété de l'une et l'autre catégorie des valeurs.

La règle de perception précisée ci-dessus n'était appliquée qu'à l'acte formant le point de départ du démembrement ; lors de ses transmissions ultérieures, la nue-propriété ne supportait les droits que sur sa valeur réelle, soit la moitié de la pleine propriété.

La loi de Frimaire en décidant que l'usufruit transmis par décès serait évalué pour la perception à la

moitié de la pleine propriété prescrivait que le revenu serait multiplié par 10 au lieu de l'être par 20. La loi du 21 juin 1875 porta ce chiffre à 12 1/2 pour les immeubles ruraux.

On critiquait avec raison le mode d'évaluation adopté par la loi de Frimaire. On lui reprochait de n'être pas en harmonie avec le système suivi pour les transmissions à titre onéreux, d'imposer au bénéficiaire de la nue-propriété une lourde charge en lui faisant payer d'avance l'impôt, enfin de ne tenir aucun compte de l'âge de l'usufruitier. Ces critiques étaient en majeure partie justifiées. Nous verrons par la suite pourquoi.

#### § IV. — Principe de la non-distraktion des charges.

Aux termes des articles 14 et 15 de la loi du 22 Frimaire an VII, la valeur de la propriété de l'usufruit et de la jouissance des biens meubles et immeubles était déterminée *sans distraktion des charges*, c'est-à-dire des dettes chirographaires et hypothécaires dont le défunt était tenu à raison de ses engagements personnels et des contributions et redevances diverses dont les biens héréditaires étaient grevés.

Ce principe existait déjà dans l'Ancien droit où il s'expliquait d'ailleurs historiquement. Sous le régime féodal en effet les taxes étaient le prix de l'investiture accordée au nouveau propriétaire utile : il y avait paiement d'une formalité nécessaire pour l'acquisition d'un droit de propriété. On comprend dès lors, que, pour la liquidation de ces taxes, on ne déduisait pas les dettes du défunt dans le but de déterminer son

patrimoine imposable : la perception de l'impôt consistait dans le paiement d'une formalité et le seigneur n'avait que faire des dettes de son vassal.

Lorsque les impôts royaux furent créés, la distraction des charges aurait pu se concevoir, le centième denier étant un droit de mutation, un impôt frappant les valeurs transmises. Toutefois l'édit de décembre 1703 n'autorisait pas cette distraction. A la suite de réclamations, des intendants jugèrent que l'impôt ne devait être perçu sur les mutations par décès que déduction faite des dettes hypothécaires et même des dettes chirurgicales justifiées. Sur l'appel des fermiers généraux au Conseil du Roi, la décision des intendants fut annulée : la déduction ne fut admise que pour les rentes foncières.

La législation intermédiaire devait maintenir le principe de la non-distraction des charges. Cette règle triompha également avec la loi de Frimaire qui considérait plutôt la mutation que la personne de l'héritier et elle fut conservée par les lois des 28 avril 1816, 21 avril 1832 et 18 mai 1850, lesquelles cependant étaient venues créer un véritable impôt de succession en graduant davantage le tarif d'après le degré de parenté du *de cuius* avec ses successeurs.

Comment expliquer la persistante application de ce principe pendant toute la durée du xix<sup>e</sup> siècle, malgré les très vives attaques dont il a été l'objet ? La réponse à cette question sera fournie dans la section qui va suivre.

## SECTION II. — Critique.

La législation fiscale de l'an VII, successivement modifiée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle par les nombreuses lois que nous venons d'énumérer, mais dont les principes généraux restèrent en vigueur jusqu'en 1901, fut très diversement appréciée.

Championnière et Rigaud en faisaient un éloge sans réserve : « La loi est simple : habile résumé d'une jurisprudence de plusieurs siècles, peu de modifications suffiraient pour la mettre en pleine harmonie avec les principes du droit nouveau ; elle peut se placer sans désavantage auprès de nos règlements les plus complets. On y trouve moins d'anomalies, moins de lacunes que dans aucun chapitre du Code civil (1). »

Un autre auteur, Naquet, tenait cette opinion pour trop absolue : « La loi telle qu'elle fut votée contient une simplification réelle et corrige certaines dispositions arbitraires ; il ne me paraît pas cependant qu'elle mérite tous les éloges qu'on lui a décernés et qu'on doive la considérer comme un monument sacré auquel on ne saurait toucher sans impiété (2). »

En fait la législation fiscale de l'an VII effectua une sérieuse réforme. L'effort principal du législateur fut d'énoncer « les principes sur lesquels repose le système entier de la contribution ». En outre l'intérêt de cette

(1) CHAMPIONNIÈRE ET RIGAUD, *Dictionnaire des droits d'Enregistrement*, p. 3.

(2) NAQUET, *Traité d'enregistrement*, n° 18.

législation tenait surtout à ce fait qu'elle donna à l'impôt un aspect nouveau.

Jusqu'alors les diverses taxes sur les mutations avaient frappé un peu au hasard. Désormais des principes de science financière présideront à l'élaboration des tarifs et des règles de perception.

Malheureusement l'œuvre était trop entachée de l'esprit de fiscalité et pour ce motif la loi de Frimaire fut violemment combattue. Les critiques portaient surtout, d'une part sur le mode d'évaluation de la nue-propriété et de l'usufruit, d'autre part sur le principe de la non distraction des charges.

#### § 1. — Calcul de la nue-propriété et de l'usufruit.

Nous avons vu que sous l'empire de la loi de Frimaire la valeur de l'usufruit était en général fixée à forfait à la moitié de la valeur de la pleine propriété. Quant à la nue-propriété, elle était taxée sur la même valeur que la pleine propriété au moment du démembrement et ensuite sur moitié lors des transmissions effectuées avant la réunion de l'usufruit.

Un tel système avait des effets singulièrement fâcheux. Notamment, lorsque l'usufruitier était jeune, il arrivait que le nu-propriétaire eût à supporter des droits supérieurs à l'actif qu'il recueillait. On a donné de ceci l'exemple typique d'un homme mourant sans enfant, laissant pour héritier son frère et pour légataire universelle en usufruit sa femme âgée de 20 ans. Si l'on tient compte de la perte d'intérêts et si l'on admet qu'une somme placée à intérêts composés double en 15 ans, on constate que les droits versés dans l'hypo-

thèse précédente lors du décès (au taux de 8,125 %) représentaient à la mort de l'usufruitière survenant à 76 ans 130 %.

Une réforme s'imposait donc : il fallait arriver à une évaluation rationnelle et aussi exacte que possible des deux démembrements de la propriété. Elle a été réalisée par la loi du 25 février 1901.

Monestier, rapporteur de cette loi au Sénat, a ainsi analysé et critiqué le système établi par la loi du 22 Frimaire an VII pour la liquidation des droits de mutation applicables aux nues-propriétés et usufruits (1) :

« D'après la loi du 22 Frimaire an VII, l'usufruit est  
« évalué à la moitié de la valeur de la propriété, quel  
« que soit l'âge de l'usufruitier. La nue-propriété  
« acquitte le même droit que la pleine propriété,  
« Quand la nue-propriété et l'usufruit sont transmis  
« séparément, le droit est ainsi perçu sur une valeur  
« égale à une fois et demie celle de la propriété; c'est  
« insuffisant quand il est jeune, trop élevé s'il est âgé  
« puisque la valeur de l'usufruit dépend de sa durée  
« probable, c'est-à-dire de l'âge du bénéficiaire. Le  
« nu-propriétaire est taxé comme s'il entrait en jouis-  
« sance immédiate de la pleine propriété alors qu'elle  
« est diminuée pour lui de la valeur de l'usufruit. »

On voit quelle était l'injustice : ne pas tenir compte de la valeur réelle pour le paiement des droits. Il a fallu attendre plus d'un siècle pour aboutir à la réforme depuis longtemps souhaitée et en venir à cette mesure d'équité qui consiste à donner pour base à l'impôt la

(1) Rapport MONESTIER, 31 décembre 1900. Sénat n° 475, *J. O.*, Débats parlementaires, 1900, p. 972.

valeur de l'usufruit déterminée d'après l'âge de l'usufruitier et celle de la nue-propriété établie de manière que les estimations totalisées de ces deux parties de la propriété en reproduisent très fidèlement la valeur.

## § II. — Non distraction des charges.

La valeur de la chose transmise, disait la loi de Frimaire (art. 14-8<sup>o</sup> et 15-7<sup>o</sup>) est déterminée *sans distraction des charges*. — Cette perception des droits de succession sur l'actif brut contrariait directement une notion fondamentale de nos lois modernes, à savoir la répartition proportionnelle des contributions publiques. « Rien, écrivait Leroy-Baulieu, dans son *Traité de la Science des Finances*, n'égale comme excès de pouvoir et comme outrage à la justice l'usage suivi par le fisc en France de taxer les successions sans en déduire les dettes. Il est impossible de voir un plus monstrueux abus de la force publique (1). »

Cet abus, on a maintes fois essayé de le légitimer en développant cette idée que la loi fiscale frappe la transmission de la pleine propriété en elle-même. Peu importe que l'acquisition soit mélangée de charges, l'héritier ou le légataire n'en est pas moins devenu propriétaire et c'est pourquoi il doit payer l'impôt sur la valeur brute. Le droit de mutation est le prix de la protection accordée par la société au nouveau possesseur et dès lors le service rendu par l'Etat est le même soit qu'il y ait des dettes, soit que la succession soit absolument libre. Cet argument aurait une certaine force dans une législation qui envisagerait la mutation

(1) Exposé des motifs du projet de loi du 24 juillet 1894.

d'une façon abstraite et la frapperait toujours du même droit sans tenir compte de la qualité du successeur. Mais les lois de 1816, 1832 et celles qui les suivirent, élargissant la distinction dont la loi de Frimaire avait posé les bases, ont gradué l'impôt d'après le degré de parenté ou l'absence de toute parenté. Le législateur a ainsi tenu compte de l'importance subjective de l'enrichissement suivant qu'il était plus ou moins attendu et il est bien évident que c'est l'actif net seul qui constitue cet enrichissement.

Un autre raisonnement, également spécieux, consistait à dire que les bénéfices retirés par le fisc de la non distraction compensaient les pertes dont il était victime du fait de la fraude.

On objectait encore que la déduction des dettes entraînerait pour le Trésor public, même abstraction faite de la fraude, une diminution de ressources que l'augmentation croissante des charges publiques lui permettait difficilement de supporter.

Le seul argument à vrai dire sérieux était la difficulté d'opérer la déduction. On redoutait, en ce qui concerne l'Etat, qu'elle ne le rendît dupe de la simulation de fausses dettes, et en ce qui concerne les particuliers, qu'elle n'amenât le fisc à intervenir d'une façon trop inquisitoriale dans leurs affaires pour contrôler et discuter leurs allégations de dettes. « Pour déduire les dettes, disait Crétet, il faudrait procéder à la liquidation de toute succession contradictoirement entre le fisc et les héritiers, les consommer en frais et en lenteurs par des formes contentieuses, et cela indépendamment du scandale intolérable qu'il y aurait à placer les préposés de la Régie dans un état per-

manent d'hostilité contre toutes les familles et à les autoriser à pénétrer dans les affaires les plus intimes (1). »

Cette considération, la seule à retenir, n'avait pas cependant une très grande portée car les agents de l'Administration étaient dans la nécessité d'exercer leur pouvoir inquisitorial pour constater les omissions et les insuffisances d'évaluation dans les déclarations de succession.

Et, c'est cependant principalement et surtout cette considération qui, pendant plus d'un siècle, a réussi à faire maintenir le principe de la non-déduction des dettes.

La jurisprudence, il est vrai, s'était efforcée, toutes les fois que cela lui parût possible sans violer trop ouvertement les principes juridiques, d'atténuer la rigueur de cette règle aussi blessante pour l'équité que contraire au principe de l'égalité fiscale, et ses décisions avaient été adoptées par l'Administration. « La dénomination de charges, porte *l'Instruction 2394 § I*, ne s'applique pas aux droits et actions qui affectent de telle sorte certaines choses du patrimoine que ces choses sont censées n'en plus faire partie et qu'elles ne sont pas transmises aux héritiers soit parce que le défunt n'en était que le détenteur précaire soit parce qu'il les en avait détachées par acte entre vifs ou de dernière volonté. » — Par application de cette Instruction les legs n'existant pas en nature (2), les sommes données entre vifs et non payées au décès du donateur (3),

(1) Séance du 17 brumaire an VII.

(2) Avis du Conseil d'Etat du 10 septembre 1808.

(3) Cass., 29 juillet 1862. S. 1862.1.99.

les valeurs détenues par un usufruitier devaient être distraites (1) ; mais néanmoins et en dépit de ces tempéraments le principe subsistait et ce n'est qu'en 1901 qu'il a disparu.

Pourtant dès son apparition il avait été discuté. N'était-ce pas Jousselin qui, lors de la discussion de la loi du 22 Frimaire an VII devant le conseil des Cinq-Cents, posait en principe que : « On ne doit compter la fortune du défunt qu'après en avoir déduit ses dettes. En vain pourrait-on représenter les fraudes qui pourraient en résulter, car à l'égard des immeubles on n'aura égard qu'aux dettes hypothécaires dont les titres seraient représentés et avec affirmation que le montant était dû au jour du décès, et à l'égard des meubles en justifiant d'un inventaire en règle. N'est-il pas contre toute justice, contre les règles du pacte social que l'Etat se trouve seul héritier au préjudice des héritiers légitimes ? Et c'est cependant ce qui doit arriver chaque fois que le passif atteint à peu près le montant de l'actif. »

Par la suite le principe ne cessa d'être combattu. Sous la Restauration, le baron Louis, ministre des Finances, instituait une commission à l'effet de préparer un projet de loi autorisant la déduction du passif hypothécaire. Ce projet, rédigé le 10 septembre 1819, n'eut malheureusement aucune suite.

Dix ans plus tard une ordonnance royale (31 décembre 1828) autorisait dans plusieurs de nos colonies la distraction des dettes reconnues par actes authentiques, ou ayant acquis date certaine antérieurement au décès.

(1) Cass., 28 février 1865. S. 1865.1.229.

Sous la deuxième République, diverses propositions furent aussi déposées dans ce sens, notamment par Dorodé représentant du peuple qui, le 30 janvier 1849, soumit à l'Assemblée Nationale un amendement, aux termes duquel « les droits d'enregistrement devaient être à l'avenir fixés d'après le chiffre net de l'actif, déduction faite du passif ». Cet amendement fut repoussé. La proposition Crémieux n'eut pas plus de succès. La Commission d'initiative parlementaire la rejeta « à cause des difficultés de toute nature que son adoption entraînerait (1) ».

Pendant le second Empire, de Pierre en 1862 et Roulleau-Dugage en 1864 reprirent inutilement la question. En 1864 le Gouvernement lui-même proposa la déduction des dettes hypothécaires ayant pour objet une créance certaine au jour de l'ouverture de la succession. Les droits devaient être perçus sur la valeur vénale des immeubles et non d'après les règles de la loi de Frimaire. Cette modification dans l'assiette de l'impôt, considéré comme corollaire forcé de la déduction des dettes, fit échouer le projet. En 1869 le Sénat était disposé en faveur de la réforme. L'intéressante discussion qui eut lieu à ce sujet, le 18 mars 1869 (2), n'aboutit cependant qu'à un renvoi au Gouvernement, chargé d'étudier les mesures à prendre pour compenser les pertes que la réforme devait entraîner pour le Trésor. En janvier 1870 la sous-commission de l'Enregistrement concluait en faveur de la réforme. Seuls les événements firent oublier ce projet.

(1) *Moniteur* du 26 janvier 1850, p. 294.

(2) *J. O.*, 19 mars 1869.

Depuis l'avènement de la troisième République, propositions ou projets se sont succédés presque sans interruption. Nous mentionnerons les propositions Folliet en 1871, Méline en 1873, Sébert en 1874 et 1875, Cherpin en 1876, le vote favorable émis par la commission extra-parlementaire des finances réunie sous la présidence de Léon Say en 1877, les divers amendements aux lois de finances déposés par de Gasté de 1876 à 1877, la proposition Peyre en 1883, les amendements proposés en 1886 par Raoul Duval et Duché, la proposition Borie du 9 juin 1887, enfin le projet de la commission du budget de 1888. Ce projet admettait la déduction des dettes hypothécaires, de celles relatives à la profession du défunt, et des dettes chirographaires constatées par actes authentiques ou sous seings privés enregistrés au jour de l'ouverture de la succession ; il fut écarté en raison du préjudice que la réforme causerait au Trésor.

Les Ministres des Finances de 1888 et 1889, Tirard et Rouvier, prirent à leur tour l'initiative de projets de lois. Le 27 mars 1888, au nom du Gouvernement, Tirard déposa un projet portant déduction facultative de toutes les dettes liquides au jour du décès (excepté le passif commercial) et résultant d'actes authentiques ou sous seings privés enregistrés avant cette époque. Ce projet ne put être discuté avant l'expiration des pouvoirs des assemblées législatives. Il fut repris par Rouvier, le nouveau ministre des Finances, qui le déposa sur le bureau de la Chambre le 28 novembre 1889. Jamais, rapporteur de la commission spéciale chargée de l'examiner, constata l'accord du Gouvernement et de la commission sur les points essentiels

de la réforme. Le projet fut voté en première délibération le 12 mars 1891 (1).

De leur côté Maujan, député, et plusieurs de ses collègues déposaient le 13 mai 1891 une proposition de loi ayant pour objet la réforme générale de l'impôt. Pouvaient être déduites de l'actif héréditaire les dettes antérieures au décès du défunt et résultant d'actes authentiques ou ayant acquis date certaine conformément à l'article 1328 du Code civil.

Le 9 juillet 1892 Dupuy-Dutemps, rapporteur de la commission, reproduisait dans son rapport les dispositions de celui de Jamais. La cinquième législature prit fin avant la discussion de ce rapport.

Enfin, en 1897, un important projet de loi était présenté qui devait aboutir quatre ans plus tard à la réalisation de la réforme si souvent proposée. Il comprenait la réforme des droits de succession et posait le principe de la déduction du passif ; son article 5 était ainsi conçu : « Pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès, seront déduites les dettes à la charge du défunt liquides au jour de l'ouverture de la succession et établies à cette époque par des actes authentiques ou des jugements. » L'exposé des motifs écartait expressément les dettes reconnues par acte sous seing privé et le passif commercial.

Une commission fut chargée d'examiner ce projet. Divers incidents l'empêchèrent d'aboutir immédiatement. Mais on sentait que la réforme mûrissait et ne tarderait pas à être enfin une réalité. Le principe de la déduction du passif fut incorporé au projet du budget de l'exercice 1901, déposé le 31 mai 1900 sur le

(1) *J. O.* Séance de la Chambre du 12 mars 1891, p. 585 et s.

bureau de la Chambre des députés par M. Caillaux, ministre des Finances (art. 28 à 40) (1). Après une série d'amendements fut enfin votée la loi du 25 février 1901 qui, en consacrant la réforme du régime fiscal des successions, posait le principe, depuis longtemps souhaité, de la déduction des dettes pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès.

(1) Ce projet n'admettait la déduction que pour les dettes résultant de jugements, d'actes authentiques ou d'actes sous seings privés enregistrés trois mois au moins avant le décès. Mais la commission du budget alla plus loin et étendit la déduction à toute dette civile ou commerciale résultant d'un titre susceptible de faire foi en justice.

---

CHAPITRE III

**LOI DU 25 FÉVRIER 1901**  
**ET LOIS RÉCENTES**  
**(ÉTUDE DU SYSTÈME ACTUEL)**

---

SECTION I. — **Exposé.**

La loi du 25 février 1901 a totalement modifié la législation préexistante sur les deux points dont nous venons, au chapitre précédent, de faire la critique, à savoir le principe de la non distraction des charges et le mode d'évaluation de l'usufruit et de la propriété. Elle a en outre introduit le principe nouveau de la progression des droits. — Nous étudierons successivement ces trois grandes réformes en signalant au passage les récentes dispositions législatives qui ont pu modifier ou compléter la loi de 1901.

§ I. — **Déduction du passif.**

La plus importante des réformes réalisées par la loi du 25 février 1901 est l'abrogation « de cette règle, jusqu'alors réputée fondamentale malgré l'iniquité de ses conséquences, de cette règle qui prohibait la dis-

traction des charges héréditaires pour la perception du droit de mutation par décès » (1).

Cette abrogation résulte des articles 2 et 3 de la loi, ainsi conçus :

« ARTICLE 2 : Les droits de mutation par décès des biens meubles et immeubles seront liquidés sur la part nette recueillie par chaque ayant droit.

« ARTICLE 3 : Pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès seront déduites les dettes à la charge du défunt dont l'existence au jour de l'ouverture de la succession sera dûment justifiée par des titres susceptibles de faire preuve en justice contre le défunt. »

Le texte autorise indistinctement la déduction des dettes de toute nature, civiles ou commerciales, hypothécaires ou chirographaires, nées d'un contrat, d'un quasi-contrat, d'un délit, d'un quasi-délit ou de la loi. Toutefois quelques précautions sont prises contre la fraude. Une dette pour être admise à déduction doit répondre à quatre conditions : elle doit : A) exister à la charge personnelle du défunt au jour de l'ouverture de la succession ; B) résulter à la même époque d'un titre susceptible de faire preuve en justice contre le défunt ; C) être justifiée dans les formes prévues par la loi ; D) ne pas rentrer dans les exceptions prévues par la loi.

*A) Dette existant à la charge personnelle du défunt au jour de l'ouverture de la succession.*

On doit entendre par dette, au sens de la loi, toute

(1) BESSIN, *Réforme fiscale des successions*, n° 1.

somme dont le défunt était personnellement débiteur au jour de son décès et au paiement de laquelle il pouvait être contraint par une décision de justice (1).

Il résulte de cette définition qu'on doit écarter tout d'abord les dettes qui bien qu'existantes ne pouvaient donner lieu à aucune action en paiement telles que les obligations naturelles, les dettes de jeu et de pari, les obligations sans cause ou pour cause illicite (C. civ. art. 1131), les obligations de faire (2), etc...

Il faut encore exclure les dettes dont l'existence est incertaine ou qui sont affectées d'une condition non encore réalisée au moment du décès (3). Mais si la condition se réalise entre le jour du décès et celui de la déclaration de succession ou si un jugement de condamnation intervient à la même époque, la dette pourra être déduite par suite de l'effet rétroactif de la condition ou de l'appel déclaratif du jugement. De même sera déduite la dette contractée sous condition résolutoire, à moins que la condition ne s'accomplisse avant la déclaration de succession, auquel cas la dette serait réputée n'avoir jamais existé. Si la condition ne s'accomplit qu'après, l'Administration peut exiger le paiement des droits de mutation sur la valeur dont l'actif net s'est accru par suite de la disparition de la dette.

Quant aux dettes dont l'existence est certaine, mais dont le quantum est indéterminé au décès, elles ne peuvent être déduites que s'il intervient, avant la déclaration de succession, une liquidation ou tout autre acte en fixant le montant réel.

(1) DUBLINEAU, *Traité théorique et pratique de l'Enregistrement*.

(2) Cass. Req., 24 juillet 1905. Inst. 3185, § 9.

(3) Cass. civ., 7 juillet 1913. Inst. 3390, § 4.

Enfin, le bénéfice de la déduction ne peut être étendu aux charges qui n'ont pris naissance qu'à l'occasion du décès comme les frais funéraires, les frais d'inventaire, de scellés et de partage. On ne déduit pas davantage la pension alimentaire servie à la veuve, car la dette de cette pension n'existait pas à la charge personnelle du défunt au jour de l'ouverture de la succession n'ayant pris naissance qu'après (1).

*B) Dette résultant d'un titre susceptible de faire preuve en justice contre le défunt.*

Pour qu'une dette soit déductible, il faut, en second lieu, qu'elle résulte de titres susceptibles de faire preuve en justice contre le défunt. Le mot « titres » doit être entendu dans un sens compréhensif : il embrasse tout écrit authentique ou sous seing privé de nature à établir par lui-même, sans qu'il soit besoin de recourir aux autres moyens de preuve, l'existence de la dette.

La nécessité d'un titre étant absolue, les dettes verbales ainsi que celles à l'appui desquelles il n'est produit qu'un commencement de preuve par écrit se trouvent exclues du bénéfice de la déduction (2).

(1) Les charges déductibles sous la législation antérieure à 1901 telles que les legs n'existant pas en nature, les sommes données entre vifs, soit en avancement d'hoirie, soit à titre de préciput et non payées au décès du donateur, les valeurs détenues à titre précaire, etc. continuent à être déductibles, les dispositions nouvelles ne modifiant nullement les règles anciennes sur ce point. — L'article 17 de la loi du 16 avril 1930 autorise, sur justifications des héritiers, la déduction des frais de dernière maladie du *de cujus* dans la limite d'un maximum de 2.000 francs.

(2) Déclaration du rapporteur à la séance du Sénat du 22 janvier 1901. *J. O.* du 23. Débats parl., p. 76.

En outre non seulement il faut que la dette dont la déduction est demandée soit établie par un titre, mais encore que celui-ci soit antérieur au décès. Un inventaire ou un partage postérieur serait sans effet. Exception doit être faite cependant en faveur des dettes résultant d'un jugement postérieur au décès à cause de son effet déclaratif et de celles reconnues dans un procès-verbal de clôture des opérations d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire ou du règlement d'une distribution par contribution (art. 5, §.3 de la loi).

La loi du 25 février 1901 n'a ni énuméré les actes susceptibles de faire titre ni réglé la force probante de ceux qui pourraient être produits. Il est d'usage, pour la clarté de l'énumération, de faire une distinction entre les titres du passif civil et les titres du passif commercial.

1° TITRES DU PASSIF CIVIL. — C'est aux actes authentiques (1) qu'est reconnue la plus grande force probante. Il résulte en effet des termes de l'article 5 combinés avec ceux de l'article 7 que l'Administration ne peut pas refuser la déduction d'une dette non échue constatée par acte authentique et garantie par une inscription hypothécaire non périmée. Elle peut seule-

(1) Constituent des actes authentiques les actes notariés ou déposés dans une étude de notaire, les actes administratifs régulièrement approuvés par l'autorité administrative quand une approbation est nécessaire, les rôles des contributions publiques et des textes assimilés, les actes extra-judiciaires renfermant un aveu opposable au débiteur, les jugements et arrêts, les actes judiciaires tels que les procès-verbaux de conciliation, d'arbitrage, les bordereaux de collocation délivrés dans un ordre ou une contribution judiciaire, les procès-verbaux de vérification et d'affirmation de créances dressés en matière de faillite ou de liquidation judiciaire, le règlement d'une distribution par contribution, l'ordre judiciaire.

ment, pendant un délai de cinq ans à compter du jour de la déclaration, user de la faculté qui lui est reconnue d'en prouver la simulation. Jusque-là la force probante de l'acte authentique s'impose.

Au contraire la dette résultant d'un acte sous seing privé peut être discutée par le receveur auquel appartient le droit de refuser la déduction si le titre ne lui paraît pas suffisant. En cette matière l'agent de l'Administration aura souvent à apprécier la validité de l'acte qui lui sera soumis. Il ne saurait être contraint d'accorder la déduction d'une dette établie par un titre qui ne donnerait pas au créancier le droit d'en exiger le paiement.

Les livres de commerce, même quand ils sont régulièrement tenus, ne font pas foi contre les non-commerçants (art. 1329 C. civ.). Par contre les registres et papiers domestiques tenus par un non-commerçant font foi contre lui, même s'ils ne sont pas signés, dans les deux cas suivants, lorsqu'ils énoncent formellement un paiement reçu, lorsqu'ils contiennent la déclaration ou la reconnaissance d'une dette avec mention expresse que l'énonciation a été faite pour suppléer au défaut de titre en faveur du créancier (art. 1331 C. civ.).

2<sup>o</sup> TITRES DU PASSIF COMMERCIAL — En matière commerciale les titres sont plus nombreux. Ici constituent des titres non seulement les actes authentiques, les jugements et les actes sous seings privés (1) qui, en droit civil, sont susceptibles de faire preuve en justice,

(1) Les formalités des actes sous seings privés commerciaux sont moins rigoureuses qu'en matière civile; en particulier elles ne comprennent pas la nécessité du double original pour les actes synallagmatiques.

mais encore tous les documents auxquels le droit commercial reconnaît une force probante, tels que les bordereaux ou arrêtés d'agents de change ou de courtiers signés par les parties (1), les factures acceptées, les billets à ordre s'ils remplissent les conditions exigées par l'art. 188 C. comm., les lettres de change quand elles contiennent les énonciations prescrites par l'art. 110 (C. comm.) (2), la correspondance commerciale et enfin les livres de commerce.

Les livres dont la tenue est obligatoire pour les commerçants sont : le *livre journal*, où sont relatées au jour le jour toutes les opérations du commerçant, ses négociations, acceptations ou endossements d'effets et qui énonce, mois par mois, les sommes employées à la dépense de sa maison (art. 8 C. comm.), le *livre de copie* de lettres où sont transcrites les lettres adressées, le *livre des inventaires* sur lequel chaque année est transcrite la situation financière et commerciale du commerçant au point de vue actif et passif, mobilier et immobilier (art. 9 C. comm.).

Ces livres, tenus par ordre de dates, sans blanc,

(1) Si le bordereau de l'agent de change n'est pas signé, il peut néanmoins être invoqué comme constituant un titre de la dette s'il est accompagné de l'ordre de bourse signé par le défunt (Cass., 21 juillet 1909. *R. E.*, 4867).

(2) Les chèques ne sont pas de nature par eux-mêmes à faire preuve de l'existence d'une dette à la charge des personnes qui les ont émis du moment qu'ils supposent le dépôt d'une provision préalable (l. 14 juin 1862, art. 2). Toutefois, les chèques peuvent constituer un titre suffisant pour justifier la dette du défunt envers un banquier s'il est établi que la provision consistait dans une ouverture de crédit et s'il résulte du registre des comptes courants de la banque qu'au moment du paiement le compte du défunt se soldait en débet et que la banque avait dû avancer le montant des chèques.

lacune, ni transport en marge, doivent être cotés, paraphés et visés (art. 10 et 11 C. Com.) (1).

Les héritiers et légataires d'un commerçant peuvent se prévaloir des énonciations contenues dans les livres tenus régulièrement par le *de cujus* pour demander la déduction d'une dette dont ces livres établissent l'existence au jour du décès. Les mentions des dettes qui y sont inscrites forment preuve à leur profit, mais elles sont indivisibles. De même les livres tenus par le créancier du défunt peuvent être admis comme justification de la dette dont la déduction est demandée, à condition qu'ils soient régulièrement tenus et que la dette soit relative à un fait de commerce.

Quant aux livres auxiliaires souvent usités dans le commerce, mais qui ne sont pas indispensables, n'étant pas soumis aux mêmes formalités que les livres obligatoires, ils ne peuvent valoir qu'à titre de présomption de fait. Ils sont insuffisants pour justifier une déduction du passif même si les héritiers produisent une attestation du créancier.

C) *Dette justifiée dans les formes prévues par la loi.*

L'article 4 de la loi du 25 février 1901 prévoit que « les dettes, dont la déduction sera demandée, seront détaillées article par article dans un inventaire sur papier non timbré qui sera déposé au bureau lors de la déclaration de succession et certifié [par le déposant] ».

Le dépôt de cet état détaillé est obligatoire si la dette

(1) Les livres de commerce irrégulièrement tenus ne peuvent faire foi en faveur de ceux qui les ont tenus (Cass. Req., 5 janvier 1910. D. P. 1910.1.168).

est établie par titre authentique. Il suffira que les héritiers indiquent la date de l'acte, le nom et la résidence de l'officier public qui l'a reçu, ou la date du jugement et la juridiction dont il émane, ou la date du jugement déclaratif de la faillite ou de la liquidation judiciaire, ainsi que la date du procès-verbal des opérations de vérification et d'affirmation de créances ou du règlement définitif de la distribution par contribution (art. 4 al. 2).

Si la dette ne résulte pas d'un titre authentique, les héritiers doivent, d'après l'art. 4 al. 3 de la loi, représenter le titre lui-même ou à défaut une copie collationnée (1).

Cette obligation est absolue et le créancier ne peut sous peine de dommages-intérêts se refuser à communiquer le titre sous récépissé ou à en laisser prendre sans déplacement une copie collationnée (art. 4 al. 4).

Cette copie doit porter la mention de sa destination. Elle est dispensée du timbre et de l'enregistrement tant qu'il n'en est pas fait usage soit par acte public, soit en justice ou devant toute autre autorité constituée. Elle ne rend pas elle-même obligatoire l'enregistrement du titre.

En outre l'Administration peut toujours exiger la production d'une attestation du créancier pour confirmer les justifications fournies. Cette attestation est obligatoire dans deux cas, d'une part, quand la dette est échue plus de trois mois avant le décès, d'autre part, quand la dette hypothécaire est garantie par une

(1) Les receveurs de l'Enregistrement doivent certifier, par une mention spéciale sur l'état du passif, que les titres ou leurs copies collationnées leur ont été représentés. Inst. 3185, § 10.

inscription périmée depuis plus de trois mois (art. 7) Facultative ou obligatoire, l'attestation doit être délivrée par le créancier ou, si le créancier est incapable, par son représentant légal.

Enfin, s'il s'agit de dettes commerciales, l'Administration a la faculté d'exiger, sous peine de rejet, la production des livres de commerce du défunt (1) et d'y puiser les renseignements utiles pour contrôler non seulement la déclaration du passif mais encore celle de l'actif ; ces livres doivent être déposés au bureau au moment de la déclaration et les receveurs peuvent les conserver sous leur responsabilité pendant un délai maximum de cinq jours (Instr. 3058). L'art. 3 al. 3 de la loi de 1901 ajoute en outre qu'ils seront, s'il y a lieu, communiqués une fois (2) sans déplacement aux agents du service du contrôle pendant les deux années qui suivront la déclaration sous peine d'une amende égale aux droits qui n'auraient pas été perçus par suite de la déduction du passif.

Si, en dépit de toutes ces productions, le receveur estime les justifications insuffisantes, il peut rejeter le passif qui ne lui semble pas établi sauf si la dette n'est pas échue et résulte d'un acte authentique (art. 5). Un délai de deux ans à compter du jour de la déclaration est accordé aux parties pour compléter les justifications trouvées insuffisantes et obtenir la restitution des droits perçus en trop.

(1) La production des livres du créancier du défunt peut avoir lieu en original ou par extraits certifiés conformes.

(2) Les agents du contrôle doivent constater en marge de la déclaration, par une mention datée et signée, la communication qui leur a été faite.

D) *Dette ne rentrant pas dans les exceptions prévues par la loi.*

L'art. 7 de la loi du 25 février 1901 interdit la déduction de certaines dettes présumées remboursées et qu'il énumère limitativement ; ce sont :

« 1° Les dettes échues depuis plus de trois mois avant l'ouverture de la succession, à moins qu'il ne soit produit une attestation du créancier en certifiant l'existence à cette époque. »

« 2° Les dettes consenties par le défunt au profit de ses héritiers ou de personnes interposées ; sont réputées personnes interposées celles désignées dans l'article 911 dernier alinéa et 1100 du Code civil. »

La prohibition établie par la loi concerne toutes les dettes consenties par le *de cujus* au profit de ses héritiers ou de personnes interposées sans aucune distinction entre les dettes civiles et commerciales (1).

Le mot héritier est pris ici dans un sens très large ; il s'applique à toutes les personnes appelées à recueillir un émolument quelconque dans la succession, c'est-à-dire non seulement aux héritiers proprement dits, mais encore aux donataires à cause de mort et aux légataires, soit universels soit à titre universel, soit même à titre particulier. La jurisprudence est depuis longtemps fixée dans ce sens (2).

L'article 7 § 2 de la loi met sur le même pied les héritiers et les personnes interposées. Aux termes des

(1) Cass. civ., 29 novembre 1911. Inst. 3335, § 7.

(2) Cass. req., 25 novembre 1907. D. P. 1908.1.372. Inst. 3255, § 9 — Cass. civ., 29 novembre 1911 et 27 mai 1913. R. E., 5449 et 5763 — Cass. req., 16 janvier 1929. Inst. 4056, § 24.

articles 911 et 1100 du Code civil sont considérées comme personnes interposées le père et la mère de l'héritier, ses enfants et descendants, son conjoint et les personnes dont il est lui-même l'héritier présomptif. Cette énumération est limitative et l'on ne saurait y comprendre en particulier les parents dont le conjoint de l'héritier est l'héritier présomptif (1).

Cependant comme il peut y avoir des dettes sérieuses et légitimes consenties dans l'intérieur des familles, il est fait exception pour les dettes résultant d'un acte authentique ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine avant l'ouverture de la succession autrement que par le décès d'une des parties contractantes. Cette condition étant remplie, les héritiers donataires et légataires et les personnes interposées auront le droit de prouver la sincérité de ces dettes et leur existence au jour de l'ouverture de la succession.

« 3° Les dettes reconnues par testament au profit des héritiers ou légataires ».

« 4° Les dettes hypothécaires garanties par une inscription périmée depuis plus de trois mois à moins qu'il ne s'agisse d'une dette non échue et que l'existence n'en soit attestée par le créancier dans les formes prévues à l'article 6 de la loi. »

Si l'inscription n'a pas été périmée mais si le chiffre en a été réduit, l'excédent seul sera déduit. La réduction du chiffre de l'inscription constituant une présomption de remboursement partiel, la dette n'est plus

(1) Cass. civ., 8 juillet 1912. Inst. 3370, § 9.

déductible que jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle subsiste l'inscription.

« 5° Les dettes résultant de titres passés ou de jugements rendus à l'étranger à moins qu'ils n'aient été rendus exécutoires en France ; celles qui sont hypothéquées exclusivement sur des immeubles situés à l'étranger ; celles enfin qui grèvent les successions d'étrangers, à moins qu'elles n'aient été contractées en France envers des Français ou envers des sociétés et des compagnies étrangères ayant une succursale en France. ».

« 6° Les dettes en capital et intérêts pour lesquelles le délai de prescription est accompli, à moins qu'il ne soit justifié que la prescription a été interrompue. »

Ces diverses conditions étant réalisées, les dettes de quelque nature qu'elles soient peuvent être déduites. Cette déduction est une réforme bien comprise en tant qu'elle a introduit plus de justice et plus d'équité dans notre droit fiscal, tout en sauvegardant les intérêts du Trésor. Il faut seulement regretter qu'elle ait été aussi tardive (1).

(1) La taxe successorale n'existe plus. Elle a été — comme nous le verrons — supprimée par un décret du 11 juillet 1934 l'incorporant aux droits de mutation par décès. Cependant il n'est pas sans intérêt de se demander le sort qui lui était réservé lorsqu'elle était perçue.

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 31 décembre 1917 l'instituant, il avait été entendu que, par dérogation au principe général inscrit dans l'article 3 de la loi du 25 février 1901, il y aurait lieu dorénavant pour la détermination de la part nette recueillie par chaque ayant droit, de déduire de l'actif le montant de la taxe successorale perçue bien que cette taxe ne constituât pas une dette du défunt (décision du ministre des Finances du 10 janvier 1918,

C'est également une pensée d'équité qui a inspiré les changements apportés par la loi de 1901 au mode de liquidation des droits de mutation afférents aux pleines propriétés, nues-propriétés et usufruits.

## § II. — Calcul de la pleine propriété, de la nue-propriété et de l'usufruit.

Après s'être élevé contre le principe de la non distraction des charges consacré par la loi du 22 Frimaire an VII, le sénateur Monestier, dans son rapport du 31 décembre 1900, disait :

« Un second vice des taxes en vigueur consiste dans le mode d'évaluation de la nue-propriété et de l'usufruit : pour les successions où la propriété est démembrée en ces deux éléments, le total de l'impôt suc-

lettre du ministre au Président de la Commission du budget. Inst. 3526, p. 3 ; Cass. civ., 6 mars 1929. D. H. 1929. 299).

L'exposé des motifs de la loi du 25 juin 1920, modifiant la loi de 1917, expliquait les raisons de cette déduction : « la taxe successorale a le caractère d'un prélèvement effectué par l'Etat sur la masse héréditaire pour compenser les charges fiscales que l'absence ou le petit nombre d'enfants a permis au défunt d'éviter. La succession dévolue aux ayants droit ne se compose donc, en réalité, que du surplus de la masse et ce surplus doit être réparti entre les ayants droit conformément au droit civil de sorte que les légataires particuliers doivent toucher intégralement leur legs s'ils n'entament pas la réserve ».

La déduction avait lieu sur l'ensemble de l'actif héréditaire, sauf répartition entre les héritiers ou successeurs universels proportionnellement à la part que chacun d'eux recueillait dans la succession. Toutefois, dans le cas où la taxe successorale avait été mise à la charge des légataires particuliers en vertu d'une clause du testament du défunt, il y avait lieu d'en tenir compte pour déterminer le montant net des legs particuliers passibles de l'impôt. Inst. 3896, § 22.

cessoral est supérieur de moitié à celui de la même propriété restée indivise. »

« Soutenir un système aussi contraire à l'équité équivaudrait à dire que les deux parties d'un objet ont plus de poids que l'objet lui-même. »

Ce système a été aboli par la loi du 25 février 1901 et remplacé par un mode nouveau, résumé en ces termes par Mesureur dans son rapport à la Chambre des députés le 9 juillet 1900 : « Désormais, à l'époque de la mutation, la valeur des deux éléments qui composent une propriété démembrée, c'est-à-dire d'une part la nue-propriété et de l'autre l'usufruit, sera déterminée distinctement suivant un barème fondé sur l'âge de l'usufruitier, et l'impôt sera liquidé sur la valeur actuelle et respective de chacun de ces éléments. »

Ce rapport ne faisait pas allusion aux modifications qui devaient être également apportées au mode de calcul de la pleine propriété. Ces modifications étaient cependant importantes et méritent d'être citées.

#### A. — *Pleine propriété.*

1<sup>o</sup> MEUBLES. — Nous rappelons qu'aux termes des articles 14 et 27 de la loi de Frimaire, la valeur imposable des biens meubles était déterminée par la déclaration estimative des parties sans distraction des charges dans le cas où un inventaire n'avait pas été dressé par un officier public.

Cette règle avait été complétée par la loi du 21 juin 1875 dont l'article 3 concernait les biens ayant fait l'objet d'une vente publique dans les deux années suivant le décès.

L'article 11 de la loi du 25 février 1901 modifia ainsi qu'il suit l'article 3 de la loi du 21 juin 1875 :

« La valeur de la propriété des biens meubles est déterminée pour la liquidation et le paiement du droit de mutation par décès :

*a)* Par l'estimation contenue dans les inventaires ou autres actes passés dans les deux années du décès ;

*b)* Par le prix estimé dans les actes de vente lorsque cette vente a lieu publiquement, et dans les deux années qui suivent le décès ;

*c)* A défaut d'inventaire, d'actes ou de vente, en prenant pour base 33 % de l'évaluation faite dans les polices d'assurances en cours au jour du décès et souscrites par le défunt ou ses auteurs moins de cinq ans avant l'ouverture de la succession ;

*d)* Enfin, à défaut de toutes les bases d'évaluation établies aux trois paragraphes précédents, par la déclaration faite conformément au paragraphe 3 de l'article 14 de la loi du 22 Frimaire an VII. »

Cet article a été à son tour modifié par l'article 20 de la loi du 30 juin 1923, fixant actuellement les bases légales d'évaluation des biens meubles, et conçu comme suit :

« La valeur de la propriété des biens meubles est déterminée pour la liquidation et le paiement du droit de mutation par décès : *a)* par le prix exprimé par les actes de vente, lorsque cette vente a lieu publiquement et dans les deux années du décès ; *b)* à défaut d'actes de vente, en prenant pour base 60 % de l'évaluation faite dans les contrats ou conventions d'assu-

rances (1) en cours au jour du décès et conclus par le défunt, son conjoint ou ses auteurs moins de dix ans avant l'ouverture de la succession sauf preuve contraire. Cette disposition ne s'applique pas aux polices d'assurances concernant les récoltes, les bestiaux et les marchandises (2) ; c) à défaut d'actes de vente ou d'assurance, par l'estimation contenue dans les inventaires, s'il en est dressé dans les formes prescrites par l'article 943 du Code de procédure civile, et dans les cinq années du décès pour les meubles meublants et par l'estimation contenue dans les inventaires et autres actes, s'il en est passé, dans le même délai pour les autres biens meubles ; d) à défaut de toutes les bases d'évaluation établies aux trois paragraphes précédents, par la déclaration faite conformément au paragraphe 8 de l'article 14 de la loi du 22 Frimaire an VII ; toutefois pour les meubles meublants la valeur imposable ne pourra être inférieure à 5 % de l'ensemble des autres valeurs mobilières et immobilières de la succession, sauf preuve contraire (3). »

(1) La loi substitue les expressions « contrats ou conventions » d'assurances aux mots « polices » qui figuraient dans le contexte de l'article 11 de la loi du 25 février 1901. Le législateur a voulu marquer que l'assurance doit être prise pour base même lorsqu'elle n'a pas fait l'objet de conventions écrites comme le fait se produit parfois dans certaines sociétés mutuelles. Inst. 3784, p. 11.

(2) L'article 11 de la loi du 25 février 1901, qui avait inauguré la base d'évaluation déduite des polices d'assurances, n'avait édicté aucune mesure pour en assurer l'application. Cette lacune a été comblée par l'article 6 de la loi du 31 mars 1903, dont les dispositions restent en vigueur sous l'empire de la loi du 30 juin 1923.

(3) Il résulte nettement du texte que ces diverses méthodes sont applicables selon leur ordre de préférence ; notamment l'estimation faite dans un inventaire ne peut être retenue que s'il n'existe pas de contrat d'assurance. Cependant le législateur avait spécifié que

L'article ajoute que ces dispositions ne sont applicables ni aux créances, ni aux rentes, actions, obligations, effets publics et autres biens meubles dont la valeur et le mode d'évaluation sont déterminés par les lois spéciales (1).

2<sup>o</sup> IMMEUBLES. — Sous le régime de la loi de Frimaire, la valeur imposable des immeubles faisant l'objet d'une transmission à titre gratuit par décès était déterminée par une évaluation, faite en capital d'après le revenu annuel multiplié par 20 sans distraction des charges pour les immeubles urbains, et par 25 pour les immeubles ruraux (Loi du 22 Frimaire an VII art. 15, 21 juin 1875 art. 2).

L'article 12 de la loi du 25 février 1901 substitua au revenu capitalisé une évaluation en valeur vénale à l'égard des immeubles « dont la destination actuelle n'est pas de procurer un revenu ».

Au nombre des immeubles improductifs par destination à évaluer en valeur vénale, on comprenait les châteaux et propriétés d'agrément, l'hôtel particulier occupé par son propriétaire lorsqu'il offre le caractère non d'un immeuble de rapport, mais d'une habitation purement familiale, et les terrains à bâtir.

L'évaluation contenue dans les contrats d'assurance ne serait retenue que sauf preuve contraire sans préciser les modes de preuve qui pourraient être admis. La Cour de cassation a estimé que la preuve pourrait être faite par tous les moyens puisqu'il n'y avait pas de restriction légale et même par l'inventaire (Req., 29 février 1932. D. P. 1932. 1. 53 et la note signée E. P.). Le gouvernement a déclaré que cette solution était contraire à l'ordre de préférence établi par la loi de 1923 ; l'évaluation de la police d'assurance doit prévaloir sur celle de l'inventaire, à moins toutefois que cette dernière soit plus élevée, car, étant faite sous le contrôle des intéressés, elle peut légitimement être invoquée contre eux.

(1) Lois du 18 mai 1850, 13 mai 1863, 23 août 1871, *op. cit.*

Ce système a été remanié par les lois des 26 décembre 1908, art. 7 et 15 juillet 1914, art. 26. Mais la plus sérieuse réforme du mode d'évaluation des biens immeubles est due à la loi relativement récente du 27 mai 1918 (1).

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 mai 1918 a institué, pour ces mutations par décès à titre gratuit, de nouvelles règles d'évaluation. Depuis cette date « les immeubles, quelle que soit leur nature, sont estimés d'après leur valeur vénale réelle à la date de la transmission, d'après la déclaration estimative des parties ».

Il n'existe qu'une seule dérogation au principe de l'évaluation des immeubles héréditaires par voie de déclaration estimative, c'est lorsque leur valeur vénale est fixée par une adjudication faite avec toutes les garanties de publicité et de concurrence. Cette dérogation est prévue par l'art. 2 de la loi du 27 mai 1918 ainsi conçu :

« Si dans l'année qui aura précédé ou suivi soit l'acte de donation ou d'échange, soit le point de départ des délais de déclaration prévus par l'article 24 de la loi du 22 Frimaire an VII, les immeubles transmis ont fait l'objet d'une adjudication publique dans les conditions définies à l'article 26 de la loi du 15 juillet 1914, les droits seront calculés sur le prix de l'adjudication (charges comprises) à moins qu'il ne soit justifié d'une modification de la valeur de l'immeuble survenue entre l'adjudication et le fait qui aura donné lieu à la perception de droits ».

(1) La critique de la législation antérieure à la loi du 27 mai 1918 a été faite par BALITRAND, rapporteur de la loi à la Chambre (séance du 22 mars 1918).

L'article 21 de la loi du 30 juin 1923 a modifié cet article par la disposition suivante :

« Si dans les deux années qui auront précédé ou suivi, soit l'acte de donation ou d'échange, soit le point de départ des délais pour souscrire la déclaration de succession, les immeubles transmis ont fait l'objet d'une adjudication, soit par autorité de justice, soit volontaire avec admission des étrangers, les droits exigibles ne pourront être calculés sur une somme inférieure au prix de l'adjudication en y ajoutant toutes les charges en capital, à moins qu'il ne soit justifié que la consistance des immeubles a subi dans l'intervalle des transformations susceptibles d'en modifier la valeur ».

Les modifications apportées par ce nouveau régime sont les suivantes : en premier lieu, la période pendant laquelle les adjudications doivent intervenir pour fixer la valeur imposable est portée à quatre ans, soit deux ans avant et deux ans après le fait générateur de l'impôt. D'autre part, il y a lieu désormais de tenir compte, non seulement des adjudications publiques soit devant notaire commis, soit à la barre du tribunal, les étrangers admis, avec la publicité prescrite par le Code de pr. civ., mais encore des adjudications volontaires avec admission des étrangers. Enfin, sous le régime de la loi de 1918, le prix de l'adjudication devait être écarté lorsqu'il était justifié d'une modification de la valeur de l'immeuble survenue entre l'adjudication et le fait générateur de l'impôt. La nouvelle loi dispose que la détermination de la valeur imposable d'après le prix de l'adjudication est subordonnée à la condition que la consistance des immeubles n'ait

pas subi dans l'intervalle de transformations susceptibles d'en modifier la valeur.

B. — *Nue-propriété et usufruit.*

Nous avons signalé plus haut les incohérences résultant du système adopté par le législateur de l'an VII pour le calcul de la nue-propriété et de l'usufruit.

La loi du 25 février 1901 lui a substitué un mode d'évaluation plus rationnel et plus équitable.

Aujourd'hui, la valeur de l'usufruit et celle de la nue-propriété ont été déterminées respectivement d'après l'âge de l'usufruitier conformément au barème suivant (article 13 de la loi) (1).

| Age de l'usufruitier    | Valeur de l'usufruit         | Valeur de la nue-propriété   |
|-------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Moins de 20 ans révolus | 7/10 de la propriété entière | 3/10 de la propriété entière |
| — 30 —                  | 6/10 — —                     | 4/10 —                       |
| — 40 —                  | 5/10 — —                     | 5/10 — —                     |
| — 50 —                  | 4/10 — —                     | 6/10 — —                     |
| — 60 —                  | 3/10 — —                     | 7/10 — —                     |
| — 70 —                  | 2/10 — —                     | 8/10 — —                     |
| Au-dessus de 70 ans ... | 1/10 — —                     | 9/10 — —                     |

(1) Pour obtenir la valeur imposable de la nue-propriété et de l'usufruit des biens meubles et immeubles transmis par décès, il convient tout d'abord de fixer la valeur de la propriété entière d'après les règles que nous venons d'exposer pour les diverses catégories de biens. On détermine ensuite la valeur respective de l'usufruit et de la nue-propriété conformément au barème légal d'après l'âge de l'usufruitier ou la durée assignée à l'usufruit.

Ce barème ne s'applique qu'aux usufruits viagers. Pour les usufruits constitués pour une durée fixe, la valeur de l'usufruit est estimée aux deux dixièmes de la valeur de la propriété entière pour chaque période de dix ans de la durée de l'usufruit sans fraction et sans égard à l'âge de l'usufruitier (1).

Il n'est rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété lorsque cette réunion a lieu par le décès de l'usufruitier ou à l'expiration du temps fixé pour la durée de l'usufruit (2).

(1) Cette règle appliquée littéralement aboutirait à exonérer de tout droit la transmission de la nue-propriété dès que l'usufruit aurait été constitué pour une durée supérieure à quarante ans. Aussi l'Administration (Inst. 3736, § 10) a-t-elle reconnu que la valeur de 2/10 par période décennale attribuée à l'usufruit temporaire constitue une valeur maxima, laquelle ne doit servir de base à la liquidation de l'impôt que si elle est inférieure à celle de l'usufruit viager. Ce système a été consacré par un arrêt de la Cour de cassation (Ch. civ.) du 20 mars 1922 (Sirey 1922, *Bulletin des sommaires*, 1-55).

(2) En vue de déjouer la fraude fréquente en matière de nue-propriété et d'usufruit, l'article 45 de la loi du 13 juillet 1925 a établi au profit de l'Administration une présomption légale d'après laquelle est réputée, au point de vue fiscal, faire partie jusqu'à preuve contraire de la succession de l'usufruitier, toute valeur mobilière, tout bien meuble ou immeuble appartenant pour l'usufruit au défunt et pour la nue-propriété à l'un de ses présomptifs héritiers ou descendants d'eux, même exclu par testament, ou à ses donataires ou légataires institués même par testament postérieur, ou à des personnes interposées à moins qu'il n'y ait eu donation régulière. Toutefois si — article 18 de la loi du 19 décembre 1926 — la nue-propriété provient à l'héritier, au donataire, au légataire ou à la personne interposée d'une vente à lui consentie par le défunt, les droits de mutation à titre onéreux acquittés par le nu-propriétaire et dont il est justifié sont imputés sur l'impôt de transmissions par décès exigible à raison de l'incorporation des biens dans la succession. — V. Cass. civ., 22 juillet 1935. D. H. 1935.

### § III. — Tarif progressif.

Sous l'empire de la loi du 22 Frimaire an VII, modifiée, ainsi que nous l'avons déjà vu, par les lois des 28 avril 1816, 21 avril 1832 et 18 mai 1850, le tarif des droits de mutation par décès était strictement proportionnel et ne variait que d'après la parenté de l'héritier, du légataire ou du donataire avec le défunt. L'article 2 de la loi du 25 février 1901, tout en graduant le tarif de ces droits suivant la parenté, l'a en même temps rendu progressif d'après l'importance de la part nette recueillie par chaque ayant droit.

Cette progressivité de l'impôt sur les mutations par décès a autrefois fait l'objet de discussions passionnées. Celles-ci n'ont plus, depuis le vote de la loi de 1901, qu'un intérêt théorique. Cependant, avant d'énumérer l'ensemble des tarifs fixés par cette loi, il n'est pas inutile de se demander s'il n'eût pas mieux valu, au lieu d'adopter le système de la progression, s'en tenir à une stricte proportionnalité.

La question de progressivité ou de proportionnalité de l'impôt est un problème de politique sociale et, pour apprécier si l'impôt de mutation par décès doit être progressif ou proportionnel, il faut examiner en premier lieu la question au point de vue de l'impôt en général.

L'impôt est une dette exigée des particuliers au profit du corps social. Il constitue une charge que les citoyens doivent supporter tous ensemble et sans aucune exception, de façon que « chaque sujet contribue au soutien du gouvernement en proportion de ses

facultés, c'est-à-dire en proportion du revenu dont il jouit sous la protection de l'Etat » (1).

Prélèvement nécessaire, l'impôt doit réunir certaines qualités et en particulier être juste. En quoi consiste la justice de l'impôt ? Ce ne peut être dans la limitation de la somme à exiger, car l'impôt n'est limité que par les besoins de l'Etat et ses besoins sont immenses. La justice réside ici dans une égale répartition du fardeau de l'impôt : il ne faut pas qu'un contribuable paie plus qu'un autre, mais il faut que chacun paie en proportion de ses moyens.

C'est alors que se présente la question de la proportionnalité ou de la progressivité de l'impôt.

Définissons d'abord le sens de ces expressions. La proportion, c'est la règle de trois ; si celui qui a 100 paie 1, celui qui a 200 paiera 2, celui qui a 300 paiera 3, etc. L'impôt proportionnel est donc celui qui prélève toujours une *même quote-part*, quelle que soit l'importance de la valeur imposable. — Dans l'impôt progressif, si celui qui a 100 paie 1, celui qui a 200 paiera non pas 2, mais 2,5 par exemple, celui qui a 300 paiera non pas 3, mais 4, etc. L'impôt progressif est donc celui qui exige *une quote-part plus grande* à mesure que la valeur imposable est plus considérable. Le diviseur est variable et croît à mesure que s'élève la fortune individuelle qui est le dividende (2).

Les partisans de ce dernier système disent que payer 20 francs est plus pénible pour celui qui n'en possède que 1.000 qu'en payer 200 pour celui qui jouit d'une fortune de 10.000 francs. D'après eux la propor-

(1) ADAM SMITH, *Richesse des Nations*, liv. V, chap. II, p. 496.

(2) BOUCARD et JÈZE, *Éléments de science des finances*, p. 233.

tion  $20/1.000 = 200/10.000$ , exacte au point de vue mathématique, ne l'est plus en matière d'impôts. L'Etat doit s'inquiéter de la différence de situation de fortune des deux contribuables, et, pour égaliser la charge de l'impôt, demander une proportion de droits plus élevée au second qu'au premier ; en un mot il faut qu'il observe l'égalité des sacrifices.

Parmi les auteurs les plus qualifiés qui, dans le passé, ont adopté cette théorie, on peut citer J.-J. Rousseau, Condorcet, Jean-Baptiste Say, Stuart Mill, Joseph Garnier, Villiaumé, Courcelle-Seneuil, etc.

Jean-Baptiste Say soutenait nettement la théorie de la progression ; il voulait l'impôt progressif non pas sur le revenu mais sur « l'accroissement du revenu » (1).

Joseph Garnier exposait un système d'impôt qu'il appelait progressionnel, dans lequel il s'était efforcé de corriger les vices de l'impôt progressif proprement dit (2).

Adversaire de l'impôt progressif en général, Stuart Mill se déclarait partisan de cet impôt lorsqu'il s'agissait des successions. « On ne saurait, disait-il, sans injustice prendre ombrage des différences de fortune qui naîtraient de la différence des gains personnels. Quant aux successions et aux legs en général, je les considère comme une matière éminemment imposable et je crois qu'on devrait porter le chiffre de l'impôt aussi haut qu'il serait possible sans faciliter les moyens d'éluder la loi par donation entre vifs ou en dissimulant les propriétés à tel point qu'il fût impossible d'empêcher la fraude. Bien que dans mon opinion le

(1) J.-B. SAY, *Cours d'économie politique*.

(2) GARNIER, *Traité des finances*, p. 67 et suiv.

principe progressif qui consiste à lever un tant pour cent plus élevé sur les sommes plus fortes pût soulever des objections comme principe général de la répartition de l'impôt, il serait juste et utile de l'appliquer dans la fixation des droits sur les legs et les successions (1). »

A l'heure actuelle, le système de la progression recrute, de jour en jour, des partisans plus nombreux. Cette évolution est concomitante des progrès de la démocratie, c'est-à-dire du changement qui s'opère dans l'équilibre des forces politiques, de la prépondérance croissante des classes non possédantes.

Et cependant ce système « idéal, suivant M. le professeur Jèze, des classes non possédantes des démocraties modernes » (2), présente de tels inconvénients, et surtout engendre de tels abus que nous ne pouvons, quant à nous, admettre ce mode de contribution.

Ces inconvénients et ces abus ont été très nettement caractérisés par le célèbre économiste Leroy-Baulieu. Nous ne pouvons mieux faire que de citer ses paroles : « l'impôt progressif, estimait-il, constitue une véritable spoliation ; il viole de plus la règle établie par toute la civilisation que l'impôt doit être librement consenti par le contribuable ; car il est bien clair que dans ce cas c'est la masse des contribuables qui rejette le poids de l'impôt sur quelques-uns et que ceux-ci ne consentent pas même tacitement à la surcharge dont on veut les grever. Quand le taux de l'impôt est égal pour tous, on peut considérer que le vote de l'impôt par

(1) Stuart MILL, *Principes d'économies politique*, liv. 5, chap. II. Stuart MILL proposait même dans ce passage l'établissement d'un maximum à la faculté de recevoir par donation, legs ou succession.

(2) JÈZE, *Cours de législation financière*, professé à la Faculté de droit de l'Université de Paris, année 1930-1931, p. 466.

les Chambres comporte un acquiescement tacite de tous les contribuables, autrement non (1). » Ces paroles constituaient un suprême avertissement. Il ne fut malheureusement pas suivi. Les craintes que Leroy-Beaulieu émettait n'étaient cependant pas chimériques, car en cette matière les législateurs ont véritablement surenchéri les uns sur les autres. Voilà pourquoi quelques années plus tard, le même auteur, relativement aux droits existants depuis 1901 et 1902 qu'il était question de relever à nouveau, écrivait dans *l'Economiste Français* : « Nous ne nous lasserons pas de dire que de tels droits ne sont plus ni des droits ni des impôts ; ce sont de véritables confiscations. L'Etat en les établissant abuse de la force et commet une spoliation : il n'y a pas de vote d'assemblée législative qui puisse rendre légitime des exactions de ce genre. De tels droits s'imposent par la force, mais ils ne lient aucunement la conscience du contribuable qui, très légitimement et moralement, peut s'y dérober avec une parfaite sécurité de conscience quand il en a les moyens. Il faut parler franchement. Ce ne sont pas là des droits, nous le répétons, ce sont des spoliations et l'Etat ne diffère ici de spoliations vulgaires qu'en ce qu'il a, à son service, les gendarmes et les tribunaux (2). »

Véritable spoliation des héritiers, les taxes progressives sur les successions constituent en second lieu un obstacle sérieux à l'épargne et à la production. Elles sont nuisibles en effet, car elles s'adressent au capital

(1) LEROY-BAULIEU, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, t. IV, p. 760.

(2) *Economiste français*, n° du 13 août 1904.

et non au revenu. « L'impôt progressif, a dit Hippolyte Passy dans un article sur *l'Impôt* paru dans le *Journal des Economistes*, a un vice radical : il sévit contre les qualités mêmes qu'il importe le plus de propager au sein des populations, et s'il lui était donné d'atteindre pleinement son but, ce serait au prix de la stagnation des richesses et de l'industrie. Deux choses en effet sont essentielles au développement des forces productives d'un pays, l'une, c'est que les efforts de chacun pour améliorer sa position trouvent la récompense qui leur est due, l'autre, c'est que le goût de l'épargne subsiste et s'étende ; or, l'impôt progressif, par cela même qu'il s'attache à réduire les avantages attachés à l'accroissement des fortunes, affaiblit nécessairement les mobiles dont la puissance opère le plus heureusement sur la marche des sociétés. En marquant à la richesse privée des degrés au delà desquels son augmentation cesse d'être suffisamment profitable, il ôte au travail une partie des rétributions dont il a besoin pour conserver toute son énergie, il atténue le désir d'amasser et met obstacle à la formation des capitaux qu'il condamne, à mesure qu'ils grossissent, à devenir de moins en moins productifs. Ce sont les sources mêmes de toute prospérité sociale qu'il atteint et réserve de manière à en diminuer l'importance (1). » Il est difficile d'être plus net. L'impôt progressif, en raison surtout de l'accroissement incessant des dépenses budgétaires, présente le grave inconvénient de décourager l'épargne et de paralyser l'activité personnelle.

Enfin le dernier reproche que l'on puisse adresser à l'imposition progressive, c'est qu'elle pousse le contri-

(1) Vol. XXXII de la 1<sup>re</sup> série.

buable à la fraude et provoque l'émigration de la matière imposable. L'objet frappé se soustrait au fisc de plusieurs façons :

— Ou bien le contribuable omet de le déclarer aux agents chargés du contrôle et de la perception ;

— Ou bien le contribuable quitte son pays pour s'établir dans une contrée où les exigences du Trésor public sont moindres ;

— Ou bien le contribuable envoie à l'étranger une partie de sa fortune (achat d'immeubles à l'étranger, placement de ses biens en valeurs mobilières d'Etats étrangers ou de sociétés étrangères, dépôt de ses titres dans une banque étrangère ou dans la succursale à l'étranger d'une banque française).

Tous ces procédés rendent l'impôt progressif moins productif que l'impôt proportionnel car, les grosses fortunes étant rares, on est obligé de leur imposer des tarifs très élevés pour compenser les pertes résultant du dégrèvement des fortunes minimales. Or cela les encourage à émigrer ou à se cacher. Elles le font d'autant plus facilement qu'en général elles comprennent beaucoup de valeurs mobilières au porteur.

Dissimulations, évasions, émigrations, tels sont donc les écueils auxquels se heurtent les taxes progressives sur les successions. Le contribuable en ces matières ne sait pas faire de sentiment. Entre son intérêt personnel et l'intérêt du fisc il choisit le premier, et véritablement on ne saurait l'en blâmer quand on voit l'Etat s'acharner après lui et vouloir dilapider ses biens sous le fallacieux prétexte de suivre une politique démocratique et sociale, en réalité ruineuse et des-

tructive. Comme l'indiquait Leroy-Baulieu dans *l'Economiste français* : « L'Etat n'a aucunement le droit de prendre 20 % d'une fortune quelconque. S'il le fait, c'est un vol et le volé a le droit, en conscience, de se garer comme il peut. L'Etat peut tout aussi bien voler qu'un particulier, il le fait législativement, mais le caractère de l'acte n'en est pas changé (1). »

On a, il est vrai, pris contre la fraude des mesures sévères. C'est ainsi que le législateur a interdit le transfert des titres nominatifs au profit des héritiers, le paiement des sommes dues par les compagnies d'assurances, la libération des sociétés, agents de change, banquiers, changeurs, agents d'affaires et d'administrations publiques avant qu'aient été payés les droits de mutation (2). De même les coffres-forts loués dans les banques ne peuvent être ouverts après le décès du locataire ou de son conjoint qu'en présence d'un notaire et après avis donné à l'administration de l'Enregistrement qui peut se faire représenter à l'ouverture. (Les dispositions relatives aux coffres-forts s'appliquent également aux plis cachetés et cassettes fermées remis en dépôt aux banquiers et autres personnes recevant habituellement des plis de cette nature.) De même encore, dans tous les cas où une succession, ouverte en France et régie par la loi française, comprend des biens mobiliers ou immobiliers déposés ou existant à l'Etranger, les héritiers, donataires ou légataires doivent se faire envoyer en possession par une ordonnance du président du tribunal civil du lieu

(1) Numéro du 25 novembre 1895, p. 666.

(2) Lois des 25 février 1901, art. 1<sup>er</sup>, 30 décembre 1903, 4 avril 1926, art. 33.

d'ouverture de la succession (art. 273 du Code de l'Enregistrement).

Nous ne voulons pas nous étendre sur ces dispositions plus ou moins vexatoires et dont l'examen sortirait quelque peu du cadre que nous nous sommes imposé (1). Qu'il nous suffise de dire que de telles mesures n'atteindront toujours qu'une minorité et resteront souvent inefficaces, l'habileté du contribuable n'ayant d'égale que l'avidité de l'Etat (2).

(1) Signalons cependant une loi toute récente du 30 juillet 1936 renforçant les pénalités en matière de dissimulation d'avoirs à l'étranger. Cette loi a modifié l'article 124 du Code général des impôts directs relatif à la déclaration annuelle des avoirs à l'étranger et renforcé, pour l'avenir, les pénalités respectivement prévues par l'article 133 du même Code, en cas de défaut de déclaration ou de déclarations sciemment inexactes d'avoirs à l'étranger, et par l'article 274 du Code de l'Enregistrement, à l'égard des héritiers, donataires ou légataires qui, sciemment, n'ont pas déclaré dans les délais réglementaires les biens mobiliers ou immobiliers déposés ou existant à l'étranger ou qui en ont pris possession sans avoir rempli les formalités exigées à cet égard ; elle a en outre prévu une amnistie pour les défauts ou omissions de déclaration détaillée d'avoirs à l'étranger, ainsi que pour les défauts, omissions ou insuffisances de déclaration en matière d'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de droits de mutation par décès et d'impôt général sur le revenu dus à raison d'avoirs à l'étranger.

Cette loi a été complétée par celle du 13 août 1936 dont l'article 3 a pour objet de faciliter à l'Administration le contrôle des avoirs à l'étranger. Elle étend à cet effet les obligations incombant aux entreprises privées en ce qui concerne le droit de communication et édicte des pénalités pour sanctionner les manquements aux obligations nouvelles. Le refus de communication est passible des peines prévues par l'article 156 du Code général des impôts directs (amende de 1.000 à 10.000 francs en principal et astreinte minimum de 100 francs par jour de retard).

(2) L'impôt progressif a été parfois présenté sous le nom d'*impôt dégressif*. Cette expression signifie qu'au lieu de fixer comme base première le taux qui sera perçu sur la matière imposable la moins élevée on fixe tout d'abord le taux qui sera perçu sur la matière imposable la plus élevée. Ce maximum une fois établi, on détermine

Telles sont les principales objections que soulève l'application du système progressif.

Quelle que soit la valeur de ces objections, elles ne présentent plus — nous le répétons — qu'un intérêt théorique, car le système de la progression est depuis longtemps instauré en France et il est probable que, malgré ses graves inconvénients, nous le subirons encore longtemps.

Ce dangereux et ruineux système est l'œuvre de M. Poincaré. Ce fut lui en effet qui, en qualité de ministre des Finances, déposa en 1897 sur le bureau de la Chambre des Députés le projet d'imposition progressive des successions qui devait aboutir à la loi de 1901. Sans doute, antérieurement, divers projets ou propositions de loi, tendant à l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu, avaient déjà été présentés. Mais aucun n'avait été pris en considération et le nom de M. Poincaré restera attaché à l'établissement du système de la progression, car ce fut le projet élaboré par lui en 1897 qui, quelques années plus tard, devait bouleverser les modes de contribution précédemment suivis.

une échelle descendante des tarifs. Le système mérite les mêmes critiques que l'impôt progressif proprement dit. Il conduit aux mêmes résultats, savoir : faire varier les tarifs suivant l'importance de la matière imposable. Il n'a pas davantage le mérite de mettre un terme infranchissable à la progression, rien en effet n'empêchant le législateur d'élever le maximum. LEROY-BAULIEU, *op. cit.*, t. IV, p. 763.

Les taux proposés par M. Poincaré dans son projet  
étaient les suivants :

| Indication des degrés de parenté                                                                               | De 1 à<br>2.000 fr. | De 2.001<br>à 10.000 | De 10.001<br>à 50.000 fr. | De 50.001<br>à 100.000 fr. | De 100.001<br>à 250.000 fr. | De 250.001<br>à 500.000 fr. | De 500.001 à<br>1.000.000 de fr. | Plus de<br>1.000.000 de fr. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------------|----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
|                                                                                                                | %                   | %                    | %                         | %                          | %                           | %                           | %                                | %                           |
| Ligne directe .....                                                                                            | 1,00                | 1,25                 | 1,50                      | 1,75                       | 2,00                        | 2,50                        | 2,50                             | 2,50                        |
| Entre époux .....                                                                                              | 3,75                | 4,00                 | 4,50                      | 5,00                       | 5,50                        | 6,00                        | 6,50                             | 7,00                        |
| Entre frères et sœurs .....                                                                                    | 8,50                | 9,00                 | 9,50                      | 10,00                      | 10,50                       | 11,00                       | 11,50                            | 12,00                       |
| Entre oncles ou tantes et<br>neveux ou nièces .....                                                            | 10,00               | 10,50                | 11,00                     | 11,50                      | 12,00                       | 12,50                       | 13,00                            | 13,50                       |
| Entre grands-oncles ou grd'<br>tantes et petits-neveux ou<br>petites-nièces et entre<br>cousins germains ..... | 12,00               | 12,50                | 13,00                     | 13,50                      | 14,00                       | 14,50                       | 15,00                            | 15,50                       |
| Entre parents au 5 <sup>e</sup> degré<br>et 6 <sup>e</sup> degré .....                                         | 14,00               | 14,50                | 15,00                     | 15,50                      | 16,00                       | 16,50                       | 17,00                            | 17,50                       |
| Entre parents au delà du 6 <sup>e</sup><br>degré et entre personnes<br>non parentes .....                      | 15,00               | 15,50                | 16,00                     | 16,50                      | 17,00                       | 17,50                       | 18,00                            | 18,50                       |

Ce projet fut très vivement combattu dans la presse et au Parlement. La Chambre le vota en 1898. Le vote approuvateur du Sénat n'intervint que deux ans plus tard, en 1900. Enfin ce projet ne devint loi que le 25 février 1901, car l'accord fut très difficile entre les deux chambres et il fallut toute la tenacité de M. Joseph Caillaux, ministre des Finances à partir de 1899, pour faire voter le projet Poincaré.

Les taux adoptés par l'article 2 de la loi du 25 février 1901 furent ceux du projet, mais l'année suivante ils

devaient être complétés par la loi du 30 mars 1902, art. 10, pour les parts supérieures à un million.

Cet article continuait la progression jusqu'à 50 millions avec comme chiffres extrêmes, 5 % en ligne directe, 14 % entre frères et sœurs, 20,50 au delà du 6<sup>e</sup> degré et entre non parents.

Voici d'ailleurs le tableau des taux adoptés :

| Indication des degré de parentés                                                                                    | De 1.000.001 à<br>2.000.000 de fr. | De 2.000.001 à<br>5.000.000 de fr. | De 5.000.001 à<br>10.000.000 de fr. | De 10 000 001 à<br>50.000.000 de fr. | Plus de<br>50.000.000 de fr. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
|                                                                                                                     | %                                  | %                                  | %                                   | %                                    | %                            |
| Ligne directe .....                                                                                                 | 3                                  | 3,50                               | 4                                   | 4,50                                 | 5                            |
| Entre époux .....                                                                                                   | 7                                  | 7,50                               | 8                                   | 8,50                                 | 9                            |
| Entre frères et sœurs .....                                                                                         | 12,00                              | 12,50                              | 13,00                               | 13,50                                | 14,00                        |
| Entre oncles ou tantes et neveux<br>ou nièces .....                                                                 | 13,50                              | 14,00                              | 14,50                               | 15,00                                | 15,50                        |
| Entre grands-oncles ou grand'<br>tantes et petits-neveux et pe-<br>tites-nièces et entre cousins<br>germaines ..... | 15,50                              | 16,00                              | 16,50                               | 17,00                                | 17,50                        |
| Entre parents au 5 <sup>e</sup> degré et 6 <sup>e</sup><br>degré .....                                              | 17,50                              | 18,00                              | 18,50                               | 19,00                                | 19,50                        |
| Entre parents au delà du 6 <sup>e</sup> degré<br>et entre personnes non paren-<br>tes .....                         | 18,50                              | 19,00                              | 19,50                               | 20,00                                | 20,50                        |

Il y avait déjà là une première surenchère. La progression passait en une année de 1-2,50 % à 1-5 % en ligne directe et de 15-18,50 % à 15-20,50 % entre étrangers. Cette surenchère devait aller sans cesse en s'amplifiant.

En 1905, M. Poincaré réclamait une nouvelle augmentation des droits sur les successions comportant une progression encore plus rapide que celle des lois de 1901 et 1902. Il proposait d'augmenter de 30 % le taux de l'impôt sur les successions et d'ajouter un décime à ces droits ainsi accrus. D'autre part la progression ne devait plus s'arrêter à 50.000.000 de francs, mais être poussée jusqu'à 250.000.000 de francs. Cette proposition fut repoussée par la commission du budget de la Chambre, sur le rapport de Mongeot.

En 1908, cette même commission, qui, trois années plus tôt, avait fait preuve de sagesse, projetait à son tour, sans plus de succès d'ailleurs, une élévation des droits de succession (1).

Malgré ces deux échecs, les partisans de l'exagération de l'échelle progressive ne se découragèrent pas.

En 1909, M. Caillaux proposa l'établissement d'un impôt sur le capital, payable au moment où le fait du décès de son possesseur en révélerait le montant ; mais un changement de ministère ayant eu lieu le 24 juillet 1909, ce projet ne put venir en discussion. Cochery, son successeur, voulant recourir à une augmentation des droits de succession, proposa diverses mesures qui, adoptées par la commission du budget, devinrent la loi du 8 avril 1910. Cette loi, dans son article 1<sup>er</sup>, augmenta dans une notable mesure les taux prévus par les lois de 1901 et 1902. Désormais les tarifs successoraux devaient être calculés sur les taux suivants :

(1) V. rapport général DOUMER à la Chambre, 1<sup>er</sup> juillet 1908. *J. O.*, Doc. Parl., octobre 1908, p. 692.

| Indication des degrés de parenté                                                               |     | De 1 à 2.000 fr. | De 2.001 à 10.000 fr. | De 10.001 à 50.000 fr. | De 50.001 à 100.000 fr. | De 100.001 à 250.000 fr. | De 250.001 à 500.000 fr. | De 500.001 à 1.000.000 de fr. | De 1.000.001 à 2.000.000 de fr. | De 2.000.001 à 5.000.000 de fr. | De 5.000.001 à 10.000.000 de fr. | De 10.000.001 à 50.000.000 de fr. | Plus de 50.000.000 de fr. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|
| En ligne directe :                                                                             |     | %                | %                     | %                      | %                       | %                        | %                        | %                             | %                               | %                               | %                                | %                                 | %                         |
| 1 <sup>er</sup> degré                                                                          | 1   | 1,50             | 2                     | 2,5                    | 3                       | 3,50                     | 4                        | 4,5                           | 5                               | 5,50                            | 6                                | 6,5                               | 7                         |
| 2 <sup>e</sup> degré                                                                           | 1,5 | 2                | 2,50                  | 3                      | 3,5                     | 4                        | 4,5                      | 5                             | 5,5                             | 6                               | 6,5                              | 7                                 | 7,5                       |
| Au delà du 2 <sup>e</sup> degré                                                                | 2   | 2,50             | 3                     | 3,5                    | 4                       | 4,50                     | 5                        | 5,5                           | 6                               | 6,50                            | 7                                | 7,5                               | 8                         |
| Entre époux                                                                                    | 4   | 4,75             | 5,5                   | 6,25                   | 7                       | 7,75                     | 8,5                      | 9,25                          | 10                              | 10,75                           | 11,5                             | 12,25                             | 13                        |
| Entre frères et sœurs                                                                          | 10  | 10,75            | 11,5                  | 12,75                  | 13                      | 13,75                    | 14,5                     | 15,25                         | 16                              | 16,75                           | 17,5                             | 18,25                             | 19                        |
| Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces.                                                    | 12  | 13               | 14                    | 15                     | 16                      | 17                       | 18                       | 19                            | 20                              | 21                              | 22                               | 23                                | 24                        |
| Entre grands-oncles ou grand'tantes, petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains | 15  | 16               | 17                    | 18                     | 19                      | 20                       | 21                       | 22                            | 23                              | 24                              | 25                               | 26                                | 27                        |
| Entre parents au delà du 4 <sup>e</sup> degré et entre étrangers                               | 18  | 19               | 20                    | 21                     | 22                      | 23                       | 24                       | 25                            | 26                              | 27                              | 28                               | 29                                | 30                        |

L'examen du tableau ci-contre montre les réformes réalisées par la loi du 8 avril 1910. D'une part elle relevait considérablement les tarifs dans le sens d'une progression plus rapide, d'autre part dans la ligne directe elle remplaçait le tarif unique par trois tarifs gradués, enfin dans la ligne collatérale elle assimilait aux étrangers les parents au delà du 4<sup>e</sup> degré. — Au cours des années 1911 et 1912 divers projets de majoration des tarifs en vigueur furent de nouveau déposés mais sans résultat. — En 1913, pour couvrir les dépenses militaires qui venaient d'être votées, le Gouvernement proposa à la Chambre une série de mesures dont une seule fut retenue par la commission du budget, celle qui portait création d'un impôt national sur le revenu. Au nombre de ces mesures figurait une augmentation des droits de succession. — Ce fut la loi de finances du 31 décembre 1917 qui réalisa les réformes dont s'étaient préoccupées, sans réussir à les faire triompher, les assemblées législatives depuis plusieurs années. La loi nouvelle se caractérisait ainsi : elle augmentait les tarifs précédemment en vigueur, introduisait une distinction entre la ligne directe descendante et la ligne directe ascendante et créait un impôt nouveau sur les successions.

A. — *Les droits de mutation* par décès, établis par l'article 2 de la loi du 25 février 1901, successivement modifiés par les lois du 30 mars 1902 et 8 avril 1910 furent fixés aux taux ci-après, sans addition d'aucun décime, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit (article 11 de la loi du 31 décembre 1917).

| Indication des degrés de parenté                                                                           | De 1 à 2.000 fr. |                       |                        |                         |                          |                          |                               |                                 |                                 |                                  | Plus de 50 000 000 de fr.         |      |                                   |      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|------|-----------------------------------|------|
|                                                                                                            | %                | De 2.001 à 10.000 fr. | De 10.001 à 50.000 fr. | De 50.001 à 100.000 fr. | De 100.001 à 250.000 fr. | De 250.001 à 500.000 fr. | De 500.001 à 1.000.000 de fr. | De 1.000.001 à 2.000.000 de fr. | De 2.000.001 à 5.000.000 de fr. | De 5.000.001 à 10.000.000 de fr. | De 10.000.001 à 50.000.000 de fr. | %    | De 10.000.001 à 50.000.000 de fr. | %    |
| Ligne directe descendante au 1 <sup>er</sup> degré . . . .                                                 | 1                | 2                     | 3                      | 4                       | 5                        | 6                        | 7                             | 8                               | 9                               | 10                               | 11                                | 12   | 12                                | 12   |
| Ligne directe descendante au 2 <sup>e</sup> degré . . . . .                                                | 1,5              | 2,5                   | 3,5                    | 4,5                     | 5,5                      | 6,5                      | 7,5                           | 8,5                             | 9,5                             | 10,5                             | 11,5                              | 12,5 | 11,5                              | 12,5 |
| Ligne directe descendante au delà du 2 <sup>e</sup> degré . . . . .                                        | 2                | 3                     | 4                      | 5                       | 6                        | 7                        | 8                             | 9                               | 10                              | 11                               | 12                                | 13   | 12                                | 13   |
| Ligne directe ascendante :                                                                                 |                  |                       |                        |                         |                          |                          |                               |                                 |                                 |                                  |                                   |      |                                   |      |
| au 1 <sup>er</sup> degré . . . . .                                                                         | 2,5              | 3,5                   | 4,5                    | 5,5                     | 6,5                      | 7,5                      | 8,5                           | 9,5                             | 10,5                            | 11,5                             | 12,5                              | 13,5 | 12,5                              | 13,5 |
| au 2 <sup>e</sup> degré . . . . .                                                                          | 3                | 4                     | 5                      | 6                       | 7                        | 8                        | 9                             | 10                              | 11                              | 12                               | 13                                | 14   | 13                                | 14   |
| au delà du 2 <sup>e</sup> degré . . . . .                                                                  | 3,5              | 4,5                   | 5,5                    | 6,5                     | 7,5                      | 8,5                      | 9,5                           | 10,5                            | 11,5                            | 12,5                             | 13,5                              | 14,5 | 13,5                              | 14,5 |
| Entre époux . . . . .                                                                                      | 5                | 6                     | 7                      | 8                       | 9                        | 10                       | 11                            | 12                              | 13                              | 14                               | 15                                | 16   | 15                                | 16   |
| Entre frères et sœurs . . . . .                                                                            | 10               | 11                    | 12                     | 13                      | 14                       | 15                       | 16                            | 17                              | 18                              | 19                               | 20                                | 21   | 20                                | 21   |
| Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces . . . . .                                                       | 15               | 16                    | 17                     | 18                      | 19                       | 20                       | 21                            | 22                              | 23                              | 24                               | 25                                | 26   | 25                                | 26   |
| Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains . . . . . | 20               | 21                    | 22                     | 23                      | 24                       | 25                       | 26                            | 27                              | 28                              | 29                               | 30                                | 31   | 30                                | 31   |
| Entre parents au delà du 4 <sup>e</sup> degré et entre non parents . . . . .                               | 25               | 26                    | 27                     | 28                      | 29                       | 30                       | 31                            | 32                              | 33                              | 34                               | 35                                | 36   | 35                                | 36   |

Pour atténuer cette nouvelle aggravation, les articles 12 et 13 de la même loi édictèrent deux dispositions en faveur d'abord des petites successions, au profit ensuite des familles nombreuses. Ces deux articles étaient conçus comme suit :

« ARTICLE 12 : Les taux des droits de mutation antérieurs à la présente loi sont maintenus à l'égard des fractions de part nettes comprises entre 1 franc et 10.000 francs si le montant total de la succession ne dépasse pas 25.000 francs.

« ARTICLE 13 : Lorsqu'un héritier, donataire ou légataire aura quatre enfants ou plus vivants au moment de l'ouverture des droits de succession, les droits à percevoir en vertu de l'article 11 ci-dessus seront diminués de 10 % pour chaque enfant en sus du troisième sans que la réduction totale puisse excéder 50 %. »

B. — *Taxe successorale.* — Un impôt nouveau sur les successions était créé. Cet impôt, perçu sur le capital net global de la succession, était distinct de celui qui frappait les mutations par décès auquel il se superposait.

L'article 10 de la loi de 1917 l'organisant portait :

« Dans toute succession où le défunt ne laisse pas au moins quatre enfants vivants ou représentés, il est perçu, indépendamment des droits auxquels les mutations par décès de biens meubles ou immeubles sont assujetties, une taxe progressive et par tranches sur le capital global de la succession. »

Cette taxe, incombant aux héritiers, donataires et légataires, et qui devint rapidement l'occasion de nombreuses difficultés en raison de son assiette spéciale et différente de celle prévue pour les droits de mutation, fut fixée ainsi qu'il suit, sans addition d'aucun décime :

| Tarif applicable                 | Nombre d'enfants laissés par le défunt |                                  |                               |                                   |
|----------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|
|                                  | 3 enfants vivants ou représentés       | 2 enfants vivants ou représentés | 1 enfant vivant ou représenté | Pas d'enfant vivant ou représenté |
|                                  | %                                      | %                                | %                             | %                                 |
| De 1 à 2.000 .....               | 0,25                                   | 0,50                             | 1,00                          | 2,00                              |
| De 2.001 à 10.000 .....          | 0,50                                   | 1,00                             | 2,00                          | 4,00                              |
| De 10.001 à 50.000 .....         | 0,75                                   | 1,50                             | 3,00                          | 6,00                              |
| De 50.0001 à 100.000 .....       | 1,00                                   | 2,00                             | 4,00                          | 8,00                              |
| De 100.001 à 250.000 .....       | 1,25                                   | 2,50                             | 5,00                          | 10,00                             |
| De 250.001 à 500.000 .....       | 1,50                                   | 3,00                             | 6,00                          | 12,00                             |
| De 500.001 à 1.000.000 .....     | 1,75                                   | 3,50                             | 7,00                          | 14,00                             |
| De 1.000.001 à 2.000.000 .....   | 2,00                                   | 4,00                             | 8,00                          | 16,00                             |
| De 2.000.001 à 5.000.000 .....   | 2,25                                   | 4,50                             | 9,00                          | 18,00                             |
| De 5.000.001 à 10.000.000 .....  | 2,50                                   | 5,00                             | 10,00                         | 20,00                             |
| De 10.000.001 à 50.000.000 ..... | 2,75                                   | 5,50                             | 11,00                         | 22,00                             |
| Au-delà de 50.000.000 .....      | 3,00                                   | 6,00                             | 12,00                         | 24,00                             |

L'article 15 de la même loi disposait que, pour l'application des tarifs qu'elle édictait, devait être ajouté au nombre des enfants vivants ou représentés du défunt (ou du donateur) tout enfant du défunt ou du donateur mort victime de la guerre, dans les conditions fixées par les n<sup>os</sup> 1, 2 et 3 du 1<sup>er</sup> al. de l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914 (1). Cette disposition devait quelques années plus tard être abrogée et remplacée par l'article 34 de la loi du 25 juin 1920, qui, sur plusieurs points, compléta la loi du 31 décembre 1917.

(1) Un amendement LAFONT tendant à tenir compte des enfants ayant vécu avait été écarté (Chambre 31 décembre 1917. *J. O.*, p. 3419).

\* \* \*

La loi du 25 juin 1920, portant création de nouvelles ressources fiscales, eut comme origine le projet de loi de Klotz, ministre des Finances, déposé le 13 janvier 1920 à la Chambre des Députés et prévoyant un nouvel accroissement des droits de succession de 250 millions. A proprement parler la loi nouvelle n'apporta pas de modifications essentielles au régime fiscal des successions précédemment en vigueur. Son but principal fut de trouver de nouvelles ressources en augmentant en même temps les impôts existants.

« Nous faisons, disait Klotz, dans son exposé des motifs du projet de loi, appel au courage fiscal de la nation ; nous ne doutons pas que cet appel soit entendu pour supporter les nouveaux impôts, qui font l'objet du projet de la loi spéciale ; le peuple français saura retrouver l'abnégation dont il a fait preuve pendant les longues années de guerre (1). » Ce projet, modifié dans son texte originaire par une lettre de M. François Marsal, fut voté par la Chambre le 24 juin et par le Sénat le 25 juin 1920. La nouvelle loi augmentait les tarifs antérieurement prévus pour les droits de mutation et la taxe successorale, qui poursuivaient leur marche ascendante. Elle édictait en outre un certain nombre de dispositions spéciales que nous allons énumérer.

A. — *Droits de mutation.* — Aux termes de l'art. 30 de la loi du 25 juin 1920, les tarifs des droits de mutation seraient pour l'avenir les suivants :

(1) Doc. parl., annexe n° 168. Chambre des députés, séance du 13 janvier 1920.

| Indication des degrés de parenté                                                                     | De 1 à 2.000 fr. |  | De 2.001 à 10.000 fr. |  | De 10.001 à 50.000 fr. |  | De 50.001 à 100.000 fr. |  | De 100.001 à 250.000 fr. |  | De 250.001 à 500.000 fr. |  | De 500.001 à 1.000.000 de fr. |  | De 1.000.001 à 2.000.000 de fr. |  | De 2.000.001 à 5.000.000 de fr. |  | De 5.000.001 à 10.000.000 de fr. |  | De 10.000.001 à 50.000.000 de fr. |  | Au delà de 50.000.000 de fr. |  |      |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--|-----------------------|--|------------------------|--|-------------------------|--|--------------------------|--|--------------------------|--|-------------------------------|--|---------------------------------|--|---------------------------------|--|----------------------------------|--|-----------------------------------|--|------------------------------|--|------|--|
|                                                                                                      | %                |  | %                     |  | %                      |  | %                       |  | %                        |  | %                        |  | %                             |  | %                               |  | %                               |  | %                                |  | %                                 |  | %                            |  | %    |  |
| Ligne directe descendante au 1 <sup>er</sup> degré . . . .                                           | 1                |  | 2                     |  | 3                      |  | 4                       |  | 5                        |  | 6                        |  | 7                             |  | 9                               |  | 11                              |  | 13                               |  | 15                                |  | 17                           |  | 18,5 |  |
| Ligne directe descendante au 2 <sup>e</sup> degré et entre époux . . . . .                           | 1,5              |  | 2,5                   |  | 3,5                    |  | 4,5                     |  | 5,5                      |  | 6,5                      |  | 7,5                           |  | 9,5                             |  | 11,5                            |  | 13,5                             |  | 15,5                              |  | 17,5                         |  | 18,5 |  |
| Ligne directe descendante au delà du 2 <sup>e</sup> degré . . . . .                                  | 2                |  | 3                     |  | 4                      |  | 5                       |  | 6                        |  | 7                        |  | 8                             |  | 10                              |  | 12                              |  | 14                               |  | 16                                |  | 18                           |  | 18,5 |  |
| Ligne directe ascendante au 1 <sup>er</sup> degré . . . . .                                          | 2,5              |  | 3,5                   |  | 4,5                    |  | 5,5                     |  | 6,5                      |  | 7,5                      |  | 8,5                           |  | 10,5                            |  | 12,5                            |  | 14,5                             |  | 16,5                              |  | 18,5                         |  | 18,5 |  |
| Ligne directe ascendante au 2 <sup>e</sup> degré . . . . .                                           | 3                |  | 4                     |  | 5                      |  | 6                       |  | 7                        |  | 8                        |  | 9                             |  | 11                              |  | 13                              |  | 15                               |  | 17                                |  | 19                           |  | 19,5 |  |
| Ligne directe ascendante au delà du 2 <sup>e</sup> degré . . . . .                                   | 3,5              |  | 4,5                   |  | 5,5                    |  | 6,5                     |  | 7,5                      |  | 8,5                      |  | 9,5                           |  | 11,5                            |  | 13,5                            |  | 15,5                             |  | 17,5                              |  | 19,5                         |  | 19,5 |  |
| Entre frères et sœurs . . . . .                                                                      | 10               |  | 12                    |  | 14                     |  | 16                      |  | 19                       |  | 22                       |  | 25                            |  | 28                              |  | 32                              |  | 36                               |  | 40                                |  | 44                           |  | 44   |  |
| Entre oncles et tantes et neveux et nièces . . . . .                                                 | 15               |  | 17                    |  | 19                     |  | 21                      |  | 24                       |  | 27                       |  | 30                            |  | 33                              |  | 37                              |  | 41                               |  | 45                                |  | 49                           |  | 49   |  |
| Entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et cousins germains . . . . . | 20               |  | 22                    |  | 24                     |  | 26                      |  | 29                       |  | 32                       |  | 35                            |  | 38                              |  | 42                              |  | 46                               |  | 50                                |  | 54                           |  | 54   |  |
| Entre parents au delà du 4 <sup>e</sup> degré et entre personnes non parentes . . . . .              | 25               |  | 27                    |  | 29                     |  | 31                      |  | 34                       |  | 37                       |  | 40                            |  | 43                              |  | 47                              |  | 51                               |  | 55                                |  | 59                           |  | 59   |  |

Pour compenser cette nouvelle augmentation, à l'instar de la loi du 31 décembre 1917 la loi du 25 juin 1920 reprit en les complétant certaines mesures prévues aux articles 12 et 13 de la dite loi.

L'article 12 de la loi du 31 décembre 1917 avait maintenu les taux des droits de mutation antérieurs à l'égard des fractions de parts nettes comprises entre 1 franc et 10.000 francs, si le montant total de la succession ne dépassait pas 25.000 francs. — L'article 33 de la loi du 25 juin 1920 maintint le bénéfice de ces dispositions, mais avec la restriction suivante : tandis que la loi de 1917 appliquait les taux antérieurs aux fractions de parts nettes comprises entre 1 et 10.000 francs, la loi de 1920 ne visa que les parts nettes ne dépassant pas 10.000 francs ; il en résultait qu'une part nette excédant ce chiffre ne pouvait bénéficier pour aucune partie de l'ancien tarif, alors même qu'elle aurait été recueillie dans une succession dont le montant total n'aurait pas dépassé 25.000 francs.

L'article 13 de la loi du 31 décembre 1917 avait prévu que, lorsqu'un héritier, donataire ou légataire, aurait quatre enfants ou plus vivants au moment de l'ouverture des droits à la succession, les droits à percevoir seraient diminués de 10 % pour chaque enfant en sus du troisième sans que la réduction totale puisse excéder 50 %. — L'article 31 de la loi du 25 juin 1920 reproduisit cette disposition, sauf en ce qui concerne le dernier alinéa qui fut modifié comme suit : « ...et sans que la réduction puisse excéder 2.000 francs par enfant et que la réduction totale puisse excéder 50 % ». La différence entre les deux lois ne portait donc que sur le quantum de la réduction de 10 % qui fut limitée à

2.000 francs par enfant sans que la réduction totale pût excéder 50 %. — D'autre part, aux termes également de l'art. 13 de la loi de 1917, il ne devait être tenu compte, pour le calcul du nombre des enfants du successible, que de ceux vivant au moment de l'ouverture de la succession. L'article 34 § 2 de la loi du 25 juin 1920 compléta cette disposition en assimilant aux enfants vivants ceux qui étaient morts victimes de la guerre. Cet article était ainsi conçu :

« Pour l'application de l'art. 31, sera assimilé aux enfants vivants de l'héritier, donataire ou légataire, tout enfant, quel que soit son âge, de l'héritier, donataire ou légataire qui :

1° Etant militaire est mort sous les drapeaux pendant la durée de la guerre, ou, soit sous les drapeaux, soit après son renvoi dans ses foyers, est mort dans l'armée à compter de la cessation des hostilités, de blessure reçue ou de maladie contractée durant la guerre ;

2° N'étant pas militaire a été tué par l'ennemi au cours des hostilités ou est décédé des suites des faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de la cessation des hostilités.

Le bénéfice de cette disposition est subordonné à la production :

1° S'il s'agit d'un militaire, d'un certificat de l'autorité militaire constatant que la mort a été causée par une blessure reçue ou une maladie contractée pendant la durée de la guerre ;

2° S'il s'agit d'un non militaire, d'un acte de notoriété délivré sans frais par le juge de paix du domicile du défunt et établissant les circonstances de la blessure ou de la mort. »

Enfin l'article 30 § 2 de la loi du 25 juin 1920 prévoyait que « dans toute succession où le défunt laisse plus de quatre enfants vivants ou représentés, il est déduit de l'actif global net, pour la liquidation des droits de mutation par décès, 10 % par enfant en sus du

quatrième, sans que cette déduction puisse excéder 15.000 francs par enfant. »

B. — *Taxe successorale.* — L'article 29 de la loi du 25 juin 1920 fixa la taxe comme suit, sans addition d'aucun décime.

| Tarif applicable               | Nombre d'enfants laissés par le défunt |                                  |                               |                                   |
|--------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|
|                                | 3 enfants vivants ou représentés       | 2 enfants vivants ou représentés | 1 enfant vivant ou représenté | Pas d'enfant vivant ou représenté |
|                                | %                                      | %                                | %                             | %                                 |
| De 1. à 2.000 .....            | 0,25                                   | 0,50                             | 1,00                          | 3,00                              |
| De 2.001 à 10.000 .....        | 0,50                                   | 1,00                             | 2,00                          | 6,00                              |
| De 10.001 à 50.000 .....       | 0,75                                   | 1, 5                             | 3,00                          | 9,00                              |
| De 50.001 à 100.000 .....      | 1,00                                   | 2,00                             | 4,00                          | 12,00                             |
| De 100.001 à 250.000 .....     | 1,25                                   | 2,50                             | 5,00                          | 15,00                             |
| De 250.001 à 500.000 .....     | 1,50                                   | 3,50                             | 6,50                          | 18,00                             |
| De 500.001 à 1.000.000 .....   | 2,25                                   | 4,25                             | 8,00                          | 21,00                             |
| De 1.000.001 à 2.000.000 ....  | 3,20                                   | 6,00                             | 12,00                         | 24,00                             |
| De 2.000.001 à 5.000.000 ....  | 3,60                                   | 6,75                             | 13,50                         | 27,00                             |
| De 5.000.001 à 10.000.000 ...  | 4,00                                   | 7,50                             | 15,00                         | 30,00                             |
| De 10.000.001 à 50.000.000 ... | 4,40                                   | 8,25                             | 16,50                         | 33,00                             |
| De 50.000.001 à 100.000.000 .. | 4,80                                   | 9,00                             | 18,00                         | 36,00                             |
| De 100.000.001 à 500.000.000 . | 5,50                                   | 10,00                            | 20,00                         | 37,00                             |
| Au-dessus de 500.000.000 ....  | 7,50                                   | 12,00                            | 21,00                         | 39,00                             |

En vue de l'application de ces tarifs il y avait lieu, aux termes de l'article 34 de la loi du 25 juin 1920 abrogeant les dispositions de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1917, d'ajouter

« au nombre des enfants vivants ou représentés du défunt, l'enfant qui :

1<sup>o</sup> Est décédé après avoir atteint l'âge de 16 ans révolus ;

2<sup>o</sup> Etant âgé de moins de 16 ans, a été tué par l'ennemi au cours des hostilités ou est décédé des suites de fait de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de leur cessation. »

Pour bénéficier de cette disposition il fallait produire, dans le premier cas, une expédition timbrée de l'acte de décès de l'enfant, dans le second cas, un acte de notoriété délivré sans frais par le juge de paix du domicile du défunt établissant les circonstances de la blessure ou de la mort.

En dépit de ces mesures de faveur à l'égard soit des familles nombreuses, soit des petites successions, le montant cumulé de la taxe successorale et des droits de mutation aurait abouti à une honteuse confiscation si le législateur n'avait cru devoir fixer une limite extrême à laquelle devrait s'arrêter le prélèvement exercé au profit du Trésor. Si en effet aucune disposition n'était intervenue, le taux maximum résultant de l'application des tarifs prévus aurait été de 86 %, savoir : taxe successorale 32,5 % et droits de mutation par décès 53,5 %. En présence de tels chiffres, la Chambre et le Sénat s'aperçurent qu'il fallait, selon l'expression de Ribot, mettre « un garde-fou contre de pareilles exactions ». Une disposition spéciale fut votée pour que le montant cumulé de la taxe successorale et des

droits de mutation par décès ne pût en aucun cas excéder une certaine limite.

Cette disposition était contenue dans l'article 30, 4<sup>e</sup> al. de la loi du 25 juin 1920 précisant que « le total de la fraction de la taxe successorale incombant à un héritier, donataire ou légataire, et des droits de mutation par décès à la charge de cet héritier, donataire ou légataire, ne pourra excéder 80 % de la part nette qui lui est dévolue, calculée sur l'actif héréditaire net, sans déduction de la part successorale. La réduction portera sur les droits de succession par décès. »

Une telle limite n'en constituait pas moins une véritable spoliation. Malheureusement les dépenses budgétaires nouvelles, nées de la ruée allemande, avaient contraint les gouvernements, qui se succédèrent au pouvoir de 1914 à 1918, à réaliser à tout prix le maximum de ressources pour subvenir aux charges que la guerre nous avait imposées.

C'est pourquoi nous ne critiquerons point les mesures adoptées par la loi de 1920. Cinq années de guerre venaient de passer pendant lesquelles la France avait dû répandre le sang des meilleurs de ses fils et si après cette triste hécatombe des mesures spoliatrices furent votées, nul gouvernement n'aurait pu sur ce point agir autrement que l'ont fait les dirigeants d'alors.

Cependant, si à des périodes exceptionnelles conviennent des mesures également exceptionnelles, encore faut-il que ces mesures disparaissent dès que la vie normale reprend son cours.

Et précisément le reproche que l'on peut adresser au législateur d'après-guerre, c'est d'avoir trop long-

temps conservé des mesures, sans doute imposées par les circonstances, mais n'en restant pas moins spoliatrices. Il a fallu en effet attendre six années pour voir apparaître une loi qui, en abaissant le plafond prévu par la loi du 25 juin 1920, a réalisé une réforme salubre et offert à la fortune loyalement acquise un régime plus tolérable.

\* \* \*

La loi du 3 août 1926 consacrant cette réforme fut l'œuvre de M. Poincaré. Appelé à la présidence du conseil dans des circonstances particulièrement tragiques, M. Poincaré prenait en même temps la direction du ministère des Finances et le 27 juillet 1926 déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général de l'exercice 1926 et création de nouvelles ressources fiscales pour la couverture de ces dépenses. Ce projet rapidement voté devint la loi du 3 août 1926.

L'article 19 de cette loi avait deux objets : d'une part il édictait pour les droits de mutation un nouveau tarif, d'autre part il substituait au plafond de 80 % institué pour le calcul des droits de mutation et de la taxe successorale, celui de 40 %. La situation des petites successions, visées par l'article 33 de la loi du 25 juin 1920, n'était pas modifiée. De même les tarifs de la taxe successorale, fixés par l'art. 29 de la loi du 25 juin 1920, restaient inchangés.

Voici le nouveau tarif établi par l'art. 19 de la loi du 3 août 1926 et qui était soumis au double décime de la loi du 22 mars 1924 :



A première vue, en examinant ce tableau, il pouvait sembler que les taux pratiqués fussent en légère diminution puisque le maximum prévu en 1920 pour les parents au delà du 4<sup>e</sup> degré et pour les personnes non parentes tombait, en 1926, de 59 % à 47 %.

Malheureusement cette constatation était purement illusoire et cette diminution simplement apparente. En réalité il y eut décroissance des tarifs pour les tranches supérieures à 1 million et accroissement pour les tranches inférieures à 1 million. La nouvelle tarification était préjudiciable aux moyennes fortunes.

Ce préjudice se trouvait heureusement en partie limité par la nouvelle disposition législative contenue également dans l'article 19 de la loi du 3 août 1926, aux termes duquel :

« Le total de la fraction de la taxe successorale... incombant à un héritier, donataire ou légataire et des droits de mutation par décès à la charge de cet héritier, donataire ou légataire... ne pourra excéder les maxima ci-après, décimes compris :

|                                                                                       |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------|------|
| En ligne directe et entre époux.....                                                  | 25 % |
| En ligne collatérale.....                                                             | 35 % |
| Entre parents au delà du 4 <sup>e</sup> degré et entre personnes<br>non parentes..... | 40 % |

Remarquons qu'à raison de ce maximum de 40 %, plusieurs des taux figurant au tableau des droits de mutation établi par la loi de 1926 ne furent jamais appliqués.

Cette loi a été successivement modifiée par la loi du 29 décembre 1929 (art. 11 et 12), celle du 16 avril 1930

(art. 17, 18, 19), le décret du 11 juillet 1934, et enfin la loi portant réforme fiscale du 31 décembre 1936 (art. 42, 43, 44, 45, 46). — L'étude de cette loi, qui constitue à l'heure présente la dernière étape d'une longue et laborieuse évolution, mettra le point final à une fastidieuse, mais nécessaire énumération.

\* \* \*

La loi du 29 décembre 1929 établit deux modifications importantes à la législation antérieure.

Nous avons vu que la loi du 3 août 1926 avait laissé sans changement la situation des petites successions visées par l'art. 33, de la loi du 25 juin 1920. Nous avons vu également que la même disposition avait conservé les tarifs fixés par l'art. 29 de la loi du 25 juin 1920 relatif à la taxe successorale qui, en maintenant les conditions de perception prévues par l'article 10 de la loi du 31 décembre 1917, avait seulement augmenté son taux.

L'article 12 de la loi du 29 décembre 1929 supprima la taxe successorale dans tous les cas où le défunt laisserait au moins deux enfants vivants ou représentés (la loi du 31 décembre 1917 avait institué la taxe successorale pour le cas où le défunt ne laisserait pas au moins quatre enfants vivants ou représentés).

D'autre part l'article 11 de la même loi instituait le nouveau tarif ci-après pour les parts nettes n'excédant pas 500.000 francs et dévolues en ligne directe descendante au 1<sup>er</sup> ou au 2<sup>e</sup> degré et entre époux dans les successions dont l'actif total n'excédait pas 500.000 francs.

| Tarif applicable<br>à la fraction de part nette comprise entre : | Ligne<br>directe<br>descendante<br>au 1 <sup>er</sup> degré | Ligne directe<br>descendante<br>au 2 <sup>e</sup> degré<br>et entre époux |
|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
|                                                                  | %                                                           | %                                                                         |
| 1 et 10.000 fr. ....                                             | 1,00                                                        | 2,00                                                                      |
| 10.001 et 50.000 fr. ....                                        | 2,00                                                        | 3,00                                                                      |
| 50.001 et 100.000 fr. ....                                       | 3,00                                                        | 4,00                                                                      |
| 100.001 et 250.000 fr. ....                                      | 4,00                                                        | 5,00                                                                      |
| 250.001 et 500.000 fr. ....                                      | 5,50                                                        | 6,50                                                                      |

Cette disposition, favorable aux petites et moyennes fortunes lourdement grevées par la loi de 1926, abrogeait, en partie tout au moins, l'art. 33 de la loi précitée du 25 juin 1920 qui cessait de s'appliquer aux successions entre époux et aux successions en ligne directe descendante au 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés.

Les tarifs qu'elle maintenait en vigueur pour les successions restant soumises à la loi de 1920 étaient les suivants :

| Degré de parenté                                                  | Parts nettes     |                       |
|-------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------|
|                                                                   | 1 à<br>2.000 fr. | 2.001 à<br>10.000 fr. |
| Ligne directe descendante au delà du<br>2 <sup>e</sup> degré..... | %<br>2,00        | %<br>2,50             |
| Ligne directe ascendante : 1 <sup>er</sup> degré ....             | 1,00             | 1,50                  |
| 2 <sup>e</sup> degré ....                                         | 1,50             | 2,00                  |
| Au delà ....                                                      | 2,00             | 2,50                  |
| Frères et sœurs .....                                             | 10,00            | 10,75                 |
| Oncles ou tantes, neveux ou nièces.....                           | 12,00            | 13,00                 |
| Petits-neveux, grands-oncles, cousins ger-<br>mains .....         | 15,00            | 16,00                 |
| Au delà du 4 <sup>e</sup> degré et étrangers .....                | 18,00            | 19,00                 |

Ces tarifs, comme d'ailleurs les précédents, devaient être majorés du double décime de la loi du 22 mars 1924.

\* \* \*

La loi du 16 avril 1930, portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931, présenta à son tour un certain nombre de mesures tendant à alléger les charges pesant sur les contribuables en général et sur les héritiers en particulier.

L'article 17 de cette loi était ainsi conçu :

« Dans les successions où l'actif net n'excède pas 500.000 francs et dans lesquelles le défunt laisse un enfant vivant ou représenté, le montant dû au titre de la taxe successorale créée par la loi du 25 juin 1920 par l'enfant, les petits-enfants, le conjoint, comme héritiers ou comme légataires, est diminué de moitié lorsque la part recueillie n'excède pas 250.000 francs, et du quart lorsqu'elle est comprise entre 250.001 francs et 500.000 francs.

« Sur justifications fournies par les héritiers, les frais de dernière maladie du *de cujus* seront déduits de l'actif de la succession dans la limite d'un maximum de 2.000 francs. »

Par ailleurs l'article 18 de la même loi, abrogeant et remplaçant l'article 31 de la loi du 25 juin 1920, disposait que :

« Lorsqu'un héritier, donataire ou légataire, aura trois enfants ou plus vivants au moment de l'ouverture de ses droits à la succession, les droits à percevoir... seront diminués de 10 % pour chaque enfant en sus du second, sans que la réduction puisse dépasser 2.000 francs par enfant ni que la réduction totale puisse excéder 50 %. »

Enfin le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 30 de la loi du 25 juin 1920 était également remplacé par la disposition suivante :

« Dans toute succession où le défunt laisse plus de trois enfants vivants ou représentés, il est déduit de l'actif global net pour la liquidation des droits de mutation par décès 10 % par enfant en sus du troisième, sans que cette déduction puisse excéder 15.000 francs par enfant » (art. 19 de la loi de finances du 16 avril 1930).

\* \* \*

Le décret du 11 juillet 1934 fut rendu en exécution de l'article 5 (alinéa 2) de la loi du 6 juillet 1934 aux termes duquel « en vue de simplifier la perception de l'impôt des successions, la taxe successorale sera incorporée aux droits de mutation par décès pour les successions actuellement passibles de cette taxe. Les tarifs de l'impôt ainsi unifié seront déterminés en respectant tous les avantages prévus par la législation en vigueur en faveur de certaines successions et sans modifier la répartition de l'impôt actuellement établi entre les diverses catégories de successions ».

Le même texte (art. 13) précisait que les décrets nécessaires à la réalisation de la réforme édictée devaient intervenir avant le 31 juillet 1934 et être soumis avant le 21 octobre 1934 à la ratification des Chambres.

Nous croyons utile de reproduire ici, *dans sa teneur intégrale*, le décret du 11 juillet 1934 dont certaines dispositions, visant les legs faits aux établissements d'utilité publique, sont encore aujourd'hui partiellement en vigueur :

ART. 1<sup>er</sup>. — Les droits de mutation par décès sont fixés aux taux ci-après, sans addition d'aucun décime, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit :

| Indication du degré de parenté<br>et du nombre d'enfants laissés par le défunt | Tarif applicable à la fraction de part nette comprise entre : |                         |                          |                           |                           |                                       |                                         |                                         |                                          |                                           |                                        |   |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------|---|
|                                                                                | 1 et<br>10.000 fr.                                            | 10.001 et<br>50.000 fr. | 50.001 et<br>100.000 fr. | 100.001 et<br>250.000 fr. | 250.001 et<br>500.000 fr. | 500.001 et<br>1.000.000<br>de francs. | 1.000.001 et<br>2.000.000<br>de francs. | 2.000.001 et<br>5.000.000<br>de francs. | 5.000.001 et<br>10.000.000<br>de francs. | 10.000.001 et<br>50.000.000<br>de francs. | Au delà de<br>50.000.000<br>de francs. | % |
| <i>En ligne directe descendante au 1<sup>er</sup> degré :</i>                  |                                                               |                         |                          |                           |                           |                                       |                                         |                                         |                                          |                                           |                                        |   |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                                            | 5                                                             | 7,75                    | 10                       | 12                        | 15                        | 17,50                                 | 23                                      | 25,75                                   | 28                                       | Max.                                      | Max.                                   |   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.                                      | 3                                                             | 4,25                    | 5,50                     | 6,50                      | 7,75                      | 9                                     | 10,25                                   | 11,50                                   | 12,50                                    | 13,75                                     | 15                                     |   |
| <i>En ligne directe descendante au 2<sup>e</sup> degré :</i>                   |                                                               |                         |                          |                           |                           |                                       |                                         |                                         |                                          |                                           |                                        |   |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                                            | 5,75                                                          | 8,25                    | 10,50                    | 12,75                     | 15,50                     | 18                                    | 23,75                                   | 26                                      | 28,75                                    | Max.                                      | Max.                                   |   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.                                      | 3,50                                                          | 4,75                    | 6                        | 7,25                      | 8,50                      | 9,50                                  | 10,75                                   | 12                                      | 13,25                                    | 14,50                                     | 15,50                                  |   |
| <i>Entre époux :</i>                                                           |                                                               |                         |                          |                           |                           |                                       |                                         |                                         |                                          |                                           |                                        |   |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                        | 8,75                                                          | 15                      | 19,50                    | 23,75                     | 28                        | 32                                    | Max.                                    | Max.                                    | Max.                                     | Max.                                      | Max.                                   |   |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                                            | 7,25                                                          | 11                      | 14,75                    | 18                        | 24                        | 26,50                                 | 27,25                                   | Max.                                    | Max.                                     | Max.                                      | Max.                                   |   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.                                      | 3,50                                                          | 4,75                    | 6                        | 7,25                      | 8,50                      | 9,50                                  | 10,75                                   | 12                                      | 13,25                                    | 14,50                                     | 15,50                                  |   |
| <i>En ligne directe descendante au delà du 2<sup>e</sup> degré :</i>           |                                                               |                         |                          |                           |                           |                                       |                                         |                                         |                                          |                                           |                                        |   |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                                            | 6,25                                                          | 8,75                    | 11                       | 13,25                     | 16                        | 18,75                                 | 24                                      | 26,75                                   | 29                                       | Max.                                      | Max.                                   |   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.                                      | 4,25                                                          | 5,50                    | 6,50                     | 7,75                      | 9                         | 10,25                                 | 11,50                                   | 12,50                                   | 13,50                                    | 15                                        | 16,25                                  |   |
| <i>En ligne directe ascendante au 1<sup>er</sup> degré :</i>                   |                                                               |                         |                          |                           |                           |                                       |                                         |                                         |                                          |                                           |                                        |   |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                        | 10,75                                                         | 16,25                   | 20,50                    | 24,75                     | 28,25                     | Max.                                  | Max.                                    | Max.                                    | Max.                                     | Max.                                      | Max.                                   |   |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                                            | 7,75                                                          | 11,25                   | 14,50                    | 18,25                     | 23,50                     | 25                                    | 27,75                                   | Max.                                    | Max.                                     | Max.                                      | Max.                                   |   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.                                      | 4,75                                                          | 6                       | 7,25                     | 8,50                      | 9,50                      | 10,75                                 | 12                                      | 13,25                                   | 14,50                                    | 15,50                                     | 16,75                                  |   |

*En ligne directe ascendante au 2<sup>e</sup> degré et au delà :*

|                                             |       |       |      |       |       |       |       |       |      |
|---------------------------------------------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . . | 11,50 | 16,75 | 21   | 25,25 | 28,25 | Max.  | Max.  | Max.  | Max. |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .     | 8,50  | 11,75 | 15   | 19    | 23,75 | 25,50 | Max.  | Max.  | Max. |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.   | 5,50  | 6,50  | 7,75 | 9     | 10,25 | 11,50 | 12,50 | 13,75 | 15   |

*Entre frères et sœurs :*

|                                             |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
|---------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . . | 19,50 | 26    | 30,50 | 35,50 | 39,75 | Max.  | Max.  | Max.  | Max.  |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .     | 17    | 21,50 | 25,50 | 30    | 35,50 | 37,75 | Max.  | Max.  | Max.  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.   | 14,50 | 16,75 | 19,25 | 21,50 | 24    | 26,50 | 28,75 | 31,25 | 33,75 |

*Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces :*

|                                             |       |       |       |       |      |       |       |       |      |
|---------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|------|
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . . | 25,50 | 31,25 | 35,50 | 40,25 | Max. | Max.  | Max.  | Max.  | Max. |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .     | 23    | 27    | 31    | 35,50 | 40   | Max.  | Max.  | Max.  | Max. |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.   | 20,50 | 22,75 | 25,25 | 27,50 | 30   | 32,50 | 34,75 | 37,25 | Max. |

*Entre grands-oncles et grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces et entre cousins germains :*

|                                             |       |       |       |       |      |       |      |      |      |
|---------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|------|-------|------|------|------|
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . . | 31    | 36,50 | 40,75 | Max.  | Max. | Max.  | Max. | Max. | Max. |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .     | 28,75 | 32,75 | 36,50 | 40,50 | Max. | Max.  | Max. | Max. | Max. |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.   | 26,50 | 28,75 | 31,25 | 33,50 | 36   | 38,50 | Max. | Max. | Max. |

*Entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré et entre personnes non parentes :*

|                                             |       |       |       |       |      |      |      |      |      |
|---------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|------|------|
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . . | 36,75 | 41,75 | Max.  | Max.  | Max. | Max. | Max. | Max. | Max. |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .     | 34,50 | 38,50 | 42    | 46    | Max. | Max. | Max. | Max. | Max. |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.   | 32,50 | 34,75 | 37,25 | 39,50 | 42   | Max. | Max. | Max. | Max. |

Les droits de mutation par décès incombant à chaque ayant droit ne pourront excéder les maxima ci-après :

En ligne directe et entre époux : 25 %.

En ligne collatérale : 35 %.

Entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré et entre personnes non parentes : 40 %.

ART. 2. — Les parts nettes n'excédant pas 500.000 fr. recueillies par chaque héritier en ligne directe descendante au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> degré et par l'époux survivant, dans les successions dont l'actif total n'excède pas 500.000 fr., sont soumises au tarif ci-après, sans addition d'aucun décime.

| Indication du degré de parenté                                | Tarif applicable à la fraction de part nette comprise entre : |                         |                          |                           |                           |
|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
|                                                               | 1 et<br>10.000 fr.                                            | 10.001 et<br>50.000 fr. | 50.001 et<br>100.000 fr. | 100.001 et<br>250.000 fr. | 250.001 et<br>500.000 fr. |
| <i>En ligne directe descendante au 1<sup>er</sup> degré :</i> | %                                                             | %                       | %                        | %                         | %                         |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                           | 2                                                             | 4,25                    | 6                        | 7,50                      | 15                        |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés ...                  | 1,25                                                          | 2,50                    | 3,50                     | 4,75                      | 6,75                      |
| <i>En ligne directe descendante au 2<sup>e</sup> degré :</i>  |                                                               |                         |                          |                           |                           |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                           | 3,50                                                          | 5,25                    | 7,25                     | 8,75                      | 15,50                     |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés ...                  | 2,50                                                          | 3,50                    | 4,75                     | 6                         | 7,75                      |
| <i>Entre époux :</i>                                          |                                                               |                         |                          |                           |                           |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                       | 8,75                                                          | 14                      | 18,25                    | 22,75                     | 26,75                     |
| 1 enfant vivant ou représenté .....                           | 4,25                                                          | 6,75                    | 7,50                     | 9,75                      | 16                        |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés ...                  | 2,50                                                          | 3,50                    | 4,75                     | 6                         | 7,75                      |

Le maximum de 500.000 fr. prévu pour l'actif total de la succession par le premier alinéa du présent article est augmenté de 500.000 fr. par enfant vivant ou représenté en sus du premier.

ART. 3. — Les parts nettes ne dépassant pas 10.000 fr., recueillies dans les successions dont le montant total n'excède pas 25.000 fr., par des ayants droit autres que ceux visés à l'article précédent, sont soumises au tarif ci-après sans addition d'aucun décime :

| Indication du degré de parenté                                                                                     | Tarif applicable<br>à la fraction de part<br>comprise entre : |                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|------------------------|
|                                                                                                                    | 1 et<br>2.000 fr.                                             | 2.001 et<br>10.000 fr. |
|                                                                                                                    | %                                                             | %                      |
| <i>En ligne directe descend. au delà du 2<sup>e</sup> degré :</i>                                                  |                                                               |                        |
| 1 enfant vivant ou représenté.....                                                                                 | 3,50                                                          | 5,25                   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés .                                                                         | 2,50                                                          | 3                      |
| <i>En ligne directe ascendante au 1<sup>er</sup> degré :</i>                                                       |                                                               |                        |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                                                            | 4,75                                                          | 8,75                   |
| 1 enfant vivant ou représenté.....                                                                                 | 3,25                                                          | 5,50                   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés                                                                           | 1,25                                                          | 1,75                   |
| <i>En ligne directe ascend. au 2<sup>e</sup> degré et au delà :</i>                                                |                                                               |                        |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                                                            | 5,25                                                          | 9,50                   |
| 1 enfant vivant ou représenté.....                                                                                 | 4                                                             | 5,75                   |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés                                                                           | 1,75                                                          | 2,50                   |
| <i>Entre frères et sœurs :</i>                                                                                     |                                                               |                        |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                                                            | 15,25                                                         | 19,25                  |
| 1 enfant vivant ou représenté.....                                                                                 | 14                                                            | 16                     |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés .                                                                         | 12                                                            | 13                     |
| <i>Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces :</i>                                                                |                                                               |                        |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                                                            | 17,50                                                         | 21,75                  |
| 1 enfant vivant ou représenté.....                                                                                 | 16,25                                                         | 18,75                  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés .                                                                         | 14,50                                                         | 15,50                  |
| <i>Entre grands-oncles et grand'tantes et petits-<br/>neveux ou petites-nièces et entre cousins<br/>germains :</i> |                                                               |                        |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                                                            | 21                                                            | 25                     |
| 1 enfant vivant ou représenté.....                                                                                 | 19,75                                                         | 22,25                  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés.                                                                          | 18                                                            | 19,25                  |
| <i>Entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré et autres<br/>personnes non parentes :</i>                         |                                                               |                        |
| Pas d'enfant vivant ou représenté .....                                                                            | 24,50                                                         | 28,25                  |
| 1 enfant vivant ou représenté.....                                                                                 | 23,25                                                         | 25,75                  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés .                                                                         | 21,50                                                         | 22,75                  |

ART. 4. — Dans toute succession où le défunt laisse plus de trois enfants vivants ou représentés, il est déduit de l'actif global net, pour la liquidation des droits de mutation par décès, 10 % par enfant en sus du troisième, sans que cette réduction puisse excéder 15.000 fr. par enfant.

ART. 5. — Toutes les fois qu'une succession passera des grands-parents aux petits-enfants, par suite du prédécès du père ou de la mère tué à l'ennemi ou décédé des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans

l'année à compter de leur cessation, le tarif applicable sera le tarif de la ligne directe descendante au premier degré, sauf aux héritiers à produire les justifications prévues par l'article 9.

ART. 6. — Lorsqu'un héritier, donataire ou légataire, aura trois enfants ou plus vivants au moment de l'ouverture de ses droits à la succession, les droits à percevoir en vertu des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 ci-dessus seront diminués de 10 % pour chaque enfant en sus du second, sans que la réduction puisse dépasser 2.000 fr. par enfant, ni que la réduction totale puisse excéder 50 %.

ART. 7. — Sous réserve des exceptions prévues par les articles 19 de la loi du 25 février 1901, 24 de la loi du 30 juin 1923 et 12 de la loi du 31 mars 1931, les legs faits aux établissements d'utilité publique sont soumis au tarif ci-après, sans addition d'aucun décime (1) :

| Part successorale<br>comprise entre : |                  | Indication du nombre d'enfants vivants<br>ou représentés |          |                      |
|---------------------------------------|------------------|----------------------------------------------------------|----------|----------------------|
|                                       |                  | Pas<br>d'enfant                                          | 1 enfant | 2 enfants<br>ou plus |
|                                       |                  | %                                                        | %        | %                    |
| 1 et                                  | 10.000 fr...     | 27,50                                                    | 25       | 22,50                |
| 10.001 et                             | 50.000 fr...     | 32,25                                                    | 28,25    | 24                   |
| 50.001 et                             | 100.000 fr...    | 35,75                                                    | 31       | 25,25                |
| 100.001 et                            | 250.000 fr...    | 39,50                                                    | 34,50    | 26,50                |
| 250.001 et                            | 500.000 fr...    | 43                                                       | 38,50    | 27,50                |
| 500.001 et                            | 1.000.000 fr...  | Maximum                                                  | 40,25    | 28,75                |
| 1.000.001 et                          | 2.000.000 fr...  | Maximum                                                  | 42,25    | 30                   |
| 2.000.001 et                          | 5.000.000 fr...  | Maximum                                                  | Maximum  | 31,25                |
| 5.000.001 et                          | 10.000.000 fr... | Maximum                                                  | Maximum  | 32,50                |
| 10.000.001 et                         | 50.000.000 fr... | Maximum                                                  | Maximum  | 33,50                |
| Au delà de                            | 50.000.000 fr... | Maximum                                                  | Maximum  | 34,75                |

(1) L'article 19 de la loi du 25 février 1901 soumet au tarif réduit de 9 % (devenu 10,80 %), les dons et legs faits aux établissements charitables, aux sociétés de secours mutuels et à toutes autres so-

Sous réserve des exceptions prévues par les articles 19 de la loi du 25 février 1901, 72 de la loi du 5 décembre 1922, 24 de la loi du 30 juin 1923, 21 de la loi du 16 avril 1930 et 12 de la loi du 31 mars 1931, les legs faits aux établissements publics sont soumis aux droits prévus par la colonne 4 (deux enfants) du tarif ci-dessus.

ART. 8. — Pour l'application des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4 et 7 qui précèdent, ainsi que de l'article 32 de la loi du 25 juin 1920, est compté comme enfant vivant ou représenté du défunt ou du donateur l'enfant qui :

1<sup>o</sup> Est décédé après avoir atteint l'âge de seize ans révolus ;

2<sup>o</sup> Etant âgé de moins de seize ans, a été tué par l'ennemi au cours des hostilités ou est décédé des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de leur cessation.

Le bénéfice de cette disposition est subordonné à la production, dans le premier cas, d'une expédition de l'acte de décès de l'enfant et, dans le second cas, d'un acte de notoriété délivré sans frais par le juge de paix du domicile du défunt et établissant les circonstances de la blessure ou de la mort.

ART. 9. — Pour l'application de l'article 6 qui précède, sera assimilé aux enfants vivants de l'héritier donataire ou légataire, tout enfant, quel que soit son âge, de l'héritier, donataire ou légataire qui :

1<sup>o</sup> Etant militaire, est mort sous les drapeaux pendant la durée de la guerre, ou, soit sous les drapeaux, soit après son renvoi dans ses foyers, est mort, dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessure reçue ou de maladie contractée durant la guerre ;

ciétés reconnues d'utilité publique dont les ressources sont affectées à des œuvres d'assistance.

Sont également soumis à un droit de 10,80 %, les dons et legs faits aux sociétés d'instruction et d'éducation populaires gratuites reconnues d'utilité publique et subventionnées par l'Etat (loi du 25 fév. 1901, art. 19), les dons et legs faits aux établissements publics ou d'utilité publique, dont les ressources sont exclusivement affectées à des œuvres scientifiques à caractère désintéressé (loi du 31 mars 1931, art. 12), les dons et legs faits aux offices publics d'habitation à bon marché (loi du 5 décembre 1922, art. 72).

Sont exemptés des droits de mutation, les dons et legs faits aux départements, aux communes, aux établissements hospitaliers et aux bureaux de bienfaisance (loi du 16 avril 1930, art. 21).

Sont également exemptés des droits de mutation, les dons et legs d'œuvres d'art, de monuments ou d'objets ayant un caractère historique, de livres, d'imprimés ou de manuscrits faits aux départements, aux communes et aux établissements pourvus de la personnalité civile si ces œuvres et objets sont destinés à figurer dans une collection publique, c'est-à-dire dans une bibliothèque, un musée, etc. ouverts au public (loi du 30 juin 1923, art. 24).

2° N'étant pas militaire, a été tué par l'ennemi au cours des hostilités ou est décédé des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de la cessation des hostilités.

Le bénéfice de cette disposition est subordonné à la production :

1° S'il s'agit d'un militaire, d'un certificat de l'autorité militaire constatant que la mort a été causée par une blessure reçue ou une maladie contractée pendant la durée de la guerre ;

2° S'il s'agit d'un non-militaire, d'un acte de notoriété délivré sans frais par le juge de paix du domicile du défunt et établissant les circonstances de la blessure ou de la mort.

ART. 10. — Sont abrogés les articles 16 de la loi du 31 décembre 1917, 29, 30, 31, 33, premier alinéa, et 34, de la loi du 25 juin 1920, 19 de la loi du 3 août 1926, 11 de la loi du 29 décembre 1929, 17, premier alinéa, 18 et 19 de la loi du 16 avril 1930.

ART. 11. — (Relatif à la ratification).

ART. 12. — ...

Ce décret, complété par les deux rectificatifs des 25 juillet et 20 octobre 1934 (1), en opérant la fusion de la taxe successorale et des droits de mutation par décès en un seul et unique impôt sur les successions, réalisa une réforme utile.

Cette fusion, effectuée dans un but de simplification, s'imposait depuis longtemps. Perçue seulement — depuis la loi du 29 décembre 1929 (art. 12) — lorsque le défunt n'avait laissé à son décès aucun enfant ou au plus un seul enfant vivant ou représenté, la taxe successorale était en effet particulièrement lourde, puisqu'elle était assise sur le montant global de l'actif héréditaire, sans fractionnement entre les héritiers et autres successibles, contrairement à ce qui avait lieu pour les droits de mutation. Elle était de plus devenue un impôt d'exception, frappant sans aucune équité certaines successions assez arbitrairement choisies et

(1) Ces deux rectificatifs avaient trait à quelques légères erreurs d'impression commises dans l'insertion du décret du 11 juillet 1934.

déjà très lourdement grevées. Elle constituait enfin une source de difficultés sans nombre, non seulement en raison de la double liquidation qu'il fallait établir, mais encore par le fait que la charge de la taxe, au lieu d'être supportée indistinctement par tous les successeurs proportionnellement à leurs droits héréditaires, incombait aux héritiers, donataires et légataires, à l'exclusion des légataires particuliers. Pour tous ces motifs, sa disparition était depuis longtemps souhaitée.

Par suite de cette fusion, les successions ouvertes depuis la mise en vigueur du décret du 11 juillet 1934 ne donnaient plus ouverture qu'à un seul impôt. — Cet impôt, qui ne comportait plus de décimes, était comme les anciens droits de mutation par décès, progressif, assis sur la part nette revenant à chaque héritier, donataire ou légataire, et incombait personnellement à chacun d'eux, sans qu'il y eût à rechercher s'il venait à la succession en qualité de successeur universel ou à titre universel ou comme légataire particulier. Son plafond resta celui fixé par l'article 19 de la loi du 3 août 1926, c'est-à-dire 25 % en ligne directe et entre époux, 35 % en ligne collatérale, 40 % entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré et entre personnes non parentes.

Cette taxe présentait en outre les particularités suivantes : En premier lieu, son tarif comportait, pour chaque degré de parenté, des taux majorés lorsque le défunt avait laissé un seul enfant vivant ou représenté ou était décédé sans postérité. Par suite, pour déterminer le tarif exigible sur les parts nettes recueillies dans une succession donnée, on devait rechercher, au préalable, si le défunt n'avait pas laissé d'enfant vivant ou représenté, s'il avait laissé un enfant unique vivant ou

représenté ou s'il avait laissé deux enfants ou plus, et, selon le degré de parenté du successible, retenir les taux figurant aux divers tableaux et inscrits sur la ligne correspondant au nombre des enfants du *de cujus*. En second lieu, alors que jusqu'à présent un tarif distinct était prévu au delà du 2<sup>e</sup> degré de parenté aussi bien en ligne directe ascendante qu'en ligne directe descendante, le nouveau barème supprimait cette distinction pour la ligne ascendante, qui ne comportait plus qu'un tarif pour le 2<sup>e</sup> degré et au delà du 2<sup>e</sup> degré. Enfin tous les avantages, prévus par la législation antérieure en faveur de certaines catégories de successions, étaient concrétisés dans plusieurs tableaux qui, lorsque les conditions fixées pour leur application étaient réunies, se substituaient au premier tableau formant barème de droit commun.

\*  
\* \* \*

La loi portant réforme fiscale du 31 décembre 1936, votée dans la fatigue ensommeillée d'une folle nuit de Saint-Sylvestre, après soixante-douze heures de séance presque ininterrompue — la Chambre n'ayant accordé que le dernier jour de l'année au Sénat pour examiner pêle-mêle près de 50 milliards de recettes problématiques et de dépenses certaines — a, une fois de plus, apporté plusieurs modifications aux mesures antérieurement prévues.

Les articles de la nouvelle loi ayant trait à ces modifications sont les suivants :

ART. 42. — Les droits de mutation par décès sont fixés aux taux ci-après pour la part nette recueillie par chaque ayant droit :

| Indication du degré de parenté<br>et du nombre d'enfants laissés par le défunt.                                  |      | Tarif applicable à la fraction de part nette comprise entre |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------------------------------------------------------|------------|------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------|--|
|                                                                                                                  |      | 5.000 fr.                                                   | 10.000 fr. | 10.000 et<br>5.000 fr. | 50.000 et<br>10.000 fr. | 100.000 et<br>250.000 fr. | 250.000 et<br>500.000 fr. | 500.000 et<br>1.000.000 de<br>francs | 1.000.001 et<br>2.000.000 de<br>francs | 2.000.001 et<br>5.000.000 de<br>francs | 5.000.001 et<br>10.000.000 de<br>francs | 10.000.001 et<br>50.000.000 de<br>francs | 50.000.001 et<br>150.000.000 de<br>francs | Au delà de<br>150.000.000 de<br>francs |  |
|                                                                                                                  |      | %                                                           | %          | %                      | %                       | %                         | %                         | %                                    | %                                      | %                                      | %                                       | %                                        | %                                         | %                                      |  |
| <i>En ligne directe descendante au 1<sup>er</sup> degré :</i>                                                    |      |                                                             |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                          | 1    | 1,50                                                        | 2          | 4,50                   | 8                       | 11                        | 15                        | 22                                   | 27                                     | 30                                     | 35                                      | 40                                       | 50                                        | 60                                     |  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés . .                                                                     | 1    | 1,50                                                        | 2,50       | 2,50                   | 4,50                    | 6                         | 8                         | 13                                   | 16                                     | 18                                     | 22                                      | 26                                       | 34                                        | 40                                     |  |
| <i>En ligne directe descendante au 2<sup>e</sup> degré :</i>                                                     |      |                                                             |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                          | 2    | 2,50                                                        | 5          | 8                      | 10                      | 12                        | 16                        | 24                                   | 28                                     | 32                                     | 38                                      | 42                                       | 52                                        | 62                                     |  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés . .                                                                     | 2    | 3,50                                                        | 5          | 5                      | 8                       | 11                        | 15                        | 20                                   | 25                                     | 30                                     | 35                                      | 40                                       | 50                                        | 60                                     |  |
| <i>Entre époux :</i>                                                                                             |      |                                                             |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                      | 5    | 9                                                           | 15         | 15                     | 19                      | 23                        | 28                        | 32                                   | 35                                     | 40                                     | 44                                      | 48                                       | 55                                        | 62                                     |  |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                          | 3    | 6                                                           | 9          | 12                     | 12                      | 15                        | 20                        | 25                                   | 28                                     | 32                                     | 36                                      | 42                                       | 52                                        | 60                                     |  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés . .                                                                     | 2    | 3                                                           | 4          | 4                      | 5,50                    | 8                         | 12                        | 16                                   | 20                                     | 24                                     | 28                                      | 36                                       | 48                                        | 55                                     |  |
| <i>En ligne directe descend. au delà du 2<sup>e</sup> degré :</i>                                                |      |                                                             |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                          | 5    | 6                                                           | 9          | 12                     | 12                      | 15                        | 20                        | 25                                   | 28                                     | 32                                     | 40                                      | 44                                       | 55                                        | 65                                     |  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés . .                                                                     | 3    | 4                                                           | 6          | 6                      | 8                       | 10                        | 12                        | 16                                   | 20                                     | 24                                     | 28                                      | 36                                       | 48                                        | 60                                     |  |
| <i>En ligne directe ascendante au 1<sup>er</sup> degré :</i>                                                     |      |                                                             |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                      | 6    | 10                                                          | 16         | 16                     | 20                      | 25                        | 30                        | 35                                   | 40                                     | 45                                     | 50                                      | 55                                       | 60                                        | 70                                     |  |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                          | 5    | 7,50                                                        | 11         | 14                     | 14                      | 20                        | 25                        | 30                                   | 35                                     | 40                                     | 45                                      | 50                                       | 55                                        | 62                                     |  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés . .                                                                     | 4    | 4,50                                                        | 6          | 6                      | 7,50                    | 10                        | 15                        | 20                                   | 25                                     | 30                                     | 35                                      | 40                                       | 45                                        | 55                                     |  |
| <i>En ligne directe ascend. au 2<sup>e</sup> deg. et au delà :</i>                                               |      |                                                             |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
| Pas d'enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                      | 7    | 11                                                          | 17         | 17                     | 21                      | 26                        | 32                        | 36                                   | 42                                     | 48                                     | 52                                      | 56                                       | 62                                        | 70                                     |  |
| 1 enfant vivant ou représenté . . . . .                                                                          | 6    | 8                                                           | 11,50      | 11,50                  | 15                      | 21                        | 26                        | 32                                   | 36                                     | 42                                     | 48                                      | 52                                       | 57                                        | 62                                     |  |
| 2 enfants ou plus vivants ou représentés . .                                                                     | 4,50 | 5                                                           | 7          | 7                      | 9                       | 11                        | 16                        | 22                                   | 28                                     | 32                                     | 36                                      | 42                                       | 45                                        | 55                                     |  |
| Entre frères et sœurs . . . . .                                                                                  | 18   | 20                                                          | 25         | 32                     | 38                      | 42                        | 46                        | 50                                   | 54                                     | 58                                     | 62                                      | 66                                       | 72                                        | 72                                     |  |
| Entre oncles ou tantes, neveux ou nièces . .                                                                     | 22   | 25                                                          | 30         | 35                     | 40                      | 45                        | 48                        | 52                                   | 56                                     | 60                                     | 65                                      | 70                                       | 75                                        | 75                                     |  |
| Entre grands-oncles et grand'tantes et<br>petits-neveux ou petites-nièces et entre<br>cousins germains . . . . . |      |                                                             |            |                        |                         |                           |                           |                                      |                                        |                                        |                                         |                                          |                                           |                                        |  |
| Entre parents au delà du 4 <sup>e</sup> degré et entre<br>personnes non parentes . . . . .                       | 28   | 30                                                          | 36         | 40                     | 45                      | 48                        | 50                        | 54                                   | 58                                     | 62                                     | 68                                      | 72                                       | 78                                        | 80                                     |  |
|                                                                                                                  | 32   | 36                                                          | 40         | 44                     | 48                      | 50                        | 54                        | 60                                   | 64                                     | 68                                     | 72                                      | 75                                       | 80                                        |                                        |  |

Toutefois, les droits incombant à chaque successible ne pourront excéder les maxima ci-après :

En ligne directe et entre époux, 25 %.

En ligne collatérale, 40 %.

Entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré et entre personnes non parentes, 50 %.

ART. 43. — Dans toute succession où le défunt laisse plus de deux enfants vivants ou représentés, il est déduit de l'actif global net, pour la liquidation des droits de mutation par décès, 10 % par enfant en sus du deuxième, sans que cette réduction puisse excéder 20.000 fr. par enfant.

ART. 44. — Le droit maximum prévu au tableau de l'article 412 du Code de l'enregistrement est un droit de 40 % sur l'ensemble du legs recueilli par l'établissement gratifié.

ART. 45. — A partir de la mise en vigueur de la présente loi, les dispositions de l'article 421 du code de l'enregistrement (*art. 8 du décret du 11 juillet 1934*) ne seront applicables :

1<sup>o</sup> Qu'aux donations, successions et legs recueillis par le conjoint, les ascendants, les descendants et les collatéraux privilégiés :

2<sup>o</sup> Que pour la déduction prévue par l'article 408 du même code.

ART. 46. — Sont présumées, jusqu'à preuve contraire, faire partie de la succession pour la liquidation et le paiement des droits de mutation par décès, les titres et les valeurs dont le défunt a perçu les revenus ou à raison desquels il a effectué des opérations quelconques moins d'un an avant son décès.

Le nouveau régime instauré par ces dispositions peut se résumer ainsi : un tarif progressif unique, se substituant aux différents tarifs fixés précédemment, est désormais et jusqu'à nouvel ordre en vigueur. D'autre part les plafonds des droits applicables aux successions recueillies en ligne collatérale et aux successions transmises au delà du 4<sup>e</sup> degré passent respectivement de 35 à 40 % et de 40 à 50 % (1). Enfin un

(1) Dans le projet initial les maxima prévus étaient de 60 % entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré, 50 % en ligne collatérale, 40 %

effort est accompli en faveur des familles nombreuses (art. 43 modifiant l'art. 4 du décret du 11 juillet 1934) et des successions inférieures à 30.000 francs. Leur situation méritait d'être prise en considération. En effet, d'après les renseignements fournis par M. le ministre des Finances, sur 370.150 successions déclarées en 1935, 321.760 étaient inférieures à 50.000 francs. Il est seulement regrettable que ces mesures (1), d'ailleurs parfaitement équitables, aient eu comme contrepartie une nouvelle majoration de l'impôt sur les successions plus importantes (2).

en ligne directe. — Grâce à la fermeté de la commission sénatoriale des finances et de son rapporteur général M. Abel GARDEY, non seulement les plafonds prévus en ligne collatérale et entre parents au delà du 4<sup>e</sup> degré n'ont pas été atteints, mais encore le plafond en ligne directe est resté ce qu'il était antérieurement, c'est-à-dire 25 %.

(1) Sénat, séance du 31 décembre 1936 *J. O.*, 1<sup>er</sup> janvier 1937, p. 1977.

(2) La loi du 31 décembre 1936 a laissé sans changement certaines dispositions législatives édictées en faveur soit des victimes de la guerre 1914-1918, soit des petites exploitations agricoles, industrielles et artisanales. Ces dispositions, qui continuent donc à s'appliquer, sont les suivantes :

— L'article 6 de la loi du 26 décembre 1914 exempte de l'impôt de mutation par décès les parts nettes recueillies par les ascendants et descendants et par la veuve du défunt dans les successions : 1<sup>o</sup> des militaires des armées françaises et alliées de terre et de mer, morts sous les drapeaux, pendant la durée de la guerre ; 2<sup>o</sup> des militaires qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers sont morts, dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre ; 3<sup>o</sup> de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités. La déclaration de ces successions doit néanmoins être souscrite dans les délais fixés par l'article 24 de la loi du 22 frimaire an VII, modifié par l'article 21 § 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1919. Elle doit être accompagnée d'un certificat de l'autorité militaire constatant que la mort a été causée par une blessure reçue ou une maladie contractée pendant la durée de la guerre, ou dans le cas

de civils tués à l'ennemi, établissant les circonstances du décès.

— L'article unique de la loi du 9 avril 1918 exempte tant de la déclaration que de l'impôt de mutation par décès les objets et jusqu'à concurrence de 500 francs les sommes ou valeurs que possédaient sur eux les militaires des armées françaises ou alliées de terre et de mer ou qui leur étaient dues par l'autorité militaire. Cette exemption profite à tous les héritiers et légataires, même non parents. Elle est subordonnée à la seule condition que l'acte de décès contienne la mention : « Mort pour la France » conformément à la loi du 2 juillet 1915.

— L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 février 1928 édicte que pour la perception de la taxe successorale et des droits de mutation par décès une somme de 30.000 fr. est déduite de l'actif global net des successions : 1<sup>o</sup> des militaires morts sous les drapeaux sur un théâtre d'opérations extérieures, au cours des opérations ; 2<sup>o</sup> des militaires qui soit sous les drapeaux dans l'année de leur départ du lieu des opérations, soit après leur renvoi dans leurs foyers dans l'année de leur libération, sont morts des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours des dites opérations. Cette déduction ne peut profiter toutefois qu'aux ascendants, aux descendants et à la veuve du défunt. La déclaration de ces successions doit être souscrite dans les délais légaux ; elle doit être accompagnée d'un certificat de l'autorité militaire constatant, soit que le *de cujus* est mort sous les drapeaux au cours des opérations sur un théâtre extérieur, soit qu'il est décédé sous les drapeaux dans l'année de son départ du lieu des opérations ou après son retour dans ses foyers dans l'année de sa libération des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours des dites opérations. Cette disposition est toujours en vigueur malgré la disparition de la taxe successorale.

— L'article 18 de la loi de finances du 31 mars 1931 dispense des droits de mutation la transmission des petites exploitations agricoles, industrielles et artisanales lorsque l'héritier prend l'engagement de continuer l'exploitation pendant *cinq* ans à dater de l'ouverture de la succession. Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1931, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 18 précité, impose aux héritiers l'obligation de fournir dans la déclaration de succession une évaluation détaillée des immeubles exonérés avec mention des indications cadastrales de chaque immeuble. — L'article 10 de la loi de finances du 31 décembre 1935 a porté de 40.000 à 50.000 francs la valeur des biens agricoles susceptibles de bénéficier de l'immunité des droits de mutation par décès. Cette réforme a été adoptée sur un amendement de M. de Monzie.

SECTION II. — Critique (1).  
**Etude de la proposition Palmade.**  
**Conclusion.**

Tel qu'il se présente aujourd'hui, notre régime fiscal des successions a ses caractères propres, de grands mérites, mais aussi des imperfections notables qui soulèvent plus d'une critique.

Certes depuis la loi de Frimaire de sérieuses et judicieuses réformes ont été accomplies. Les incohérences, les inégalités, les injustices dont la législation de l'an VII était la source ont aujourd'hui dans une large mesure disparu.

Cependant l'œuvre n'est pas parfaite. Dans la *forme* tout d'abord, elle manque d'homogénéité. Il faut, pour ainsi dire, lire à la loupe nos lois de finances, « véritables pots pourris législatifs » (2), pour en extraire des textes très souvent peu clairs qui modifient ou abrogent d'autres textes auxquels on doit péniblement se reporter pour arriver à comprendre le sens exact de la loi nouvelle, elle-même souvent interprétée et quelquefois travestie par les innombrables instructions, circulaires ou solutions de la Régie.

D'autre part au *fond*, les règles qui régissent la déduction des dettes et l'évaluation des usufruits ne sont

(1) Nous passons délibérément sous silence tout ce qui concerne la liquidation, le paiement et le recouvrement des droits. — Il s'agit là de mesures réglementaires relevant de la technique fiscale et n'ayant pas à proprement parler leur place ici.

(2) BÉZARD-FALGAS, *Les lois fiscales sur les successions*. Le Correspondant, 1927, p. 830 et s.

pas à l'abri de tout reproche. Mais le point sur lequel il paraît le plus intéressant et en même temps le plus utile d'insister est celui de l'exagération des tarifs d'impôts. Sous le couvert des besoins sans cesse croissants du Trésor, le législateur s'est exercé à augmenter de telle manière les droits successoraux qu'ils n'ont plus d'un impôt que le nom, puisqu'ils aboutissent toujours à une confiscation d'une partie du capital.

C'est en vain que l'on prétend justifier cette confiscation en arguant du caractère d'aubaine d'un héritage ou d'un legs. En réalité — comme nous l'indiquions, en faisant la critique du système de la progression en matière d'impôts, — elle amoindrit le capital national en l'absorbant à la longue, en décourageant l'esprit d'épargne, en encourageant la fraude.

La France fut un pays riche. Elle devait à ses qualités foncières sa plus solide richesse. Elle était moins remarquable par le faste de ses grosses fortunes que par la multiplicité de ses foyers heureux, où l'aisance de bon aloi laborieusement acquise se transmettait de père en fils et constituait un des éléments les plus sains de l'armature nationale. Mais une nuée de rapaces, plus goulue d'année en année, s'est abattue sur cette proie et, par tous les moyens, l'a rongée, pressurée, spoliée. Depuis 1913, soit en moins de vingt-cinq ans, la fortune privée française a été réduite de plus de moitié. Dans cet effritement des patrimoines, le plus lourd tribut a été payé par les fortunes immobilières. Terre et pierres ont été les victimes préférées d'une politique de spoliation.

Dans tels de nos départements considérés comme riches, le Nord, la Seine-Inférieure, le Rhône, les patri-

moins ont subi des pertes qui s'échelonnent entre 49,50 % et 53 %. Les départements réputés moins riches tels que le Lot, la Lozère, les Hautes-Alpes ont été moins touchés. Cependant la fortune privée y a diminué en moins d'un quart de siècle d'environ 25 %.

Les chiffres des annuités successorales donnent à ce sujet des précisions incontestables. En 1911, par exemple, le chiffre global des successions s'était élevé à 29 milliards (de nos francs de 1928). En 1933, ce chiffre était tombé au-dessous de 14 milliards et demi. A partir de 1933, les valeurs mobilières ont sensiblement fléchi, et la valeur de la propriété foncière a baissé de 25 à 30 %. En réalité aujourd'hui l'ensemble des fortunes privées françaises a diminué de plus de trois cinquièmes par rapport à l'avant guerre (1).

Cette diminution était fatale. Elle est le fait d'une fiscalité expropriatrice qui s'acharne à vider la propriété française de sa substance pendant que, par voie de conséquence, disparaît un de ses reconstituants les plus énergiques, l'esprit d'épargne.

Il est évident en effet que si l'individu sait qu'après sa mort ses biens seront dispersés pour acquitter les lourdes taxes dont ils seront frappés, de son vivant il fera comme le célibataire d'aujourd'hui qui, sans enfant et sans affections, sachant que la vie est courte, veut la vivre bonne, place ses biens à fonds perdus,

(1) Sur la diminution de la fortune française, voir les précisions apportées à la tribune du Sénat par M. le président Caillaux, lors de la discussion du projet de réforme fiscale devenu la loi du 31 décembre 1936 — Sénat, séance du 31 décembre 1936. *J. O.* du 1<sup>er</sup> janvier 1937. D. P., p. 1976.

dépense chaque année tous ses revenus ainsi qu'une partie de son capital et emporte ainsi dans la tombe son nom et sa fortune.

Or la disparition des fortunes privées est un danger pour le pays et l'Etat lui-même. N'est-ce pas cette épargne accumulée qui, au cours des temps, a fait la force de la France ? Quand les fortunes seront détruites et que le niveau socialiste aura passé sur la propriété privée, où donc l'industrie et le commerce iront-ils chercher leur moyen d'action ? Où donc l'Etat ira-t-il chercher des ressources pour ses emprunts futurs ? Où trouvera-t-on, dans une crise grave, les fonds nécessaires pour soutenir une lutte comme celle que nous avons menée pendant quatre ans pour l'indépendance et la vie même du pays ? Ce sont là des notions de bon sens qu'il faudrait opposer aux théories haineuses de politiciens en mal de réclame électorale. Ce sont là autant de problèmes singulièrement angoissants, prévus jadis par les adversaires de la progressivité de l'impôt, et qui, à l'heure actuelle, ne peuvent être résolus que par une suppression ou tout au moins une diminution très sensible des charges successorales.

Une telle diminution est particulièrement opportune pour une catégorie des plus intéressantes de la société française, pour la classe moyenne, pour la moyenne et la petite bourgeoisie, comme aussi pour la fraction la plus laborieuse, la plus économe, la plus intelligente de la classe populaire, où se recrutait jusqu'ici la bourgeoisie du lendemain. Sans doute les dispositions législatives actuelles lèsent tout le monde, mais la classe riche, dont les revenus excèdent les dépenses,

peut aisément, en plaçant cet excédent, reconstituer au fur et à mesure les prélèvements que le fisc opère sur sa fortune. Il en est tout autrement pour les petits propriétaires, petits rentiers, petits épargnants. Au taux effrayant de la cherté de la vie actuelle, ces modestes propriétaires peuvent de moins en moins épargner ; bienheureux même s'ils ne sont pas, de leur vivant, contraints d'entamer leur petit capital. Lors donc que le fisc vient opérer des coupes sombres dans le patrimoine de ces Français, ces petites fortunes fondent, se volatilisent. Si l'on n'y prend garde, la catégorie la plus intéressante de la population française sera bientôt ruinée, dépouillée du fruit de ses efforts et de ses peines, en un mot éliminée.

Ce danger d'élimination des classes laborieuses a été très rapidement perçu par M. Mussolini qui s'est révélé un grand homme d'Etat en réduisant, dans une très large mesure, les droits de succession non pas seulement en ligne directe, mais également en ligne collatérale rapprochée (1). Cette réforme, datant déjà de plusieurs années, était accompagnée d'une déclaration où le dictateur italien disait textuellement ceci : « L'Italie manque de capitaux, il faut confier aux familles italiennes le soin d'en former. Qu'elles travaillent en paix ! Tant que le Fascisme sera au pouvoir, jamais il ne sera touché aux économies des familles italiennes. » Quand on constate la facilité avec laquelle l'Etat italien s'est relevé de sa crise financière, c'est là une formule à méditer et même un exemple à suivre si l'on veut

(1) En Italie — depuis un décret du 30 avril 1930 — la transmission en ligne directe à deux ou plus de deux enfants est totalement exonérée.

éviter pour l'avenir de notre pays les pires catastrophes.

Malheureusement l'évolution actuelle des idées politiques, le sens nettement déterminé de notre législation sociale, vont à l'encontre d'une telle règle de conduite et tout porte à croire, à moins d'une réaction soudaine, que, dans le temps à venir, la politique de ruine et de désastre des années passées poursuivra son cours, tandis que s'aggraveront et s'accentueront les dangers signalés plus haut.

Et cependant si graves que puissent être ces dangers, que sont-ils en comparaison de ceux qu'aurait provoqué l'adoption, il y a quelques années, d'une conception d'apparition relativement récente et à l'étude de laquelle nous allons maintenant passer.

\*  
\*   \*  
\*

Le 15 janvier 1926, M. Palmade et plusieurs de ses collègues déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de loi « tendant à réformer le régime des taxes successorales » en « donnant comme base au régime nouveau, le régime de l'Etat héritier » (1).

Jusqu'alors l'Etat s'était occupé de rançonner les individus soit de leur vivant, soit au lendemain de leur mort, avec une férocité que son ingéniosité seule pouvait égaler. Cependant pour désagréable qu'il fût, l'Etat se présentait du moins comme un simple créancier. Il arrivait porteur d'une créance. Evidemment l'impôt des successions, source de cette créance, avait profondément changé de caractère depuis le jour où la

(1) *J. O.*, session ordinaire 1926. Doc. Parl., annexe n° 2407.

loi du 22 Frimaire an VII en avait établi le principe, car il était alors et il était resté un certain temps après la promulgation du Code civil, un impôt de mutation frappant, comme les autres impôts, une manifestation de la richesse privée. Sans doute, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et plus particulièrement dans les années qui avaient suivi, il avait subi à plusieurs reprises de tels accroissements que le simple droit de mutation originaire, fondé sur le service rendu par l'Etat à l'héritier en lui assurant la mise en possession paisible de l'hérédité, s'était transformé en un véritable prélèvement de capital à la fois graduel et progressif, apparaissant comme une rémunération des bienfaits rendus par la société à celui qui avait amassé les biens, au *de cuius*. Mais du moins, lorsqu'on avait payé cette créance, on pouvait se considérer comme débarrassé de la préoccupation de ce paiement d'abord et de ceux qui le réclamaient ensuite.

Désormais, aux termes du projet déposé, lorsqu'une succession s'ouvrirait l'Etat arriverait, non plus comme un simple créancier réclamant son dû, mais comme un héritier, héritier singulièrement importun, d'autant plus indésirable qu'il serait privilégié.

Telle était, en bref, la proposition à laquelle M. Palmade avait attaché son nom et qu'un certain nombre d'autres signataires avaient étayé de leur autorité (1).

A vrai dire l'idée qui avait guidé ses auteurs et qui se dégageait facilement du but poursuivi par eux — à savoir que l'individu a des devoirs non seulement envers

(1) La proposition était signée par MM. Palmade, Bedouce, César Chabrun, Vincent Auriol, J.-L. Dumesnil, Léon Blum, Paul Aubriot, Frédéric Brunet et Queuille.

sa famille, mais encore vis-à-vis de la collectivité dont il est membre et à laquelle il est rattaché par des liens de solidarité — n'était pas neuve. Avant que le législateur ne l'ait prise à son compte, cette idée de solidarité avait fortement inspiré un certain nombre de philosophes et de sociologues qui, presque tous, s'étaient attachés à montrer l'importance de cette notion.

L'homme en effet n'est pas isolé, il est un être social chargé d'obligations envers ses semblables. C'est ce que Léon Bourgeois a brillamment développé : « L'homme vivant dans la société et ne pouvant vivre sans elle est à toute heure un débiteur envers elle. Là est la base de ses devoirs, la charge de sa liberté. L'obligation de chacun envers tous est simplement la contre-partie des avantages que chacun retire de l'état de société, le prix des services que l'association rend à chacun. L'homme naît débiteur de l'association humaine (1). »

Sans songer un instant à méconnaître les services et les avantages dont les particuliers sont redevables envers la collectivité, il est cependant permis de se demander si les augmentations successives et progressives des droits de mutation ne constituent pas un acquittement suffisant des devoirs des particuliers envers l'Etat, sans qu'il soit nécessaire de donner à l'Etat, dans toute succession, le titre d'héritier réservataire.

Ce titre fut pourtant l'enjeu de la proposition Palmade (2). Celle-ci, insérée dans le projet de redresse-

(1) LÉON BOURGEOIS, *Solidarité*, p. 116.

(2) Cette proposition avait été, dans la période contemporaine, précédée de deux projets s'inspirant des mêmes conceptions, bien

ment financier, ne comprenait pas moins de neuf articles : nous ne rappellerons ici que ceux qui intéressent plus particulièrement notre travail.

ART. 1<sup>er</sup>. — L'article 731 du Code civil est complété par les dispositions suivantes : « Dans toutes les successions l'Etat aura droit, en qualité d'héritier, à une part réservataire d'enfant légitime calculée dans les conditions de l'article 913 du Code civil ou à une fraction de cette part. »

que poursuivant des buts différents, les projets Bokanowski et Lafont. — Dans son projet de loi déposé le 26 juin 1915, M. Bokanowski proposait d'attribuer à l'Etat la qualité et les droits d'un héritier réservataire dans les successions déferées à moins de quatre enfants (*J. O. D. P. Chambre*, 1916, p. 1353, annexe 1062). Ce faisant, il obéissait à la double préoccupation « de demander immédiatement un effort financier considérable à la nation » et de « lutter contre l'atonie morbide qui semble ravir sa force à la race française ». Voici à ce sujet comment il s'exprimait dans l'exposé de ses motifs : « Tout Français qui ne laissera pas à sa mort quatre enfants au moins comptera la nation parmi ses héritiers. Elle aura droit à la portion réservataire d'un enfant légitime (art. 913 du Code civil) ; si le défunt était sans enfant, l'Etat recevra la moitié de sa fortune ; s'il en laisse un, deux ou trois, l'Etat intervenant comme un deuxième, un troisième ou un quatrième enfant, prendra le tiers, le quart ou les trois seizièmes de la succession. L'Etat prélève ainsi une part d'autant plus forte que le nombre d'enfants est moins élevé. Au quatrième enfant il renonce à toute intervention. C'est la prime magnifique consentie aux familles nombreuses. » Cette proposition devait être le 15 juillet 1919 repoussée par la Chambre à qui son auteur la présentait de nouveau le 31 décembre de la même année sous forme d'amendement à la loi budgétaire (*J. O. D. P.*, 1919, n° 6361). Cet amendement fut écarté comme la proposition de 1915. Quelques mois plus tard, exactement le 19 avril 1920, un député socialiste, M. Ernest Lafont, reprenant cette idée de l'Etat héritier réservataire, déposait un amendement à la loi des finances. En réalité, cet amendement reprenait, en l'aggravant, l'amendement Bokanowski puisque M. Lafont faisait intervenir l'Etat comme héritier réservataire dans toutes les successions. C'était la généralisation du système de l'Etat héritier réservataire. L'amendement de M. Lafont n'eut pas plus de succès que le projet Bokanowski et fut repoussé à une grande majorité par la Chambre des députés (*J. O.*, 2<sup>e</sup> séance du 19 avril 1920. *D. P.*, p. 1110).

ART. 2. — Son droit sera : « De la moitié de cette part réservataire s'il est en concours avec des descendants en ligne directe, pour la fraction d'actif excédant 100.000 fr. ; du tiers pour la fraction comprise entre 1 et 100.000 fr. ; des deux tiers de cette part réservataire s'il est en concours avec les père, mère, frère ou sœur ; de la totalité de cette part réservataire s'il est en concours avec tous autres successibles. Son droit sera toutefois limité à la nue-propriété de cette part réservataire, s'il se trouve seul en concours avec le conjoint survivant. »

ART. 3. — « Les droits de l'Etat seront toujours limités à la part réservataire définie à l'article précédent, que le défunt ait ou non disposé de la quotité disponible. Celle-ci, à défaut de dispositions entre vifs ou testamentaires, sera intégralement dévolue aux héritiers appelés autres que l'Etat. »

ART. 8. — Il est inséré dans l'article 724 du Code un deuxième alinéa ainsi conçu : « L'Etat est saisi de plein droit des biens droits et actions du défunt, mais il n'est jamais tenu des dettes que sur les biens par lui recueillis. L'alinéa 3 de l'article 724 est ainsi modifié : « L'époux survivant doit se faire envoyer en possession. »

ART. 9. — « L'Etat héritier ne peut demander le bénéfice de l'application des articles 815 et 826 du Code civil. »

Renvoyée à la commission des finances, rapportée presque sans modifications par M. Lamoureux rapporteur général, présentée sur la proposition de M. Piétri à la commission de législation civile et criminelle, largement amendée par elle après un rapport favorable de M. Alcide Delmont, combattue en séance par M. Barthélemy dans un incisif et spirituel discours, disjointe enfin le 12 février 1926 sur la demande de M. Raynaldy (1) : telles furent les vicissitudes de cette proposition.

En votant la disjonction, la Chambre n'émit donc pas un vote de principe ; il s'agissait là d'un simple renvoi permettant à la première occasion la reprise

(1) La disjonction fut votée par 326 voix contre 183. *J. O.*, 13 février 1926. D. P. Chambre, p. 718 et suiv.

de la conception, car, ainsi que le faisait très justement remarquer M. Joseph Barthélemy, « une disjonction n'est pas un enterrement. La victoire remportée par le bon sens n'est que provisoire. L'idée de l'Etat héritier peut renaître de ses cendres ».

Cette renaissance est-elle possible ? Une telle question est plus que jamais d'actualité et, étant donné les tendances présentes, l'adoption dans un avenir rapproché d'une pareille notion n'aurait rien d'in vraisemblable si néfastes et si nombreux que pourraient être, et les bouleversements dont notre régime successoral serait l'objet, et les difficultés d'application pratique d'un pareil système.

Dans la pensée de ses auteurs, la proposition Palmade avait surtout pour but d'atteindre les avoirs à l'étranger. Sa raison d'être c'était, déclarait expressément l'*Exposé des motifs*, « le droit pour l'Etat de se faire représenter dès l'ouverture de la succession dans les opérations de liquidation et de partage : droit d'autant plus intéressant qu'il pourra s'exercer à l'égard des successions mobilières ouvertes à l'étranger ; c'est la possibilité pour l'Etat d'être représenté lors de l'ouverture des coffres possédés par des Français en pays étrangers, lors de la liquidation de leurs comptes en banque. »

Le raisonnement de M. Palmade et de ses amis était en effet le suivant : la loi fiscale ne vaut que dans le pays où elle a été édictée ; au contraire la loi civile, reconnaissant à un Français le titre d'héritier, lui permet en cette qualité d'exercer ses droits sur les biens du *de cuius* même situés en pays étrangers.

L'Etat héritier pourra donc revendiquer ces biens hors de France ce qu'il n'aurait pu faire s'il s'était présenté sous le couvert de la simple loi fiscale.

Ce raisonnement ne nous paraît pas très solide en présence du principe qui veut qu'un Etat soit toujours libre de ne pas appliquer sur son territoire les lois étrangères. La plupart des auteurs et une grande partie de la jurisprudence admettent d'ailleurs que c'est la *lex rei sitae*, c'est-à-dire la loi du pays où sont situés les biens, qui a seule qualité pour régler les droits successoraux en tant qu'ils intéressent le crédit public et la propriété (1).

Au surplus, permettre à un Etat étranger de recueillir sur un territoire qui n'est pas le sien une fortune mobilière, n'est-ce pas, dans une certaine mesure, risquer de porter atteinte à l'indépendance de l'autre Etat ? Enfin l'Etat français aurait beau se présenter comme un héritier aux autorités étrangères, celles-ci auraient vite fait de découvrir sa véritable qualité fiscale. Et comme l'indiquait à cet égard M. Barthélemy à la Chambre : « Croyez-vous que parce que vous lui avez mis un faux nez, les nations étrangères ne reconnaîtraient pas l'Etat fisc ? Prétendre modifier la jurisprudence internationale par un subterfuge de législation nationale, c'est une tentative contradictoire et qui, par son essence même, porte sa condamnation. »

Pour appuyer davantage son affirmation, l'honorable député citait un fait éminemment caractéristique : « Nous connaissons sur ce point, disait-il, l'opinion des nations étrangères. Lorsque le second

(1) Voir première partie, p. 93.

comité Dawes a eu à étudier la grave question de savoir comment on pourrait faire rentrer en Allemagne les capitaux qui avaient fui devant le mark, comme aujourd'hui, hélas, nous avons le capital qui fuit devant le franc, il examina si, en faisant l'Etat Allemand héritier, on ne lui permettrait pas de poursuivre à l'étranger les capitaux qui s'étaient évadés. »

« C'est un de nos collègues M. Petsche, alors membre de la Cour des Comptes, qui faisait partie de la délégation française, qui a soumis cette suggestion au Conseil. Le Comité l'a repoussée, car les représentants de l'Amérique, de l'Angleterre, de l'Italie ont déclaré : « Nous n'enverrons pas en possession l'Etat Allemand héritier : nous refuserons de le reconnaître comme héritier » (1).

En présence de semblables déclarations, il est permis de penser que la réalisation dans notre législation française d'une telle conception risquerait de n'avoir à l'Etranger aucune efficacité, chaque nation prenant des mesures pour empêcher l'Etat français de pénétrer sur son territoire à la faveur d'une loi de circonstance, dictée par un intérêt fiscal.

Par ailleurs, si nous quittons le domaine du droit international pour envisager les conséquences d'une telle proposition dans le cadre interne, il est aisé de se rendre compte qu'elle porterait une atteinte des plus graves à la propriété individuelle et aboutirait de plus à une véritable inquisition.

« L'Etat héritier, a dit M. le bâtonnier Fourcade, c'est tout simplement la notion de la propriété indivi-

(1) BARTHÉLEMY, *op. cit.*

duelle bouleversée, c'est la première brèche introduite dans cette propriété et la brèche par où tout passera » (1).

Cette brèche, il faut à tout prix l'éviter, car rien ne pourrait remplacer la propriété. S'attaquer à cette institution, ce serait par contre-coup détruire chez l'individu l'esprit de production et d'épargne, ce serait désagréger la plus nécessaire comme la plus ancienne des sociétés humaines, la famille, ce serait amoindrir sa cohésion, affaiblir son autorité, ce serait enfin saper et ébranler les bases de notre démocratie dont la vie familiale doit rester la cellule.

Une telle législation irait d'ailleurs à l'encontre des aspirations naturelles de l'homme. Les théoriciens du socialisme et du communisme l'ont bien compris et certains d'entre eux, tel Proudhon, ont clairement mis en relief le lien étroit reliant l'homme à la propriété.

Après avoir débuté dans la notoriété publique par son exclamation fameuse « La propriété c'est le vol » Proudhon s'acharna pendant une bonne partie de sa vie, avec une fougue parfois géniale, avec une puissance de dialectique rarement égalée, à la négation du principe de propriété. Et cependant, ce principe renaissait toujours devant lui, insaisissable, indestructible. En vain Proudhon s'efforçait de l'enfermer dans les rudes tenailles de sa logique, l'idée de propriété échappait toujours à cette étreinte, tant et si bien que Proudhon, dans sa confrontation des idées contradictoires, formula sur la propriété paysanne cet éloge bien connu et digne d'un classique : « Par la pro-

(1) *La réforme sociale*, 1926 (juillet-août). Conférence de M. le bâtonnier Fourcade sur « l'Etat héritier ».

priété l'homme prend définitivement possession de son domaine et se déclare maître de la terre. Des profondeurs de la conscience le moi s'élance et embrasse le monde ; et dans cette communion de l'homme et de la nature, dans cette espèce d'aliénation de lui-même, sa personnalité loin de faiblir double d'énergie. Nul n'est plus fort de caractère, plus prévoyant, plus persévérant que le propriétaire. Comme l'amour qu'on peut définir une émission de l'âme qui s'accroît par la possession et qui, plus il s'épanche, plus il abonde, ainsi la propriété ajoute à l'être humain, l'élève en force et en dignité. Dans la propriété comme dans l'amour, posséder et être possédé, l'actif et le passif n'expriment toujours que la même chose ; l'un n'est possible que par l'autre, et c'est seulement par cette réciprocité que l'homme, jusqu'alors tenu par une obligation unilatérale, maintenant enchaîné par le contrat synallagmatique qu'il vient de passer avec la nature, sent tout ce qu'il est et ce qu'il vaut et jouit de la plénitude de l'existence » (1).

Tel est bien en effet le rôle de la propriété individuelle. C'est avec elle que l'homme fournit le maximum de travail et obtient de la nature le maximum de production. Or il est clair que le propriétaire ne sera poussé à travailler et à épargner qu'à la condition d'avoir la possibilité de transmettre, le droit de tester étant absolument inséparable du droit de propriété. Si donc il ne peut, comme bon lui semble, user et disposer de ses biens, s'il n'ignore pas qu'à son décès l'Etat interviendra pour revendiquer à son profit et

(1) PROUDHON, *Contradictions économiques*.

prélever dans sa succession une part de l'actif qu'il aura laissé, il travaillera avec moins d'énergie et partant l'héritage à léguer à ses enfants ira de son vivant sans cesse en s'amenuisant. Admettre, dans ces conditions, l'Etat comme héritier réservataire, ce serait, en bouleversant notre régime successoral, ébranler des plus dangereusement le droit de propriété, droit antérieur et supérieur au droit de l'Etat, devant lequel doit s'incliner la puissance du législateur, droit qui n'est rien s'il n'entraîne avec lui le droit d'aliéner, de disposer et de transmettre.

Supposons cependant que cette notion de l'Etat héritier devienne un jour une réalité. Voyons comment fonctionnerait ce système, de quelles difficultés il serait la source.

Ces difficultés naîtraient de ce fait qu'en présence de ce nouveau co-partageant indésirable, l'Etat, un partage amiable deviendrait impossible et force serait aux parties d'avoir recours au partage judiciaire. Cette procédure longue et coûteuse, suivie aujourd'hui dans des cas très limités et prévus par les articles 823 et 838 du Code civil, deviendrait demain une nécessité.

Le premier acte préalable d'une telle procédure serait sans aucun doute l'apposition des scellés, formalité pénible, mais à laquelle le fonctionnaire, désigné pour représenter l'Etat, serait fatalement astreint pour dégager sa responsabilité. Cette apposition de scellés au nom de l'Etat a inspiré M. Joseph Barthélemy : « Vous voulez, disait-il — au cours de son discours à la Chambre lors de la discussion du projet — que chez nous, dans nos villes et dans nos campagnes, l'Etat représenté par le fisc surveille les malades, attentif aux sonneries

des cloches, guettant les agonies pour arriver le premier dans la chambre mortuaire, avant que le *de cujus* soit froid, pour fouiller les tiroirs et sonder les paillasses ! »

Il nous paraît difficile de brosser un tableau plus saisissant(1). Et cette apposition de scellés ne serait cependant qu'un prélude, car cette formalité accomplie, une autre lui ferait suite, dont le cérémonial serait non moins vexatoire : l'inventaire. Ce serait alors l'heure du dépouillement des papiers de famille, l'heure de ces indiscretions posthumes d'où peuvent sortir tant de tristesses qu'on a si souvent intérêt à couvrir de l'ombre du secret. Avec le notaire, le représentant de l'Etat, mêlé aux questions les plus intimes, fouillerait de fond en comble la maison dans le but de s'entourer de toutes les garanties touchant l'importance et la consistance de la succession.

Puis, ces formalités préalables d'apposition de scellés et d'inventaire terminées, viendrait le partage avec son cortège de difficultés, de lenteurs et de frais aggravés par les complications engendrées par la présence du nouvel héritier.

Il est vrai que les auteurs de la proposition de loi avaient par avance essayé de parer à ces diverses complications en stipulant que l'Etat héritier ne pourrait demander le bénéfice de l'application des art. 815 et 826 du Code civil (art. 9 de la proposition de loi) décidant l'un que nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, le partage pouvant toujours être provoqué nonobstant prohibitions et conventions contraires,

(1) V. dans le journal *Le Gaulois*, n° du 27 janvier 1926, un dessin très suggestif sur « l'Etat héritier » de M. Abel FAIVRE.

l'autre que chacun des co-héritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession. — Mais alors, si l'Etat ne peut de son propre chef provoquer le partage, s'il doit subir l'état d'indivision jusqu'à la liquidation de la succession dont l'initiative appartiendra aux seuls héritiers, exception faite de l'Etat, quelle sera sa situation pendant cette indivision ? Deviendra-t-il co-propriétaire du domaine, associé dans l'entreprise industrielle ou commerciale ? Métayer d'un nouveau genre, aura-t-il dans l'exploitation agricole une part des fruits ? Quels seront ses droits de contrôle, ses pouvoirs de gestion ? Toutes questions dont la solution nous paraît singulièrement malaisée et dont le simple énoncé a au moins l'avantage de nous représenter les inextricables difficultés qui naîtraient d'une pareille immixtion de l'Etat dans les intérêts privés. Nous l'avons déjà dit, le résultat de cette ingérence serait la diminution certaine de l'activité économique et sociale du pays.

Un jour viendra peut-être où cette notion de l'Etat héritier, venant en concurrence avec les véritables héritiers, et réclamant au milieu d'eux une place privilégiée, reprendra corps sous la forme d'une autre proposition ou d'un nouveau projet de loi. Il ne s'agira plus alors de se lamenter en méditant sur les dangers que pourrait présenter dans l'avenir une semblable conception. Il conviendra surtout et avant tout de conjuguer les efforts pour écarter cette notion dont l'adoption dans notre législation constituerait la plus profonde, la plus perfide des révolutions, la plus grosse de périls pour demain dans ses perspectives lointaines, la plus intolérable dans ses réalisations immédiates.

\* \* \*

Sur le point de *conclure*, et avant de suggérer un certain nombre de réformes qui, à notre humble avis, s'imposeront à brève échéance dans le domaine que nous avons parcouru, nous avons hâte de préciser la position prise au cours de cet exposé pour dissiper tout malentendu possible dans l'esprit de nos lecteurs.

Ceux-ci ont pu se rendre compte que, dans la première partie de notre travail, nous avons, relativement au droit de déshérence, adopté la thèse de l'Etat venant recueillir les successions abandonnées en tant que successeur, et non point à titre de souverain, comme le voudraient certains. Cette prise de position serait-elle en contradiction avec les critiques que nous élevions tout à l'heure en examinant la proposition Palmade ? Nous ne le pensons pas pour les motifs suivants : Lorsque l'Etat recueille une succession en déshérence, il n'a devant lui aucun héritier ou tout au moins aucun successible susceptible d'hériter. La succession est donc vacante, abandonnée, et, s'il s'en empare, il ne lèse aucun droit préexistant. Mais là s'arrêtent ses droits, ici se limitent ses prérogatives et jamais, pour notre part, nous ne l'autoriserons à venir, quel que soit le rang des héritiers se trouvant en concours avec lui, usurper une part d'héritage dans toutes les successions. Voilà pourquoi nous avons combattu la proposition de M. Palmade qui, si elle devenait une réalité, aurait, ni plus ni moins, pour résultat de changer le titre et le rang de l'Etat, en faisant de ce dernier non

plus un successeur irrégulier classé au dernier rang, mais un héritier réservataire avec toutes les prérogatives et tous les avantages attachés à cette situation.

Tel est notre point de vue. Il est simple, il est clair. Il a en outre le mérite de restreindre dans de sages limites l'activité débordante dont l'Etat a fait preuve au cours de ces derniers temps.

Cette activité s'est manifestée dans tous les domaines. Nous avons vu successivement l'Etat commerçant, industriel, entrepreneur. Nous le voyons aujourd'hui courtier en grains. Nous le verrons peut-être demain assureur et qui sait si cette intervention étatiste n'ira pas sans cesse en s'accroissant au point de paralyser toutes les énergies individuelles et de tarir les forces productives de la nation. A l'heure actuelle, nous n'en sommes évidemment pas encore là, mais il n'est que temps de freiner sur cette pente fatale, génératrice de ruines et de désastres.

Pour les éviter, une seule solution s'imposera à ceux-là, qui auront demain la lourde charge des destinées du pays : il s'agira pour eux de limiter le champ d'action de l'Etat à ses fonctions essentielles.

Le devoir de l'Etat n'est ni de faire, ni de laisser faire, mais seulement d'aider à faire.

L'Etat aidera à faire en donnant à l'initiative privée une impulsion nouvelle, en laissant la dévolution successorale suivre son cours normal, en légiférant chaque jour davantage en faveur de la famille et plus particulièrement des familles nombreuses qui furent jadis la force et le prestige de notre pays, en abaissant le taux exorbitant des impositions actuelles.

Cette réforme est particulièrement urgente en

matière d'impôts successoraux dont la réduction s'impose en ligne collatérale et entre époux, en même temps que leur abolition en ligne directe constitue une nécessité.

Telles sont, succinctement exposées, les mesures qui nous paraissent devoir être prises, si nous ne voulons pas atteindre rapidement les limites où, suivant un mot célèbre, les peuples se lèvent pour se révolter ou se couchent pour mourir.

Vu : le Doyen,  
H. NÉZARD.

Vu : le Président de la thèse,  
H. LEMONNIER.

Vu et permis d'imprimer :  
Le Recteur de l'Académie de Caen,  
R. DELTHEIL.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil, 5<sup>e</sup> éd., 1897-1923.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité théorique et pratique de droit civil. — BONNECASE. Supplément au traité de BAUDRY-LACANTINERIE, 1924-1935.
- BIGNE DE VILLENEUVE (de la). — Eléments de droit civil.
- BOUCARD et JÈZE. — Eléments de science des finances.
- BRISSAUD. — Manuel d'histoire du droit privé, 1908.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, 7<sup>e</sup> éd., 1932.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon (continué par GUILLOUARD).
- GIRARD. — Manuel élémentaire de Droit Romain, 1896.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil.
- JÈZE. — Cours de législation financière professé à la Faculté de droit de l'Université de Paris, année 1930-1931.
- JOSSERAND. — Cours de droit civil positif français, 1930.
- LAURENT. — Principes de droit civil français.
- LEREBOURS-PIGEONNIÈRE. — Précis de droit international.
- MONIER. — Manuel élémentaire de Droit Romain, 1935.
- NIBOYET. — Conflit des lois en matière de meubles.
- OLIVIER-MARTIN. — La Coutume de Paris, trait d'union entre le Droit Romain et les législations modernes.  
— La Coutume de la prévôté et vicomté de Paris.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 8<sup>e</sup> éd., 1921.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, publié avec le concours des professeurs des Facultés de droit (1925-1934).

RIPERT. — Le régime démocratique et le droit civil moderne, 1936.

WAHL. — L'impôt sur les mutations par décès en Droit Romain.

\* \* \*

BACQUET. — Du droit de déshérence.

BESSIN. — Réforme fiscale des successions.

BESSON. — Traité pratique de l'impôt progressif sur les successions, 1920.

BÉZARD-FALGAS. — *Le Correspondant*, 1927.

BOURGEOIS. — Solidarité.

CANAL. — Le régime fiscal des successions et la loi du 25 juin 1920. Thèse Paris, 1921.

CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD. — Dictionnaire des droits d'enregistrement.

CHÉNON. — Histoire des Alleux.

CONFLANS. — Jurisprudence des successions.

DUBLINEAU. — Traité théorique et pratique de l'Enregistrement, 1932.

DUMESNIL et PALLAIN. — Traité de la législation du Trésor public.

DUNOD. — Traité des Retraits.

FABRE. — Les successions testamentaires et « ab intestat » en pays de droit écrit. Thèse Toulouse, 1930.

FENET. — Travaux préparatoires du Code civil : discussions, motifs, rapports et discours.

FERRIÈRE. — Commentaire de la Coutume de Paris.

FOURCADE. — *La Réforme sociale*, 1926.

FURGOLE. — Successions.

GARNIER. — Répertoire général de l'Enregistrement.

GEORGIS (de). — Droits et obligations de l'Etat héritier. Thèse Paris, 1912.

GLASSON. — Histoire des droits et Institutions de la France, 1887-1903.

GOULARD. — Les modifications successives de l'impôt sur

les actes juridiques et les mutations de l'an VII à 1908. Thèse Paris, 1909.

GUÉGAN. — Des successions dévolues au fisc en Droit Romain. Thèse Rennes, 1893.

HERVÉ. — Théorie des matières féodales et coutumières.

LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative.

LAMBERT. — De l'exhérédation.

LEBRET. — De la souveraineté.

LEBRUN. — Des successions.

LECUREUR. — Etude sur l'ancien droit des successions d'après les coutumes du Maine. Thèse Paris, 1909.

LEFEBVRE. — Le droit des successions d'après les coutumes rédigées et la jurisprudence du Parlement de Paris. Thèse Paris, 1911.

LEFÈVRE-LAPLANCHE. — Traité du Domaine.

LEROY-BAULIEU. — Traité théorique et pratique d'Economie politique.

LIVONIERE (de). — Des fiefs.

LOCRE. — Législation civile, commerciale et criminelle de la France.

LOISEL. — Maximes ou Institutes Coutumières.

LOYSEAU. — Traité des seigneuries.

MAGUERO. — Dictionnaire des Domaines.

MALPEL (de). — Traité élémentaire des successions « ab intestat ».

MAYNARD. — Notables et singulières questions de droit écrit jugées au Parlement de Toulouse.

MERLIN. — Répertoire de jurisprudence.

MORIN. — Des successions en déshérence. Thèse Caen, 1869.

NADAUD. — Les successions dans le droit de la Révolution. Thèse Paris, 1904.

NAQUET. — Traité de l'Enregistrement.

PETITEAU. — L'Etat héritier. Thèse Dijon, 1929.

POTHIER. — Traité des successions.

— Traité des fiefs.

- POULAIN. — Des successions en déshérence et des successions vacantes. Thèse Paris, 1873.
- POULLAIN DU PARC. — Principes du droit français.
- PROUD'HON. — Contradictions économiques.
- ROUSSEAU (J.-J.). — Le Contrat social.
- SAY (J.-B.) — Cours d'Economie Politique.
- SMITH (Adam). — Richesse des Nations.
- STUART MILL. — Principes d'Economie Politique.
- TASSAIN. — Le droit de déshérence.
- THÉRON. — Les modifications au régime successoral et la natalité. Thèse Montpellier, 1924.
- VALLIER. — Fondement du droit successoral en droit français. Thèse Paris, 1902.
- VAREILLES-SOMMIÈRES (de). — Synthèse du droit international privé.
- VIOLLET. — Histoire du droit civil français, 3<sup>e</sup> éd., 1905.
- WEISS. — Traité de droit international privé.
-

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                    | Pages |
|--------------------|-------|
| INTRODUCTION ..... | 9     |

## PREMIÈRE PARTIE

### **Les droits de l'Etat en matière successorale d'après le Code civil.**

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER : <i>Historique du droit de déshérence.</i> | 16 |
| Section I. — <i>Droit Romain</i> .....                       | 18 |
| § 1 <sup>er</sup> . Caduca .....                             | 20 |
| § 2. Ereptoria .....                                         | 21 |
| § 3. Successions en déshérence proprement dites...           | 22 |
| Section II. — <i>Ancien Droit</i> .....                      | 26 |
| § 1 <sup>er</sup> . Exercice du droit de déshérence.....     | 28 |
| A. Rois francs.....                                          | 29 |
| B. Hauts-Seigneurs.....                                      | 30 |
| C. Roi .....                                                 | 38 |
| § 2. Fondement du droit de déshérence.....                   | 36 |
| § 3. Ouverture du droit de déshérence.....                   | 39 |
| A. Défaut d'héritiers.....                                   | 40 |
| B. Refus des héritiers de recueillir.....                    | 44 |
| C. Incapacités de transmettre ou de recueillir..             | 45 |
| § 4. Droits et obligations des seigneurs.....                | 46 |
| § 5. Administration des déshérences dévolues au roi          | 48 |
| Section III. — <i>Droit Intermédiaire</i> .....              | 50 |

|                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE II : <i>Le droit de déshérence dans la législation actuelle</i> .....    | 53  |
| Section I. — <i>Fondement du droit de l'Etat</i> .....                            | 59  |
| § 1. Théorie du Domaine éminent .....                                             | 60  |
| § 2. Théorie de l'Etat souverain .....                                            | 65  |
| § 3. Théorie de l'Etat héritier .....                                             | 73  |
| § 4. Intérêts de la distinction .....                                             | 88  |
| A. Exhérédation .....                                                             | 88  |
| B. Propriété ou administration .....                                              | 89  |
| C. Droit d'option .....                                                           | 90  |
| D. Rétractation d'un héritier renonçant .....                                     | 91  |
| E. Contrat d'assurances .....                                                     | 91  |
| F. Droits de l'Etat étranger sur des biens de son national décédé en France ..... | 93  |
| Section II. — <i>Conditions d'ouverture du droit de l'Etat</i> ....               | 97  |
| § 1. Décès du <i>de cuius</i> .....                                               | 97  |
| § 2. Appréhension de la succession par l'Etat .....                               | 98  |
| § 3. Inexistence de successeurs préférables à l'Etat. ....                        | 99  |
| A. Défaut de successeurs .....                                                    | 100 |
| B. Impossibilité de recueillir .....                                              | 101 |
| 1. Incapacité de transmettre ou de recueillir .....                               | 101 |
| 2. Absence de successeurs .....                                                   | 103 |
| 3. Inaptitude à recueillir .....                                                  | 104 |
| 4. Inaction des héritiers .....                                                   | 110 |
| 5. Renonciation .....                                                             | 112 |
| 6. Exhérédation .....                                                             | 113 |
| § 4. Exceptions au droit de déshérence .....                                      | 114 |
| A. Hospices .....                                                                 | 114 |
| B. Caisse des Invalides de la marine .....                                        | 116 |
| C. Caisse des Retraites pour la vieillesse .....                                  | 117 |
| Section III. — <i>Conditions d'exercice du droit de l'Etat</i> ....               | 119 |
| § 1. Apposition des scellés et inventaire .....                                   | 121 |
| § 2. Demande d'envoi en possession .....                                          | 121 |
| Section IV. — <i>Droits et obligations de l'Etat</i> .....                        | 126 |
| § 1 <sup>er</sup> . Le Domaine avant l'envoi en possession ....                   | 126 |
| § 2. Jugement d'envoi en possession définitive ....                               | 127 |

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| A. Droits de l'Etat.....          | 131 |
| 1. Administrateur .....           | 131 |
| 2. Propriétaire .....             | 133 |
| B. Obligations de l'Etat.....     | 135 |
| 1. Charges .....                  | 136 |
| 2. Restitution de l'hérédité..... | 141 |
| a) Tribunal compétent.....        | 143 |
| b) Justifications .....           | 145 |
| c) Restitutions.....              | 146 |

---

## DEUXIÈME PARTIE

### **Les Droits de l'Etat en matière successorale d'après la législation fiscale.**

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER : <i>Historique de l'impôt sur les suc-<br/>cessions</i> .....  | 158 |
| Section I. — <i>Droit Romain</i> .....                                           | 158 |
| Section II. — <i>Ancien Droit</i> .....                                          | 161 |
| Section III. — <i>Droit Intermédiaire</i> .....                                  | 165 |
| CHAPITRE II. — <i>Loi du 22 Frimaire an VII et lois pos-<br/>térieures</i> ..... | 169 |
| Section I. — <i>Exposé</i> .....                                                 | 169 |
| § 1. Tarifs .....                                                                | 170 |
| § 2. Assiette .....                                                              | 173 |
| § 3. Evaluation des biens à déclarer.....                                        | 174 |
| A. Pleine-propriété .....                                                        | 174 |
| 1. Meubles .....                                                                 | 174 |
| 2. Immeubles.....                                                                | 176 |
| B. Nue-propriété et usufruit.....                                                | 177 |
| § 4. Non distraction des charges.....                                            | 179 |
| Section II. — <i>Critique</i> .....                                              | 181 |
| § 1. Calcul de la nue-propriété et de l'usufruit.....                            | 182 |
| § 2. Non distraction des charges.....                                            | 184 |

CHAPITRE III. — *Loi du 25 février 1901 et lois récentes.* 192

Section I. — *Exposé*..... 192

§ 1. Déduction du passif..... 192

A. Dette à la charge du défunt..... 193

B. Dette résultant d'un titre..... 195

1. Titres du passif civil..... 196

2. Titres du passif commercial..... 197

C. Dette justifiée..... 199

D. Dette ne rentrant pas dans les exceptions  
prévues par la loi..... 202

§ 2. Calcul de la pleine-propriété, de la nue-propriété  
et de l'usufruit..... 205

A. Pleine propriété..... 206

1. Meubles..... 206

2. Immeubles..... 209

B. Nue-propriété et usufruit..... 212

§ 3. Tarif progressif..... 214

Section II. — *Critique*..... 259

*Etude de la proposition Palmade*..... 264

CONCLUSION..... 277





